

Revue du Conseil d'Etat

REVUE DU CONSEIL D'ÉTAT
NUMÉRO 1 - 2002

REVUE SEMESTRIELLE PUBLIÉE PAR LE CONSEIL D'ÉTAT

Responsable de la publication
Directeur de la rédaction
Rédacteur en chef

M^{me} la Présidente Farida ABERKANE
M. Abdelhafid MOKHTARI
M. Abderrazak ZOUINA

Comité de rédaction

Faiza RAHMOUNI
Naima MENOUEUR
Abderrazak ZOUINA

Malika SAHRAOUI
Abdelaziz AMOKRANE
Khaled BACHENE

Secrétariat de rédaction

Souad MIMOUNI
Nassima DJBARNI

Anissa OUHADDA

Abonnements et administration

Revue du Conseil d'État
19, rue Mustapha EL-Ouali (ex. Debussy) Alger
Tel : 021. 74 52 25 Fax : 021. 74 58 69
Site : www.coseil-etat-dz.org

Maquette et réalisation

FACIH Editions –18 bis, rue de Cirta-Hydra– Alger
Tel : 021 48 39 55 Fax : 021 48 39 54

Impression

Imprimerie ED-DIWAN

SOMMAIRE

Discours de M. Abdelaziz Bouteflika, Président de la République à l'occasion de l'ouverture de l'année judiciaire 2001/2002	5
Préface du ministre de la Justice	13
Introduction de la présidente du Conseil d'État	14
Lettre du directeur	16
Présentation du Conseil d'État	18

DOCTRINE

La mission consultative du Conseil d'État (en arabe) <i>A. Zouina</i>	
Le statut juridique du président du Conseil d'État (en arabe) <i>A. Zouina</i>	
Le contrôle du pouvoir discrétionnaire de l'administration <i>F. Aberkane</i>	23
L'expertise en matière administrative <i>M. Kouroughli</i>	28
Réflexion sur la représentation de l'État par ses organes déconcentrés <i>S. Ançar</i>	38

JURISPRUDENCE

Commentaires

- Commentaire de l'arrêt rendu le 07 décembre 1972
(Ministère des travaux publics c/A. M) *A. Mokhtari*
- Commentaire de l'arrêt rendu le 09 Avril 2001
(Directeur de l'Éducation de la Wilaya de Guelma c/B. T) *F. Aberkane*

De quelques arrêts du Conseil d'État (en arabe)

De quelques arrêts du tribunal des conflits (en arabe)

LÉGISLATION

Loi organique relative aux compétences à l'organisation et au fonctionnement du Conseil d'État	57
Avis du Conseil Constitutionnel	63
Loi N° 01-05 du 22 Mai 2001 modifiant et complétant l'ordonnance N° 66-154 du 8 Juin 1966 portant code de procédure civile	70

<u>ACTIVITÉS DU CONSEIL D'ÉTAT</u>	73
---	----

*Discours de Monsieur Abdelaziz Bouteflika,
Président de la République,*

à l'occasion de l'ouverture de l'année judiciaire 2001/2002

Préface de Monsieur le Ministre de la Justice

Introduction de la présidente du Conseil d'État

Lettre du Directeur

Présentation du Conseil d'État

DISCOURS DE
M. ABDELAZIZ BOUTEFLIKA
 PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

*Prononcé à l'occasion de l'ouverture
 de l'année judiciaire 2001-2002*

***Monsieur le président du Conseil de la nation,
 Monsieur le président de l'Assemblée populaire nationale,
 Monsieur le Chef de gouvernement,
 Messieurs les membres du gouvernement,
 Monsieur le président de la Cour Suprême,
 Madame le président du Conseil d'État,
 Mesdames, Messieurs les magistrats,
 Excellences, Mesdames, Messieurs.***

L'année judiciaire s'ouvre à un moment où dans notre pays comme dans le reste du monde, les valeurs universelles du droit s'affirment plus que jamais comme indispensables à toute perspective durable de paix, de progrès et de compréhension entre les peuples.

Les actes barbares qui ont ensanglanté dernièrement les États-Unis d'Amérique ont brutalement rappelé à l'opinion internationale l'existence et les agissements d'une nébuleuse terroriste qui, au nom de principes contestables, appuie son action destructive sur la déstabilisation et le crime.

L'Algérie a versé un lourd tribut en vies humaines et en pertes matérielles dans sa lutte contre le terrorisme qui la frappe depuis dix années. Elle n'a cessé d'inviter le reste de la communauté internationale à une coopération active pour détruire les réseaux qui alimentent le terrorisme pour les priver de l'aide dont ils bénéficient dans certains pays occidentaux, pour démanteler leurs circuits financiers, logistiques ou de propagande, en un mot d'engager contre eux une guerre sans merci et dans tous les domaines.

Que cette prise de conscience soit désormais partagée à travers le monde ne peut que reconforter le peuple algérien qui s'est longtemps battu seul contre ce fléau.

Et dans la mobilisation qui se dessine enfin dans le monde contre le terrorisme, l'Algérie sera un partenaire aussi résolu qu'actif pour que, dans le cadre de la légalité internationale, la vie internationale puisse retrouver sa forme normale, basée sur les règles de droit, reconnues et acceptées de tous.

Mesdames et Messieurs,

Depuis notre rencontre il y a près d'une année en pareille circonstance, le champ de la justice a été le lieu de développements notables. Un certain nombre de mesures ont été prises pour impulser les évolutions nécessaires du système judiciaire, dans le cadre du programme arrêté à la suite des travaux de la commission nationale de réforme de la justice. Je n'en donnerai que quelques exemples significatifs par eux-mêmes.

Ainsi, la rénovation du dispositif législatif pénal crée les conditions d'une meilleure garantie de la présomption d'innocence.

De même, en réaffirmant nettement le caractère exceptionnel de la détention provisoire, la loi encadre plus étroitement la mise en œuvre de cette procédure, par le renforcement de la protection statutaire des magistrats qui en ont la charge, par la consolidation des moyens de recours et la consécration du principe de l'indemnisation.

Pour les gestionnaires du secteur public économique, les aménagements introduits se traduisent par une meilleure protection contre le risque d'arbitraire.

Les sanctions instaurées à l'encontre du défaut d'application des décisions de justice sont de nature à permettre de limiter certaines formes des abus auxquels donnent lieu le détournement à des fins illicites de l'autorité publique et le trafic d'influence. Les nouvelles modalités de l'assistance judiciaire sont à même d'améliorer les moyens et la qualité de la défense pour les justiciables les moins favorisés, contribuant ainsi à élargir le contenu pratique du principe d'égalité des citoyens devant le service public.

En évoquant ces quelques points, je ne veux pas oublier qu'au regard des aspirations de la nation et des engagements que j'ai pris devant elle, il s'agit seulement d'un tout premier volet d'une entreprise de longue haleine. Ces avancées peuvent sans doute être améliorées, elles peuvent être élargies et elles devront l'être à mesure qu'évolueront les conditions liées à l'état de l'appareil judiciaire et de son environnement proche, et les conditions liées à la situation générale du pays. Bien entendu, il ne s'agit, à ce stade encore, que de texte, et nous savons que les textes ne valent qu'autant qu'ils sont appliqués et qu'ils ne valent que par la manière dont ils sont appliqués.

Si j'ai tenu à énumérer ces nouvelles dispositions, c'est pour réaffirmer clairement le sens général des aménagements apportés à la législation pénale. C'est celui que nous entendons imprimer à toutes les actions qui, s'ajoutant et se combinant, viendront progressivement réaliser le vaste projet de réforme de la justice.

Faut-il rappeler que la sauvegarde des droits des personnes, la protection du citoyen contre toutes les formes d'abus, l'impartialité de la justice et l'égalité de tous devant elle et devant la loi sont les finalités de cette réforme?

Dans ce cadre, je voudrais souligner que les droits de la défense – pleinement consacrés et fortement protégés dans toutes les modalités qu'ils impliquent – participent étroitement de ces finalités. S'il apparaissait nécessaire de mieux

assurer les conditions de la moralisation de la profession d'avocat et de mieux organiser les conditions de son exercice, toute mesure en ce domaine serait naturellement concertée avec la profession et arrêtée en plein accord avec elle.

Mesdames et Messieurs,

J'ai dit que les textes ne valaient que par la manière dont ils étaient appliqués. Ceci nous renvoie au rôle des hommes, des magistrats en l'occurrence, et aux lourdes exigences qui pèsent et qui vont peser de plus en plus sur eux, qu'il s'agisse de compétence ou, bien évidemment, de moralité.

Dans cet ordre d'idées, je me félicite de la mise en place de cycles de perfectionnement, à l'intention de magistrats, dans des matières où les contentieux comportent un fort contenu de complexité technique.

Cette mesure, tout comme celle de l'allongement de la durée de formation des futurs magistrats, traduit la volonté des pouvoirs publics de favoriser une évolution qualitative dans le fonctionnement du système judiciaire. La progression importante des crédits budgétaires alloués au département de la justice reflète ce souci d'amélioration. Un souci qui s'étend également aux conditions matérielles d'exercice des missions des magistrats ainsi qu'aux conditions de détention dans les centres pénitentiaires. Cet effort de la collectivité sera poursuivi dans les prochaines années dans le cadre de la mise en œuvre du programme dont j'avais tracé les grandes lignes devant vous l'année passée.

Mais il importe de souligner que dans ce processus d'évolution qualitative de la profession, le rôle des magistrats eux-mêmes, à travers certaines des instances judiciaires, est potentiellement considérable. Et il est crucial, pour la réalisation des objectifs que nous assignons au système judiciaire, que ce rôle soit pleinement assumé dans l'avenir.

Je veux parler ici des missions des instances de recours, cours d'appel et plus particulièrement, Cour Suprême et Conseil d'État.

Il est naturel que la fonction de censure à l'égard des jugements rendus par les magistrats des juridictions inférieures comporte une évaluation de la qualité de ces jugements et partant, des juridictions et des magistrats qui les rendent. Ce volet de la mission des juridictions supérieures, consacré entre autres par l'obligation pour la Cour Suprême de communiquer périodiquement un rapport au président de la république et un autre au conseil supérieur de la magistrature, relativement à l'évaluation des juridictions et des magistrats, reste à mon avis insuffisamment assuré.

Il est bien évident que les appréciations émanant des juridictions supérieures et qui doivent être concrètement étayées, constituent l'un des moyens essentiels pour l'amélioration de la compétence professionnelle à travers l'ensemble de l'appareil judiciaire. C'est aussi, à partir de ces appréciations objectives que peuvent être décelés les comportements professionnels indignes et déclencher les recherches appropriées pour les établir et, le cas échéant, les réprimer. Cette mission d'évaluation est liée, à bien des égards, à la fonction jurispru-

dentielle dévolue aux juridictions supérieures et qui, il faut le souligner, reste encore à développer, à beaucoup d'égards.

Une jurisprudence enrichie en permanence, cohérente quand au fond et pédagogique dans la forme, est nécessaire pour les praticiens et les justiciables en ce qu'elle réduit les marges d'indétermination dans la recherche de solutions de droit applicables. Elle est aussi un moyen de parfaire la formation des jeunes magistrats, d'améliorer globalement la qualité des jugements et de réduire l'encombrement des juridictions supérieures.

Les progrès qualitatifs et la moralisation du système judiciaire passent, ainsi, dans une très large mesure, par la prise en charge effective de ces missions d'élaboration et d'enrichissement continu de la jurisprudence, d'une part, d'évaluation des juridictions inférieures, d'autre part.

Dans les conditions actuelles, je ne veux pas sous-estimer les difficultés inhérentes à ces tâches. Mais il importe essentiellement pour l'avenir, que les instances de recours, et plus particulièrement, la Cour Suprême et le Conseil d'État, qui regroupent d'éminentes compétences, soient à la pleine mesure de leurs missions et des enjeux qu'elles comportent, et qu'elles puissent légitimer, au-delà de l'indépendance du juge, l'établissement de la justice en pouvoir pleinement autonome.

Mesdames et Messieurs,

Dans un autre domaine, le recours hiérarchique contre les actes des agents de l'administration peut permettre le règlement de certaines situations litigieuses et le rétablissement de droits injustement ignorés. On constate malheureusement souvent une négligence ou une fuite devant leurs responsabilités de la part de ceux à qui s'adresse ce recours.

Ces défaillances contribuent à surcharger les instances judiciaires, en même temps qu'elles laissent perdurer, pour les citoyens, des situations de difficultés et parfois d'angoisse, quand elles ne les forcent pas, purement et simplement à la renonciation à leurs droits, face à la lenteur et aux contraintes de l'action en justice.

Cet état de fait est fréquemment aggravé par l'opacité des règlements édictés par les administrations publiques et leur caractère imprécis ou lacunaire qui confèrent un pouvoir de fait quasi discrétionnaire aux fonctionnaires en charge de leur mise en œuvre et qui compliquent le rôle des magistrats qui ont à connaître des contentieux s'y rapportant.

Ce qui rend encore plus inacceptable cette situation, c'est que des commis de l'État dévoyés, heureusement très minoritaires, tirent profit des déficits d'organisation interne et de la prolifération des procédures bureaucratiques édictées trop souvent, dans le souci de minimiser les contraintes propres de l'administration. C'est là un foisonnement inutilement tracassier, qui favorise les corruptions, en accumulant les obstacles successifs pour amener le requérant à se plier à l'exigence du pot de vin.

Cette lourde bureaucratie paralyse les initiatives et dissuade l'investissement nécessaire à la création des emplois dont ont besoin notre jeunesse et notre pays. Elle crée tout naturellement un terrain favorable à la corruption, et elle la sécrète d'autant plus facilement que les voies de recours apparaissent sans issue ou incroyablement lentes et complexes.

La transparence, la simplification et la rationalisation des procédures administratives auraient dû, pourtant être grandement favorisées par les technologies de l'information et les moyens dont se sont dotés à profusion, parfois, les administrations et les établissements publics. Des actions d'ensemble et de longue portée sont nécessaires regardant notamment, le mode de déploiement de l'action publique, l'organisation des structures de l'État et la délimitation des compétences.

Il ne faut pas perdre de vue que les mutations à venir, pour nécessaires qu'elles soient, resteraient inopérantes sans une transformation de l'esprit qui anime l'action publique et des mentalités qu'elle met en action. Un esprit qui reste imprégné de l'idéologie des premières décennies de l'indépendance, mais qui, outre son inadaptation à l'évolution de notre société, a été perverti, jusqu'à couvrir la facilité et le laisser-aller et quelquefois couvrir des pratiques douteuses. Un esprit paralysant qui tend souvent à considérer que tout ce qui n'est pas formellement autorisé est proscrit, et à compenser durablement les faiblesses et les défaillances de l'administration par des contraintes imposées aux administrés.

A un degré ou à un autre, aucun secteur de l'administration n'est indemne de ces situations où la confusion des responsabilités et la fuite devant elles, l'opacité des réglementations, celle des processus de décisions et l'inefficience des recours ont pavé la voie à la négligence et à la médiocrité et conduisent, trop souvent, au gaspillage et au détournement du service public. Je veux préciser que ce qui est en cause ici, ce sont des modes de fonctionnement porteurs d'inertie et, parfois de régression corruptrice. Il ne s'agit pas d'incriminer les fonctionnaires dont l'immense majorité font preuve d'application et d'honnêteté dans l'exercice de leurs fonctions, et dont beaucoup, à tous les échelons de la hiérarchie, et souvent les plus modestes, manifestent un courage exemplaire et ont, dans des circonstances particulièrement tragiques, quelquefois au péril de leur vie, assuré la continuité du service public.

Mais c'est aussi pour eux que nous nous devons d'engager les réformes propres à redonner à l'administration son prestige et la considération que devraient lui porter nos concitoyens.

C'est pourquoi, et en mesure d'urgence préalable à des actions de plus vaste portée, j'ai inscrit comme objectif immédiat pour le gouvernement la réévaluation, selon un programme précis, des principales procédures qui régissent le fonctionnement des administrations publiques dans leurs relations avec les administrés.

Dans le cadre du programme de relance économique, qui devrait enclencher l'essor de l'investissement productif et de la croissance, et en complément des

textes promulgués récemment, priorité sera donnée à l'examen des mécanismes qui constituent un carcan administratif entravant l'activité économique. Un cadre spécifique devra être mis en place pour assurer la coordination indispensable à la rationalisation d'ensemble, et pour recueillir, systématiquement, les avis des catégories d'administrés ou d'usagers concernés, à travers les organismes ou les associations les plus représentatives.

Un autre cadre, à vocation technique, sera prochainement défini, pour veiller à l'articulation des grands systèmes informatiques de l'administration publique et à la validation des programmes de développement en ce domaine.

La simplification des procédures, l'élimination des excroissances et des empiétements, la transparence des processus de décision, le raccourcissement des délais d'examen et de notification par l'administration devront être systématiquement

recherchés dans le cadre de cette réévaluation. Mais, plus essentiellement, les moyens de recours devront être renforcés, facilités quant à l'accès aux instances qualifiées, accélérés quant au traitement et adaptés aux particularités de chaque type de situation.

Le Conseil d'État, en relation avec les autres juridictions, devra être chargé d'une évaluation périodique des contentieux mettant en cause l'administration, et, notamment, les défaillances du recours hiérarchique. Il devra, ainsi, progressivement, assumer un rôle essentiel pour aiguillonner et encourager les évolutions nécessaires de l'appareil administratif. Il va de soi que ses moyens, tant humains que matériels, devront être graduellement adaptés aux pleines exigences de ses missions.

Mesdames et Messieurs,

La réforme de la justice apparaît ainsi, à l'échelle du pays, comme un ressort déterminant de tous les autres progrès à accomplir; elle constitue un lien essentiel entre tous les volets de la politique de renouveau national que je me suis engagé à mettre en œuvre. Car il est bien évident que la justice est la clé du rétablissement de la confiance en l'État et en ses institutions, et qu'une justice forte et crédible est le gage du respect de la dignité des citoyens.

Si la justice est la clé de cette politique, la concorde en est le cœur. Cette concorde n'est pas la voie du pardon ouverte à la barbarie criminelle de ceux qui se sont élevés contre leur peuple et contre leur religion. L'État met et continuera à mettre en œuvre tous les moyens, sans exception, dont il dispose pour combattre et finalement la détruire. La concorde est pour nous synonyme de paix définitive et non de répit illusoire, non de simple rémission qui, laissant subsister les causes profondes de la crise, les ressentiments et les antagonismes délibérément exacerbés, vouerait le pays à une violence récurrente, à la perte ou l'exil de ses élites et au gaspillage de toutes ses chances de progrès réel dans un monde de plus en plus impitoyable pour les faibles et les retardataires.

La majorité écrasante des Algériens a adhéré à la concorde civile. Je suis convaincu que les enfants de ce pays sont capables de vivre ensemble, côte à côte, dans un esprit d'entente mutuelle et de nourrir des ambitions communes pour un avenir radieux pour tous. C'est cela la voie du patriotisme et du renouveau.

Rendons l'Algérie aux Algériens. Aucun pays ne remplacera le vôtre. Les règles de la démocratie veulent ici et là que ce soit la majorité qui l'emporte sur la minorité. Quelle que soit notre ouverture d'esprit et notre clairvoyance à accepter les avis en leur permettant de s'exprimer par les voies pacifiques et saines, nous ne pouvons traiter avec la violence ni la comprendre ni lui trouver des excuses.

L'épreuve a dévoilé bien des choses et il me désole de rappeler encore une fois, devant vous, que l'Algérie, le peuple algérien a combattu seul dans l'indifférence de certains frères et amis et peut-être la joie de certains autres devant notre malheur.

Le peuple algérien a une histoire séculaire au cours de laquelle il a connu bien des épreuves et est sorti, à chaque fois, victorieux et uni quelques soient les complots ourdis contre lui.

Mesdames, messieurs,

Nous tendons la main à tous les Algériens jaloux de leur Algérie avec ses spécificités et celles des constantes de leur patrie et au premier chef l'Islam car l'Algérie a un rôle historique, civilisationnel, spirituel et géographique en même temps.

Cette Algérie doit compter sur ses racines et savoir que le monde se développe à grande vitesse. Les Algériens n'ont d'autre choix que de travailler dur pour être à la même vitesse et la suivre pas à pas.

Cette équation peut être difficile pour certains. D'autres peuvent penser que la solution est de remonter au moyen-âge. D'autres encore peuvent penser que la solution est de faire un saut vers les civilisations occidentales.

Nous tirons le meilleur de nous-mêmes, de notre culture et de nos racines, ainsi que le meilleur des autres. L'entente exige de nous d'admettre que nous ne savons pas tout. Nous devons apprendre et apprendre à nous adapter aux exigences de l'heure ou alors nous serons condamnés à disparaître.

Le choix est clair. Le monde est secoué par une grande tornade dont nous connaissons le début mais pas la fin. Notre position est claire à l'égard des émeutes et actes de violence. Cependant, nous ne participerons jamais à une croisade qui risquerait de menacer nos valeurs spirituelles ici ou là.

Nous appartenons à une religion qui tolère et respecte toutes les religions et reconnaît tous les prophètes et nous n'acceptons pas d'être dénaturés ou mis à l'index en tant qu'Arabes, Berbères ou Musulmans, ni d'être suspectés de par notre appartenance à cette civilisation.

Nous sommes prêts à aider ceux qui veulent éradiquer le terrorisme en Algérie ou à l'extérieur. Notre mission est de lutter contre le terrorisme et de l'éradi-

quer en Algérie. Nous ne sommes pas responsables des autres peuples. Si les grandes puissances ont une mission stratégique, nous ne faisons pas partie de ces pays. Nous comprenons les souffrances, les blessures et les pertes des autres car nous les avons connues. Nous sommes prêts à coopérer dans un cadre clair qui ne fait pas du terrorisme, un mauvais terrorisme dès lors qu'il s'agit de l'Afghanistan et un bon terrorisme, acceptable quand il est en Europe. Les aspects de la violence ont diverses causes qui peuvent être politiques.

Tout le monde doit savoir que la cause du peuple palestinien est une cause juste et que se défendre est un droit légitime et indiscutable.

Les États-Unis sont en droit de se défendre s'ils sont attaqués chez eux de même que le peuple palestinien, qui est agressé chez lui, dans l'indifférence de l'opinion arabe, islamique et internationale est en droit de se défendre.

C'est là des vérités que nous ne pouvons taire. Nous pensons que l'embargo imposé à certains peut paraître justifié comme il peut ne pas l'être. Les propos d'autrui ne sont point des paroles sacrées.

Il y a un embargo dont les conséquences se répercutent sur les peuples plus que sur les dirigeants. Et je ne crois pas qu'il existe des instances en charge de la sécurité et de la paix internationales pouvant s'octroyer le droit de discipliner les peuples ou de diviser les humains sur la base de la couleur de leur peau, de leurs croyances et de leurs civilisations.

Mesdames et messieurs,

Je déclare, ici présent, ouverte l'année judiciaire 2001/2002.

Je vous remercie de votre attention. Que le salut de dieu soit sur vous.

PRÉFACE DE
M. LE MINISTRE DE L'ÉTAT
 MINISTRE DE LA JUSTICE

C'est avec un réel plaisir que je salue l'avènement de la revue du Conseil d'État, nouvelle publication avec laquelle cette Institution vient enrichir le patrimoine documentaire juridique et judiciaire de notre pays

Ce plaisir est naturellement celui qui accompagne toute nouvelle initiative, notamment dans le domaine de la création intellectuelle. Mais c'est aussi, et surtout, une satisfaction liée aux réalités juridiques et judiciaires de notre pays en pleine mutation

Et de ce fait, cette nouvelle revue contribuera sans aucun doute à faire davantage connaître le Conseil d'État, une Institution récente mais combien importante dont on ne mesure pas encore toute la nécessité et tout l'apport dans un État algérien moderne résolument engagé dans la promotion et la protection de tous les droits et libertés. Il s'agit là d'un choix qui, impérativement, s'accompagne d'un ordre judiciaire administratif destiné, à même, de régler les rapports entre, d'une part les personnes physiques ou morales, et d'autre part les pouvoirs publics représentés par l'administration

En outre, et au moment où notre pays a fort heureusement décidé de s'engager dans une profonde réforme de la justice, il importe de ne pas omettre les effets d'un constat en la matière. C'est que la réforme de la justice nécessite bien des mesures d'ordres divers, qu'il s'agisse de la révision des lois, de la formation des magistrats, ou qu'il s'agisse de la modernisation du fonctionnement de la justice pour ne citer que ces exemples. Mais, dans le même temps, une réforme réussie de la justice algérienne nécessite et nécessitera une révision du rapport que la société entretient en Algérie avec le Droit et avec la Justice, un Droit et une Justice qui méritent d'être connus, un Droit et une Justice qui méritent d'être respectés, un Droit et une Justice qui seraient alors et alors seulement les régulateurs des rapports entre l'ensemble des composantes de la Nation

En cela, la réforme est autant une question d'actes et d'actions qu'une question de culture et de comportement. En cela, la revue du Conseil d'État focalise nécessairement une part d'espérance d'autant qu'elle sera un canal de diffusion et de vulgarisation du Droit et de la Justice au sein de la communauté nationale

Par ailleurs, cette nouvelle revue sera, je l'espère, un nouveau réceptacle des contributions tant attendues, de la part des nombreux éminents juristes et éminents magistrats dont notre pays s'honore. Ce faisant, elle sera aussi sans nul doute, une référence pour la formation juridique dans notre pays, pour les connaissances des praticiens du Droit et notamment des magistrats et d'une manière générale, une source d'information pour tous.

Voilà une somme de quelques motivations réelles qui font que, pour moi, saluer l'avènement de la revue du Conseil d'État n'est point un simple acte de courtoisie mais bien une satisfaction motivée non seulement en ma qualité de ministre de la Justice mais aussi et surtout en ma qualité de citoyen nourrissant des aspirations légitimes de progrès et de modernité pour notre pays.

M. Ahmed Ouyahia

Ministre d'État, ministre de la Justice

INTRODUCTION DE M^{ME} LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ÉTAT

Heureux sont les peuples qui ont des palais de justice où l'herbe pousse entre les pavés de la cour, dit un proverbe chinois.

Il eut été illusoire de penser que l'administration se soumet à toutes les règles de droit, qu'elle agit toujours dans le strict respect de tous les principes qui régissent un véritable État de droit, que les citoyens se plient avec une grande responsabilité à toutes les normes préétablies dans une société moderne et démocratique.

Telle n'est pas la réalité et sans doute cette revue aurait été sans objet.

Aussi puisque l'herbe ne pousse pas dans nos tribunaux, et que des juges existent dont le rôle spécifique est de veiller au respect de l'intérêt public d'abord, aux droits des citoyens ensuite, il m'a paru opportun d'ouvrir les pages de cette revue par la définition de quelques principes déontologiques qui devraient guider un jeune juge administratif appelé à résoudre les litiges entre administration et citoyens.

Cependant ces principes déontologiques ne peuvent être regardés qu'à travers la mission spécifique du juge administratif et le rôle qui lui incombe à l'intérieur du pouvoir judiciaire.

Le juge administratif est d'abord le garant des libertés publiques : à ce titre, il veillera à ce que toute atteinte aux libertés, qu'elles soient fondamentales ou simplement protégées, ne pourra être que restreinte et commandée par les nécessités du maintien de l'ordre public.

Le juge administratif est aussi garant de la propriété : son rôle consistera à contrôler que toute privation totale ou partielle du droit de propriété ne pourra se faire que dans les cas et les conditions prévus par la loi.

Le juge administratif enfin est garant de l'application des principes généraux : égalité des citoyens devant la loi et les charges publiques, droit de la défense, de la continuité nécessaire du service public.

En conséquence et bien que les principes déontologiques auxquels sera soumis le juge administratif sont partagés par la plupart des magistrats, il reste que ce dernier obéira à une éthique spécifique.

Ainsi le juge administratif sera équitable; ce qui ne signifie pas toujours être juste. En effet la balance, symbole de la justice, n'est pas synonyme d'équilibre

parfait et l'équité ne souffrira pas si, à l'occasion des affaires qui lui sont soumises, le juge fera pencher cette balance du côté du citoyen défavorisé face à une administration forte de ses pleines prérogatives.

L'équité ne souffrira pas non plus si le juge, bien que soucieux de l'intérêt public, n'en partagera pas avec l'administration sa stricte appréhension en faveur d'un justiciable privé de ses biens.

Il sera impartial : Juge de l'administration, mais aussi garant des droits des usagers, il devra avoir une vue d'ensemble, objective de l'intérêt général face aux droits des citoyens et imposer un juste équilibre entre les deux.

Il sera inventif : le droit administratif est d'abord un droit jurisprudentiel, c'est à dire produit de la créativité d'un juge forcé de donner des réponses face à des situations inédites.

Il devra faire preuve de hardiesse en allant sans cesse à la conquête d'espaces de contrôle, en créant des concepts juridiques qui lui permettront de rendre plus efficace ce contrôle, en faisant pleinement usage de ses pouvoirs par l'application intelligente de tous les principes généraux constitutionnels et légaux pour maintenir l'activité de l'administration dans un cadre légal et, au besoin, de rechercher sa responsabilité afin de l'obliger à réparer.

Il veillera à ce qu'aucun acte de l'administration ni ses motivations n'échappent à son contrôle.

Il devra être intègre en évitant les conflits d'intérêts et en ayant un comportement compatible avec les exigences d'honneur et de dignité de sa fonction.

Mais ce sera bien sûr à travers ses décisions que le juge administratif fera preuve de sa capacité à servir le droit et aussi de sa vocation à contribuer à asseoir l'État de droit.

Cette revue en sera t-elle le digne instrument?

M^{me} Farida Aberkane

Présidente du Conseil d'État

LETTRE DU DIRECTEUR DE LA REVUE

Rien n'est plus passionnant que de créer, et toute création s'accompagne toujours d'une certaine fébrilité. Celle du Conseil d'Etat intitulé « Revue du Conseil d'État » est importante à plus d'un titre.

D'abord parce que telle a été la volonté du législateur qui a décidé à travers la loi organique 90-01 du 13-05/1990 ⁽¹⁾ et plus précisément son article 8 que : « le Conseil d'Etat publie ses décisions et œuvre à la publication de tous commentaires et études juridiques. »

Plus avant le Conseil d'Etat à travers la revue permettra d'unifier la jurisprudence et favorisera une bonne application de la loi (a2 alinéa 2).

Ensuite toute revue est une vitrine qui nous renseigne sur la vie de l'institution.

Elle contribuera à un échange d'idées sur les problèmes que soulève l'application du Droit administratif dont l'originalité est justement d'être essentiellement jurisprudentiel.

Elle est aussi une fenêtre sur le monde extérieur en initiant éventuellement un débat avec les institutions judiciaires étrangères.

Elle sera indéniablement un outil de travail pour le juge administratif.

Elle facilitera par la même occasion la recherche aux étudiants de Droit en général et à ceux qui ont décidé d'appartenir au monde judiciaire en particulier.

En outre, l'évolution de la jurisprudence qui n'était naguère connue que par ses auteurs sera plus accessible au public.

Par ailleurs l'Algérie passe d'une économie dirigée à une économie libérale. Cette situation a une traduction judiciaire.

Autrefois l'Etat et son administration étaient omniprésents. Leurs actions multidimensionnelles étaient soumises, lorsqu'elles l'exigeaient, à un contrôle du juge administratif d'une efficacité toute relative.

Aujourd'hui, avec l'apprentissage quotidien de la démocratie, ce même juge suprême doit être libre dans ses jugements.

Cependant, quelque soit leur qualité, ceux-ci ne valent que ce que vaut leur exécution.

Or le problème cardinal est bien celui de l'exécution des décisions de justice que l'administration s'ingénie à mettre souvent en échec.

A ce titre la parution de la loi n°01-09 du 26/06/2000 ⁽²⁾ est révolutionnaire.

Son article 138 bis, d'une grande sévérité, introduit en effet la notion de responsabilité pénale du fonctionnaire en cas d'infractions intentionnelles à l'occasion de l'exécution d'une décision de justice devenue définitive.

Cette loi répond à une demande pressante des justiciables excédés de voir les décisions rendues en leur faveur, rester lettre morte et traduit une volonté politique, celle d'être à l'écoute du citoyen.

L'occasion est donc offerte aux spécialistes du Droit de faire connaître leurs opinions sur cet article.

Il reste à souhaiter que cette Revue sera à la hauteur des attentes des lecteurs auxquels elle est destinée.

Abdelhafid Mokhtari

Directeur de la Revue

⁽¹⁾Loi organique n°98-01 du 30/05/1998 relative aux compétences, à l'organisation et au fonctionnement du Conseil d'Etat JORA n°37 du 01/06/1998 page 3.

⁽²⁾Loi n°01-09 du 26/06/2001 complétant l'ordonnance n°66-156 du 08/06/1966 portant Code pénal.

PRÉSENTATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le Conseil d'État est très peu connu en Algérie. Et pourtant, il a une fonction essentielle, celle de régler les conflits entre l'administration prise au sens le plus large et les administrés (fonctionnaires et citoyens). On peut distinguer trois grandes périodes :

- Coloniale jusqu'à l'avènement de l'indépendance nationale
- Celle régie par la loi n°63-218 du 18 juin 1963, instituant la Cour Suprême.
- Celle régie par la loi n°98-01 du 30 mai 1998, portant organisation et fonctionnement du Conseil d'État.

La période coloniale

Avant l'indépendance, la justice algérienne était rattachée au système judiciaire français et l'organisation judiciaire était calquée sur celle de la métropole avec cependant quelques adaptations.

Les juridictions existant naguère en Algérie étaient composées comme en France des juridictions administratives et judiciaires.

Les juridictions administratives exerçaient leurs compétences dans trois villes que sont Alger, Oran, et Constantine et leurs limites territoriales étaient celles des anciens départements qui portaient le même nom.

Tous ces tribunaux voyaient en appel leurs décisions censurées par le Conseil d'État de Paris.

La période régie par la loi n°63-218 du 18 juin 1963

La justice étant l'un des attributs de souveraineté, l'Algérie dès l'indépendance a dû imaginer une organisation judiciaire qui lui soit propre.

Dans son choix, elle s'est trouvée en face de deux écoles :

- L'école anglo-saxonne selon laquelle l'administration n'est pas une « super-partie ». Elle ne doit donc pas être jugée par une juridiction particulière, en l'occurrence administrative, mais comme tout citoyen par les tribunaux de l'ordre judiciaire.

- L'école française suivie en cela entre autres par la Belgique, l'Italie, la Grèce, la Hollande, la RFA, l'Égypte et aujourd'hui l'Algérie met côte à côte deux ordres de juridictions dont chacun d'eux règle indépendamment les litiges qui lui reviennent et qui dépendent de leur nature.

Par exemple un litige de nature civile, pénale, commerciale, criminelle, de statut personnel, maritime ou sociale, bref de Droit Privé relève naturellement des tribunaux judiciaires avec à leur tête la Cour de Cassation car les parties au procès sont des personnes physiques ou mettent en cause des personnes morales de droit privé.

En revanche, tout conflit mettant en cause l'administration face au citoyen est transmis aux juridictions administratives avec à leur tête le Conseil d'État. L'organisation judiciaire française est donc bicéphale puisqu'elle est composée au sommet de la Cour de Cassation et du Conseil d'État.

L'Algérie ayant à l'origine fait une « alchimie » des deux systèmes anglo-saxon et français à travers la loi du 18 juin 1963 a décidé par la suite de faire sien le système de Dualité français à travers la loi n°98-01 du 30 mai 1998.

L'État algérien a en effet imaginé à travers la loi du 18 juin 1963 de placer sous une même juridiction, en l'occurrence la Cour Suprême (unité juridiction) toutes les affaires et ce, quelque soit leur nature, administrative, civile, pénale, criminelle, sociale etc... (dualité de contentieux).

D'où l'expression « d'unité de juridiction et de « dualité de contentieux », la dualité résultant de la coexistence entre d'une part la matière administrative et les autres matières de droit privé.

L'hypothèse d'un conflit entre deux juridictions au sommet ne se posait pas alors celui-ci étant réglé au sein de la Cour Suprême, toutes chambres réunies. Avec l'adoption de la constitution de 1996, l'article 152 prévoyait la création d'un Conseil d'État, comme organe régulateur de l'activité des juridictions administratives.

C'est ainsi que logiquement la loi n°98-01 du 30 mai 1998 était née.

La loi n°98-01 du 30 mai 1998 créant le Conseil d'État

La loi organique du 30 mai 1998 a doté le Conseil d'État d'une compétence judiciaire classique et d'une compétence consultative originale.

● En tant qu'organe judiciaire

► Il est juge de l'annulation de toutes les décisions administratives, réglementaires ou individuelles rendues par les autorités administratives centrales, les institutions publiques nationales et les organisations professionnelles nationales (article 9-1°).

► Il connaît, en outre, en appel de tous les jugements rendus en premier ressort par les tribunaux dans les affaires de fond encore appelées « de plein contentieux ».

► Il connaît en outre des recours en cassation contre les décisions des juridictions administratives rendus en dernier ressort ainsi que des recours en cassation des arrêts de la Cour des Comptes (article 11).

► Enfin, il peut être appelé à juger des recours en appréciation et des recours en interprétation de la légalité des actes dont le contentieux relève du Conseil d'État (article 9-2°).

► Le Conseil d'État est organisé pour l'exercice de ses fonctions judiciaires en 5 chambres, chacune d'elles étant subdivisée en sections et spécialisée dans un certain nombre d'affaires. La conduite de l'instruction du dossier est particulière car la procédure est écrite et secrète d'où la monotonie des audiences publiques dominées parfois par un échange de documents et de rares plaidoiries.

● En tant qu'organe consultatif

(Article 12 et 35). Il est saisi par le gouvernement pour donner son avis sur les projets de loi qui lui sont soumis et propose toutes modifications qu'il juge nécessaires. Ces textes sont alors débattus en conseil des ministres avant les deux chambres pour adoption. Le conseil d'État délibère en matière consultative en assemblée générale et en commission permanente lorsque, à titre exceptionnel, l'urgence est signalée par le chef du gouvernement.

L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'État. Elle comprend le vice président, le commissaire d'État, les présidents de chambres, et cinq conseillers d'État (article). Les ministres peuvent assister aux séances ou se faire représenter par des fonctionnaires ayant au moins le rang de directeur d'administration centrale pour les textes relevant de leur département.

La commission permanente est formée d'un président ayant rang de président de chambre et d'au moins quatre conseillers. Le commissaire d'État ou l'un de ses adjoints peut assister aux délibérations et rend des conclusions. Un ministre peut de même assister aux séances ou se faire représenter afin d'émettre un avis.

Le Conseil d'État s'attache essentiellement à vérifier la régularité du texte de loi et sa cohérence et propose les modifications nécessaires à son harmonie. Il veille en outre à sa bonne rédaction dont l'ambiguïté peut prêter éventuellement à interprétation.

Dans l'exercice de cette mission, il a émis à ce jour 41 avis portant sur des objets divers (loi de Finance, loi sur la privatisation des entreprises publiques, etc.).

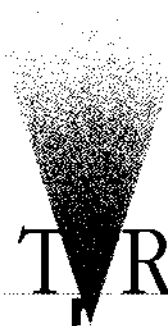
Quelques indications sur le Conseil d'État

Présidente Madame Farida ABERKANE
Vice-Président Monsieur Abdelhafid MOKHTARI
Commissaire d'État Monsieur Mohamed BENNACER

Adresse 19, rue MUSTAPHA EL-OUALI (Ex DEBUSSY)
Téléphone 021 74-67-25
021 74-72-56
Fax 021 74-58-51
021 74-58-69
021 74-41-32

Abdelhafid Mokhtari

Vice-Président du Conseil d'État
Directeur de la Revue.



D O C T R I N E

La mission consultative du Conseil d'État (en arabe)

A. Zouina

Le statut juridique du président du Conseil d'État (en arabe)

A. Zouina

Le contrôle du pouvoir discrétionnaire de l'administration

F. Aberkane

L'expertise en matière administrative

M. Kouroughli

*Réflexion sur la représentation de l'État
par ses organes déconcentrés*

S. Ançar

LE CONTRÔLE DU POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE DE L'ADMINISTRATION PAR LE JUGE ADMINISTRATIF

M^{me} Farida Aberkane

Présidente du Conseil d'État

Les pouvoirs du Juge Administratif

*L'État de droit est celui dans lequel
toutes les institutions politiques ou Administratives
ne peuvent agir qu'en respectant
les règles de droit existant à un moment donné,
règles de droit qui légitiment leur action.*

Dans l'État de droit les administrés disposent de droits à l'égard de l'administration, dont ils attendent qu'elle respecte les règles en vigueur et qu'ils peuvent au besoin contraindre au respect de ces règles par l'exercice de recours juridictionnels.

L'état de droit se définit comme la situation où l'administration est soumise au droit, on peut ajouter encore-pour compléter cette définition-que l'état de droit est celui dans lequel l'activité de l'administration, par définition extensible, est rigoureusement contrôlée et le cas échéant sanctionnée par le juge administratif.

Nous allons donc nous interroger au cours de cet exposé et ce, à travers la jurisprudence de notre juridiction administrative, sur les pouvoirs réels du juge administratif pour assurer et garantir les droits et les libertés des individus et sur la nature des moyens juridiques mis à la disposition de ce juge, moyens dépendant évidemment des pouvoirs de l'administration mis en jeu dans des circonstances données.

L'Étendue des pouvoirs de l'administration

C'est cette étendue des pouvoirs de l'administration qui va commander l'étendue des pouvoirs du juge en matière de contrôle de l'administration.

Le processus décisionnel se divise le plus souvent en différentes zones selon que l'on se trouve en situation de compétence liée, en situation de compétence conditionnée ou en situation de compétence discrétionnaire.

● La compétence liée

C'est la situation dans laquelle l'administration est obligée d'agir ou de refuser d'agir lorsque certaines conditions de fait ou de droit sont réunies : l'administration n'a aucun pouvoir d'appréciation et sa conduite lui est entièrement dictée.

Exemple : l'obligation de mettre à la retraite un fonctionnaire ayant atteint la limite d'âge.

Cependant la vérification de l'existence de la situation qui lie la compétence n'est pas toujours aussi simple, bien souvent elle suppose une opération de qualification juridique : le fonctionnaire réunit-il toutes les conditions (nombre d'années, âge) pour prétendre à sa mise à la retraite? Une fois cette qualification établie il conviendra alors de tirer les conséquences de l'obligation faite à l'administration d'agir ou de ne pas agir.

● La compétence conditionnée

Il y a compétence conditionnée lorsque le pouvoir de l'administration est subordonné à la réunion de certaines conditions : une fois ces conditions réunies l'administration est libre d'agir ou de ne pas agir, ou encore de choisir les modalités de son action; ainsi en matière de sanction disciplinaire, il faut d'abord vérifier si l'agent a commis des faits de nature à justifier une sanction. Cette notion n'étant pas définie par la loi, c'est le juge administratif qui apprécie dans chaque cas ce qui peut justifier une sanction et ce qui ne l'est pas. Il y a donc qualification des faits, mais la condition remplie, l'administration est libre d'agir ou de ne pas agir c.a.d de sanctionner ou non.

De même en matière de police, l'administration est dans une certaine mesure libre de prendre ou ne pas prendre des mesures de police lorsque le trouble à l'ordre public est constaté. En tout cas, elle est libre quant au choix de la nature de ces mesures.

● La compétence discrétionnaire

Il y a compétence discrétionnaire lorsque l'administration est entièrement libre d'agir dans un sens ou dans un autre sans être soumise à aucune condition. C'est à sa discrétion : elle est en mesure d'apprécier les conditions au vu desquelles elle prendra sa décision : exemple de pouvoir discrétionnaire, le pouvoir du président de la république d'accorder l'amnistie, une décoration; choix de mode de gestion des services publics, création ou modification d'un corps de fonctionnaires.

En réalité les actes entièrement discrétionnaires sont assez rares car il y a toujours un minimum de conditions à réunir.

مجلة مجلس الدولة

مجلة مجلس الدولة

العدد 1 - 2002

مجلة نصف سنوية يصدرها مجلس الدولة

مدير التحرير: عبد الجفيظ مختاري
رئيس التحرير: عبد الرزاق زوينة

مسؤولة النشر: السيدة رنيصة مجلس
الدولة فريدة أبركان

هيئة التحرير

الإشتراك و الإدارة
مجلة مجلس الدولة
19، شارع مصطفى الوالي (ديبوسي سابقاً) - الجزائر
الهاتف: 021 74 52 25
الفاكس : 021 74 58 69
الموقع : www.conseil-etat-dz.org

السيدات : فائزة رحموني
مليكة صحراوي
نعيمة منور
السادة : عبد العزيز أمقران
عبد الرزاق زوينة
خالد باشن

التصميم و الإجاز

فصيح للإشهار
18 bis، شارع سيرتا - حيدرة - الجزائر
الهاتف : 021 48 39 55
الفاكس : 021 48 39 54

سكرتارية التحرير

سعاد ميموني
أنيسة أوحدة
نسيمة جبارني

الطبع

مطبعة الديوان

فهرس

خطاب فخامة السيد عبد العزيز بوتفليقة ، رئيس الجمهورية

- 07 بمناسبة إفتتاح السنة القضائية 2001-2002
- 14 إفتتاحية السيد وزير الدولة وزير العدل
- 16 كلمة السيدة رئيسة مجلس الدولة
- 18 رسالة المدير
- تقديم مجلس الدولة (بالفرنسية)

الفقه القانوني

- 23 الرأي الإستشاري لمجلس الدولة، ولادة كاملة و مهمة مبتورة عبد الرزاق زوينة...
- 32 قراءة حول المركز القانوني لرئيس مجلس الدولة..... عبد الرزاق زوينة...
- 36 رقابة القاضي الإداري على السلطة التقديرية للإدارة:..... فريدة أبركان.....
- 42 الخبرة في المجال الإداري.....مقداد كوروغلي...
- 52 رأي حول تمثيل الدولة من طرف هيئاتها غير الممركزة.....صالح عنصر.....

الاجتهاد القضائي

- 58 صمت القانون - التفسير - دور القاضي تعليق على قرار 1972 / 12 / 07
- 65 استقلال الدعوى التأديبية عن الدعوى الجزائية تعليق على القرار 001192
- 72 من قرارات مجلس الدولة من قرارات مجلس الدولة
- 152 من قرارات محكمة التنازع من قرارات محكمة التنازع

التشريع

- 169 قانون عضوي رقم 98-01 المؤرخ في 30 مايو 1998 يتعلق باختصاص مجلس الدولة و تنظيمه و عمله يتعلق باختصاص
- 178 قانون رقم 98-02 مؤرخ في 4 صفر عام 1419 الموافق 30 مايو سنة 1998، يتعلق بالمحاكم الإدارية يتعلق بالمحاكم الإدارية
- 181 قانون رقم 01-05 مؤرخ في 28 صفر عام 1422 الموافق 22 مايو سنة 2001، يعدل و يتم الأمر رقم 66-154 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 و المتضمن قانون الإجراءات المدنية و المتضمن قانون الإجراءات المدنية
- 184 رأي رقم 06/ر.ق.ع.م.د/98 مؤرخ في 22 محرم عام 1419 الموافق 19 مايو سنة 1998، يتعلق بمراقبة مطابقة القانون العضوي المتعلق باختصاصات مجلس الدولة و تنظيمه و عمله للدستور يتعلق بمراقبة مطابقة القانون العضوي المتعلق
- 193 من نشاط مجلس الدولة من نشاط مجلس الدولة



-
- نص كلمة فخامة السيد عبد العزيز بوتفليقة، رئيس الجمهورية بمناسبة السنة القضائية 2001-2002
 - إفتتاحية السيد وزير الدولة وزير العدل
 - كلمة السيدة رئيسة مجلس الدولة
 - رسالة المدير

فخامة السيد عبد العزيز بوتفليقة رئيس الجمهورية

بمناسبة السنة القضائية 2001-2002

بسم الله الرحمن الرحيم والصلاة والسلام على اشرف المرسلين وعلى آله وصحبه إلى يوم الدين

السيد رئيس مجلس الأمة..

السيد رئيس المجلس الشعبي الوطني..

السيد رئيس الحكومة..

أصحاب المعالي و السعادة..

السيد رئيس المحكمة العليا..

السيدة رئيسة مجلس الدولة..

حضرات السيدات و السادة القضاة..

حضرات السيدات و السادة الأفاضل..

هنا نحن نستهل السنة القضائية في وقت تترسخ فيه القيم العالمية للحقوق أكثر من أي وقت مضى في بلادنا كما في سائر البلدان الأخرى كقيم لا مناص منها لكل مسعى دائم من مساعي السلم و التقدم و التفاهم بين الشعوب.

إن الاعتداءات الهمجية التي عصفت بالولايات المتحدة الأمريكية في الفترة الأخيرة قد لفتت أنظار الرأي العام الدولي بكل قوة و عنف إلى أن هناك أفعالا تركبها زمرة من

الإرهابيين تعتمد في ممارساتها الهدامة على نشر الجريمة و إشاعة الاضطراب باسم مبادئ لا تستند إلى أي أساس من الصحة. لقد دفعت الجزائر ضريبة ثقيلة من أرواح بشرية و خسائر مادية في كفاحها ضد الإرهاب الذي يعصف بها منذ أكثر من عشر سنوات. و ما انفكت تدعو بقية المجتمع الدولي إلى تعاون وثيق فعال لوضع حد للشبكات التي تغذي الإرهاب و لقطع المساعدات التي يستفيد منها في بعض البلدان الغربية و لتفكيك مصادره من مال و سلاح و دعاية. و باختصار، دعت الجزائر إلى خوض معركة لا هوادة فيها ضد أولئك الإرهابيين و في جميع الميادين. و إن ما يدعو إلى الارتياح في أوساط الشعب الجزائري الذي كافح بمفرده هذا الوباء زمنا طويلا هو كون هذا الوعي قد صار اليوم أمرا يقاسمه العالم أجمع. و لا شك في أن الجزائر ضمن هذه التعبئة التي تتحدد معالمها ضد الإرهاب في العالم كله ستكون شريكا حازما و نشيطا حتى تتمكن الحياة الدولية من أن تستعيد في إطار الشرعية الدولية هيبتها الطبيعية القائمة على قواعد القانون المعترف بها و المقبولة من لدن الجميع.

حضرات السيدات و السادة ...

لقد شهدت ساحة العدالة تطورات معتبرة منذ ما يقارب السنة عقب لقائنا في مثل هذه المناسبة. اتخذت تدابير عديدة من أجل السير قدما بالتطويرات الضرورية التي يتطلبها النظام القضائي و ذلك في نطاق البرنامج الذي تم تحديده في أعقاب أعمال اللجنة الوطنية لإصلاح العدالة. و ها أنا ذا أقتصر على ذكر بعض النماذج التي تكشف عن نفسها بنفسها: تجديد المتن التشريعي الجزائري يوفر الظروف من أجل ضمان مراعاة قرينة البراءة بصورة أفضل كما أن القانون عندما يؤكد الطابع الاستثنائي للحبس المؤقت تأكيدا و اضحا فإنه يؤدي إلى تأطير عملية تنفيذ هذا الإجراء و ذلك بتعزيز الوقاية القانونية للقضاة الذين يتكفلون بالتنفيذ و بتدعيم وسائل الطعن و تكريس مبدأ التعويض.

و بالنسبة لمسيري القطاع الاقتصادي، فإن التعديلات التي أدخلت على القانون تتمثل في حماية أفضل ضد مخاطر الظلم و الإجحاف.

ثم إن العقوبات المنصوص عليها في حال انعدام تطبيق قرارات العدالة من شأنها أن تقلل من بعض أشكال التعسف التي تنجم عن الانحراف بالسلطة العمومية لأغراض غير مشروعة و عن الجهات الممارسة للضغوط بغاية التأثير.

التدابير الجديدة للمساعدة القضائية كقيلة بتحسين وسائل و نوعية الدفاع عن المتقاضين الذين لا دعم و لا سند لهم و هو الأمر الذي يسهم في توسيع المحتوى العملي لمبدأ المساواة بين المواطنين أمام الخدمة العمومية.

إنني إذ أستعرض هذه النقاط القليلة إنما أريد التذكير بأن الأمر لا يتعلق إلا بالجانب الأول من عملية طويلة النفس بالقياس إلى مطامح الأمة و الجهود التي قطعتها على نفسي حيالها. و يمكن تحسين هذه الإنجازات بلا ريب و توسيعها بل إنه يجب القيام بذلك كلما تطورت الظروف المرتبطة بوضعية الجهاز القضائي و بما يحيط به و كذا الظروف المرتبطة بالوضعية العامة للبلاد. و لا يتعلق الأمر هاهنا بطبيعة الحال إلا

بالنصوص. و نحن نعلم أن النصوص لا قيمة لها إلا بالتطبيق و بالنحو الذي تطبق عليه. و إذا كنت قد حرصت على تعداد هذه التدابير الجديدة فإنما لكي أعاود التأكيد بكل وضوح على المعنى العام للتعديلات التي أدخلت على التشريع الجنائي أي ذلك الذي نريد أن نضع ميسمه على جميع الأنشطة التي تضاف إلى بعضها البعض و تتوالف فيما بينها لكي تنجز بالتدريج مشروع الإصلاح الواسع للعدالة. و هل ينبغي التذكير في هذا الصدد بأن المحافظة على حقوق الأشخاص و حماية المواطن من جميع أشكال التعسف و عدم تحيز العدالة و المساواة بين الجميع حيالها و حيال القانون هي في مجموعها الغاية المتوخاة من هذا الإصلاح. إنني أريد في هذا الصدد التأكيد على أن حقوق الدفاع، تلك التي تم تكريسها و حمايتها بكل قوة بكل ما تقتضيه من تدابير، تساهم في بلوغ هذه الغايات. و إذا بدا من الضروري توفير ظروف أفضل لأخلفة مهنة المحامي و تنظيم شروط ممارستها فإن كل إجراء في هذا المجال سيكون محل مشاورة مع أهل المهنة و يحدد بالاتفاق التام معهم.

حضرات السيدات و السادة..

سبق و أن قلت بأن النصوص لا قيمة لها إلا بالطريقة التي تطبق بها. و هذا الأمر يعيدنا إلى دور الرجال و النساء أي إلى دور القضاة و إلى المتطلبات الثقيلة التي تقع الآن و سوف تقع على كواهلهم أكثر فأكثر سواء أعلق الأمر بالمقدرة أم بالجانب الأخلاقي بطبيعة الحال. و في هذا السياق، أعرب عن ارتياحي لتنظيم دورات لتحسين مستوى كفاءة القضاة في المواد التي تنطوي فيها المنازعات على جانب كبير من التعقيدات التقنية. و هذا الإجراء على غرار ذلك الذي يتعلق بتمديد فترة تكوين القضاة في المستقبل يجسد إرادة السلطات العمومية في تشجيع ترقية نوعية في مجال تسيير النظام القضائي، لأن التقدم الهام في مضمارة الاعتمادات المالية المخصصة لقطاع العدالة يعكس هذا الحرص على التحسين و هو حرص يشمل أيضا الظروف المادية لممارسه مهام القضاة و كذلك ظروف الحبس في المراكز العقابية و هذا الجهد من جانب المجموعة الوطنية سوف يتواصل خلال السنوات القادمة في إطار تنفيذ البرنامج الذي حددت خطوته العريضة أمامكم السنة الفارطة. لكن ينبغي التركيز على أن دور القضاة أنفسهم في هذا المسعى من التطويرات النوعية التي تدخل على مهنتهم و عبر بعض الجهات القضائية يظل دورا معتبرا جدا. و عليه، فإنه من الأهمية بمكان الاضطلاع على أكمل وجه بهذا الدور في المستقبل من أجل بلوغ الأهداف التي رسمناها للمنظومة القضائية و أعني بذلك هينات الطعن و محاكم الاستئناف و المحكمة العليا و مجلس الدولة على الأخص. و إنه لمن الطبيعي أن وظيفة الرقابة حيال الأحكام التي يصدرها قضاة الغرف السفلى تتضمن تقييما لنوعية هذه الأحكام و من ثمة للمحاكم و القضاة الذين يصدرون هذه الأحكام بالذات. و هذا الجانب من مهمة الهيئات العليا الذي يتجسد من بين ما يتجسد به من خلال تكليف المحكمة العليا بتقديم تقرير دوري عن تقييم المحاكم و القضاة لرئيس الجمهورية و تقرير آخر للمجلس الأعلى للقضاء هذا الجانب. لم يجر الاضطلاع به بما فيه الكفاية حسب رأيي. و من البديهي أن الأحكام التي تصدر عن الهيئات العليا و التي ينبغي أن تكون موثقة بصورة ملموسة تمثل إحدى الوسائل الجوهرية في تحسين المقدرة المهنية عبر سائر الجهاز القضائي. و من خلال هذه الأحكام الموضوعية ذاتها يمكن الكشف عن السلوكات المهنية غير المشرفة و فتح

تقصيات ملائمة لإثباتها و قمعها عند الاقتضاء. و مهمة التقييم هذه مرتبطة في العديد من جوانبها بوظيفة التشريع المخولة للهيئات القضائية العليا الوظيفة التي ما زالت في نظرنا تفقر من أوجه كثيرة إلى تطوير. إن التشريع القانوني الذي يتم إتراؤه باستمرار و يكون متناسقا متلاحما من حيث المضمون و تربويا من حيث الشكل لهو تشريع ضروري بالنسبة للممارسين و للمتقاضين معا ذلك أنه يقلص هوامش الشك و اللابئين في مجال البحث عن حلول قانونية قابلة للتطبيق. و هو أيضا وسيلة لاستكمال تكوين القضاة المأمولين و تحسين نوعية الأحكام بصورة عامة تخفيف الازدحام الواقع على الهيئات القضائية العليا. و إن التقدم النوعي و أخلقة المنظومة القضائية يتحققان إلى أكبر حد ممكن عبر الاضطلاع الفعلي بمهام الإعداد و الإثراء المستمر للتشريع القضائي من جهة و بتقييم الهيئات السفلى من جهة أخرى. و في الظروف الحالية ليست لي نية في التقليل من شأن الصعوبات المرتبطة بمثل هذه المهام و لكن من الأهمية بمكان أن تكون هيئات الطعن في المستقبل و على الأخص منها المحكمة العليا و مجلس الدولة اللذان يضمنان خبراء مرموقين أن تكون كلها في مستوى المهام و الرهانات المنوطة بها و أن تقوى على إضفاء المشروعية على قيام العدالة كسلطة مستقلة بآتم معاني الكلمة فضلا عن استقلالية القاضي.

حضرات السيدات و السادة...

إن الطعن السلمي ضد ممارسات أعوان الإدارة قد يسمح بتسوية بعض حالات النزاع و إعادة الحقوق التي هضمت ظلما و إجحافا و كثيرا ما يلاحظ، و يا للأسف، حدوث إهمال أو تقاعس عن المسؤوليات من جانب أولئك الذين تعرض عليهم مثل هذه الطعون. هذه النقائص تسهم في تحميل الهيئات القضائية مالا طاقة لها به كما أنها تطيل مدة بعض القضايا الصعبة و تدفع بالمواطنين إلى الحيرة و القلق هذا إن هي لم تجبرهم على التخلي عن المطالبة بحقوقهم كلية بسبب المضايقات الناجمة عن التقاعس في تنفيذ الأحكام القضائية. و مثل هذا الوضع كثيرا ما يزداد تقاعسا بسبب غموض القوانين التي تصدرها الإدارات العمومية و نتيجة لطابعها الذي يكتفه الإبهام أو تعتوره بعض النقائص و هو ما يعطي سلطة تكاد تكون سرية للموظفين المكلفين بتطبيق هذه القوانين و يعقد دور القضاة الذين يتعين عليهم النظر في أشكال المنازعات المرتبطة بها. إن الأمر الذي يجعل هذا الوضع غير مقبول أصلا هو أن هناك أعوانا للدولة فاسدين لا ذمة لهم، و هم لحسن الحظ فئة قليلة جدا، لا يتوانون عن انتهاز الفرصة للاستفادة من نقائص التنظيم الداخلي و تكاثر الإجراءات البيروقراطية التي كثيرا ما يتم اتخاذها بغاية التقليل من المضايقات التي تقع على الإدارة. و ذلك يعد تكديسا قانونيا يبعث على الإزعاج و يشجع على ارتكاب كل أشكال الرشوة بوضع العراقيل نلو العراقيل من أجل دفع صاحب الدعوى إلى الخضوع و النزول عند رغبات المرتشين. هذه البيروقراطية الثقيلة تشل المساعي و لا تشجع على الاستثمار الضروري من أجل إنشاء مناصب الشغل التي تحتاج إليها شبيبتنا و بلادنا. و هي تؤدي إلى خلق مجال رحب للرشوة بل أنها تفرز هذه الرشوة بالذات و بكل سهولة لاسيما و أن طرق الطعن تبدو مسدودة أو متباطئة و معقدة إلى أقصى حد لقد كان من المنتظر أن تستفيد شفافية الإجراءات الإدارية و تبسيطها و عقلنتها استفادة كبرى من تكنولوجيات الإعلام و من الوسائل التي تزودت بها الإدارات و المؤسسات العمومية بكثرة. و عليه، فإن هناك عمليات جماعية

عميقة الغور ينبغي الاضطلاع بها و ذلك بالنظر إلى نموذج انتشار الخدمة العمومية و تنظيم هياكل الدولة و تحديد اختصاصاتها. و لا ينبغي أن يغيب عن أنظارنا أن التحولات القادمة على الرغم من طابع الضرورة التي تتطوي عليه قد تكون غير ذات فعالية إن لم يحدث تغيير في الروح التي تحرك الخدمة العمومية و في الذهنيات التي تضعها حيز التنفيذ. إن الروح التي نطل متأثرة بايديولوجيا العقود الأولى من الاستقلال و التي لم تعد تتلاءم مع تطور مجتمعنا قد تشوهت كلية حتى أنها صارت تقبل بالسهولة و التسبب بل و تسكت عن الممارسات المشبوهة. إنها روح تدفع على الشلل و كثيرا ما ترمي إلى اعتبار أن كل ما ليس مرخصا به رسميا هو أمر ممنوع و تعمل دائما و أبدا على تعويض نقائص الإدارة و عجزها بمضايقات تفرض على الناس فرضا ليس هناك قطاع واحد من الإدارة يخلو بدرجة أو بأخرى من مثل هذه الأوضاع السلبية حيث تداخل المسؤوليات و التهرب منها و غموض التنظيمات و عمليات اتخاذ القرار و عدم فعالية الطعون قد مهدت الطريق أمام الإهمال و الرداءة و كثيرا ما شجعت على التذير و الانحراف بالخدمة العمومية عن وجهتها. إنني أقصد في هذا السياق القول بأنها طرائق في التسيير تتطوي على أسباب الجمود و تدفع على التخلف الذي يؤدي إلى الارتشاء. و لا يتعلق الأمر هاهنا بتجريم الموظفين الذين تبرهن غالبيتهم العظمى على الانضباط و النزاهة في ممارسة وظائفهم و الذين يتحلون بشجاعة مثالية في مختلف درجات المسؤولية و في المتواضعة منها على وجه أخص و الذين ضمنوا استمرار الخدمة العمومية خلال أحلك الظروف و على حساب حياتهم في بعض الأحيان. و لكن يجب علينا أيضا خدمة لهم بالذات أن نشرع في إصلاحات كفيلة بأن تعيد للإدارة مكانتها و ما ينبغي أن تحظى به من احترام المواطنين و تقديرهم. لذلك أوعزت للحكومة من باب الاستعجال و تمهيدا لأعمال تتم على أوسع نطاق أن تقوم وفقا لبرنامج مضبوط بإعادة تقييم الإجراءات الأساسية التي تحكم سير الإدارة العمومية في علاقاتها مع المواطنين. و في إطار برنامج الانطلاقة الاقتصادية الذي سيفتح المجال أمام ترقية الاستثمار المنتج و النمو و بالإضافة إلى النصوص التي صدرت أخيرا. ستعطي الأولوية لبحث الآليات التي تشكل عائقا إداريا يحول دون النشاط الاقتصادي. و سوف يتم وضع إطار خصوصي يضمن التنسيق الضروري لعقلنة الأمور كلها و ترشيدها و يجمع بصورة منظمة آراء أصناف المواطنين أو المرتفقين المعنيين بالأمر عبر الهيئات و الجمعيات الأكثر تمثيلا. كما أنه سيتم تحديد إطار آخر ذي طابع تقني للسهر وفقا لما تقتضيه الضرورة و بإصدار التوصيات على توزيع الأنظمة الحاسوبية الكبرى في الإدارة العمومية و على تأهيل برامج التطوير في هذا المجال. إن تبسيط الإجراءات و القضاء على النمو الطفيلي و التجاوزات و شفافية مراكز القرار و تقليص آجال البحث و التبليغ من جانب الإدارة، هذه الأمور كلها، يجب توحيها بصورة منظمة في إطار هذه العملية التقييمية و لكن يجب تعزيز وسائل الطعن بصورة جوهرية و تيسير بلوغها مع الإسراع في المعالجة و تكييفها مع خصوصيات كل وضع على حدى. يجب على مجلس الدولة بالتعاون مع الهيئات القضائية الأخرى أن يضطلع بتقييم دوري للمنازعات التي تكون الإدارة طرفا فيها و أن ينظر خاصة في النقائص التي لها علاقة بالطعن السلمي و ينبغي عليه أن يقوم تدريجيا بدور جوهري لتوجيه و تشجيع التطورات الضرورية للجهاز الإداري. و غني عن القول بأن ما يتوفر عليه من وسائل بشرية و مادية يجب أن يتكيف تدريجيا لكي يتلاءم مع مقتضيات مهامه بأنتم معنى الكلمة.

حضرات السيدات والسادة..

هكذا يظهر أن إصلاح العدالة على مستوى الوطن هو بمثابة دافع حاسم لكل أشكال التقدم الذي ينبغي تحقيقه. إن هذا الإصلاح يمثل رابطة جوهرية بين جميع جوانب سياسة التجدد الوطني التي التزمت بتنفيذها ذلك أنه من البديهي أن العدالة هي مفتاح إعادة الثقة في الدولة و في مؤسساتها و أن العدالة القوية التي تحظى بالمصداقية هي ضمان احترام كرامة المواطنين. و إذا كانت العدالة مفتاحا لهذه السياسة فإن الونام يعتبر قلبها النابض. و الونام في هذا الصدد لا يعني فتح طريق الغفران أمام همجية أولئك الذين وقفوا في وجه الشعب و في وجه دينهم. إن الدولة لن تتوانى عن الاستمرار في تسخير كل الوسائل التي تتوفر دون استثناء و ستواصل السير قدما على هذه الطريق من أجل مكافحة هذه الهمجية و القضاء عليها قضاء مبرما ذلك أن الونام في نظرنا يعني السلم الحقيقي النهائي و ليس استراحة وهمية كما أنه لا يعني مجرد هدنة تبقى معها جذور الأزمة العميقة و الكراهية و الصراعات التي توّقت نيرانها هنا و هناك لتندفع بالبلاد إلى موجة من العنف المتكرر المستديم أو إلى ضياع و تشتريد نخبها المتميزة و إلى تلاشي حظوظ التقدم الحقيقي في عالم لا يرحم الضعفاء و لا أولئك الذين يتخلفون عن الركب لقد جنحت الأغلبية الساحقة من الجزائريين إلى الأخذ بأسباب الونام المدني. و أنا على يقين من أنه في مقدور أبناء بلادنا أن يعيشوا معا و جنبا إلى جنب في جو من التفاهم المتبادل و أن تكون لهم مطامح مشتركة من أجل مستقبل زاهر ينعمون به جميعا. تلكم هي طريق الوطنية و ذلكم هو درب التجدد. لا بأس أن نعيد الجزائر لجميع الجزائريين و أن لا موطن يعوض بلدكم. و لكن قواعد الديمقراطية تقتضي نهائيا هنا و هناك بأن الأغلبية تحكم الأقلية. و بكل صراحة مهما كان لنا من تفتح و تبصر لتقبل كل الآراء بل كل المشارب و إعطائها الفرصة لتعبر عن نفسها بالطرق السلمية السليمة و بقدر ما نحن متفتحون بذلك بقدر ما نحن لا رغبة لنا في التعامل مع العنف و لا التفهم إليه و لا إيجاد له تبريرات. لقد كشفت المحنة أشياء كثيرة و بسووني أن أكرر أمامكم بأن الجزائر و الشعب الجزائري قد كافح وحده بلا مبالاة البعض من الأثقاء و الأصدقاء و ربما بشماتة البعض الآخر. و لكن الشعب الجزائري له تاريخ عريق تمتد جذوره لآلاف السنين. فكم من محنة عرف و كم من محنة واجه و خرج دائما منتصرا موحدا مهما كانت المؤامرات المدبرة ضده.

حضرات السيدات والسادة..

إننا نمد يدا أخوية لكل جزائري غير على جزائره بخصوصياتها و بخصوصيات ثوابت وطنه و في مقدمتها الإسلام ذلك لأن الجزائر لها دور تاريخي و حضاري و روحي و جغرافي في نفس الوقت. إن هذه الجزائر لا بد أن تعتمد على جذورها الأصلية و لا بد كذلك أن تعلم بأن العالم يتطور بسرعة كبيرة و أنه لا مناص للجزائريين إلا أن يجتهدوا باتباع هذه السرعة و متابعتها خطوة خطوة. قد تصعب هذه المعادلة على بعض الأذهان و البعض قد يعتقد بأن الحل في أن نرجع إلى القرون الوسطى و البعض الآخر يعتقد أن الحل في أن نقفز قفزة للحضارات الغربية التي نحن منها و لكن لسنا ننتمي إلى جذورها. نحن نستخلص الأفضل من عندنا و من ثقافتنا و من جذورنا و نأخذ كذلك الأفضل من عند الآخرين و التوافق يقتضي أن نعترف نهائيا بأننا لا نعرف كل شيء و

أنه علينا أن نتعلم و أن نتعلم و أن نتعلم مسابرة متطلبات العصر و إلا اندثرنا و ذهبت ربحنا. الاختيار واضح و العالم الآن في زوبعة كبيرة نعرف بدايتها و لا نعرف نهايتها. موقفنا واضح بالنسبة لأعمال الشغب و العنف و لكن في نفس الوقت لا نقبل على الإطلاق و لا نشارك على الإطلاق في حرب صليبية قد تهدد قيمنا الروحية هنا أو هناك. نحن ننتمي إلى دين حنيف يقبل جميع الأديان و يحترمها و يعترف بالرسل جميعهم و في نفس الوقت لا نقبل أن يشوه أو يشار إلينا بالأصابع كعرب أو بربر أو مسلمين لأننا لكوننا ننتمي إلى هذه الحضارة يكون مشبوه أو مشكوك في أمرنا و بوضوح نحن على استعداد لنمد يد المساعدة لمن يريد اقتلاع جذور الإرهاب في الجزائر و خارج الجزائر. مهمتنا تقتضي أن نحارب الإرهاب في الجزائر. نحن لسنا بمسؤولين على غيرنا من الشعوب.. لا مسؤولية لنا على غيرنا من الشعوب. مهمتنا هو اقتلاع جذور الإرهاب في الجزائر. إذا كانت هناك مهام استراتيجية أخرى لدول عظمى فنحن لسنا من الدول العظمى. نتفهم الأمم الآخرين لأننا تألمنا قبلهم.. نتفهم جروحهم لأننا جرحنا قبلهم.. نتفهم خسائرهم لأننا خسرنا قبلهم.. و نحن على استعداد للتعاون لكن في إطار واضح لا يجعل من الإرهاب إرهابا ردينا إذا كان في أفغانستان و إرهابا جميلا محمودا مقبولا إذا كان في أوروبا بكل وضوح إن مظاهر العنف لها أسباب مختلفة و هذه الأسباب قد تكون سياسية و لا مناص على هؤلاء و هؤلاء أن يعلموا نهائيا بأن قضية الشعب الفلسطيني هي قضية عادلة و أن الدفاع عن النفس حق مشروع لا جدال فيه.. حق مشروع بالنسبة للولايات المتحدة إذا ضربت في عقر ديارها و حق مشروع بالنسبة للفلسطينيين و هم يضربون في عقر ديارهم أمام لامبالاة الرأي العام العربي و الإسلامي و الدولي. هذه حقائق لا بد أن يقال.. نحن نرى أن الحصار المفروض على البعض قد يكون بطبيعة الحال مبررا و قد لا يكون مبررا على الإطلاق. فليس كل ما يفعله الآخرون قرآن و ليس ما يجيؤون به آيات بينات. هناك نوع من الحصار أصبحت الشعوب تتضرر منه أكثر من الحكام و لا أعتقد أن هناك من السلطات التي لها مسؤوليات في الأمن و السلم الدولي أن تعطي حقا لها في تأديب الشعوب أو التفريق بين أبناء البشر من منطلق لون جلدتهم أو معتقداتهم أو حضارتهم.

حضرات السيدات و السادة..

الآن أعلن أمامكم افتتاح السنة القضائية 2001-2002.. أشكركم على كرم الإصغاء.. و السلام عليكم و رحمة الله و بركاته".

إفتتاحية

السيد وزير الدولة وزير العدل

إنني و بارتياح حقيقي أحيي قدوم مجلة مجلس الدولة ، النشوية الجديدة التي أشرت هذه المؤسسة بها التراث الوثائقي القانوني و القضائي في بلادنا .

و هذا الإرتياح بطبيعة الحال هو ذلك الإرتياح المصاحب لكل مبادرة جديدة لا سيما في مجال الإبداع الثقافي ، و هو كذلك و بالخصوص إرتياح مرتبط بالحقوق القانونية و القضائية لبلادنا التي هي في تحول عميق .

و ستساهم هذه المجلة الجديدة ، بناء على هذا و بلا شك في التعريف أكثر بمجلس الدولة ، هذه المؤسسة الحديثة النشأة و ذات الأهمية الكبيرة التي لم يدرك بعد كل الإدراك مدى ضرورتها و مساهمتها في دولة جزائرية عصرية ملتزمة بترقية و بحماية كل الحقوق و الحريات .

إن هذا الاختيار مرافق حتما بقضاء إداري ، يضطلع بتسوية العلاقات بين الأشخاص الطبيعية أو المعنوية من جهة و بين السلطات العامة ممثلة في الإدارة من جهة أخرى .

و لا ينبغي ، من جانب آخر ، و في الوقت الذي تسعى فيه بلادنا السعي المحمود و قررت الدخول في إصلاح عميق للعدالة ، غض الطرف على أثار معاينة مسجلة في هذا المجال ذلك لأن إصلاح العدالة تتطلب تدابير مختلفة ، مثل مراجعة القوانين و تكوين القضاة، و تحديث سير القضاء .

أن الإصلاح الناجح للعدالة الجزائرية يتطلب و سيتطلب مراجعة العلاقة القائمة في الجزائر بين المجتمع و بين القانون و العدالة :

قانون و عدالة في حاجة إلى معرفتهما .

قانون و عدالة يستوجبان احترامهما .

قانون و عدالة يكونان ، و يكونان وحدهما المنظمين للعلاقات بين مجموع مكونات الأمة .

فا لإصلاح بهذا المنظور و بقدر ما هو مسألة تدابير و فعل بقدر ما هو مسألة ثقافة و سلوك .

و ستكون مجلة مجلس الدولة أحد بواعث الأمل في أن تشكل قناة لنشر و تعميم القانون و مفاهيم العدالة ضمن المجموعة الوطنية .

إن هذه المجلة الجديدة و كما أتمنى ذلك ستكون ملتقى للمساهمات المنتظرة ، من طرف العديد من رجال القانون و القضاء البارزين و الذين تتشرف بلادنا بالتعرف عليهم ، كما أنها ستكون بهذا و بلا شك مرجعا للتكوين القانوني في بلادنا ، و لمعارف ممارسي القانون و بالخصوص للقضاة و بصورة عامة مصدرا للمعلومات للجميع .

هذه إذن بعض الأسباب الحقيقية التي تجعل فيما يخصني ، نحية صدور مجلة مجلس الدولة ليس مجرد إجراء مجاملة ، و إنما هو تعبير عن ارتياح، لا تمليه صفتي كوزير للعدل فقط و إنما كذلك و بالخصوص تمليه صفتي كمواطن يجيش صدره بتطلعات مشروعة نحو التقدم و العصرية في بلادنا .

أحمد أويحيى

وزير الدولة وزير العدل

كلمة

السيدة رئيسة مجلس الدولة

سعيدة هي الشعوب التي تتوفر على قصور للعدالة تنمو الحشائش في ساحاتها .

وبعد ضربا من الخيال تصور خضوع الإدارة لجميع قواعد القانون وتصرفها دوما في نطاق الإحترام الحازم لجميع مبادئ دولة حقيقية للقانون، وامتثال المواطنين بمسؤولية كبيرة لجميع القواعد المعيارية المعدة سلفا في مجتمع عصري وديمقراطي .

إن الواقع غير ذلك وإلا لما كان هناك مبرر لصدور مثل هذه المجلة .

وبما أن الحشائش لا تنمو في جوانب محاكمنا، وبما أن هناك قضاة يتمثل دورهم في السهر على احترام المصلحة العامة أولا، وحقوق المواطنين ثانيا، فإنه من الملائم حسب رأي فتح صفحات هذه المجلة بالتذكير ببعض المبادئ الأخلاقية المهنية التي يتعين على القاضي الإداري الشاب الإهتمام بها في حل النزاعات القائمة بين الإدارة والمواطنين .

غير أنه لا يمكن النظر إلى هذه المبادئ الأخلاقية المهنية إلا من خلال المهمة المتميزة للقاضي الإداري، والدور المسند إليه في نطاق السلطة القضائية .

إن القاضي الإداري هو وقبل كل شيء، الضامن للحريات العامة، ويسهر في هذا المجال على ألا يكون كل مساس بالحريات، أساسية كانت أم محمية فقط، إلا مساسا محدودا تمليه ضرورات الحفاظ على النظام العام .

إن القاضي الإداري هو كذلك ضامن الملكية ويتمثل دوره في مراقبة ألا يكون كل حرمان كلي أو جزئي من حق الملكية إلا في الحالات وضمن الأوضاع المقررة قانونا .

إن القاضي الإداري هو الضامن كذلك لتطبيق المبادئ العامة: مساواة المواطنين أمام القانون والأعباء العامة، الحق في الدفاع والإستمرارية الضرورية للمرفق العام .

وعليه فإذا كان القاضي الإداري يتقاسم نفس المبادئ الأخلاقية المهنية مع أغلب القضاة فإنه يخضع زيادة على ذلك لأخلاقيات متميزة .

وهكذا فعلى القاضي الإداري أن يكون:

منصفاً: وهو ما يعني ألا يكون دوماً عادلاً، فالميزان رمز العدالة ليس مرادفاً للتوازن التام، ولا يعد مساساً بالإنصاف قيام القاضي بمناسبة القضايا المعروضة عليه يجعل هذا الميزان يميل إلى جهة المواطن الضعيف أمام إدارة قوية فعلاً بحقها الكامل.

كما لا يعد كذلك مساساً بالإنصاف عدم مسايرة القاضي الحريص على المصلحة العامة، مسعى الإدارة المتصلب، وقوفاً إلى جانب المتقاضى المحروم من ممتلكاته.

محايداً: أي يجب عليه بعبارة أخرى وبكل حياد تقدير التوازن بين ضرورات المصلحة العامة والحقوق الراسخة للمواطنين.

مبدعاً: أن القانون الإداري هو أولاً وقبل كل شيء قانون قائم على الإجهاد القضائي أي أنه نتاج إبداع قاض مطالب بإعطاء أجوبة على وضعيات لم يسبق طرحها عليه.

شجاعاً: أي يستعمل جميع سلطاته في الرقابة من خلال التطبيق الذكي لجميع المبادئ العامة الدستورية والقانونية للإبقاء على نشاط الإدارة في إطار قانوني وعند الإقتضاء البحث عن مسؤوليتها لإجبارها على التعويض.

وعلى القاضي الإداري ألا يغرق في الشكالية المفرطة التي هي بمثابة إنكار حقيقي للعدالة.

باحثاً عن الحقيقة: غير أنه ببيروقراطية الإدارة.

نزاهة: من خلال تجنب صراع المصالح والتخلي بسلوك نابع من متطلبات شرف وكرامة مهمته،

وبيديهي أن ذلك كله تترجمه قرارات القاضي الإداري، كما تترجم كفاءته واستعداده لخدمة الحق والقانون وتفانيه في المساهمة في ترسيخ دولة القانون.

فهل ستكون هذه المجلة الأداة الصادقة والمثلى لذلك؟

فريدة أبركان

رئيسة مجلس الدولة

رسالة المدير

لا شيء أجمل و أذ من معاناة الإبداع.

و كثيرا ما يكون كل إبداع مصحوبا بالتوجس من المستقبل و بالحرص على ضمان الحد الأكبر من فرص النجاح ، و تدرج " مجلة مجلس الدولة " بلا شك ضمن هذا المنظور ، لاعتبارات عديدة :

أولا لأن المشرع أراد ذلك و قرره في القانون العضوي 01-98 المؤرخ في 13/05/1998⁽¹⁾ و بالتحديد في مادته 8 التي تنص على أن " ينشر مجلس الدولة قراراته و يسهر على نشر كل التعاليق و الدراسات القانونية " بحيث سيعمل مجلس الدولة ، من خلال المجلة ، على توحيد الإجتهااد القضائي و تيسير التطبيق السليم للقانون (م 2 ف 2) .

ثم إن كل مجلة تعد واجهة تعكس حياة المؤسسة .

و تساهم في تبادل الأفكار حول القضايا التي يطرحها تطبيق القانون الإداري المتميز بخاصيته الأساسية .

خاصية قيامه على الإجتهااد القضائي .

كما أن المجلة تعد نافذة على العالم الخارجي من خلال فتح نقاش و إرساء حوار مع المؤسسات القضائية الأجنبية .

و ستكون بلا شك أداة عمل للقاضي الإداري و تسهل في نفس الوقت البحث لطلاب القانون بصورة عامة و للطلاب الذين إختاروا الإلتحاق إلى عالم القضاء بصورة خاصة

و سيسهل على الجمهور، عبر هذه المجلة، تتبع تطور الإجتهااد القضائي بعدما

(1)- القانون رقم 09-01 المؤرخ في 26/06/2001 المكمل للأمر رقم 66-156 المؤرخ في 08/06/1966 المتضمن قانون العقوبات .

كان ذلك مقتصرًا على أصحابه.

إن الجزائر هي الآن بصدد الانتقال من اقتصاد موجه إلى اقتصاد حر و هو ما ينعكس لا محالة على الواقع القضائي .

فقد كانت الدولة وإدارتها دائمتي الحضور والتدخل و لا تخضع نشاطاتهما المتعددة للقاضي الإداري الأعلى إلا عندما تقرر ان ذلك ، الأمر الذي يفسر نسبية الرقابة الممارسة من طرف هذا القاضي .

أما الآن و مع التدرّب اليومي على الديمقراطية فإن نفس هذا القاضي أصبح يعاين بنفسه مدى الحرية التي يتوفر عليها في أحكامه .

غير أنه و مهما كانت نوعية هذه الأحكام فإن قيمتها متوقفة على تنفيذها ، ذلك أن المشكل الجووهوي القائم حاليا هو تنفيذ الأحكام القضائية الذي تتفنن الإدارة في عرقلة و الحيلولة دون بلوغه .

و في هذا المجال فإن صدور القانون 09/01 المؤرخ في 26/06/2001⁽¹⁾ يعد بمثابة ثورة ، فالمادة (38) مكرّر منه ، البالغة التشدد ، تكرر مفهوم المسؤولية الجزائية للموظف في حالة الجرائم العمدية بمناسبة تنفيذ حكم قضائي أصبح نهائيا .

لقد جاء هذا القانون إستجابة للطلاب الملح للمتقاضين الذين كثيرا ما يعانون من بقاء الأحكام الصادرة في صالحهم ، حبرا على ورق و ترجمة لإرادة سياسية ، إرادة خدمة المواطن .

إن الفرصة لسانحة الآن للإختصاصيين للتعريف بأرائهم بخصوص هذه المادة .

أمنياتي أن تكون هذه المجلة في مستوى تطلعات القراء .

عبد الحفيظ مختاري

نائب الرئيس مدير المجلة رئيس غرفة

(1)- القانون رقم 09-01 المؤرخ في 26/06/2001 المكمل للأمر رقم 66-156 المؤرخ في 08/06/1966 المتضمن قانون العقوبات .



الفقه القانوني

الفقه القانوني

- الرأي الإستشاري لمجلس الدولة، ولادة كاملة و مهمة ميتورة ..
عبد الرزاق زويينة
- قراءة حول المركز القانوني لرئيس مجلس الدولة
عبد الرزاق زويينة
- رقابة القاضي الإداري على السلطة التقديرية لإدارة
فريدة أبركان - رئيسة مجلس الدولة
- الخبرة في المجال الإداري
مقداد كوروغلي - رئيس غرفة بمجلس الدولة
- رأي حول تمثيل الدولة من طرف هيئاتها غير الممركزة
صالح عنصر - مستشار دولة لدى مجلس الدولة

الرأي الاستشاري لمجلس الدولة، ولادة كاملة ومهمة متبورة ..

عبد الرزاق زوينة

تقديم:

إن الوظيفة الاستشارية⁽¹⁾ لمجلس الدولة غير مرروفة لدى عموم الناس بالمقارنة للوظيفة القضائية بالرغم من أنها المهمة المميزة و الجديدة التي أسندها المشرع الدستوري لعام 1996 للإختصاص الذي كان موكولا سابقا للغرفة الإدارية بالمحكمة العليا.

و يفرد مجلس الدولة بهذا الإمتياز الدستوري عن المحكمة العليا فلا تشاركه أو تزامحه في هذا الإختصاص.

كما أن تدخل مجلس الدولة في المادة الاستشارية يعتبر ميزة يفرد بها قبل نفاذ القانون و هكذا يمكنه أن ينير السلطة المختصة و يدلها على الأوضاع القانونية السليمة و غير السليمة، و يمنح الجهات المستشيرة بالرأي للتسلح في مواجهة أوضاع مختلفة تحاشيا لتعقيدات تفسير النصوص و ما ينتج عنها من مشاكل عملية عند التطبيق. و يقترح مجلس الدولة التعديلات التي يراها ضرورية

و التي تتماشى و مقتضيات المصلحة العامة كما يصوغ النصوص و يهذبها.

و منذ عام 1996 أصبح مجلس الدولة في بلادنا شريكا في صنع التشريع و لم تعد هذه المهمة حكرا على البرلمان وحده .

و قد نصت الفقرة الأخيرة من المادة 119 دستورية الإختصاص الاستشاري لمجلس الدولة مصرحة بما يلي: " تعرض مشاريع القوانين على مجلس الوزراء، بعد الأخذ برأي مجلس الدولة، ثم يودعها رئيس الحكومة لدى مكتب المجلس الشعبي الوطني ". و إلى جانب المرجعية الدستورية، فإن القانون العضوي رقم 98-01 المتعلق باختصاصات مجلس الدولة و تنظيمه و عمله⁽²⁾ تضمن بدوره أحكاما تتعلق بهذه المهمة و نذكر من بينها المادة الرابعة 04 التي تتضمن البيانات التالية: " يبدي مجلس الدولة رأيه في مشاريع القوانين المحددة ضمن نظامه الداخلي ".

كما أن المرسوم التنفيذي 98-261 الصادر في 29 غشت 1998 المتعلق بأشكال الإجراءات و كفاءاتها في المجال الاستشاري تولى أيضا تبيان بعض قواعد الإجرائية لسير الاستشارة⁽³⁾.

و يرتقب أن يتضمن النظام الداخلي لمجلس الدولة بعض قواعد الإجراءات المرتبطة بنفس الموضوع.

و بالرغم من هذا العدد المعتبر من النصوص التي تعالج تنظيم الإستشارة فإن هناك جملة من الأسئلة تطرح: فهل حقيقة يمارس مجلس الدولة هذه المهمة كاملة؟ أم أن نطاق عمله محدودا؟

وسوف نتعرض لهذه المسألة في الفقرة الأولى (نطاق الإستشارة: بين القراءة الضيقة و القراءة الواسعة، و كيف يمارس مجلس الدولة رقابته على النص المعروض عليه للإستشارة؟

و هذه المسألة بدورها نتناولها في الفقرة الثانية (طريقة ممارسة الرقابة على النص).

و أخيرا هل أن إستشارة مجلس الدولة إلزامية أم اختيارية؟ و نجيب عن ذلك ضمن الفقرة الثالثة المعنونة (طبيعة الإستشارة بين الإلزام و التردد).

و نود التنبيه أن هذه الدراسة الخاطفة لا تعني بكل جوانب الإستشارة فلا يتسع المجال هنا للقيام بتحليل عام و لذلك حددنا الموضوع في الجوانب المذكورة في الطالع دون غيرها.

الفقرة الأولى

نطاق الإستشارة بين القراءة الضيقة و القراءة الواسعة

ذكرت العبارة الأولى من الفقرة الأخيرة من المادة 119 من الدستور ما يلي: " تعرض مشاريع القوانين... إلخ "

فهل يقصد المؤسس الدستوري بكلمة " القوانين Lois " معناها الضيق أي تحديدا النصوص التشريعية؟ أم أن معناها ينصرف كذلك إلى النصوص التنظيمية التي تعتبر بدورها قواعد عامة و مجردة؟

لا اختلاف حول الإختصاص الإستشاري لمجلس الدولة بالنسبة للنصوص التشريعية و هذا اعتمادا على المادتين 119 دستوري، و المادة 4 من القانون العضوي.

و لا اختلاف كذلك، أن اقتراحات القوانين " Les proposition des lois " التي يبادر بها نواب المجلس الشعبي الوطني تخرج عن الإختصاص الإستشاري لمجلس الدولة.

و لا اختلاف أيضا، أن مشاريع المعاهدات الدولية " Les traites internationaux " تأخذ نفس الحكم السابق. و منحها الدستور بعد التصديق عليها من رئيس الجمهورية مرتبة أعلى من القانون العادي (المادة 132 من الدستور).

و يرتبط بالسؤال السابق سؤالا ثانيا مضمونه: ما هي طبيعة النصوص التشريعية التي تكون موضوع إستشارة مجلس للدولة؟

نحاول الإجابة عن هذا السؤال من خلال المادتين 4 و 12 من القانون العضوي. فالمادة الأولى تصرح بصريح العبارة " يبدي مجلس الدولة رأيه في مشاريع القوانين حسب الشروط التي يحددها هذا القانون و الكيفيات المحددة ضمن نظلمه الداخلي "

يظهر بكل جلاء من هذه المادة أنها لا تمنحنا أية جواب عن السؤال المطروح، و من ثم ننتقل إلى المادة 12 علنا نجد مبتغانا لا سيما و أنها مذكورة في الفصل الثاني من الباب الثاني المعنون "الإختصاصات ذات الطابع الإستشاري " و تنص بما يلي: " يبدي مجلس الدولة رأيه في المشاريع التي يتم إخطاره بها حسب الأحكام المنصوص عليها في المادة 4 أعلاه، و يقترح التعديلات التي يراها ضرورية ". و هكذا يتبين للقارئ أن المادة 12 تحيلنا للإجابة عن تساؤلنا إلى المادة 4 من نفس القانون.

و هذه الأخيرة لا تفيدنا بأية إجابة دقيقة حول طبيعة النصوص التي يخطر بها مجلس الدولة فكلا المادتين تقذف بالكرة إلى الأخرى لا غير !

و في تقديرنا كان يتعين على محرري القانون العضوي أن يتكفلوا بهذا الإنشغال. و أن القانون الداخلي المرتقب ظهوره ولو حاول سد هذا الفراغ إلا أننا نرى الإطار القانوني الصحيح هو القانون العضوي و هذا اعتمادا على الإعتبارين التاليين:

الإعتبار الأول: إن تحديد طبيعة مشاريع القوانين ضمن القانون العضوي هو المكان السليم و الصحيح قانونا نظرا لأهمية المسألة.

الإعتبار الثاني: تتميز القوانين العضوية بالإستقرار و الديمومة أكثر من النظام الداخلي و هو أمر مترتب من الطبيعة القانونية لكلا القانونين.

إن كل ما سبق قوله يتعلق بالنصوص التشريعية، فهل الوضع يختلف بالنسبة للنصوص التنظيمية ؟ و هو يخضع هذه الأخيرة للإستشارة المسبقة لمجلس الدولة ؟

و قبل الإجابة عن ذلك، يستحسن ذكر المادة 4 من القانون العضوي قبل تعديلها و كانت محررة بالكيفية التالية: " يبدي مجلس الدولة رأيه في مشاريع القوانين و الأوامر حسب الشروط التي يحددها القانون، و الكيفيات المحددة ضمن نظامه الداخلي كما يمكن أن يبدي رأيه في مشاريع المراسيم التي يتم إخطاره من قبل رئيس الجمهورية أو رئيس الحكومة حسب الحالة".

إن محرر مشروع المادة السابقة أراد منح مجلس الدولة ممارسة مهامه الإستشارية كاملة لتشمل جميع النصوص القانونية على اختلاف طبيعتها و مصدرها (مشاريع القوانين، مشاريع الأوامر، و مشاريع المراسيم بنوعها الرئاسية و التنفيذية..) و من ثم وسع من نطاق الإستشارة بناء على القراءة الواسعة للفقرة الأخيرة من المادة 119 من الدستور.

و بالمقابل من هذه القراءة، فإن المجلس الدستوري حصر نطاق الإستشارة في مشاريع القوانين دون التنظيمات و هذا بموجب الرأي رقم 06/ر.ق.ع/م.د/98 المؤرخ في 19 مايو 1998 يتعلق بمراقبة مطابقة القانون العضوي المتعلق باختصاصات مجلس الدولة و تنظيمه و عمله للدستور⁽⁴⁾.

و علل المجلس الدستوري رأيه حول هذه الجزئية بما يلي : " اعتباراً أن المشرع بإقرار عرض مشاريع الأوامر و مشاريع المراسيم الرئاسية و التنفيذية على مجلس الدولة لإبداء الرأي فيها كما ورد في المادة 4 من القانون العضوي موضوع الإخطار لم يتقيد بالنص الدستوري بل أضاف اختصاصات استشارية أخرى لم يقرها المؤسس الدستوري وبالتالي يكون قد استأثر لنفسه ما لم تقض به أحكام المادة 119 (الفقرة الأخيرة) من الدستور مما بفضي إلى الإخلال بمقتضياتها".

و دعم المجلس الدستوري رأيه على موضع المادة 153 من الدستور التي أحالت على القانون العضوي تحديد الاختصاصات الأخرى لمجلس الدولة، و يتعلق الأمر بالاختصاصات القضائية.

و ليست الاختصاصات الإستشارية لأن المادة المذكورة جاءت تحت عنوان "السلطة القضائية".

إن اجتهاد المجلس الدستوري يثير ثلاثة أسئلة تتعلق بالمسائل القانونية التالية:

تتعلق المسألة الأولى بتدرج القواعد القانونية فمن يملك الرقابة على مشاريع القوانين يمكنه القيام بنفس الدور بالنسبة للقوانين الأدنى مرتبة تطبيقاً للقاعدة المعروفة "من يملك الأكثر يملك الأقل".

و تتعلق المسألة الثانية بصياغة المادة 119 في فقرتها الأخيرة فإنها لا تقيد أن مجال استشارة مجلس الدولة ينحصر تحديداً في مشاريع القوانين دون غيرها من القواعد لا سيما إن كانت أدنى منها، فلو أراد المؤسس الدستوري ذلك لما صاغها بإحدى الصيغ التالية: " تعرض مشاريع القوانين دون غيرها... إلخ، أو تعرض مشاريع القوانين وحدها... إلخ، أو تعرض مشاريع القوانين فقط.. إلخ " و غيرها من العبارات الأخرى التي تقيد التقييد الحصري، فلا تخصيص بدون مخصص.

و تتعلق المسألة الثالثة بتمييز أحكام الدستور عن سائر القواعد القانونية الأخرى من حيث معالجتها لمختلف المواضيع التي تضمنها الدستور، و عادة تكون أحكامه لا تتناول التفاصيل بل يحيلها على القواعد القانونية الأدنى منه و يكفي الدستور عادة بالقواعد الكلية أساساً.

و بناء على ذلك، فلا يتصور أن تتطرق الفقرة الأخيرة من المادة 119 من الدستور إلى تفصيلات تعداد القواعد المختلفة التي تدخل في مجال الاختصاص الاستشاري لمجلس الدولة (مشاريع القوانين مشاريع الأوامر، المراسيم بنوعها.. إلخ)

و الحال أن المؤسس الدستوري اكتفى بذكر أعلى قاعدة قانونية مرتبة "مشاريع القوانين" أما باقي القواعد الأخرى فهي من تحصيل الحاصل.

و أياً ما كان الأمر، فإن المجلس الدستوري يستشف من تعليل رأيه أنه منح قراءة حرفية للفقرة الثالثة من المادة 119 دستوري.

و أن هذا الإختيار في التفسير له ما تبرره أسبابه القانونية أو العملية.

و يجدر التنكير في هذا الصدد إلى أمرين إثنين:

الأمر الأول: إن المجلس الدستوري دون غيره من مؤسسات الدولة يحتكر تفسير أحكام الدستور.

الأمر الثاني: وإن القرارات و الآراء الصادرة عن المجلس الدستوري محصنة بالحجية المطلقة تطبيقاً للمادتين 168 و 169 من الدستور.

و بخصوص مجلس الدولة، وكذلك مؤسسات الدولة الأخرى بما فيها البرلمان، عليه أن ينصاع لإجتهد المجلس الدستوري و يتقيد به و لا ينحرف عنه و في سيره على هذا النحو يكون المجلس قد دعم دولة القانون.

الفقرة الثانية

طريقة ممارسة المجلس الرقابة على النص

لم يوضح القانون العضوي كيفية ممارسة مجلس الدولة و بسط رقابته على النص المعروض عليه.

و إن كان بالإمكان تدارك هذا الأمر في النظام الداخلي.

و إن المادة اليتيمة التي خصصها القانون لهذا الموضوع هي المادة 12 منه و جاءت تتضمن عبارة عامة لا تفي بالغرض: " يبدي مجلس الدولة رأيه في المشاريع و يقترح التعديلات التي يراها ضرورية".

و بالرغم من هذا الفراغ، فإن مجلس الدولة لم يكن حبيس أو رهن هذه الوضعية بل حاول الاجتهاد مستأنسا بأطول القواعد و الإجراءات المتبعة أمام المؤسسات الدستورية الوطنية لا سيما المجلس الدستوري، الغرفة الإدارية للمحكمة العليا سابقا، و مقتبسا كذلك من النماذج المختلفة في الأنظمة المقارنة و على وجه الخصوص طريقة العمل المتبعة في مجلس الدولة الفرنسي.

و نشير في البداية عدم وجود طريقة موحدة لدراسة النص غير أن معظم الآراء الصادرة عن المجلس تنقسم الملاحظات إلى ملاحظات في الشكل و ملاحظات في الموضوع و منطوق يتضمن الرأي النهائي.

1- الملاحظات في الشكل:

يتحقق المجلس من أن الإخطار ورد ممن له الصفة قانونا لطلب الإستشارة تطبيقاً للفقرة الأخيرة من المادة 119 من الدستور. و إذا تبين أن مصدر النص غير مؤهل بالإخطار يتم إعادة النص دون تقييم الرأي.

و نرى أن الصلاحية الممنوحة للوزراء غير قابلة التفويض فيها و هذا اعتمادا على المبررين التاليين:

أن صلاحيات إخطار المجلس حصرها الدستور في أعضاء الحكومة (الوزراء)
أن الدستور لم ينص على تفويض الوزير استعمال هذه الصلاحية.

و قد تبنى التشريع الوطني في هذه الجزئية أحكام التشريع الفرنسي الذي حصر بدوره حق الإستشارة فيما يخص مشاريع القوانين بالحكومة بواسطة رئيسها بالذات كما يفحص المجلس المقترحات، التأشير، الواردة في النص فيتأكد من صحة أرقامها وتاريخها ومضامينها، ومدى ارتباطها بالموضوع. وفي هذا الصدد يمكنه حذف إحدى المرجعيات القانونية أو إضافة أخرى ذات الصلة بمشروع النص.

و فيما يخص الصياغة، يراقب المجلس النص فيكمل ما يؤمن الوضوح فيه بإزاحة كل غموض مفضي للتأويلات وتعميدات التفسير عند التطبيق⁽⁵⁾. وفي هذا يقول الدكتور ماجد راعب الطلو ما يلي: " التشريع لا يكون كاملا إلا إذا انضمت فيه خبرة الرأي إلى فن الصياغة إذ تعد من الأمور بالغة الأهمية في حياته وبقائه... فكم من تشريع ولد معيب الصياغة فتناقضت تفسيراته و لم يؤد تطبيقه إلى إدراك الهدف الذي يرمي إليه"⁽⁶⁾.

كما يراقب المجلس مدى مطابقة النص المحرر باللغة الفرنسية مع النص المحرر باللغة العربية، وفي العديد من الحالات يعيد المجلس صياغة أحكام المشروع من أجل تهذيبها.

و يتأكد مجلس الدولة من وجوب تضمين المشروع البيان أو المقترضى المتعلق برأي مجلس الدولة والذي يحرر عادة بالصيغة التالية " بعد الأخذ برأي مجلس الدولة"

2 - الملاحظات في الموضوع:

ينصب عمل المجلس فيما يخص هذا الجزء من الرأي على مراقبة الشرعية La *légalité* المستمدة من المصادر المكتوبة المختلفة و يتبناها الدستور بحيث يجب ألا تتعارض أحكام المشروع مع الدستور و في هذا الصدد يتعين على المجلس أن يتخذ من اجتهاد المجلس الدستوري مرجعا له في حالة إخطاره القانون و بعبارة أخرى يتعين أن يتكفل المجلس بمشكلة تدرج القواعد المرتبطة بدستور القوانين، كما يتعين عليه عدم تعارض مشروع القانون مع المعاهدات الدولية التي لها حجية أعلى عن القوانين كما سبق ذكره و أن يتأكد المجلس من مطابقة المشروع مع القوانين العضوية و التي لها درجة أدنى من الدستور و لكنها أعلى درجة من القوانين العادية.

و ينبغي التذكير بأن الرقابة الشرعية لا تنحصر في المصادر المكتوبة وحدها بل أن مجلس الدولة مدعو بأن يعتمد كذلك على المصادر غير المكتوبة و في هذا يقول الأستاذ:

G. Vidal " la légalité est la qualité de ce qui est conforme à la loi. Mais dans cette définition il faut entendre le terme de la «loi» dans son sens le plus large qui est celui de «droit». la légalité exprime donc la conformité au droit et est synonyme de régularité juridique ... »⁽⁷⁾.

و نذكر من بين أهم المصادر غير المكتوبة المبادئ القانونية العامة

« les principes généraux du droit » و اجتهاد القضاء لاسيما قرارات و آراء المجلس الدستوري، و قرارات مجلس الدولة و غيرها من المصادر غير المكتوبة.

و في هذا الإطار يطرح التساؤل حول مقدمة الدستور؟

إن المجلس إلى غاية إعداد هذه الدراسة اعتمد على أحكام الدستور دون ما انطوت عليه المقدمة من أفكار.

و في اعتقادنا أن مجلس الدولة يمكنه أن يتخذ من مقدمة الدستور ما يعزز أو يبرر رأيه لأن رقابته في المجال الإستشاري يمتد ليشمل تقدير الملائمة.

و إجازا، فإن مؤدي ما قلناه سابقا يجب على مجلس الدولة أن يحافظ على النظام التسلسلي للنصوص و أن يكون متوافقا مع الدستور، و القوانين و المبادئ العامة للقانون و ألا يتعارض مع مقتضيات الحفاظ على الحريات الأساسية⁽⁸⁾ و يمكنه عند الإقتضاء اقتراح أحكام تطبيقية، و يثير تلقائيا كل المشاكل القانونية المطروحة في المشروع.

و من ناحية أخرى فلا يقتصر دور المجلس في تمحيص شرعية النص المعروض عليه بل يتعدى هذا الدور للبحث في تقدير ملائمته مع المصلحة العامة، و بموجب ذلك له أن يحل نفسه محل الإدارة.

و في اتجاه معاكس لذلك، ليس للمجلس، تأسل عام، التدخل في الملائمة السياسية و عليه في مثل هذه الأحوال أن يتحفظ من اتخاذ أي مواقف ذات دلالات سياسية و لكن أحيانا، فإن بعض النصوص تتضمن مواقف سياسية للحكومات أو الوزراء و لها تأثير مباشر على مشاريع القوانين كما دلت على ذلك التجارب المقارنة فإنه يصعب أحيانا التمييز بين دراسة النص من وجهة السياسية و وجهة التقنية و وجهته الشكلية.

« L'expérience prouve qu'il est très difficile de dissocier dans l'examen pour avis de ces textes l'aspect politique l'aspect technique l'aspect formel. C'est ainsi que le conseil d'état s'il est discret sur l'aspect politique des textes ne lui fait pas moins dans ses discussions à une place assez large »⁽⁹⁾

و النتيجة التي يمكن استخلاصها في هذه الجزئية، و هي أن مجلس الدولة يتعين عليه ألا ينطوي عمله على تسييس الرأي الذي يبديه و يبقى ملتزما باختصاصه القانوني⁽¹⁰⁾ و أن يتأكد من أن الرأي المقترح يعبر بدون غموض نوايا و مقاصد الحكومة.

الفقرة الثالثة

طبيعة الإستشارة: بين الإلزام و التردد..

يستفاد من عبارة المادة 119 في فقرتها الأخيرة، أن استشارة مجلس الدولة بخصوص مشاريع القوانين استشارة إلزامية و ليست اختيارية، و بالتالي فإن السلطة المؤهلة بإخطاره ملزمة بطليها.

و لقد أكد المجلس الدستوري ذلك وهو بصدد تعليل رأيه حول المادة 4 من القانون العضوي فقد جاء في الحثية الثانية حول طبيعة الإستشارة ما يلي: " واعتباراً أن الإختصاصات الإستشارية... تتعلق بمشاريع القوانين دون سواها التي تعرض وجوباً على مجلس الدولة لإبداء الرأي فيها قبل عرضها على مجلس الوزراء... إلخ"

و علاوة على ذلك، فإن نفس المؤسسة قد ذكرت بالنسبة لمشاريع الأوامر التي بعدها رئيس الجمهورية فإنه يتعين إدراج تاريخ رأي مجلس الدولة بشأن تلك المشاريع ضمن التأشيرات المتعلقة بإبداء الرأي (الرأي رقم 06/ق.ع.م.د/98 الصادر في 19 مايو 1998)

و من المؤسف أن المادتين 4 و 12 من القانون العضوي 98-01 لا تفيدان البتة الصفة الإلزامية للإستشارة و هذا بالرجوع إلى الألفاظ العامة التي حررت بهما و كان على محرر هذه المرجعية أن يستمد حكم المادتين السابقتين من القاعدة الدستورية تطبيقاً لقاعدة تدرج القواعد القانونية.

و الغريب أن قاعدة قانونية أدنى من القانون العضوي كرست الطابع الإلزامي للإستشارة

و هذا ما عبرت عنه المادة 2 من المرسوم التنفيذي 261/98 : " يتم وجوباً إخطار مجلس الدولة بمشاريع القوانين.."

و ترتيباً على ذلك، فإن استشارة مجلس الدولة وجوباً قبل إيداع رئيس الحكومة مشاريع القوانين على مكتب المجلس الشعبي الوطني و من ثم، فإن كل قانون لا يتضمن هذا المقتضى يعتبر أنه خالف قاعدة شكلية جوهرية دستورية يمكن أن يعرض النص لعدم الدستورية إذا ما تم إخطار المجلس الدستوري، فلا شك فإنه سوف يثير هذه الشكليات تلقائياً دون الخوض في المسائل الموضوعية.

و لكن الممارسة تسمح لنا بأن نسجل بكل أسف عدم الإشارة إلى هذا المقتضى ضمن القوانين التي أبدى مجلس الدولة رأيه فيها...

و على وجه المقارنة فإن اجتهاد المجلس الدستوري الفرنسي مستقر على تطبيق هذه القاعدة الجوهرية بصفة ثابتة و دائمة.

و إذا كان الأخذ برأي مجلس الدولة إلزامياً، فإنه في نفس الوقت مجرد من كل صفة تنفيذية، بمعنى أن الجهة المخطرة يمكنها أن تتحلل منه فلها حرية الإختيار بأن تأخذ به كلياً أو جزئياً أو تطرحه جانباً.

غير أنها لا يمكنها إصدار نص مختلف عن مشروعها الأساسي الذي أحالته لإستشارة مجلس الدولة ففي هذه الحالة تكون قد خالفت الطبيعة الإلزامية للإستشارة المذكورة في المادة 19 من الدستور.

و إذا كانت آراء مجلس الدولة غير ملزمة فإن الحكومات في الأنظمة المقارنة تأخذ بها لأنها تتضمن الرأي القانوني لأعلى هيئة استشارية.

و إن عبارة " بعد الأخذ برأي مجلس الدولة" التي نراها في بناءات النصوص الصادرة لا تعني على الإطلاق إن رأي المجلس كان متوافقاً مع مشروع الحكومة.

و لما كانت آراء مجلس الدولة موجهة بالأساس إلى الحكومة فهذا يعني أنها ذات طابع سري فلا يجوز لمجلس الدولة نشر آرائه أو تمكين الغير من الإطلاع عليها إلا بترخيص من الحكومة كما أن الحكومة بدورها ليست ملزمة بنشر آراء المجلس⁽¹¹⁾.

الخاتمة:

إن ظاهرة الإستشارة أصبحت إحدى مميزات عالمنا اليوم و أن الأنظمة القانونية المقارنة تستجد بمجلس الدولة أو الهيئات المماثلة له لتقديم المشورة القانونية و مانهة له رتبة الصدارة في هرم الهيئات الإستشارية في الدولة.

كما أن آراء المجلس ذات قوة معنوية كبيرة و لا يمكن الإستغناء عنها و كل هذا مرتبط بثقافة الدولة و سمو القانون و دولة القانون...

و لنا في تاريخ مجلس الدولة الفرنسي نمودجا يحتذى به و هو تاريخ حافل بالعطاء، و أنضجته التجارب، و أصبحت فتاويه يستأنس بها في الأنظمة القانونية المقارنة فهو قطعة لا تنفصل من النظام الإداري في فرنسا و يعبر باستمرار عن الدولة و تطورها...

و أن مجلس الدولة المصري كان و لا زال يساير المجتمع المصري و يفتي له و تراكمت لديه خبرة قانونية و وطنية بالغة العمق و الأهمية...

و بالنسبة لمجلس الدولة في بلادنا بالرغم أن ولادته كانت كاملة إلا أن مهمته الإستشارية مبتورة على عدة أصعدة.. و لا شك فيصير عوده و سيقوى مع الزمان لأن أي جهد إنساني يحتاج إلى هذا العنصر و أن بناء المؤسسات و تعاملها مع البعض في تكامل واضح لا يحيد عن هذه الحقيقة..

1. أنظر المادة 39 من دستور 1958 الفرنسي و المادة 66 من القانون 74 لسنة 1972 لمجلس الدولة الفرنسي. و حول استشارة المجلس الدستوري المواد: 88، 89، 90، 91 و 93 و 102 و 196 و غيرها مع اختلاف في مضمون الإستشارة.
2. القانون العضوي رقم 98-01 المؤرخ في 04 صفر 1491 الموافق 30 مايو 1998 يتعلق باختصاص مجلس الدولة و تنظيمه و عمله.
3. المرسوم التنفيذي 98-261 مؤرخ في 29 غشت 1098.
4. رأي رقم 06/ق.ع.م.د/98.
5. أنظر مقال الأستاذ خلوفي رشيد - مجلس الدولة - مجلة الإدارة العدد 1 لسنة 1999 ص 91 - و الأستاذ أحمد بوضياف الهيئات الإستشارية في الإدارة الجزائرية 1989 / ص 223.
6. د. ماجد راغب الحلو: القضاء الإداري - دراسة مقارنة 1988 ص 95 و ما بعدها و أنظر كذلك مؤلف الأستاذ Guy Braibant: le contentieux administratif - 1986 p 28
7. G. Vidal - droit administratif - 1980 p 359 .
8. R. Maspétial le conseil d Etat rev de deux mondes 1958 p 643 - 644.
9. J.P. Negrin - le conseil d Etat et la vie publique en France p 86.
10. الأستاذ خلوفي رشيد - المرجع السابق - ص 92
11. G. Maleville « organisation du conseil d Etat » jurisccl Adm. fasc 601 p 167.

قراءة حول المركز القانوني لرئيس مجلس الدولة

عبد الرزاق زوينة

مقدمة:

انطلاقاً من مقارنة مرجعيات أحكام الدستور و لا سيما الفقرة الرابعة من المادة 78 منه و من بعض أحكام القانون العضوي 98-01 تبين لي أن المركز القانوني لرئيس مجلس الدولة يثير عدة مسائل قانونية تحتاج إلى توضيح من أهل الإختصاص.

و إنني سوف أجازف برأيي من خلال هذا العرض الخاطف لأفتح شهية الباحثين حول الموضوع بدرجة أكثر تحليلاً.

و أقسم الموضوع إلى جزئين:

الجزء الأول يتضمن القراءة الأولى، أما الجزء الثاني فأتناول فيه القراءة الثانية، أما الخاتمة فتقتصر على رأيي الشخصي.

الجزء الأول

القراءة الأولى

تنص المادة 78 من الدستور بما يلي يعين رئيس الجمهورية في الوظائف و المهام التالية:

1-.....

2-.....

3-.....

4- رئيس مجلس الدولة

5-.....

6-.....

7-القضاة

يظهر بكل وضوح من المادة المذكورة عدم وجود أية معايير أو مقاييس تقيد رئيس الجمهورية في تعيين رئيس مجلس الدولة على غرار تعيين رئيس الحكومة و رئيس المجلس الدستوري فلرئيس الجمهورية حينئذ سلطة تقديرية و لا تشاطره أية هيئة أو مؤسسة في ممارسة هذا الإختصاص.

و أن سلطة التعيين التي يمارسها رئيس الجمهورية ليست مجرد تصرف شكلي محض كما يبدو للوهلة الأولى بل الأمر يتعلق بسلطة نفوذ حقيقية يمارسها في اختيار رئيس مجلس الدولة و من ثم فإن هذا الحق غير قابل التفويض فيه عملاً بصريح الفقرة الثانية من المادة 87 من الدستور التي تذكر " كما لا يجوز أن يفوض سلطته في و تطبيق الأحكام المنصوص عليها في المواد 77 و 78 من الدستور ."

كما يتعين التذكير أن قرار رئيس الجمهورية غير خاضع إلى أي طريقة طعن، فهو مظهر من مظاهر سمو رئيس الدولة في الأنظمة الرئاسوية و من ثم فهو عمل يكتسب الطابع السياسي و في هذا السبب، يقول الفقيه :

Gambetta: « en politique il faut être quelqu'un en administration il faut être quelque chose »

و إذا كانت المادة 78 من الدستور لا تطرح أي إشكال حول سلطة الرئيس في تعيين رئيس مجلس الدولة، فبالعكس من ذلك فإن انتماء الشخص لطائفة أو مهنة أو نشاط معين يطرح إشكالا قانونيا نوضحه توا:

بموجب المادة المذكورة سابقا، فإن سلطة رئيس الجمهورية عامة و ترتبها على ذلك يمكن لرئيس الجمهورية أن يسند هذا المنصب إلى أي شخص يختاره سواء كان ينتمي إلى سلك القضاء أو الموظفين أو المدرسين أو حتى السياسيين في حين أن رئيس الجمهورية مقيد حال اختياره للرئيس الأول للمحكمة العليا بأن يتم ذلك من طائفة القضاة و هذا بموجب الفقرة السابعة 7 من المادة 78 من الدستور

هـ السبب المبرور هو ما هي مبررات هذا الإمتياز؟ بالرغم من أن المؤسس الدستوري أسند إلى المؤسستين نفس المهام المذكورة في المادة 3/153 دستوري: " تضمن المحكمة العليا و مجلس الدولة توحيد الإجتهااد القضائي في جميع أنحاء البلاد و يسهران على احترام القانون ."

و إن كلا رئيسي المؤسستين يعينان بنفس الأداة القانونية: (مرسوم رئاسي)

و على صعيد آخر لا يوجد أي امتياز دستوري بين المؤسستين فكلاهما ينشأ بموجب قانون عضوي (المادة 153 من الدستور) و أكثر من ذلك، فإن الرئيس الأول للمحكمة العليا يتراأس المجلس الأعلى للقضاء حال انعقاده كهيئة تأديبية و لا يشاركه في الإختصاص رئيس مجلس الدولة (المادة 155 من الدستور).

إن الوضعية المتميزة لرئيس مجلس الدولة عن الرئيس الأول للمحكمة العليا يطرح عدة تساؤلات قوية و هي:

هل أمّ منح حكم خاص، له نفس مجلس الدولة يفهم منه أن المؤسس الدستوري يقصد من ذلك إمكانية تعيين رئيسه من خارج سلك القضاء ؟

بخلاف الحال بالنسبة لتعيين الرئيس الأول للمحكمة العليا .

هل أن الوضعية المتميزة لرئيس مجلس الدولة متأتية من خصوصيات و طبيعة وظيفة مجلس الدولة بحيث يضطلع إلى جانب الإختصاص القضائي بمهمة استشارية ؟

هل أن منح الإمتياز الدستوري يعود إلى نية محرر دستوري 1996 إذ أراد من خلاله إضفاء مكانة متميزة للمؤسسة الجديدة التي استحدثها لأول مرة في نظامنا القانوني و من ثم خص رئيسها بهذه الوضعية دون الرئيس الأول للمحكمة العليا ؟

كما نلاحظ أن هذه الوضعية الدستورية المتميزة لرئيس مجلس الدولة مترجمة ضمن المرسوم الرئاسي 99-240 المتعلق بالتعيين في الوظائف المدنية و العسكرية للدولة بحيث ورد رئيس مجلس الدولة في المادة الأولى بينما تم ذكر الرئيس الأول للمحكمة العليا في المادة 3 و في النقطة الرابعة والتي جاءت تحت عنوان " المؤسسات القضائية و مؤسسات الرقابة " ؟

إن هذه التساؤلات لها علاقة ارتباط بالموضوع وفي الإجابة عنها يمكننا تقديم تفسير الوضع القانوني لرئيس مجلس الدولة.

الجزء الثاني

القراءة الثانية

تحو القراءة الثانية في الإتجاه المعاكس للقراءة الأولى، و تعتمد هذه القراءة إلى أحكام الدستور الذي اعتبر مجلس الدولة هو جزء من السلطة القضائية فجاءت كل الأحكام المتعلقة به ضمن المواد الممتدة من المادة 138 إلى غاية المادة 158 و التي تعالج مختلف الموضوعات التي خصصها المؤسس الدستوري للسلطة القضائية.

كما أن المادة 20 من القانون العضوي قاطعة الدلالة في أن أعضاء مجلس الدولة بما فيهم رئيسه يخضعون جميعا إلى القانون الأساسي للقضاء علاوة على أن المادة 2 من نفس المرجع ذكرت بأن مجلس الدولة جزء من السلطة القضائية وهو تابع لها

و بناء على ذلك، فإن اختيار رئيس الجمهورية لرئيس مجلس الدولة يكون من ضمن طائفة القضاة دون غيرهم و مع تسليمنا بهذه القراءة، فإن التخصيص بحكم خاص لرئيس مجلس الدولة له دلالاته القانونية و لا يتصور أن المؤسس الدستوري وضع الفقرة 4 من المادة 78 من الدستور بدون مقتضى !

و يزيد هذا التساؤل في الإلحاح أكثر أن المؤسس الدستوري لو لم يكن يرمي إلى تمييز اختيار رئيس مجلس الدولة على غرار الرئيس الأول للمحكمة العليا لما اكتفى بالفقرة 7 من المادة 78 من الدستور دون حاجة إلى الفقرة 4 من نفس المادة ؟

و أيا ما كانت القراءة فمما لا شك فيه أن المؤسس الدستوري منح مركزا دستوريا لرئيس مجلس الدولة statut constitutionnel على خلاف الوضع بالنسبة للرئيس الأول للمحكمة العليا.

و لكن هذه المكانة الدستورية لرئيس مجلس الدولة غير مترجمة في المادة 155 من الدستور، فكان يتعين أن يتناوب بالتداول على رئاسة المجلس الأعلى للقضاء عند انعقاده كهيئة تأديبية من طرف الرئيس الأول للمحكمة العليا و في فترة أخرى من طرف رئيس مجلس الدولة و هذا تماشيا و المركز القانوني لرئيس مجلس الدولة إذ أن

تحرير المادة المذكورة سابقا أفرغ مضمون الفقرة الرابعة من المادة 78 من الدستور وهو في نظرنا أمر شاذ دستوريا.

ويزداد تدهور المركز الدستوري لرئيس مجلس الدولة بالرجوع إلى أحكام القانون العضوي رقم 01-98 لا سيما المادتان 17 و 18 منه، فبموجب المادة الأولى يتم تعيين رؤساء الأقسام و المصالح الإدارية و الفنية عن طريق التنظيم، أما المادة الثانية فقد حصرت مهمة رئيس مجلس الدولة في تعيين الأمين العام للمجلس في إيداء استشارة لا غير أما الإقتراح فيفتح من طرف وزير العدل. و هكذا يبدو لنا أن ما منحه باليمين الفقرة 4 من المادة 78 من الدستور تم نزعه بالشمال استنادا للمواد المذكورة أعلاه.

و في اعتقادنا كان يمكن تدارك هذه الوضعية في الوقت الذي تم فيه إحالة القانون العضوي لرقابة المطابقة مع الدستور ممن له الصفة في إخطار المجلس الدستوري.

الخاتمة:

و في الختام، أستطيع القول على ضوء ما سبق ذكره أن الوضعية القانونية لرئيس مجلس الدولة يسودها نوعا من الغموض فإذا كنت قد أصبت الصواب فإني أشكر الله على ذلك، و إن أخطأت فأرجو أن يوفق غيري في تصحيح هذا الإجتهاد.

رقابة القاضي الإداري على السلطة التقديرية للإدارة

فريدة أبركان - رئيسة مجلس الدولة

يتمتع المتعاملون مع الإدارة في دولة القانون بحقوق على الإدارة و ينتظرون منها احترام القواعد السارية المفعول و يستطيعون عند الحاجة إجبارها على احترام هذه القواعد من خلال ما يمارسونه من طعون قضائية.

تعرف دولة القانون بأنها الحالة التي تكون الإدارة فيها خاضعة للقانون.

و يمكن أن نضيف تكملة لهذا التعريف بأن دولة القانون حسب التعريف الموسع هي تلك التي يكون فيها نشاط الإدارة مراقبا مراقبة حازمة.

و عند الاقتضاء يجازى من طرف القاضي الإداري.

غير أن الإدارة تتوفر في ظروف عديدة على سلطة تقدير تمكنها من اتخاذ القرار الذي تراه الأنسب.

و يمكننا أن نتصور بأن هذه السلطة التقديرية المتروكة للإدارة التي يجب أن تنصرف مع أخذ المصالح المتنازع عليها بعين الاعتبار لا تخضع لرقابة القاضي و بالتحديد لرقابة القانونية (Contrôle de légalité) . إن مثل هذه الوضعية غير مقبولة في دولة القانون و هي خطر على الحريات العامة.

سننظر طوال هذا العرض و عبر الاجتهاد القضائي لجهتنا القضائية الإدارية العليا بداءة إلى مدى سلطات الإدارة المعمول بها في كل مرحلة من مراحل اتخاذ القرار ثم إلى السلطات الحقيقية للقاضي الإداري لضمان حقوق و حريات الأفراد و إلى طبيعة الوسائل القانونية الموضوعة تحت تصرف هذا القاضي.

I - مدى سلطات الإدارة

إن مدى سلطات الإدارة هو الذي يحدد مدى سلطات القاضي في مجال الرقابة على الإدارة، كما أن هامش رقابة هذا الأخير يتوقف على نطاق الاختصاص الذي يندرج فيه نشاط الإدارة.

و بالفعل و في أغلب الحالات فإن سلطة إدارية ما ، تتوفر على سلطة مفيدة (اختصاص مصدر القرار، قواعد الشكل أو الإجراءات) و على سلطة مشروطة أو على سلطة تقديرية.

1- السلطة المقيدة :

أنها الوضعية التي تكون فيها الإدارة ملزمة بالتصرف أو برفض التصرف عندما تتوفر بعض الشروط ذات الصلة بالواقع أو بالقانون.

فليس للإدارة هنا أي سلطة للتقدير و سلوكها مفروض عليها . و المثال على ذلك : وجوب إحالة موظف بلغ السن القانونية على التقاعد.

غير أن التثبت من وجود الوضعية المقيدة للاختصاص ليس دائما يمثل هذه البساطة فكثيرا ما يفترض و يتطلب القيام بعملية تكيف قانوني : هل تتوفر جميع الشروط في الموظف (عدد السنوات، السن) لإحالة على التقاعد، و يتعين بعد القيام بهذا التكيف استخلاص النتائج من هذا الالتزام المفروض على الإدارة أي التصرف أو رفض التصرف.

2 - الإختصاص المشروط :

يكون الإختصاص المشروط عندما تتوقف سلطة الإدارة على اجتماع بعض الشروط بحيث عندما تجتمع هذه الشروط تكون الإدارة حرة في التصرف أو عدم التصرف و كذا في اختيار كفاءات نشاطها ففي مجال الضبط الإداري تكون نوعا ما حرة في اتخاذ أو عدم اتخاذ إجراءات الضبط في حالة معارضة المساس بالنظام العام و على كل فهي حرة فيما يتعلق باختيار طبيعة هذه الإجراءات.

3 - السلطة التقديرية :

السلطة التقديرية هي أن تكون الإدارة حرة تماما في التصرف في هذا الاتجاه أو ذلك وبدون أن تكون خاضعة لأي شرط : فهي قادرة على تقدير الشروط التي تتخذ على ضونها قراراتها و المثال على ذلك سلطة رئيس الجمهورية في منح العفو أو وسام ، اختيار طريقة تسيير المرافق العمومية ، إنشاء أو تعديل سلك من أسلاك الموظفين.

و في الواقع فإن القرارات الصادرة عن التقدير المحض و الكامل للإدارة قليلة إذ لا بد من توفر حد أدنى من الشروط أو من القواعد التي يتعين احترامها : فالسلطة المختصة هي وحدها التي في إمكانها اتخاذ القرار العائد إليها مع احترام قواعد شكلية أو إجرائية سنّها المشرع.

II - مدى رقابة القاضي

ما هو مدى رقابة القاضي إزاء الوضعيات الآتية :

أ - وضعيات الإختصاص المشروط :

تمثلها الحالة التي تكون فيها رقابة القاضي أعمق فالقاضي هنا يتثبت بداءة من مدى توفر الشروط و سيكون هذا التثبت سهلا عندما يفترض الشرط وجود وقائع موضوعية.
هل تتوفر في الموظف الأدمية المطلوبة ؟ غير أن المسائل تصبح معقدة لما يتطلب الجواب تقدير الوقائع.

مثلا : حتى يكون هناك جزاء ما ، لا بد من وجود خطأ تأديبي ، غير أنه لا وجود لقائمة مسبقة بالأخطاء التأديبية، فالإدارة مطالبة بالتقدير تحت رقابة القاضي، فإذا أنعدم الشرط و إذا لم تقدر الإدارة التقدير السليم فإنه لا سلطة للإدارة من الناحية القانونية و قرارها غير قانوني.

مثال آخر : مستمد من المقتضيات المتعلقة برخصة البناء : يمكن رفض منح رخصة البناء إذا توفرت بعض الشروط (المساس بالموقع، و بالترصيف و بالجوار) فرفض منح رخصة البناء متوقف على وجود هذه الشروط.

ب- وضعيات الاختصاص المقيد :

إن الإدارة و كما رأينا أعلاه تحدد بنفسها الشروط التي تكون في نطاقها ملزمة بالتصرف أو بعدم التصرف غير أنها و بعد تحديدها بكل حرية هذه الشروط، تكون ملزمة بالامتثال للقواعد التي حددتها مسبقا ذاك ما قرره و حكم به قرار 1992/02/23 س وزير العدل :

"حيث أن وزير العدل في قضية الحال أعلن عن طريق الصحافة عن تنظيم مسابقة وطنية للالتحاق بسلك الموثقين و أن قرار فتح المسابقة الذي حدد الشروط الواجب توفرها في المترشحين الجدد ينص على أن كل ملف ناقص أو غير مطابق للشروط المذكورة أعلاه لا يلتفت إليه.

و أن ملف (س) قد قبل بدون تحفظ و أن هذا الأخير و بعدما أدى الامتحان الكتابي و الشفوي قوبل برفض منحه شهادته.

لقد حكمت المحكمة العليا و أقرت " بأن الإدارة و بالشروط التي وضعتها حددت نطاق اختصاصها و حدود سلوكها. و بأن الإدارة في قضية الحال قيدت اختصاصها و بالتالي فهي ملزمة بالامتثال له. و بأن منح هذه الشهادة بالتالي التزام واقع على الإدارة التي ليس لها سلطة تقديرية في هذا المجال.

ج- وضعيات الاختصاص التقديري :

يراقب قاضي تجاوز السلطة بصورة عامة قانونية *Légalité* القرارات الإدارية أي مدى تطابقها مع النصوص القانونية و المبادئ العامة للقانون أو القواعد ذات الطابع العام.

و يكون الطعن من أجل تجاوز السلطة مشروطا باختصاص مصدر القرار و بمخالفة الإجراءات و الغلط في الوقائع أو في القانون و بالانحراف بالسلطة.

غير أنه و عندما لا تكون النصوص قد حددت الشروط التي يتعين ممارسة نشاط الإدارة في نطاقها فإنه لا مجال من حيث المبدأ لرقابة على الإدارة نظرا لإنعدام الشروط التي تعقد الاختصاص.

و قد أمتنع القاضي طويلا عن مراقبة تقدير الإدارة الوقائع على أساس أنه لم يكن قاضي الملاءمة (Juge de l'opportunité) و قد ظهر منذ حوالي ثلاثين سنة نوع من الرقابة في الإجتهد القضائي الفرنسي مع قرار "لاقرانج (Lagrange) ثم قرار" Gomel قوميل" و أصبح القاضي يخضع الإدارة لحد أدنى من الرقابة ينصب على تقدير الوقائع من طرف الإدارة .

إنها الرقابة على الغلط الواضح في التقدير المعروفة كذلك بالرقابة الضيقة.

و يعد هذا صمام أمان بالنسبة للحالات التي تتعسف الإدارة فيها صراحة بسلطتها التقديرية إذ أن الإدارة ملزمة بانتهاج طريق السلوك المعقول بحيث أنها و إذا ما ارتكبت غلطا واضحا يتجاوز "حدود المعقول في حكمها المنصب على عناصر الملائمة فإن القاضي يقوم برقابة مخففة على التكييف القانوني"

و في نهاية المطاف فإن الرقابة العادية على التكييف تكون في حالة الاختصاص المشروط أما الرقابة الضيقة أي المحصورة في حدود الغلط الواضح في التقدير فتكون في حالة الإختصاص التقديري غير أنه يمكن تتابع هذين النوعين من الرقابة بخصوص نفس القرار.

1- السؤال الأول : هل ارتكب الموظف أفعالا كفيلا بتبرير الجزاء؟ فهذه رقابة عادية على التكييف حيث يحل القاضي عند الاقتضاء تقدير محل تكييف الإدارة .

2- السؤال الثاني : ألا يعد الجزاء المسلط عليه مبالغا فيه؟

تتمتع الإدارة في هذا المجال بسلطة تقديرية بخصوص اختيار الجزاء غير أن القاضي يمارس رقابة دنيا عندما يتوصل إلى وجود خطأ واضح ناجم من تعسف الإدارة في حرية التصرف الممنوحة لها وعن تجاوزها " حدود المعقول في الحكم الذي تبنته بخصوص عناصر الملاءمة و هذا ما تم الحكم به في القضية المعروضة على الغرفة الإدارية بالمحكمة العليا قضية ، س / وزير العدل و المجلس الأعلى للقضاء .

فقد تم في هذه القضية عزل س بسبب ارتكابه حسب الوزير أفعالا ماسة بمهنة القاضي و كان على القضاة الجواب على مسألة أولى تضمنتها إحدى مقتضيات القانون الأساسي للقضاء و تمنع الطعن بأي طعن في قرارات المجلس الأعلى للقضاء .

و قررت المحكمة العليا تبعا لاجتهد قضائي سابق:

" بأن الطعن من أجل تجاوز السلطة موجود حتى بدون نص و يستهدف طبقا للمبادئ العامة للقانون احترام القانونية (La légalité) .

و أنه لا يمكن للمقتضيات المقررة في المادة 99 من القانون الأساسي حرمان الطاعن من الطعن من أجل تجاوز السلطة المفتوح له في هذا المجال على غرار المجالات الأخرى عملا بالمبادئ العامة للقانون"

فما كان مطلوباً بالتالي هو أولاً مراقبة مدى توفر الخطأ أي القيام برقابة عادية وهل تكون الإدارة باتخاذها قراراً يقضي بعزل (س) قد قدرت الأفعال تقديراً معقولاً يبرر هذا القرار؟

إن جواب المحكمة العليا تمثل في إبراز عدم تناسب الجزاء النهائي مع الأخطاء المرتكبة.

و دائماً وفي إطار نفس السياق وفي قرار صادر في 1994/07/24 (قضية والي ولاية برج بوعريريج ضد شركة سوتريبال) ذهبت المحكمة العليا في إحدى حيثياتها إلى " أن القاضي الإداري مؤهل بتقدير ملائمة التدابير المأمور بها لمتطلبات الوضعية."

ونجد العمل بمفهوم الغلط الواضح (Erreur Manifeste) مطبقاً في مجال الرقابة ليس على أسباب القرار فقط وإنما على وجودها في حد ذاته .

ففي قرار يحاوي ضد وزير العدل ذهبت المحكمة العليا إلى أن المشرع تطبيقاً للمادة 531 من قانون الإجراءات الجزائية الخاصة بطلبات المراجعة، ترك لوزير العدل تقدير الأسس التي يؤسس عليها طلبه بالمراجعة (la demande en revision) .

وبالنتيجة فإن وزير العدل حر في إخطار أو عدم إخطار النائب العام بطلب المراجعة مادام ذلك يدخل في نطاق الاختصاص التقديري .

غير أن قراره ومادام يضيق من ممارسة حق محمي قانوناً، أي حق الدفاع، فإنه يشكل في نفس الوقت مساساً خطيراً بحرية أحد الأفراد .

وأن مثل هذا القرار يجب أن يكون مسبباً .

وأن وزير العدل وبقراره قد ارتكب غلطا واضحا في تقدير أسس طلب المراجعة المقدم من الطاعن .

يمكننا التقريب بين الإجتهد القضائي للغلط الواضح في التقدير وبين نظرية الحصيلة (theorie du bilan) المطبقة في نزاع الملكية من أجل المنفعة العامة .

فقاضى تجاوز السلطة ينتبث هنا من مدى تحقق الشرط المتعلق بالمنفعة العامة أم لا ومن جهة أخرى يستخلص و يأخذ نتائج هذا القرار بعين الاعتبار .

وفي الواقع العملي فإن المسعى الملموس للقاضي عندما يقدر هذا القرار قريب جدا من ذلك المسعى الذي يستعمله بخصوص نظرية الغلط الواضح في التقدير بمعنى ان القاضي سيراقب العمليات غير المعقولة المبالغ فيها بصورة كبيرة.

وهو ما قرره المحكمة العليا في قرار 1991/01/13 قضية س ووالي ولاية تيزي

وزو:

حيث أنه يستخلص من تقرير الخبير بأن العملية المسطرة لا تستجيب لأية حاجة من حاجيات المنفعة العمومية وإنما هي في صالح عائلة واحدة المتوفرة من قبل على طريق.

حيث أن الهدف المتوخى من العملية أي إشباع حاجة ذات طابع عام لا يبرر المساس بملكية الطاعن .

أن الحد الفاصل بين مفهوم القانونية وبين مفهوم الملاءمة جد دقيق.

وتنطبق الملاءمة بالمفهوم القانوني على نطاق التقديرات التي لا تخضع وعلى ضوء ما هو عليه واقع النصوص والإجتهااد القضائي لرقابة تجاوز السلطة ، أي أن الخط الفاصل بين القانونية وبين الملاءمة هو من فعل و نتيجة لإرادة القاضي والإجتهااد القضائي وليس خطأ محددًا مسبقًا، غير أن القاضي وبعد تحديد هذا الخط الفاصل ملزم باحترامه مادام لم يتغير بفعل تعريف جديد لدولة القانون.

ترجمة عبد العزيز أمقران

الخبرة في المجال الإداري

مقداد كوروغلي - رئيس غرفة بمجلس الدولة

ما هي الخبرة؟ وماذا نقصد بهذه الكلمة التي تبدو في الظاهر واضحة غير أنها كثيرا ما تكون مشوبة بالغموض؟

تعتبر الخبرة حسب ماورد تعريفها في " الفهرس التطبيقي دالوز "
" Repertoire Pratique Dalloz "

العملية المسندة من طرف القاضي إما تلقائيا إما بناء على إختيار الأطراف إلى أناس ذوي خبرة في حرفة أو فن أو علم أو لديهم مفاهيم عن بعض الوقائع وحول بعض المسائل ليتوصل بواسطتهم إلى إستخلاص معلومات يراها ضرورية لحسم النزاع والتي لا يمكنه الإتيان بها بنفسه .

وحسب الأستاذين ماينول وفيدال MAGNOL ET VIDAL " فإن الخبرة تمثل في معانيات وأراء موجهة لتتوير العدالة وصادرة ، بشأن مسائل خاصة عن أناس ذوي معارف تقنية " وأضاف الأستاذان بأن الخبراء يبدون رأيا شخصيا غير ملزم في شيء للقضاة المستقلين دوما في تكوين إقتناعهم ... "

ولللإمام أكثر بالموضوع ، يتعين الإشارة كذلك إلى تعريفين آخرين للأستاذين SHOUFEUD ، TCHERNOFE اللذين يتمسكان بأن الخبرة عملية يكلف بمقتضاها القاضي ، إما تلقائيا أو بناء على طلب الأطراف رجل علم أو حرفة أو فن لديه مفاهيم عن بعض الوقائع وهذا ما قصد تزويده بمعلومات بخصوص مسائل معروضة عليه وإما بتزويده بتقديرات من شأنها المساعدة على الفصل في النزاع "

أما المحكمة العليا (آخذة بتعريف محكمة النقض) فقد عرفت " الخبرة بكونها عملا عاديا للتحقيق الذي هو من القانون العام وأنه يحق لكل جهة قضائية الأمر بإجرائها عملا بالمبدأ الذي يخول مكتبه اللجوء إلى كافة الوسائل الكفيلة بتتويرهم في إطار ما ليس ممنوعا قانونا ... "

وتقتضي الخبرة تقدير الوقائع وهي تتميز عن التحقيق كما أنها تختلف عن العملية المادية البسيطة التي يمكن أن يقوم بها رجل فن (مثلا يمكن تعيين مصور فوتوغرافي للإلتقاط صور بالرغم من عدم توفره على صفة الخبير) .

كانت هذه بعض التعاريف التي رأينا ضرورة النظرة إليها قبل عرض موضوع تدخلنا .

كثيرا ما يتم في القضاء الإداري تعيين الخبراء في عدد من المجالات منها :

نزع الملكية من أجل المنفعة العمومية .

المنازعات المتعلقة بالصفقات العمومية .

المنازعات المتعلقة بالأملك الوطنية والبلدية (الإحتياطات العقارية ...) .

الأضرار الناجمة عن سير المرافق العامة .

المنازعات المتعلقة بالضرائب المباشرة والرسوم المماثلة ... الخ .

إن أحكام قانون الإجراءات المدنية هي التي تحدده في بلدنا المقتضيات القانونية المطبقة أمام الجهات القضائية الإدارية (المواد 47 وما بعدها من قانون الإجراءات المدنية ..) مع بعض الخصوصيات بالنسبة للخبرة في مجال الضرائب المباشرة والرسوم المماثلة (المواد 340 وما يليها من قانون الضرائب المباشرة والرسوم المماثلة ...)

ولكن ما هي القواعد التي تحكم الخبرة وكيف تجري عمليات الخبرة؟

I. القواعد الاعتيادية للخبرة :

أ. الخصائص العامة للخبرة

خلافا للخبرة الودية التي تعد وليدة إتفاق الطرفين : فإن الخبرة القضائية يأمر بها قرار قضائي.

تشكل الخبرة إجراء تحقيق في إطار البحث عن الدليل أو عن تكوين إقتناع القاضي.

تمثل الخبرة القضائية ، من حيث المبدأ ، بطابع إختياري بحيث أنه يمكن للجهة القضائية الأمر تلقائيا بإجرائها بدون أن يطلب الأطراف ذلك (المادة 43 من قانون الإجراءات المدنية) كما أنه يجوز لها رفضها إذا طلبت منها .

تعتبر الخبرة القضائية طريقا من طرق الدعوى الفرعية وجودها يتوقف على وجود دعوى قضائية أولى مرفوعة : فالطلب القائم على أساس على تعيين خبير يكون من حيث المبدأ غير مقبول .

(مثل هذا الطلب صار ممكنا في فرنسا).

تكون الخبرة من حيث المبدأ محل تعيين من جانب واحد ذلك لأن إختيار الخبراء يعود إلى السلطة القضائية .

- وتتميز الخبرة بطابع تقني فالخبير لا يعين إلا لتوفير الجهة القضائية التي عينته حول نقاط تتعلق بالوقائع وبخصوص نتائج تقنية تتضمنها ، ومن ثم ، ضرورة تحديد الجهة القضائية لإطار الخبرة تحديدا جيدا بحيث يستحيل على الخبير الخروج عن هذا الإطار .

كما تتميز الخبرة القضائية بطابع نسبي وهذا من جانبيين .

1- أولا : بخصوص الحد من وسائل الخبير الذي لا يمكنه الإستفادة من تعويض السلطات القضائية (فالخبير مثلا لا يستطيع تلقي الشهادات بالمعنى القانوني للكلمة وإنما يتلقى مجرد معلومات شفوية .

- ومن جهة أخرى ، يتأكد الطابع النسبي للخبرة من خلال مبدأ حرية القرار الذي يعود للقاضي وحده غير الملزم بتاتا بنتائج الخبير حتى على المستوى التقني المحض (المادة 54 من قانون الإجراءات المدنية الفقرة الثانية) .

- يتعين أن تتميز الخبرة القضائية من حيث المبدأ بإتعدام الإجراءات الجوهرية

إن مختلف النصوص الإجرائية وحتى وإن نصت على نقاط خاصة (أداء اليمين ، استدعاء الأطراف لحضور عمليات الخبرة) فإنها لا تحتوي على أي بيان أو تنظيم يتعلق بعمليات الخبرة من حيث هي .

- يعتبر الخبير القضائي عونا قضائيا تنتهي صفته بانتهاء مهمته أي عمليا عند ايداع تقريره .

ب. حالات الخبرة

ماهي الحالات التي يمكن اللجوء فيها إلى الخبرة ؟

يجوز للجهات القضائية الإدارية على غرار الجهات القضائية المدنية اللجوء إلى الخبرة وهذا تلقائيا أو بطلب من الطرفين أو أحدهما (المادة 43 من قانون الإجراءات المدنية) وأنها غير ملزمة بإطلاق بتعيين خبير ، وعندما ترفض طلب الخبرة تلزم بتسبيب قرارها بعدم الجدوى (أي عدم الفعالية) وبعدم الفائدة في الإجراء المطالب به .

- يمكن الأمر بإجراء الخبرة من طرف الغرف الإدارية لدى المجلس القضائية أو من طرف مجلس الدولة .

ج. هل يمكن رد الخبرة ؟

هل يمكن للخبير أن يرفض المهمة المسندة إليه ؟

- يجوز رد الخبير في القضايا الإدارية كما هو الشأن في القضايا المدنية وذلك حسب الإجراء المنصوص عليه في المادة 52 من قانون الإجراءات المدنية .

- ولكن ، هل يمكن للخبير المعين قانونا أن يرفض المهمة المسندة إليه ؟ إن السؤال في غاية الأهمية ذلك لأنه يتعلق بمبدأين متعارضين حرية الفرد التي ليست ملكا لمرافق عام ومبدأ أعلى : الفائدة أو حتى الضرورة الإجتماعية التي تقتضي ألا يتخلف الشخص عن تقديم المساعدة التي يطلبها منه قضاء بلده .

غير أن رفض الخبير بتقيد مهمته يمكن أن تكون له أسباب جديدة ، قد لا يجد نفسه في مستوى المهمة المقترحة عليه أو حتى غير كفؤ لها ، ويمكن أن يكون مريضا .

يجب أن يتصرف الخبير بحكمة عند تخليه عن المهمة المسندة إليه إذا رأى أنه لن يقوم بها كما ينبغي وفي الأجل المحدد .

ينبغي على الخبير التنحي عن المهمة المسندة إليه عندما يرى أنه لن يكون في مستوى تأديتها كاملة وفي الأجل المحدد ومن واجب الخبير أن يرفض كل مهمة يكون أحد أقاربه أو أصدقائه أو زبائنه طرف معين فيها .

وعليه وبإستثناء ظروف خاصة ، لا يمكن المواخذه على رفض الخبرة إذا تم هذا الرفض وفقا للشروط المشار إليها أعلاه .

غير أن الرفض القطعي قبول مهام الخبرة يؤدي إلى جعل تسجيل الخبير غير مبرر بحيث يصبح من الملائم شطبه من قائمة الخبراء .

د. مهمة الخبير

- عندما تقرر جهة قضائية إدارية إجراء خبرة بتعين عليها تحديد ما تنتظره من الخبير كما يجب عليها تحديد الهدف المتوخى من عمليات الخبرة ذلك لأنه لا يجب نسيان أن مهمة الخبير مهمة تقنية محضة .
- يتعين الإلحاح على الأهمية التي يجب أن يحضى بها التحرير الواضح والصريح لمهمة الخبير ، إذ يمكن للخبير الرجوع دائما إلى الجهة القضائية التي عينته لطلب توضيحات إضافية إذا اعتبرت أن المهمة المسندة إليه جد غامضة .
- ويجب على كل قاضي الإستجابة إلى مثل هذا المسعى .

هـ. يمين الخبير

- يؤدي الخبراء المقيدون أول مرة بجدول المجلس القضائي اليمين أمام هذه الجهة القضائية بالصيغة الآتي بياناها :
- " أقسم بالله العظيم بأن أقوم بأداء مهمتي كخبير على خير وجه وبكل إخلاص وأن أدي رأيي بكل نزاهة وإستقلال ." (المادة 145 من قانون الإجراءات الجزائية) التي ورد ذكرها في المادة 9 من المرسوم التنفيذي رقم 310/95 المؤرخ في 10.10.1995 المحدد لشروط التسجيل في قوائم الخبراء...)
- ولا تجدد تأدية اليمين مادام الخبير مقيدا في الجدول (المادة 145 الفقرة الثانية من قانون الإجراءات المدنية) .
- يحلف الخبير غير المقيد بجدول الخبراء قبل إنجاز مهمته - اليمين أمام السلطة التي يحددها الحكم الصادر بنده ما لم يعف من اليمين بإتفاق الخصوم (المادة 50 من قانون الإجراءات المدنية) .

2. دور القاضي أثناء الخبرة:

- تنص المادة 54 من قانون الإجراءات المدنية على أنه إذا رأى القاضي أن العناصر التي بنى عليها الخبير تقريره غير واهية فله أن يتخذ جميع الإجراءات اللازمة وله على الأخص أن يأمر بإستكمال التحقيق أو أن يستدعي الخبير أمامه ليحصل منه على الإيضاحات والمعلومات الضرورية .
- يتعين التذكير بأن دور القاضي المدني يختلف عن دور القاضي الجزائي (المادة 148 الفقرة 2 و 3 من قانون الإجراءات الجزائية) غير أن دور القاضي الإداري يجب أن يكون أكثر فعالية ذلك لأن الإجراءات الإدارية إجراءات تحقيقية .

3. هل يجوز للخبير سماع الشهود ؟ :

- يجوز للخبير إستجابة لمتطلبات عمله سماع كل شخص كفيلا بأن يزوده بالبيانات الضرورية غير أن الأمر لا يتعلق بشهادة شهود وإنما يتلقى معلومات للقيام بمهمته وأن المكرس هو مصطلح "عارف" (SACHANT) وأنه لا ينبغي على الخبير أن يطلب من الشهود تأدية اليمين كما أنه غير ملزم بتحرير محضر وبطلب توقيع الشهود على هذه التصريحات .

أ. تنظيم عمليات الخبرة :

1- أجل تنفيذ الخبرة:

إن المادة 49 من قانون الإجراءات المدنية تبين بأن الحكم الأمر بإجراء خبرة يحدد الأجل الذي يلزم بمقتضاه الخبير إبتداء من تاريخ إخطاره بالمهمة بإيداع تقريره المكتوب.

ويمكن تمديد هذا الأجل إذا اقتضت الضرورة ذلك بناء على طلب الخبراء وبموجب قرار مسبب صادر عن القاضي أو عن الجهة القضائية التي عينتهم.

والخبير الذي يقبل أداء المهمة ثم لا يقوم بها أو لا ينجز تقريره أو لا يقدمه في الميعاد الذي حدده القاضي بجوز الحكم عليه بجميع ما أضاعه من المصروفات وإذنا اقتضى الأمر يحكم عليه بالتعويضات ويستبدل به غيره (المادة 2/51 من قانون الإجراءات المدنية).

ويمكن أن يكون محل عقوبات تأديبية منصوص عليها في المادة 19 من المرسوم رقم 310/95 المؤرخ في 10/10/1995 المحدد لشروط التسجيل في قوائم الخبراء القضائيين.

2 - التوسع المحتمل لمهمة الخبير :

إن المادة 54 من قانون الإجراءات المدنية تسمح للقاضي بالأمر على الأخص باستكمال التحقيق أو أن يستدعي الخبير أمامه ليحصل منه على الإيضاحات والمعلومات الضرورية .

ب - سير عمليات الخبرة :

بعد رسم الإطار الذي سيعمل فيه الخبير يتعين الآن التطرق إلى الطريقة التي ينجز الخبير وفقها خبرته .

1 - إخطار الخبير بالمهمة :

يتم إخطار الخبير (أو الخبراء) من الطرق الأكثر عجلة، وكما هو الشأن في جميع المجالات يجب تحرير مهمة الخبير (أو الخبراء في حالة تعددهم) بطريقة جد دقيقة تسمح له بإعداد خطة عمل مسطرة بوضوح قصد تفادي الرجوع للمطالبة بعناصر معلومات أخرى وتفادي التأخر في إنجاز مهمته، وينبغي أن تنصب مهمة الخبير على مسائل ذات طابع تقني محض وألا تتعلق أبداً بنقاط قانونية.

2- مساعي الخبير:

يلزم الخبير بمجرد إخطاره بالمهمة، بمباشرة الأشغال، ولهذا الغرض، يتعين عليه سماع أطراف النزاع، دراسة الوثائق التي بحوزتها، سماع كل من له علم ومن شأنه تزويده بمعلومات، وألا يتردد في الإتصال بمختلف الإدارات التي تحوز وثائق أو معلومات قد تكون حاسمة، وعليه كذلك ألا يتردد في الإتصال بمختلف الإدارات التي تحوز وثائق أو معلومات قد تكون حاسمة، وعليه كذلك ألا يتردد في اللجوء إلى الجهة القضائية التي عينته لطلب تدخلها على مستوى الإدارات المعنية (محافظة عقارية، إدارة الفلاحة، إدارة الضرائب ... إلخ) حتى تساعده على إنجاز مهمته ويتولى الخبير القيام بكافة المساعي الضرورية وبكل التنقلات اللازمة لئلا يتسنى له حصر وتقييم النزاع جيداً.

لهذا الغرض، يجب على الخبير أن يخطر الخصوم باليوم والمكان والساعة التي سيقوم فيها بإجراء أعمال الخبرة (المادة 53 من قانون الإجراءات المدنية) وهذا قبل اليوم المحدد بخمسة أيام على الأقل بكتاب موسى عليه بعلم وصول إما إلى موطنهم الحقيقي أو محل إقامتهم أو إلى موطنهم المختار، ويثبت الخبير في تقريره أقوال وملاحظات الخصوم.

ويشكل هذا الإعدار إجراء جوهرياً يؤدي إغفاله إلى بطلان الخبرة (راجع مختلف القرارات الصادرة عن مجلس الدولة في هذا المجال)، إن البطلان ليس من النظام العام ذلك أن الأطراف قد حضرت بالفعل عمليات الخبرة ولا يحق لها الإدعاء ببطلان الخبرة.

تعتبر الأحكام القانونية محترمة ما دام أنه تم استدعاء الأطراف ولا يهم حضورها (ما لم تستطع تبرير حصول مانع ناجم عن حالة القوة القاهرة).

3- تقرير الخبرة:

يقوم الخبير بمجرد إنهاء عمله، بتحرير تقرير مكتوب يلزم بإيداعه على مستوى كتابة ضبط الجهة القضائية التي عينته في الأجل الممنوح له.

وفي حالة تعيين عدة خبراء، وجب عليهم القيام بأعمال الخبرة سوية وبيان خبرتهم في تقرير واحد، وإذا اختلفت آراءهم، وجب على كل منهم أن يدلي برأيه المسبب (راجع المادة 49 من قانون الإجراءات المدنية).

لم ينص القانون على أي شكل خاص بتحرير التقارير، غير أنها يجب أن تتضمن المعلومات الآتي بيانها:

أ- الديباجة:

وهي تحتوي على جميع الإجراءات، هوية الخبير، الجهة الطالبة، تاريخ الإخطار بالمهمة، بيان أداء اليمين (عند الاقتضاء)، تاريخ، ساعة ومكان العمليات، طبيعة الخبرة أي: إعادة كتابة المهمة المسندة إلى الخبير حرفياً.

ب- عرض الوقائع:

أي عرض تاريخي للوقائع وسوابقها.

ج- الوصف:

ويتضمن عرض الوقائع والظروف التي تشكل وجوباً أساساً للنتائج، وفي هذا الجزء، يتطرق الخبير إلى سرد المعايير التي قام بها مع بيان تأثيرها على مسائل النزاع.

د- المناقشة:

وهي الجزء الحاسم في التقرير والذي يقارن فيه الخبير ويطابق بين مختلف الظروف وبين المعايير التي يكون قد تمكن من إجرائها مع تبيان ما يمكن الأخذ به وما يجب إبعاده.

هـ- النتائج:

وتتمثل في النتائج المنطقية للوقائع الموضوعية والمناقشة والتي يتعين، من الناحية النظرية أن تجيب على كافة المسائل المطروحة.

يجب أن يكون تقرير الخبرة واضحاً، كاملاً ومسبباً ويجب أن يتقاضي الخبير العبارات التقنية المحضنة، وإذا كان ملزماً باستعمالها، يتعين عليه شرح وتوضيح معناها.

يجب أن يكون التقرير موضوعياً قدر المستطاع، لأنه يجب ألا تكون لدى الخبير أية فكرة مسبقة.

ويجب من حيث المبدأ، إيداع التقرير في الأجل المحدد من طرف الجهة القضائية التي عينته (المادة 49 من قانون الإجراءات المدنية).

وإذا انقضى هذا الأجل، ولم يتمكن الخبير من إيداع تقريره، يلزم في هذه الحالة بالإخبار بذلك مع ذكر أسباب التأخر وطلب أجل جديد (والحال ليس كذلك بكل أسف في الواقع).

يودع الخبير تقريره لدى كتابة ضبط الجهة القضائية التي عينته، ويسجل هذا الإيداع ويبلغ للأطراف قبل النداء على الدعوى (المادة 49 الفقرة الأخيرة من قانون الإجراءات المدنية) ويجب أن يودع التقرير في حدود الأجل المحدد بحيث يعرض كل تأخير الخبير لدفع تعويض.

وتكون لهذا التقرير قوة ثبوتية إلى غاية الطعن فيه بالتزوير فيما يخص المعايير التي أجزاها الخبير.

4- الخبير في الجلسة:

عندما ينهي الخبير عمله ويسلم تقرير خبرته إلى الجهة القضائية، هل تعتبر مهمته قد انتهت؟

في واقع الأمر لا، ذلك لأنه يمكن استدعاؤه من طرف الجهة القضائية التي عينته لتحصل منه على الإيضاحات أو المعلومات الإضافية (راجع المادة 54 من قانون الإجراءات المدنية).

5- أتعاب الخبير:

تنص المادة 15 من المرسوم رقم 310/95 المؤرخ في 10/10/1995 المحدد لشروط التسجيل في قوائم الخبراء والقضائيين ولحقوقهم وواجباتهم على أن الخبراء يتقاضون أتعابا مقابل الأشغال التي يقومون بها طبقا للتشريع الساري المفعول.

وفي واقع الأمر ترفق المصاريف والأتعاب بتقرير الخبرة ويجب أن تكون مفصلة كفاية حتى يتسنى لرئيس الجهة القضائية المعنية بتصفية هذه الحقوق وتتضمن الأتعاب: الأتعاب في حد ذاتها وتسديد المصاريف والنفقات.

إن مسألة تصفية المصاريف أي تحديد الطرف الذي يتحمل مصاريف الخبرة لا تحسم إلا بموجب القرار النهائي الصادر في الموضوع، وعندما تأمر الجهة القضائية الإدارية بإجراء الخبرة في مصلحة طرف مستفيد من المساعدة القضائية، فإن الخزينة العمومية هي التي تتكفل بتسبيق مصاريف الخبرة كما هو الشأن في كل المواد.

وأنه يتعين الإشارة إلى عدم احترام مقتضيات المادة 45 فقرة 1 من قانون الإجراءات المدنية التي تنص على أنه إذا قبل خبير من خبراء الجدول أي مبلغ على هذا الوجه، جاز شطب إسمه من جدول الخبراء: وفي الواقع، يقبض الخبراء أتعابهم من الطرف الذي لجأ إليهم قبل مباشرة مهامهم.

وأنه يجب منع مثل هذه الممارسة ذلك لأن الخبير سيعمد إلى تدعيم وتعزيز وضعيته الطرف المبادرة بالدفع (راجع مختلف القرارات الصادرة عن المحكمة العليا في هذا المجال ولربما يجب التفكير في النص على منح التسبيق في القرار الصادر قبل الفصل في الموضوع؟)

ج- خصوصيات الخبرة في مجال الضرائب المتنوعة والرسوم المماثلة:

تنص المادة 341 من قانون الضرائب المباشرة والرسوم المماثلة على أنه يمكن أن تأمر الغرفة الإدارية التابعة للمجلس القضائي بالخبرة وذلك إما حكما، و أما بناء على طلب من المكلف بالضريبة، أو مدير الضرائب والحكم القضائي بهذا الإجراء يحدد مهمة الخبراء.

تتم الخبرة على يد خبير واحد تعينه الغرفة الإدارية التابعة للمجلس القضائي، غير أنها تسند إلى ثلاثة خبراء إن طلب أحد الطرفين ذلك، وفي هذه الحالة، كل طرف يعين خبيره والخبير الثالث تعينه الغرفة الإدارية، (من المؤسف أن هذا الإجراء غير معمول به حاليا من طرف الغرفة الإدارية لدى المجالس القضائية).

لا يجوز أن يعين خبراء الموظفين الذين شاركوا في تأسيس الضريبة المعترض عليها ولا الأشخاص الذين أبدوا رأيا في قضية النزاع أو الذين تم توكيلهم من قبل أحد الطرفين أثناء التحقيق (المادة 341 فقرة 3 من قانون الضرائب المباشرة).

لكل طرف أن يطلب رد خبير الغرفة الإدارية وخبير الطرف الآخر، ويتولى مدير الضرائب للولاية تقديم الرد باسم الإدارة (المادة 341 فقرة 4 من قانون الضرائب المباشرة).

ويوجه الطلب الذي يجب أن يكون معللاً إلى الغرفة الإدارية في أجل ثمانية (8) أيام كاملة إعتباراً من اليوم الذي يستلم فيه الطرف تبليغ اسم الخبير الذي تتناوله بالرد وعلى الأكثر عند بداية إجراء الخبرة، ويبت في هذا الطلب بتأجيل بعد رفع الدعوى على الطرف الخصم (المادة 341 فقرة 4 من قانون الضرائب المباشرة).

وفي حالة رفض الخبير أو عدم إنجاز المهمة الموكلة إليه، يعين خبير آخر بدله (بموجب أمر صادر عن رئيس الجهة القضائية التي أمرت بالإجراء).

وتسير أعمال الخبرة من قبل خبير تعينه الغرفة الإدارية (المادة 341 فقرة 6 من قانون الضرائب المباشرة).

يحدد يوم وساعة بدء العمليات ويعلم المصلحة الجبائية المعنية وكذا الشاكي وإذا اقتضى الأمر الخبراء الآخرين، وذلك عشرة (10) أيام على الأقل قبل بدء العمليات، في نفس الأجل، ما عدا إذا انصب النزاع على الضرائب والرسوم المذكورة في المادة 287 أو الغرامات الضريبية غير تلك المنصوص عليها في المادة 192، ويشعر رئيس اللجنة البلدية للطعن بيوم وساعة انطلاق عمليات الخبرة ويدعوه في حالة عرض الشكوى على اللجنة البلدية للطعن، إلى تعيين عضوين من بين أعضاء اللجنة المذكورة للحضور (المادة 341 فقرة 6 من قانون الضرائب المباشرة).

ينتقل الخبراء إلى الأمكنة بحضور ممثل إدارة الضرائب والشاكي، و/أو ممثل، عند الإقتضاء، رئيس اللجنة البلدية للطعن، ويقومون بالمهمة المسندة إليهم من طرف الغرفة الإدارية (إن هذا الإجراء غير مطبق حالياً من طرف أية جهة قضائية).

يتولى عون الإدارة تحرير محضر ويضمنه رأيه، ويحرر الخبراء إما تقريراً مشتركاً أو تقارير مستقلة (المادة 341 فقرة 7 من قانون الضرائب المباشرة).

يودع محضر وتقارير الخبراء لدى كتابة ضبط الغرفة الإدارية حتى يتسنى للأطراف المحطرة قانوناً بالإطلاع عليها في أجل عشرين (20) يوماً.

ويقدم الخبراء كشفاً عن أتعابهم وتتم التصفية والرسوم بموجب قرار رئيس الغرفة الإدارية طبقاً للتسعيرة المحددة بمقتضى مقرر الوزير المكلف بالمالية.

وإذا اعتبرت الغرفة الإدارية بأن الخبرة كانت غير قانونية أو ناقصة، يمكنها الأمر بإجراء خبرة تكميلية جديدة تتم وفقاً للشروط المحددة أعلاه (المادة 341 فقرة 10 من قانون الضرائب المباشرة).

وبهذا، تستخلص خاصيتان جليتان للخبرة في مجال الضرائب المباشرة من المقتضيات المشار إليها أعلاه:

تستخلص الأولى من كون أنه في حالة تعيين ثلاثة (3) خبراء، فإن الخبير الذي تعينه الغرفة الإدارية هو الذي يتولى تسيير عمليات الخبرة.

وتستخلص الثانية من كون أنه وعند تعيين الخبراء الثلاثة، فإنهم يحررون تقريراً واحداً مشتركاً أو تقارير مستقلة.

وفي الختام، يمكن القول بأن هذه هي القواعد الرئيسية الواجبة التطبيق من طرف الجهات القضائية الإدارية (أي من طرف الغرف الإدارية لدى المجالس القضائية ومجلس الدولة): غير أنه من الملاحظ أن القضاة عادة ما يلجأون إلى الخبرة دون بذل جهد التحقيق بأنفسهم في بعض النزاعات وينسبون بأن اللجوء إلى الخبير لا يجب أن يتم إلا في حالة الضرورة ولا سيما في إطار تقني محض.

ترجمة الأنسة نسيمة بورنان

مراجعة عبد العزيز أمقران

رأي حول تمثيل الدولة من طرف هيئاتها غير المركزية

صالح عنصر - مستشار دولة لدى مجلس الدولة

ترسي المادتان 92 و 93 من القانون رقم 90 / 09 المؤرخ في 7 أفريل 1990 المتعلق بالولاية مبدأ مفاده أن : الوالي هو ممثل للدولة و مندوب للحكومة على مستوى الولاية.

و تعرفه نفس هاتين المادتين بكونه منفذا لقرارات أعضاء الحكومة و لكل التعليمات التي يتلقاها من الوزارات و منشطا و منسقا و مراقبا لنشاطات مصالح الدولة المكلفة بمختلف قطاعات النشاط في الولاية.

و تنص المادة 106 من نفس القانون قصد إنجاز هذه المهام ، على القيام بذلك من خلال إدارة توضع تحت سلطته السلمية تكلف في جملة ما تكلف به ، بتنفيذ قرارات الحكومة

و يحدد المرسوم التنفيذي رقم 94 / 215 المؤرخ في 23 جويلية 1994 الهيئات و أجهزة الإدارة العامة في الولاية و هياكلها و يكرس في مادته 17 إنشاء مجلس ولائي يكلف تحت سلطة الوالي المؤتمن على سلطة الدولة و المندوب عن الحكومة ، بتنفيذ قرارات الحكومة و المجلس الشعبي الولائي.

كما يؤكد نفس هذا المرسوم في مادته 21 على دور الوالي كرئيس لمجلس الولاية و هو الدور الذي يمارسه تحت سلطة الوزارات المختصة و يكلف في مادته 30 أعضاءه بالسهر على ممارسة المهام المسندة إلى مصالح الدولة.

يتمتع هؤلاء المديرون الذين يعرفون باسم مديري المجلس التنفيذي للولاية أو المصالح الخارجية أو المصالح غير المركزية للدولة - لأجل ممارسة مهامهم - بالإستقلالية المالية و هذا بالرغم من أنهم لا يتمتعون بالشخصية المعنوية و يسيرون على هذا الأساس الميزانية المخصصة لهم من طرف الوزارة التي يتبعونها.

و أنه يستخلص من هذه المقترضيات أن الوالي و فضلا عن أنه المنفذ لقرارات المجلس الشعبي الولائي (هذه السلطات محددة بموجب المواد 83 و ما بعدها من القانون رقم 90 / 09 المؤرخ في 7 أفريل 1990 المتعلق بالولاية) يتصرف كذلك بصفته ممثلا للدولة (المادتان 92 و 93).

كما أنه يستخلص من النصوص المشار إليها أعلاه أن مديري المجلس التنفيذي يمارسون المهام المسندة إلى الدولة في حالة عدم ممارستهم لنشاطهم في إطار تطبيق مداوات المجلس الشعبي الولائي .

أن أعمال التسيير التي يقوم بها الرالي و كذا مديرو المجلس التنفيذي تتشعب لا محالة منازعات يتم عرضها على الجهات القضائية الإدارية المختصة .

و تختلف من قاض إداري إلى قاض إداري آخر ، طريقة تقدير و الفصل في هذه المنازعات ، إذ يحكمون نظرا لعدم توفرهم على عناصر التقدير ، على الوالي باعتباره ممثلا للولاية بدفع التعويضات أو مبالغ أخرى و يحملون ميزانية الولاية ، باعتبارها جماعة إقليمية ، عبء تسديد هذه المبالغ

و في الحالات التي يتم فيها الحكم على مديري المجلس التنفيذي في قضايا تابعة لصلاحياتهم ، كمسيرين لحساب الدولة ، يحمل القاضي الوالي بصفته ممثلا للولاية المبلغ المحكوم به

و تنجم عن هذه الوضعية ، لا محالة ، آثار ضارة بميزانية و بمالية الولاية بصفته جماعة إقليمية ، بل قد تؤدي أحيانا إلى شل هذه الجماعة التي و بصفته هذه غير ملزمة بتحمل نفقات تعد من مسؤولية الدولة .

لقد فصل مجلس الدولة في إستئنافات عديدة ، رفعها الولاية أو مديرو مجلس الولاية المحكوم عليهم في الدرجة الأولى للتقاضي ، بدفع مبالغ تفوق الطاقة المالية لميزانية الولاية في الدعاوي التي كانوا فيها ممثلين للدولة أو مفوضين عن الحكومة .

إن القضايا التي تجسد أكثر من غيرها هذه الوضعية هي تلك المتعلقة بتسيير المنازعات المتولدة عن البرامج القطاعية للتنمية و تسيير مديريات المجالس التنفيذية الولائية لميزانياتها غير الممركزة و تلك المتعلقة بنزع الملكية من أجل المنفعة العامة ... الخ

و عليه، و قصد تفادي تكرار مثل هذه الوضعيات عند الفصل في القضايا المعروضة على الجهات القضائية الإدارية الابتدائية أو عند الفصل في القضايا المعروضة على مستوى الإستئناف ، فإنه من الضروري :

البحث في إطار التحقيق في الملفات المعروضة عليهم عما إذا كان النزاع يدخل ضمن مسؤولية الدولة ، إذ يتعين في هذه الحالة تحمّل الدولة المبلغ المحكوم به و بالتالي تسدده الخزينة العمومية و / أو عما إذا كان النزاع يدخل ضمن مسؤولية الوالي بصفته ممثلا للولاية – الجماعة الإقليمية – ففي هذه الحالة تتولى بدها ميزانية الولاية دفع المبلغ المحكوم به .

رفع الدعوى إما على الوالي و إما على الوزير ، حسب الحالة في القضايا التي تقوم فيها مسؤولية المديرين التنفيذيين للولاية المتصرفين لحساب الدولة و بالتالي الحكم بتحمل ميزانية الدولة المبالغ المحكوم بها .

الاجتهاد القضائي

الاجتهاد القضائي

□ تعليق على قرار 1972 / 12 / 07

صمت القانون - التفسير - دور القاضي

□ تعليق على القرار 001192

إستقلال الدعوى التأديبية عن الدعوى الجزائية

□ من قرارات مجلس الدولة

□ من قرارات محكمة التنازع

التعمير باليق

I. تعليق على قرار 1972 / 12 / 07

صمت القانون - التفسير - دور القاضي

أ - نص القرار

المجلس الأعلى (الغرفة الإدارية)

قرار 7 ديسمبر 1972

القانون : صمت القانون - التفسير - دور القاضي

الدعوى الإدارية : شروط القبول - الطعن الولائي - الرفض الصريح - أجل رفع الطعن القضائي - المادة 169 مكرر من القانون الجزائري للإجراءات المدنية.

وزارة الأشغال العمومية

ضد

ع - م

المجلس الأعلى :

حيث أن الدولة ، ممثلة في وزير الأشغال العمومية والبناء إستأنفت يوم

25 ديسمبر قرار مجلس قضاء قسنطينة الفاصل في المسائل الإدارية بتاريخ

15 نوفمبر 1972 والمبلغ له يوم 5 ديسمبر 1972.

حيث أن الاستئناف قانوني ومقبول لرفعه خلال أجل شهر المنصوص عليه في

المادة 277 من قانون الإجراءات المدنية .

حيث أن الوزير أثار في عريضته وجها شكليا بحثا طالبا إلغاء القرار الأول ومثيرا

عدم قبول طلب السيد ع - م لتقدمه خارج الأجل أمام مجلس قضاء قسنطينة .

حيث أن الطاعن يؤسس وجهه من حيث التأسيس القانوني على المادة 169 مكرر

من قانون الإجراءات المدنية .

حيث أن قضاء الدرجة الأولى المذكور بعد تمسكه بأن طعنا ولانها تم توجيهه إلى

الوزير المختص بتاريخ 9 ديسمبر 1971 ، أجاب هذا الأخير يوم 8 سبتمبر من نفس

السنة بالرفض .

وأنة ونظرا لكون المادة المذكورة أنفا لاتفرض حسب نفس القضاة أي أجل من أجل رفع دعوى أمام الغرفة الإدارية عندما يرفض الطعن الولائي صراحة ، فإنه يتعين قبول الطعن القضائي.

حيث أن محامي المستأنف عليه اكتفى في إجابته بالتأكيد على أن المجلس أجاب بالإيجاب على قبول الطعن ، وأنه ذكر بأن المشرع لم يحدد أجلا في حالة الرفض الصريح للطعن الولائي كما هو منصوص عليه في المادة 280 من قانون الإجراءات المدنية فيما يتعلق بالطعون المرفوعة أمام المجلس الأعلى عند فصله في إستئناف قرار صادر عن الغرفة الإدارية للمجلس ، وأن ذلك ينطبق على قضية الحال ، بما أنه وبخصوص الطعن الولائي المعبر عنه من طرف العارض في رسالته المؤرخة في 9 جوان 1971 ، أجاب وزير الأشغال العمومية برفض صريح بتاريخ 08 سبتمبر 1971 ، وأنه بالفعل فإن الفقرة الثالثة من المادة 169 مكرر تكتفي بالتصريح بوجود رفع الطعن خلال الشهرين المواليين لتبليغ أو نشر القرار المطعون فيه دون تحديد طبيعة هذا القرار ، كما هو مذكور في المادة 280 من قانون الإجراءات المدنية .

لكن حيث أن المذكرة الجوابية تتأسس على تفسير خاطئ وبالتالي غير صحيح للمادة 280 وكذا الفقرة الثالثة من المادة 169 مكرر من قانون الإجراءات المدنية .

وأن المادة الأولى تتعلق بفرضية الطعن من أجل تجاوز السلطة أو بالإبطال وليس بالطعن المرفوع أمام الغرفة الإدارية للمجلس الأعلى الفاصل في الاستئناف .

وأن الأمر كذلك بالنسبة للمادة الثانية بما أن الفقرة الثالثة من المادة 169 مكرر من قانون الإجراءات المدنية تشمل فرضية الطعن الإداري المسبق بجعل أجل شهرين يسري ابتداء من العلم بالقرار الإداري المتسبب في الضرر .

وعليه

عن الوجه المثار في الشكل و المأخوذ من المادة 169 مكرر من قانون الإجراءات

المدنية

بناء على المادة 4 من القانون المدني ،

حيث أن القاضي الذي يرفض الفصل بحجة سكوت القانون أو غموضه أو قصوره ، يمكن متابعته من أجل إنكار العدالة .

حيث أن المشرع وبصياغته لهذه المادة على هذا النحو ، قصد إلزام القضاة بالفصل من جهة عندما لا تكون النصوص القانونية واضحة تمام الوضوح ، ومن جهة أخرى في حالة الصمت الكامل للقانون حول مسألة أو عدة مسائل قانونية.

حيث أنه وبخصوص الاحتمال الأول فإن القضاة المعروض عليهم النزاع ليسوا مختصين بتفسير القانون فحسب بل إن الاختصاص الممنوح لهم مرتبط بالتفسير الواجب القيام به، عندما تكون صياغة القانون غامضة أو غير كافية.

حيث أن المادة 169 مكرر من قانون الإجراءات المدنية تأمر في عبارات صريحة وغير مبهمة وتحت طائلة البطلان أن (سكوتآخر أجل).

وأنه بالتالي حسب الاحتمال الثاني فإن المادة المذكورة وبنصها على حالة انعدام الرد الإداري فإنها التزمت الصمت بخصوص حالة الجواب الصريح .

وأنه بالتالي كان يتعين على قضاة الدرجة الأولى و سدا لهذا الفراغ، القيام بعمل المشرع من خلال إيجاد حل مدروس قصد جعل النص أوضح وأشمل .

حيث أن هؤلاء القضاة وإذا كانوا قد تجنبوا إنكار العدالة بفصلهم في القضية فإنهم لم يتداركو سهو المشرع نظرا للتفسير الذي فسروا به مقتضيات المادة المذكورة بتصريحهم بقانونية طعن قضائي لم يتم تحديد شروط قبوله في القانون .

حيث أنه كان في إمكان المجلس أن يجد في نفس النص القانوني عناصر التفكير الضروي للتوصل إلى الجواب على الفرضية المطروحة.

حيث أن قضاء الدرجة الثانية يختار من بين الحلول المتوفرة، طريقة التفكير على أساس القياس من خلال جعل الحالة الخاضعة للفقرة الرابعة من المادة 169 مكرر من قانون الإجراءات المدنية تشمل الحالة القانونية المعروضة عليه.

حيث أنه وبالتالي فإن العريضة غير مقبولة ، لانقضاء أجل شهر الممنوح طبقا لنتائج العملية لأن الأجل انقضى بتاريخ 1971/10/09 وبالتالي يتعين إلغاء القرار المستأنف لكون أن قضاة الدرجة الأولى لم يستندوا إلى المادة 4 من القانون المدني.

فلهذه الأسباب

يقضى المجلس الأعلى:

بالإلغاء .

وبالحكم على المستأنف عليه بالمصاريف .

السيد قايد حمود - رئيسا .

السيد مختاري : مستشارا مقررًا .

السيد جنادي : مستشارًا .

السيد الحصار - محاميا عاما .

ب - التعليق

إن أهمية القرار المذكور أعلاه لا تخفى على أحد إذ انه يتخذ موقفاً مبدئياً بخصوص مسألة صمت القانون ، يتعين التذكير بإيجاز بمعطيات القضية التي بت هذا الحكم فيها .

1 - إن السيد «ع» قام بإعارة مضغط (COMPRESSEUR) لمصلحة الجسور والطرق بمدينة قالمة ، وعلى الرغم من المساعي العديدة التي قام بها فإن الآلة الضائعة لم تعد إلى مالكها الشرعي إلا بعد مضي 7 سنوات .

قام هذا الأخير استناداً إلى (ما فاتته من كسب) والحرمان من الانتفاع بتوجيه شكوى للسلطة المختصة ممثلة في وزير الأشغال العمومية بتاريخ 1971/06/09 يطلب فيها تعويضه عن الضرر اللاحق به فكان رد الوزير بالرفض بتاريخ 8 سبتمبر 1971 (تم التبليغ في نفس اليوم) .

وان هذه هي الظروف التي رفع فيها السيد «ع» دعوى أمام مجلس قضاء قسنطينة الفاصل في المواد الإدارية بتاريخ 2 ديسمبر 1971 .

أثار المدعى عليه أمام القضاة عدم قبول العريضة بسبب أن المدعي لم يحترم الأجل الواردة في المادة 169 مكرر من قانون الإجراءات المدنية .

صرحت الجهة القضائية المعروض النزاع عليها وجواباً على الوجه المثار في الشكل بأن (المادة 169 مكرر من قانون الإجراءات المدنية لا تنص على أجل لرفع الدعوى أمام الغرفة الإدارية عندما يكون الطعن الولائي متبوعاً برفض صريح) ، وأن هذا الأجل غير منصوص عليه إلا فيما يتعلق بالطعن أمام المجلس الأعلى مما يتعين أمام صمت المشرع قبول الطلب وبالنتيجة الفصل في موضوع النزاع .

2 - لم يقتنع لا الوزير المعني ولا الغرفة الإدارية للمجلس الأعلى بهذه الحجة لأسباب مختلفة وبالفعل فإن ممثل الدولة - وهنا ممكن الانتقاد - وبعدما أثار تطبيق الفقرة الثالثة من المادة 169 مكرر من قانون الإجراءات المدنية، فقد أوضح بأن الأجل الذي يتعين فيه على القاضي الإداري تقدير الطعن القضائي هو شهران، ذاهباً حسب ما يستخلص من مذكرته إلى أن النص المذكور أعلاه يقدم الجواب على قضية الحال .

ويمكن الجواب على هذا بالقول بأن الفقرة الثالثة من المادة 169 مكرر لا تتعلق إلا بالطعن الإداري المسبق ، وعلاوة على ذلك فإن الشكوى المقدمة المؤرخة في 9 جوان 1971 لم يكن الغرض منها إلا استصدار القرار الإداري المؤرخ في 1971/09/08 الذي يمكن من تقديم طعن قضائي حقيقي .

إن المادة المذكورة لا تنص على الأجل الواجب تطبيقه لتقديم هذا الطعن في حالة الجواب الصريح من الإدارة . وأقل ما يمكن قوله بهذا الصدد هو أن هذا التفسير خاطئ فما هذا إلا مجرد زلة قلم .

3 - إنه لمن المهم معرفة كيف كان تصور القاضي الإداري الأعلى فالمشكل الأول المطروح عليه نابع من عدم دقة حيثية قضاة الدرجة الأولى المتعلقة بالشكل .

لابد من التذكير بأن هؤلاء وعملا بمقولة (الصمت يعني القانون) ، قبلوا عريضة الطعن القضائي شكلا بسبب أن المشرع لم ينص على حل لقضية الحال.

تنص المادة 4 من القانون المدني على أن (كل قاض يرفض الفصل في قضية بسبب سكوت أو غموض أو قصور القانون يمكن متابعتها قضائيا من أجل إنكار العدالة).

ويبقى أن نتساءل هل ثمة إنكار للعدالة أم لا ؟ لقد أجاب المجلس الأعلى على هذا التساؤل بالسلب للسبب التالي ذكره:

إن إنكار العدالة يقوم في الواقع في حالة الانعدام التام للقرار ورفض الفصل لغموض أو لسكوت القانون بشأن نقطة أو عدم نقاط من القانون.

إن قضاة الدرجة الأولى قد فصلوا وتفادوا بذلك الوقوع في هذه الجنحة، غير أن تسبب قرارهم لا يتفق مع المادة 4 المذكورة أعلاه نصا وروحا.

وبعبارة أخرى وبينما كان ينبغي على القاضي إتمام النص القانوني بوضع قاعدة اجتهادية قضائية احتياطية، إكتفى القضاة الإداريون بالتصريح بأن الصمت يكون في صالح الطاعن، وعبارة أخرى فإن ما كان مطلوبيا من القضاة هو القيام بدور المشرع فهم مطالبون ليس بالفصل فقط وإنما كذلك بإيجاد وسائل النطق بالقانون. وهذا ما لم يقوموا به.

إن السؤال المطروح هو معرفة كيف ينبغي على القاضي الملزم قانونا، تدارك تقصير المشرع وما هي الطريقة التي يتعين عليه إيجاد الحل وفقها. حاول المجلس الأعلى إثر استئناف، تصحيح الخطأ وفي نفس الوقت جعل القانون أكثر شمولية، وهناك عدة طرق يتعين عليه اختيار واحدة منها .

قد تأسس اختيار الجهة القضائية العليا على حجة منطقية فقد أبدعت فرضية إنشاء القاعدة المعيارية القانونية مما جرت العادة على تسميته بـ : (التفسير الحر) .

ولم ترد الابتعاد كلياً عن النص الأساسي و لا أن تحل بالكامل محل إرادة المشرع معتبرة بأنها تستطيع أن تستمد من المادة 169 مكرر عناصر التفكير .

وكان على المجلس الأعلى أن يلجأ إلى التفكير عن طريق القياس أي توسيع مفهوم النص الذي يتعلق بوضعية قانونية محددة وتطبيقها على وضعية أخرى والتي على الرغم من أنها غير مماثلة فهي مجاورة لها.

إن اختياره اعتمد على حالة صمت الإدارة إزاء شكوى مثيرا بأن هذه الفرضية تشبه تلك الواردة في قضية الحال على أساس أن انقضاء أجل ثلاثة أشهر يعني الرقص.

وحتى وإن كان هذا الرقص حقا رفضا ضمنيا فإنه ومع ذلك يعد رفضا أي شكلا من أشكال الجواب.

وإنه لمن الملاحظ أن تأخرا محتملا بيومين عن الإجابة كان من شأنه أن يؤدي إلى قيام فرضية سكوت الإدارة. ومن هذا المنظور فإنه للمتعاامل مع الإدارة أجل شهر ابتداء من انقضاء فترة السكوت لتقديم طعنه القضائي.

وبتطبيق هذا الأجل على قضية الحال فإنه قد تم تجاوزه بكثير بما أن آخر يوم في الأجل كان 09 أكتوبر 1971 فالجواب تم تبليغه بتاريخ 08 سبتمبر 1971. ولكن إذا كان لمثل هذه المقاربة ميزة المقاربة المنطقية فإنها لا تخلو مع ذلك من عيب التقييد.

وإذا اقتصرنا على هذا التحليل فهل بالإمكان تحديد النتيجة بملاحظة أن الطريقة المتبناة تفتح السبيل لعدة احتمالات ، منها تطبيق مقتضيات نص مغاير ، لكنه يتضمن حلا قريبا من الفرضية التي تعيننا.

إن المقصود هنا هي المادة 280 من قانون الإجراءات المدنية ، ففي هذه المادة يتمتع المعارض بشهرين ابتداء من الجواب الصريح لرفع دعواه القضائية، ولكن حتى وإن شكل هذا حلا أكثر نفعا للمتقاضى فإن العريضة تبقى متأخرة (آخر أجل هو 1971/11/09).

و في الختام فقد تبين لنا أنه من الملائم، نشر هذا القرار و التعليق عليه لأنه يشكل اجتيادا قضائيا، و يسمح للقضاة بالوقوف على التقنية المستعملة إزاء فرضية صمت القانون، و هو أمر نادر الوقوع.

مختاري عبد الحفيظ

II. تعليق على القرار 001192
استقلال الدعوى التأديبية عن الدعوى الجزائية

أ - نص القرار

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
باسم الشعب الجزائري
قرار

مجلس الدولة

الغرفة الثانية

فصلا في الخصام القائم بين/ ب. ط الساكن بحي عجابي رقم 36
قائمة القائم في حقه الأستاذ/ أحمد بلجازية المحامي المعتمد لدى
المحكمة العليا الكائن مكتبه بحي الأخضر بارة عمارة 32 رقم
10 قائمة.

من جهة/

- ملف رقم:

001192

و بين / مديرية التربية لولاية قائمة الكائن مقرها بنهج محمد
الصالح حماني القائمة الممثلة من طرف مديرها والقائم في حقها
الأستاذ/ ب. ط. ي. ر. ه. م. محامي معتمد لدى المحكمة العليا الكائن
مقره 04 نهج ابن زيادة الصادق قائمة ولاية قائمة .

من جهة أخرى /

- فهرس رقم:

259

- قرار بتاريخ:

2001/04/09

إن مجلس الدولة :

في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ : التاسع من شهر أفريل من سنة
ألفين وواحد.

فنية ب. ط.

و بعد المداولة القانونية أصدر القرار الآتي نصه.

ضد/

بمقتضى القانون العضوي رقم :01/98 المؤرخ في:04 صفر
1419 الموافق لـ:30 ماي 1998 والذي يتعلق باختصاصات
مجلس الدولة و تنظيمه وعمله.

مديرية التربية

لولاية قائمة

بمقتضى الأمر رقم 66/154 المؤرخ في:08/06/1966
المتضمن قانون الإجراءات المدنية المعدل و المتمم.

بمقتضى المواد 07 و 274 إلى 289 من القانون الإجراءات
المدنية.

بعد الإستماع إلى السيدة/ أبركان فريدة الرئيسة المقررة بمجلس
الدولة في تلاوة تقريرها المكتوب.

و إلى السيد/ مختاري عبد الحفيظ مساعد محافظ الدولة في تقديم
طلباته المكتوبة.

الوقائع والإجراءات:

حيث أنه بموجب عريضة مسجلة لدى كتابة ضبط مجلس الدولة يوم 99/01/24 استأنف السيد ب.ب. القرار الصادر في 97/06/09 عن مجلس قضاء قالمة الذي رفض طعنه بإبطال القرار المؤرخ في 96/05/06 وطلب إعادة إدماجه .

حيث أنه يعرض أنه مارس وظيفة أستاذ في الطور الأساسي منذ 1981 إلى غاية 96/12/15 التاريخ الذي أودع فيه السجن بسبب إنتمائه إلى شبكة إرهابية والحكم عليه لهذا السبب بعقوبة السجن وأنه تم توقيفه بإقالة مؤرخة في 95/10/01 .

وأنه بعد خروجه من السجن طالب من المديرية المستأنف عليها إعادة إدماجه في منصب عمله وبما أنه لم يتلقى قرار تسريحه وأنه بعد هذا الرفض إتجه إلى الجهة القضائية الإدارية التي رفضت دعواه .

حيث أن المستأنف يثير خرق شكلية إجراء إحالته أمام اللجنة التأديبية وأنه يثير من جهة ثانية خرق الإجتهد القضائي للقضائي للمحكمة العليا التي توصي بإيقاف الموظف قبل تسريحه .

حيث أنه يتمسك بأن مديرية التربية سببت قرار التسريح بالحكم على المستأنف بعقوبة السجن وأنه مع ذلك فإن الخطأ التأديبي متميز عن الخطأ الجنائي وأن مديرية التربية أخطأت في تقدير الوقائع وكما قامت بخطأ واضح في تقدير الغلط .

حيث أنه يتمسك بأن القرار المستأنف منعدم الأساس القانوني .

وأن قضاة الدرجة الأولى إستندوا في حكمهم إلى المنشور رقم 462/92 المؤرخ في 92/06/22 بينما هذا الأخير أبطل بمرسوم آخر رقم 01 المؤرخ في 93/01/05 وأنه أخيرا فإن رسالة والي قالمة التي رفضت إعادة إدماجه غير مسببة .

حيث أنه بموجب مذكرة مسجلة يوم 2000/02/14 طالبت المديرية المستأنف عليها تأييد القرار المستأنف .

وعليه:

من حيث الشكل: حيث أن الإستئناف قانوني ومقبول كون القرار المستأنف لم يبلغ.

من حيث الموضوع: حيث وبدون الحاجة إلى فحص كافة الأوجه المثارة فإنه ينبغي على القاضي الجنائي تقدير الأخطاء بمقتضى القانون الجنائي وأن السلطة التأديبية ترجع في هذا التقدير إلى مقتضيات المصلحة العمومية تحت رقابة القاضي الإداري .

وأنه إذا كان تصرف ما يمكن وصفه خطأ من وجهة النظر الجنائية فإنه لم يكون كذلك دوما من وجهة النظر الإدارية .

حيث ومع ذلك أنه بعد إدانة موظف من طرف القاضي الجنائي بوقائع تشكل سبب العقوبة التأديبية فإن الصحة المادية للوقائع هي من طبيعة تربط الإداري والقاضي الإداري .

حيث أنه في قضية الحال فإن العارض ثبتت إدانته بشأن المشاركة في شبكة إرهابية وأن هذه الوقائع المثبتة تفرض على الإدارة وفضلا على أنها قابلة أن تساهم في وصف الخطأ التأديبي .

حيث بالفعل فإن المرسوم التنفيذي رقم 54/93 المؤرخ في 16/02/93 المحدد بعض الإلتزامات الخاصة القابلة للتطبيق على الموظفين والأعوان الإداريين وكذا عمال المؤسسات العمومية والذي يشير إلى المرسوم التشريعي 02/93 المؤرخ في 06/02/93 المتضمن تمديد فترة حالة الطوارئ يلقى على عاتق الموظف إلتزامات بالتحفظ بخصوص الجدل السياسي أو الإيدولوجي وهذا الإلتزام حتى خارج العمل يمنعه من القيام بأي تصرف أو سلوك لا يليق بوظيفته .

حيث أن عدم إحترام هذا الإلتزام يشكل خطأ مهنيا جسيماً يمكن أن يؤدي إلى العزل .

وأنه بالتالي فالعارض ليس محقا للتمسك بأن الإدارة أخطأت في وصفها لوقائع القضية .

حيث وأخيرا فإنه خلافا لادعاءات العارض فإن رأي اللجنة التأديبية قد طلب وصادق عليه بموجب قرار التسريح .

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة:

في الشكل: قبول الإستئناف .

في الموضوع: بتأييد القرار المستأنف .

بالحكم على المستأنف بالمصاريف القضائية .

بدا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ: التاسع من شهر أفريل من سنة ألفين وواحد من قبل الغرفة الثانية لمجلس الدولة المشكّلة من السادة:

الرئيسة المقررة	أبركان فريدة
رئيسة قسم	بوعروج فريدة
رئيس قسم	بوفرشة مسعود
رئيس قسم	عبد المالك عبد النور
المستشار	مسعودي حسين
المستشار	لعلوي عيسى
المستشارة	حرزلي أم الخير

بحضور السيد / بوالصوف موسى مساعد محافظ الدولة و بمساعدة السيد/ بوزيد عمر أمين الضبط .

أمين الضبط

الرئيسة المقررة

ب - التعليق

مارس السيد ب. مهام معلم في الطور الأساسي منذ 1981 .
و تم اعتقاله سنة 1995 و تمت محاكمته و معاقبته بعقوبة الحبس بحكم صادر عن محكمة قالمة في 22 / 04 / 1996 من أجل الإنتماء إلى شبكة إرهابية .
إتخذت مديرية التربية لولاية قالمة ، إثر اعتقاله ، قرارا بتعليق علاقة عمله بتاريخ 1995/10/01 .
و بعد خروجه من السجن تم رفض طلب رجوعه من طرف والي قالمة (بعد دراسة ملفه) كما تم إتخاذ قرار بتسريحه من طرف مدير التربية في 21 / 05 / 1997 بعد أخذ رأي اللجنة المتساوية الأعضاء .
رفع المعارض دعوى أمام مجلس قضاء قالمة يطلب فيها إرجاعه إلى منصب عمله الأصلي ، هذه الجهة القضائية التي رفضت عريضته بموجب قرار 09 / 06 / 1997 .
إستأنف السيد ب. هذا القرار أمام مجلس الدولة الذي أيد القرار المستأنف .
إن هذا القرار يستدعي ملاحظات عديدة منها :

الملاحظة الأولى : تتعلق بإختصاص مديرية التربية لإتخاذ قرار التسريح و بأهليتها للتقاضي إذا ما علمنا بعدم توفر هذه المديرية على الشخصية المعنية .

إن المبدأ المعمول به في الوظيف العمومي هو أن ينعقد الإختصاص في مجال إتخاذ القرار الناطق بالعقوبة ، للسلطة المخولة بالتعيين ، غير أن هناك إستثناء على هذا المبدأ من خلال تفويض سلطة التعيين فقط أو من خلال تفويضات تفصل بين ممارسة السلطتين .

و في هذا الإطار فإن المرسوم 99 / 90 المؤرخ في 29 / 03 / 1990 الصادر عن وزير التربية يعطي لمديري التربية بالولايات سلطة تعيين و تسير موظفي التربية .

و قد أصابت بالتالي مديرية ولاية قلمة بإتخاذها قرار التسريح .

الملاحظة الثانية : تتعلق بإستقلالية القانون التأديبي ، فالموظف يمكن متابعته من أجل نفس الأفعال جزائيا و تأديبيا ، و حسب إجتهااد قضائي مستقر عليه فإن معاناة مادية الأفعال من طرف القاضي الجزائي ملزم باسم مبدأ حجية الشيء المحكوم فيه للإدارة و للقاضي الإداري شريطة أن تشكل هذه الأفعال أساس منطوق الحكم الجزائي الذي أصبح نهائيا .

و هنا لا بد من التمييز بين حالتين :

عندما ينطق القاضي الجزائي بالعقاب : هذا معناه وجود أفعال تشكل الركن المادي للجريمة .

عندما ينطق القاضي بالبراءة : يمكن حدوث هذا لسببين :

إما عدم ثبوت مادية الأفعال، و في هذه الحالة فإن الإدارة المخولة بالعقاب ملزمة بمنطوق الحكم الجزائي .

و إما قيام القاضي الجزائي بتكليف الأفعال حسب قانون العقوبات مع الأخذ بمادية الأفعال و في هذه الحالة فإن المبادرة بالعقاب متروكة لتقدير الإدارة التي تتمسك أو لا تتمسك بوجود خطأ تأديبي تحت رقابة القاضي الإداري .

أي أن الإدارة ، و بعدها القاضي الإداري ، لا تكون ملزمة بالعقوبة الجزائية إلا إذا كانت هذه الأخيرة قائمة على أفعال ثابتة .

إن مبدأ إستقلالية القانون التأديبي يؤدي إلى إستقلال الدعويين الجزائية و التأديبية عن بعضهما البعض و بالنتيجة فإن العفو الجزائي لا يلغي العقوبة التأديبية .

الملاحظة الثالثة : تتعلق بوضعية الموظف في حالة متابعته جزائيا ، و هذه الحالة منصوص عليها في المادة (13) من المرسوم 59 / 85 المؤرخ في 23 / 05 / 1985 التي تنص على أن (تحدث في كل وزارة و في كل ولاية لجنة للطعن يرأسها الوزير أو الوالي أو ممثل أحدهما تباعا ، و تختص بالنظر في الإجراءات التأديبية

الآتية ، لا سيما التسريح و التتزيل و النقل الإجباري و يمكن أن تحدث لجان الطعن هذه في المؤسسات العمومية .

كما يمكن أن تقدم طعون الإدارة أو المعنيين أنفسهم إلى هذه اللجان في ظرف خمسة عشر يوماً .

و بعبارة أخرى فإنه يمكن للإدارة إما تأجيل إتخاذ أي قرار إلى غاية البت النهائي في الدعوى الجزائية أو إتخاذ قرار بدون إنتظار الحكم الجزائي أو تعليق علاقة العمل كما هو الشأن في قضية الحال .

و في الأخير فإن الموضوع يتطلب أيضا تكييف الأفعال الكفيلة بترتيب العقوبة التأديبية تكييفاً قانونياً : لقد ذكرنا أعلاه بأنه لا تأثير للتكييف القانوني للوقائع (و ليس لماديتها) من طرف القاضي الجزائي ، على الإدارة و على القاضي الإداري .

غير أنه و حتى و لو كان الخطأ الجزائي المتمسك به أجنبياً عن المرفق فإنه و مع ذلك يمس بواجب تحفظ الموظف أو بواجب تحليه بالأخلاق .

و هكذا و إرتباطاً بالظروف الحالية ، جاء المرسوم التنفيذي المؤرخ في 16 / 02 / 1996 ليذكر بالإلتزامات الخاصة المطبقة على الموظفين و على الأعوان العموميين : هذه الإلتزامات الهادفة إلى إلزام المستخدمين "بواجب التحفظ إزاء المجادلات السياسية أو الأيديولوجية و يترتب عن واجب التحفظ حتى خارج المصلحة الإمتناع عن كل عمل و سلوك و تعليق يعتبر متعارضاً و وظائفهم" .

فقد أثبت الحكم الجزائي في قضية الحال مادية الأفعال التي تشكل الخطأ الجزائي و العقوبة التأديبية .

و إذا كان هذا الخطأ يمكن تكييفه بالخطأ الشخصي لإرتكابه أثناء القيام بنشاطات خاصة و بالتالي لا علاقة له بالمرفق ، فإنه يمس بالسلوك المنتظر توفره لدى عون الدولة المفترض فيه التحلي بالحياد و بالتحفظ

و بالتالي فإن كل تقصير إزاء هذه الإلتزامات التي جاء مرسوم 16 / 02 / 1996 ليذكر بأهميتها و ليعاقب عليها بالعقوبة الأشد ، و خاصة على ضوء الظروف الاستثنائية من خلال إلغاء الضمانات المعترف بها لجميع العمال ، يؤدي إلى قيام خطأ تأديبي و إلى جزاء تأديبي تنطق الإدارة به .

إن هذا المرسوم الصادر في إطار المرسوم التشريعي 93 / 02 / 93 المؤرخ في 06 / 02 / 93 المتضمن تمديد حالة الطوارئ يقلص إلى الحد الأدنى الضمانات ذات الصلة بالوظيفة العامة و خاصة مبدأ الحق في الدفاع ، غير أن تطبيقه يجب أن يكون استثنائياً و لا يجب أن ينصب إلا على الحالات التي يكون الحفاظ فيها على المصلحة العامة المحددة قانوناً ، ضرورياً .

من قرارات مجلس الدولة

المحكمة العليا
الغرفة الإدارية
رقم القرار: 117 973.
جلسة: 1994/07/24.

المادة 169 مكرر من قانون الإجراءات المدنية

طعن بإبطال في قرار

عدم تقديم القرار مع العريضة لا يعد سببا كافيا

للتصريح بعدم القبول.

القضاة مخولون بإجبار الإدارة مصدرة القرار على

تقديم نسخة منه وباستخلاص النتائج الواجب

استخلاصها عند الإقتضاء.

الوضع تحت حماية الدولة : لا يعد نقلا للملكية - تسيير مؤقت
يستجيب للاختيارات السياسية الظرفية - إرجاع الأملاك لأصحابها
(نعم).

و عليه :

في الشكل: حيث أن الإستئناف قانوني ومقبول، وأن تاريخ تبليغ القرار الذي يبدأ منه حساب الأجل غير ثابت.

في الموضوع:

بخصوص تقديم المقرر المطعون فيه :

حيث أن المدعين الذين يذكرون بأنهم أرفقوا بعريضتهم المقرر محل الطعن على أية حال قد صححوا الإجراءات بإيداعه في ملف الإستئناف.

حيث أن عدم تقديم القرار المطعون فيه مع العريضة الإفتتاحية في أن واحد لا يمكن أن يعتبر سببا كافيا لعدم القبول.

حيث أن قضاة الدرجة الأولى المقتنعين باستحالة تقديم المقرر المطعون فيه من طرف الطاعن لعدم تبليغه له، هم المخولون بإجبار الإدارة مصدرة القرار على تقديم نسخة منه، وكذا باستخلاص النتائج الواجب استخلاصها عند الإقتضاء.

حيث أنه من جهة أخرى يستخلص من وثائق ومستندات الملف، أن المقرر المطعون فيه بلغ لأحد الطاعنين وليس إلى المسير كما هو منصوص عليه في القوانين الأساسية أي السيد

(ح. ب.)، وأنه بالتالي فإن هذا التبليغ الذي لم يتم بصورة صحيحة لمسير الشركة، يبقى أجال الطعن مفتوحة فيما يتعلق بمسير الشركة.

حيث أن المقرر المطعون فيه اتخذ تطبيقاً للمرسوم رقم 168/63 المؤرخ في 1963/05/09 المتضمن وضع الأموال المنقولة والعقارية تحت حماية الدولة.

حيث أن وضع هذه الأموال تحت حماية الدولة وفقاً لهذا المرسوم لا يعد نقلاً للملكية ولكن فقط تسييراً إلزامياً مؤقتاً يستجيب للاختيارات السياسية الظرفية وبالتالي لا يسمح بأية عملية أو بأي تصرف فيها.

حيث أنه بتقرير بيع الشركة للغير والتي لم تكن أبداً محل حل، فإن الوالي حرف موضوع مقرر الوضع تحت حماية الدولة وهذا يجعله لاغياً وغير موجود.

وبالنتيجة فإن التصريح باعتبار المقرر لاغياً يؤدي إلى إرجاع الأملاك لأصحابها.

لهذه الأسباب

تقضي المحكمة العليا :

في الشكل: بالقول بأن الإستئناف قانوني ومقبول.

في الموضوع: بإلغاء المقرر المطعون فيه، وتصدياً وفصلاً من جديد، إبطال المقرر المطعون فيه، مع ما يترتب عن ذلك من نتائج وأثار قانونية.

الحكم على والي ولاية تلمسان بالمصاريف القضائية.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بالتاريخ المذكور أعلاه من طرف المحكمة العليا الغرفة الإدارية المترتبة من السادة :

الرئيس المقرر	جنادي عبد الحميد
المستشارة المقررة	أبركان فريدة
المستشارة	فرقاني عتيقة
المستشار	لعروبي الطاهر
المستشارة	ليبيض غنية
المستشار	عياضات بوداود

بحضور السيدة/ مرابط مليكة المحامية العامة و بمساعدة السيد/ كوسة فوضيل كاتب الضبط.

كاتب الضبط

المستشارة المقررة

الرئيس

مجلس الدولة
الغرفة الإدارية
رقم القرار : 128944
تاريخ الجلسة: 1998/06/08

مسؤولية إدارة الجمارك -
ضياع سلسلة وعقد -
إدارة الجمارك مسؤولة (نعم)
دعوى قضاء كامل (نعم)
وجوب طعن مسبق (لا)

وعليه

في الشكل: حيث أن الإستئناف قانوني فهو مقبول شكلا.

في الموضوع: حيث أن الدعوى موجهة توجها صحيحا ضد المدير العام للجمارك بما أن الأمر يتعلق بمنازعة من منازعات القضاء الكامل لا يشترط تقديم طعن إداري تدريجي. حيث أنه غير منازع فيه بأن السلسلة العقدية والعقد المودعين بالجمارك ضاعا. حيث أن المستأنف مسؤول لأنه كان يشرف على حراسة المصوغ محل النزاع فلهذا أوجب قضاة الدرجة الأولى عندما حكموا عليه قيمة المصوغ الضائع ويدفع التعويضات المستحقة من جراء ذلك.

فلهذه الأسباب

تقضي المحكمة العليا:

في الشكل: بقبول الإستئناف لصحته شكلا.

في الموضوع: بعدم تأسيسه موضوعا.

بتأييد القرار المستأنف.

بالحكم على المستأنف بالمصاريف القضائية.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الثامن من شهر جوان من سنة ألف وتسعمائة وثمانية وتسعين من قبل المحكمة العليا الغرفة الإدارية المتشكلة من السادة:

الرئيس	جنادي عبد الحميد
المستشارة المقررة	فرقاني عتيقة
المستشارة	أبركان فريدة
المستشار	كروغلي مقداد
المستشارة	لببض غنية
المستشارة	سيد لخضر فافا
المستشارة	رحموني فوزية
المستشار	بودي سليمان
المستشار	بلقرينات حسن
المستشار	خنفر حمادة

بحضور السيد/ مختاري عبد الحفيظ المحامي العام وبمساعدة السيد/ فراوسي فريد كاتب الضبط.

كاتب الضبط

المستشارة المقررة

الرئيس

المحكمة العليا
الغرفة الإدارية
رقم القرار: 188163
تاريخ الجلسة: 1997/12/01

وقف تنفيذ قرار إداري - المادة 283 فقرة 2 من قانون الإجراءات
المدنية - القرار محل وقف التنفيذ قرار مستأنف أو قرار مطعون فيه
بالإبطال -
وقف تنفيذ قرار صادر عن الغرفة الإدارية بالمحكمة العليا (لا).

و عليه

ودون الحاجة إلى تفحص أوجه العريضة:
بناء على المادة 250 من قانون الإجراءات المدنية.
حيث أنه، وعلى سبيل الإستثناء وبموجب نص المادة 283 فقرة 2 من قانون الإجراءات
المدنية:
فإنه يسوغ لرئيس الغرفة الإدارية للمحكمة العليا أن يأمر بناء على طلب صريح من
المدعي، بإيقاف تنفيذ القرار المطعون فيه الذي يمكن أن يكون إما قرارا قابلا للإستئناف وإما
قرارا إداريا مطعونا فيه عن طريق الطعن بالإبطال.
وفي قضية الحال، فإن طعن المدعية الرامي إلى وقف تنفيذ القرار المشار إليه أعلاه غير
وارد في عداد الطعون التي يمكن الطعن بها في القرارات الصادرة عن المحكمة العليا.

لهذه الأسباب

تقضي المحكمة العليا:

برفض الطعن.

بالحكم على المدعية بالمصاريف القضائية.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الفاتح من شهر
ديسمبر من سنة ألف وتسعمائة وسبعة وتسعين ميلادية من قبل المحكمة العليا الغرفة الإدارية
المتركبة من السادة:

الرئيس المقرر	جنادي عبد الحميد
المستشارة	لبيض غنية
المستشارة	فرقاني عتيقة
المستشارة	رحموني فوزية
المستشار	خنفر حمانة

بحضور السيد/ مليكة مرابط المحامية العامة وبمساعدة السيد/ ميروك محمد كاتب الضبط.

كاتب الضبط

الرئيس المقرر

مجلس الدولة
رقم القرار: 116162
جلسة: 1998/07/27

ضرائب.

تأجيل التنفيذ.

المادة 171 من قانون الإجراءات المدنية والمادتان 44 و 446 من قانون الضرائب المباشرة.
- وجوب تقديم الضمانات للحفاظ على حقوق الإدارة الضريبية.
انعدام الضمانات يرتب عدم قبول طلب التأجيل.

وعليه

من حيث الشكل:

حيث أن الاستئناف ورد في الأجل ومستوفيا للأوضاع القانونية فهو مقبول.

من حيث الموضوع :

حيث إن القرار المعاد ورد خاليا مما يفيد أن المستأنف عليها نازعت في صفة الضرائب المفروضة عليها وفقا للشروط المحددة بموجب المواد من 389 إلى 391 من قانون الضرائب المباشرة المتعلقة بأجل وكيفية تقديم الشكاوي إلى نائب مدير الضرائب بالولاية ومن ثم فهذا الدفع سديد.

حيث أنه ثابت من ملف الدعوى أن النزاع الحالي ينحصر أساسا حول تأجيل التنفيذ وهو من اختصاص رئيس المجلس وفقا للمادة 171 من قانون الإجراءات المدنية والمادتين 44 و 446 من قانون الضرائب المباشرة ومن ثم فإن ما يقول به المستأنف يفقر إلى السند الذي يبرره.

حيث أنه وتماشيا مع مقتضيات المادة 446 من قانون الضرائب المذكور فإن طلب تأجيل التنفيذ لا ينتج أي أثر إلا إذا كانت المدعية (المستأنف عليها) قد قدمت جميع الضمانات اللازمة للحفاظ على حقوق الإدارة الضريبية.

حيث انه لما كان ذلك وكان يبين من مستندات دعوى الحال أن المستأنف عليها لم تقدم ما يفيد تقديمها للضمانات الكافية لتغطية أصل الدين والغرامات وفي هذه الحالة فطلبها الخاص بالتأجيل غير سديد وأن ما ذهب إليه قضاة الدرجة الأولى مخالف للقانون.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة

في الشكل: قبول الاستئناف.

في الموضوع: إلغاء الأمر المعاد وبوجه التصدي رفض الدعوى.

المصاريف على المستأنف عليها.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ السابع والعشرون من شهر جويلية من سنة ألف وتسعمائة وثمانية وتسعين بمجلس الدولة المتشكلة من السادة:

الرئيس المقرر	جنادي عبد الحميد
المستشار	عبد المالك عبد النور
المستشار	خنفر حماتة
المستشارة	رحموني فوزية
المستشارة	فرقاني عتيقة
المستشار	كروغلي مقداد
المستشارة	ليبض غنية

بحضور السيد/ مختاري عبد الحفيظ محافظ الدولة وبمساعدة السيد رامضانية مختار رئيس أمين الضبط.

رئيس أمين الضبط

الرئيس المقرر

مجلس الدولة
رقم القرار: 169417
تاريخ الجلسة: 1998/07/27

قرار إداري منعهم
قرار صادر عن لجنة دائنة غير مختصة
قرار إداري منعهم (نعم)
المساكن الجديدة المستغلة بعد 1981/01/01 خاضعة لقواعد أخرى
مغايرة لتلك المنصوص عليها في القانون 01/81
تقديم طلب الشراء إلى ديوان الترقية و التسيير العقاري وحده (نعم)

و عليه :
في الشكل :
حيث أن الإستئناف قانوني و مقبول.

في الموضوع :
حيث أنه من الثابت و غير المنازع فيه أن المسكن المتنازع عليه قد وضع موضع الإستغلال بعد تاريخ 1981/01/01.
حيث أن القانون 01/81 نص و صرح في مادته الأولى على قابلية التنازل على المساكن التي تملكها الدولة و المستغلة قبل يوم 1981/01/01.
حيث أن القانون 01/81 أدمج المساكن الجديدة التي تم إستغلالها بعد تاريخ 1981/01/01 بتصريحه بقابلية التنازل عنها و ذلك بالنص على الشروط التنظيمية القابلة للتطبيق على بيع المساكن الجديدة.
حيث أن هذه الشروط التنظيمية منصوص عليها في المرسوم 82/73 المؤرخ في 1973/06/05 و كذا في المرسوم 54/86 المؤرخ في 1986/03/18 المعدل و المتمم للمرسوم 82/73 ثم فيما بعد في المرسوم 71/88 المؤرخ في 1988/03/22 المتخذ تطبيقاً للقانون 03/86.
حيث أنه يستفاد من هذه النصوص القانونية التنظيمية بأن إجراءات البيع تخضع لقواعد أخرى مغايرة لتلك المنصوص عليها في القانون 01/81 و التي لم تعد تجد مجالاً للتطبيق في قضية الحال.
حيث أنه في الواقع، إذا كان القانون 01/81 ينص على اللجوء إلى لجان ما بين البلديات فإن النصوص القانونية المنظمة لعملية بيع المساكن الجديدة تنص على أن الطلب يجب أن يقدم من طرف المستأجر المترشح للشراء إلى الهيئة البائعة، و في قضية الحال، إلى ديوان الترقية و التسيير العقاري.

حيث أنه يستخلص مما سبق بأن لجنة ما بين البلديات لم تكن مختصة في عملية بيع هذا المسكن مادام الأمر يتعلق بمسكن جديد.

و بالنتيجة، فإن القرار المتخذ من طرف جهة غير مختصة يشكل قرارا منعذما. و بالتالي، فإن لجنة الطعن لولاية الجزائر كانت على صواب عندما إتخذت مقرررا يقضي بإبطال كل الببوع التي تمت، من بينها البيع الذي حرر لفائدة المستأف عليه و الذي وافقت عليه جهة غير مختصة.

و في الواقع، إذا كان المبدأ هو أن المساكن المستغلة بعد تاريخ 1981/01/01 قابلة للتنازل عليها مثلها مثل غيرها، فإن إجراءات التنازل مغايرة.

حيث أن قضاة الدرجة الأولى كانوا على خطأ عندما أبطلوا مقررر الوالي بسبب أنه وطبقا لنص المادة 36 من القانون 01/81 فإن طعن الهيئة المسيرة غير مقبول.

و في الواقع، و باعتبار أن القانون 01/81 غير قابل للتطبيق في قضية الحال، فإن ديوان الترقية و التسيير العقاري (OPGI) كانت له كامل المصلحة للمنازعة في بيع مسكن جديد من حيث أنه كان يتعين تقديم الطلب أمامه وحده.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة :

في الشكل : - التصريح بقبول الإستئناف.

في الموضوع : - بإلغاء القرار المستأف و بعد التصدي رفض العريضة الافتتاحية للدعوى.

- الحكم على المستأف عليه بالمصاريف.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ : سبعة وعشرون من شهر جويلية من سنة ألف و تسعمائة و ثمانية و تسعين من قبل مجلس الدولة المتشكلة من السادة :

الرئيس	جنادي عبد الحميد
المستشارة المقررة	أبركان فريدة
المستشار	عبد المالك عبد النور
المستشارة	رحموني فوزية
المستشارة	فرقاني عتيقة
المستشارة	ليبيض غنية
المستشار	كورغلي مقداد

بحضور السيد/ مختاري عبد الحفيظ مساعد محافظ الدولة و بمساعدة السيد/ رماضنية مختار كاتب الضبط

كاتب الضبط

المستشارة المقررة

الرئيس

مجلس الدولة
رقم القرار: 172994
تاريخ الجلسة: 1998/07/27

- المجلس الأعلى للقضاء.

القرار الصادر عنه في تشكيلته التأديبية قرار صادر عن سلطة مركزية - مخالفته للقانون أو صدوره مشوبا بعيب تجاوز السلطة - الطعن فيه بالإبطال أمام مجلس الدولة (نعم) - القاضي مثله مثل كل موظف في الدولة يستفيد وجوبا من حقوق مضمونة دستوريا.

و عليه :

في الشكل:

حيث أن هذا الطعن بالبطلان قانوني ومقبول لكونه رفع في الأجل القانونية.

في الموضوع:

عن الوجه المأخوذ من عدم قبول الطعن طبقا للمادة 99 الفقرة 02 من القانون الأساسي للقضاء.

حيث أن كل القرارات ذات الطابع الإداري قابلة للطعن فيها بالإبطال عندما تتخذ مخالفة للقانون أو عندما تكون مشوبة بتجاوز السلطة.

أن القرارات الصادرة عن المجلس الأعلى للقضاء الفاصل في القضايا التأديبية تعد قرارات صادرة عن سلطة إدارية مركزية وبهذه الصفة تكون قابلة للطعن فيها بالإبطال عندما يثبت بأنها اتخذت مخالفة للقانون أو عندما تكون مشوبة بعيب تجاوز السلطة.

حيث أن القاضي مثله مثل كل موظف للدولة يستفيد وجوبا بحقوق مضمونة دستوريا.

أن القاضي الإداري ملزم بمراقبة إحترام هذه الضمانات.

حيث وفيما يتعلق بالوجه المثار من طرف العارض والمأخوذ من خرق الأشكال الجوهرية للإجراءات أنه أثناء إجتماع المجلس الأعلى للقضاء المنعقد للنظر في القضايا التأديبية أن العارض الذي تم استدعائه قانونا لهذه الجلسة، صرح بأن ليس له أي تحفظ فيما يخص قانونية هذا الإستدعاء.

أنه وحتى ولو كانت هناك مخالفات للقانون فإنها تم تكرارها بتصريحات العارض المأخوذ من خرق مقتضيات المادة 13 من القانون الأساسي للقضاء.

حيث أن هذه المادة تنص على أنه يمنع على كل قاضي أن يملك في مؤسسة بنفسه أو بواسطة الغير تحت أية تسمية كانت مصالح يمكن أن تشكل عائقا للممارسة الطبيعية لمهامه وبصفة عامة تمس باستقلالية القضاء.

حيث أنه ثابت ومعترف به بأن العارض يملك في الشبوع عدة عقارات منها مخبر للصور مسير من طرف أخيه وابن أخيه غير أنه وبالمقابل لم يثبت قيامه بأي أعمال تجارية أو أن ملكيته لهذا المحل التجاري يشكل عائق لممارسة مهامه وبصفة عامة أو مس باستقلالية القضاء.

حيث وبالتالي، أن المجلس الأعلى للقضاء قد ارتكب خطأ في تكييف الأفعال باعتباره العارض وبفعل ملكية محل تجاري فقط، والذي لا يسيره، قد أخل بالتزامه بالتحفظ. بحيث وفيما يتعلق بالفعل الثاني المنسوب للعارض ممثل في تدخل لصالح أحد أفراد عائلته.

حيث ومن جهة، أنه ثابت أن هذا الشخص قد أدين رغم ذلك، ومن جهة أخرى فلا يوجد أي تأكيد من طرف القاضي الذي تم التدخل أمامه.

حيث وأخيرا وفيما يتعلق بالفعل الثالث المنسوب للعارض والمتمثل بغيباته غير المبررة فإن هذا الأخير قدم شهادات طبية.

أنه ومع هذا فإنه لم يبرر وبأن ذهابه إلى الخارج قد تم تقريره من أجل أسباب صحية. حيث أنه وحتى ولو كانت هذه الأفعال التي لم ينازع في ماديتها ذات طابع يبرر عقوبة تأديبية فإن المجلس الأعلى للقضاء قد ارتكب بالرغم من هذا خطأ صارخا في التقرير بتسليط العقوبة الأشد المنصوص عليها في النصوص المطبقة على المعني.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة:

بقبول الطعن شكلا بتأسيسه موضوعا بإبطال قرار العزل الصادر عن المجلس الأعلى للقضاء بتاريخ 1996/07/11 وقرار الرفض الصريح الصادر عن هذا الأخير في 11 و14/11/1996.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ السابع والعشرون من شهر جويلية من سنة ألف وتسعمائة وثمانية وتسعين من قبل مجلس الدولة المتركب من السادة:

جنادي عبد الحميد	الرئيس المقرر
أبركان فريدة	الرئيسة المقررة
خنفر حمانة	المستشار
رحموني فوزية	المستشارة
فرقاني عتيقة	المستشارة

بحضور السيد/ مختاري عبد الحفيظ مساعد محافظ الدولة وبمساعدة السيد/ رمضانة مختار رئيس أمانة الضبط.

رئيس أمانة الضبط

الرئيس المقرر

مجلس الدولة
الغرفة : الأولى
رقم القرار : 144707
تاريخ الجلسة : 1999/02/01

وظيف عمومي - حبس
تطبيق المادة 136 من المرسوم 59/85 (لا)
العودة إلى منصب العمل (نعم)
الحق في الأجور (لا)

و عليه :

في الشكل :
حيث أنه لا يوجد في الملف أثر للتبليغ القانوني للقرار المستأنف.
فالإستئناف المسجل بتاريخ 1995/05/23 مقبول شكلاً.

في الموضوع : - عن الوجه المأخوذ من خرق القواعد الجوهرية للإجراءات
حيث أن المستأنفة أثارت عدم قبول الدعوى المرفوعة من قبل المستأنف عليه شكلاً لأنها
جاءت خارج الأجل المحدد ب 4 أشهر في المادة 169 مكرر من (قانون الإجراءات المدنية)
المعدل و المتمم.

حيث أنه لا يوجد في الملف ما يسمح إستخلاصه بأن المستأنف عليه تلقى التبليغ القانوني
للقرار المستأنف الذي يمكن قضاة الدرجة الأولى التحديد إن كان المستأنف عليه قد تقاضى في
الأجل المذكور أعلاه.

و أنه في هذه الحالة تبقى الأجل مفتوحة و الطعن المرفوع أمام الجهة القضائية الدرجة
الأولى بتاريخ 1994/06/29 يعتبر عن حق مقبول شكلاً.
فلهذا يعتبر هذا الوجه غير مؤسس.

عن الوجه المأخوذ من خرق و الخطأ في تطبيق القانون : طالما أن قضاة الدرجة الأولى أسسوا قرارهم على أحكام المواد من 127 إلى 131 من المرسوم رقم 59/85 المؤرخ في 1985/03/23 في حين أن النص الواجب تطبيقه حسب المستأنفة هو المادة 136 من نفس المرسوم الذي ينص على " كل توقف عن الخدمة أعلاه... يترتب عليه العزل لسبب إهمال المنصب... " و كذلك المرسوم 75/92 المؤرخ في 1992/02/20 المحدد لشروط تطبيق المرسوم الرئاسي رقم 44/92 المؤرخ في 1992/02/09 المتضمن إنشاء حالة الطوارئ.

حيث أن المادة 136 من المرسوم 59/85 المذكورة أعلاه تطبق على حالات إنهاء الخدمة المترتب في إطار أحكام المواد من 132 إلى 135 من هذا المرسوم.

و أن أحكام المواد من 132 إلى 135 من هذا المرسوم لا تتعلق إطلاقاً بالوقائع الخاصة بهذا النزاع فلهذا لا تطبق أحكام المادة 136 من المرسوم 59/85 على هذه القضية بعكس ما تمسكت به المستأنفة.

حيث أن المرسوم 75/92 المؤرخ في 1992/02/20 المشار إليه من قبل المستأنفة يتعلق بالأحكام التطبيقية للمرسوم 44/92 المؤرخ في 1992/02/09 المشار إليه أعلاه و لا سيما الأحكام الخاصة بالإيداع في مراكز الأمن ، الأشخاص الذي يكون سلوكهم من شأنه الإضرار بالنظام العام ، و أنه لا يتعلق الأمر بالإيداع في إحدى هذه المراكز فلهذا لا تطبق أحكام هذا المرسوم في هذه القضية.

عن الوجه المأخوذ من خرق أحكام المادة 16 من المرسوم 59/85 المؤرخ في 1985/03/32: حيث أن المستأنفة تمسكت بأن المستأنف عليه ، كان موقوفاً و لا يمكن له التمسك بتسديد روايته الشهرية خلال الفترة التي كان فيها موقوفاً لأنه لا يمكن دفع أي راتب شهري إذا لم يقابل أداء خدمة (المادة 16) .

حيث أنه فعلاً المستأنف عليه كان متابعاً و محجوزاً بسبب الوقائع المتعلقة بالإرهاب .
و أن حجزه لا يعني المستأنفة و أن المستأنف عليه كان محلاً لمتابعات جزائية و كان موقوفاً .

و لا يمكن تسوية وضعيته الإدارية إلا بعد أن يكون الحكم القضائي الصادر بعد المتابعات الجزائية قد أصبح نهائياً و ذلك طبقاً لأحكام المادة 131 من المرسوم 59/85 المؤرخ في 1985/03/32 المذكور أعلاه

حيث أنه إستفاد بحكم البراءة ، فكان على المستأنف عليه المطالبة بإرجاعه إلى منصب عمله إذا لم يكن قد صدرت ضده عقوبة تأديبية.

و لا يستخلص من الوثائق و المستندات المدرجة بالملف بأن المستأنف عليه كان محلاً لعقوبة تأديبية لأن العقوبة التأديبية مستقلة عن العقوبة الجزائية ، فلهذا يتعين الإستجابة إلى هذا الوجه و تأييد القرار المستأنف الذي أمر بإرجاع المستأنف عليه إلى منصب عمله و لكن مع تعديله بالتصريح أنه لا يمكن له الإستفادة بالرواتب الشهرية عن الفترة التي كان فيها معتقلاً .

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة

في الشكل : قبول الإستئناف

في الموضوع : - القول بتأييد القرار المستأنف ميدنيا وبعد تعديله
بالتصريح بأنه لامجال لدفع الرواتب الشهرية.
- القول بحفظ المصاريف القضائية.

بذا صدر القرار و وقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الفاتح من شهر
فيفري من سنة ألف و تسعمائة و تسع و تسعين من قبل مجلس الدولة الغرفة الثالثة المتشكلة
من السادة :

الرئيس المقرر	كروغلي مقداد
المستشار	بن عبيد الوردى
المستشارة	لعروسي فريدة
المستشار	مبروك حسين

بحضور السيد/ بوصوف موسى مساعد محافظ الدولة بمساعدة السيد/ لحرش عبد القادر
أمين الضبط.

أمين الضبط

الرئيس المقرر

مجلس الدولة
الغرفة الأولى
رقم القرار: 145995
تاريخ الجلسة:
1999/02/01

توجيه عقاري - تعويض - الجهة القضائية المختصة.
بناء فوق أرض مؤمنة.
البلدية هي المسؤولة عن التعويض.
الغرفة الإدارية بالمجلس هي المختصة.

وعليه:

في الشكل: حيث انه لا يوجد بالملف ما يثبت ان القرار المستأنف فيه قد تم تبليغه مما يجعل الأجل مفتوحة ، ويسمح بقبول الاستئناف شكلا.

في الموضوع: حيث ان بلدية قصر الأبطال رفعت إستئنافا ضد القرار الصادر عن مجلس قضاء سطيف بتاريخ 16/01/1995 ، ملتزمة بإلغاءه والفصل من جديد برفض الدعوى لعدم التأسيس ، وإحتياطيا بإلغاء القرار المستأنف فيه والفصل من جديد بعدم إختصاص الغرفة الإدارية لمجلس قضاء سطيف مثيرة عدة دفعات تأسيسا لعريضتها.

عن الدفع المثار حول عدم الإختصاص للمجلس :

لكن حيث انه عكس ما يدعيه المستأنف، فإن النزاع القائم بين الطرفين يتعلق بتسوية أراض فلاحية مؤمنة، و ذلك بإعادتها للمؤمنين إن أمكن ذلك أو تعويضهم عنها عملا بأحكام المادة 75 و ما بعدها من القانون رقم 25/90 الصادر في 18/11/90 المتضمن التوجيه العقاري، و لا يتعلق الأمر بقرار التأميم الصادر عن السيد والي ولاية سطيف في إطار الأمر رقم 73/71 المؤرخ في 08/11/1971 الذي تم إلغاؤه بموجب المادة 75 المذكورة أعلاه.

وبما أن الدعوى الحالية تخص التعويض ، فإن الغرفة الإدارية لمجلس قضاء سطيف مختصة للفصل فيها كما تم ذلك مما يجعل الدفع الأول في غير محله.

عن الدفع المثار حول الإجراءات :

لكن حيث انه عكس ما يدعيه المستأنف ، فإن البلدية هي التي إستولت على أراضي المستأنف عليهم المؤممة ، وأنه بعد صدور قانون التوجيه العقاري بتاريخ 1990/11/18 فإن السيد والي ولاية سطيف وافق على إعادتها لهم وبما أن شيدت فوقها بنايات بطريقة غير قانونية وحولت طبيعتها من أراضي فلاحية إلى أغراض أخرى ، فأصبحت عملية إعادتها مستحيلة.

وتبقى البلدية المستأنفة هي المسؤولة الوحيدة عن دفع التعويض لهم من الناحية الإجرائية عملا بأحكام المادة 77 من قانون التوجيه العقاري. وحيث تجدر الإشارة إلى أن البلدية لم تأت بهذا الدفع أمام قضاة الدرجة الأولى، وأثارته لأول مرة أمام المحكمة العليا ، مما يتعين إستبعاده.

عن الدفع المثار حول مناقشة القرار المستأنف:

حيث انه عكس ما يدعيه المستأنف فإن المستأنف كانوا قد طالبوا المصادقة على تقرير الخيرة الذي حدد مبلغ التعويض المستحق لهم وطالبوا في نفس الوقت تعويضهم على أساس هذه الخبرة التي تضمنت تحديد مبلغ التعويض المقدر ب: 50، 922. 263. 6 دج مما يجعل الدفع الخاص بكون القرار حكم بما لم يطلب وتجاوز السلطة في غير محله.

عن الدفع المتعلق بأشغال الخبير:

حيث انه وبالرجوع إلى مضمون القرار التمهيدي الصادر في 1992/02/23 يستفاد ان مهمة الخبير لم تشعر الإتصال بالمصالح الولائية لمعرفة ما إذا كانت الوضعية القانونية للقطعة محل النزاع قد تمت تسويتها أولا بل كلف الخبير المعين بموجب القرار التمهيدي بالانتقال إلى عين المكان لمعاينة القطعة الأرضية المتنازع من أجلها وكذا تقدير الحاجة العائلية وهو ما قام به الخبير المعين بالفعل.

مما لايسمح بالمنازعة حول أشغال الخبير التي تمت في حدود المأمورية التي أمرته بها الغرفة الإدارية لمجلس قضاء سطيف والتي صادقت فيما بعد على هذه الخبرة المنجزة تنفيذا لقرارها التمهيدي المذكور أعلاه.

حيث يستخلص من مجموع الدفوع المثارة من طرف بلدية قصر الأبطال أنها غير مؤسسة مما يسمح بالقول ان قضاة اول الدرجة الأولى قدروا الوقائع أحسن تقدير وطبقوا القانون تطبيقا سليما وبالتالي فإن قرارهم المستأنف جدير بالتأييد.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة

في الشكل: قبول الإستئناف.

في الموضوع : تأييد القرار المستأنف.

تحميل المستأنف المصاريف القضائية.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الفاتح من شهر
فيفري من سنة ألف وتسعمائة وتسعة وتسعين ميلادي من قبل الغرفة الأولى بمجلس الدولة
المتشكلة من السادة/

الرئيس	كروغلي مقداد
المستشارة المقررة	لعروسي فريدة
المستشار	ميروك حسين
المستشار	بن عبيد الوردي

بحضور السيد/ بوصوف موسى مساعد محافظ الدولة وبمساعدة السيد/ لحرش عبد القادر
رئيس أمانة الضبط.

الرئيس المستشار المقررة رئيس أمانة الضبط.

مجلس الدولة
الغرفة الأولى
رقم القرار: 146043
تاريخ الجلسة:
1999/02/01

مسؤولية - مسؤولية مرفق الشرطة.
قتل خطأ بواسطة سلاح ناري إستلمه الموظف.
بحكم وظيفته - مسؤولية مرفق الشرطة (نعم)
وكيل قضائي للخرينة : لايمثل الدولة أمام القضاء الإداري

وعليه:

في الشكل: حيث انه لا يتبين من محتوى ملف الدعوى ان القرار محل الإستئناف قد تم تبليغه مما يجعل الإستئناف الحالي مقبول من الناحية الشكلية عملا باحكام المادة 277 من قانون الإجراءات المدنية.

في الموضوع : حيث ان المستانفة المديرية العامة للأمن الوطني إستأنفت القرار الصادر عن مجلس قضاء الجزائر بتاريخ 1995/01/15 مثيرة وجهين لتاسيس إستئنافها وقصد إلغاء هذا القرار مع صرف الأطراف امام نفس المجلس بتشكيلة جديدة.

لكن ، حيث انه بالرجوع إلى مضمون الوجه الأول المتعلق بمخالفة الأشكال الجوهرية للإجراء إستفاد ان القرار محل الإستئناف تضمن في منطوقه ذكر المديرية العامة للأمن الوطني المحكوم عليها بدفع التعويض بصفتها مسؤولة مدنيا عن الحادث الذي إتكبه موظفها بو عيشة محمد، وهذا عكس ما تدعيه المستانفة.

مما يجعل الإجراءات صحيحة وتحديد المسؤولية من خلالها غير منازع فيه كما سيتوضح من مناقشة مضمون الوجه الثاني.

وحيث انه وبالفعل فإن المستانفة ركزت هذا الوجه على فقدان الأساس القانوني للقرار كونها تمسكت امام قضاء الدرجة الأولى بتطبيق الأمر رقم 15/74 المؤرخ في 1974/01/30 والمتعلق بنظام التعويض عن حوادث المرور.

وحيث انه من الثابت ان المشرع بموجب هذا الأمر كان يهدف إلى ضمان تعويض بطريقة شبه تلقائية لأصحابيا حوادث المرور مهما كانت مسؤوليتهم غير ان التعويضات الممنوحة محددة من أدنى حد.

وحيث انه بالرجوع إلى دعوى الحال ، فإن الأمر لا يتعلق بحادث مرور بمفهوم القانون المشار إليه اعلاه مما يستدعي إلى إستيعاده وعدم الأخذ به.

وحيث انه عكس ما تدعيه الطاعنة فإن قضاة الدرجة الأولى بتقديرهم للتعويض إستنادا لسلطتهم التقديرية يكونوا قد احسنوا في ذلك ، علما ان الأمر يتعلق بتقدير تعويض عن ضرر ناتج عن خطأ شخصي لموظف غير انه لا يمكن فصله عن المرفق لأن الحادث ارتكب باستعمال السلاح الناري إستلمه الموظف بحكم وظيفته.

حيث انه والحالة هذه فإن الدفع الثاني يبقى بدون تبرير كسابقه.

ويؤدي إلى تاييد القرار المستأنف فيه مبدئيا وإضافة له إخراج الوكالة القضائية للخرزينة من الخصام.

عن الدفع المقدم بواسطة إستئناف فرعي من طرف العون القضائي للخرزينة والرامي إلى إخرجه من الخصومة عملا بالقانون رقم 63/198 المؤرخ في 1963/06/08 :

حيث انه يتبين فعلا بالرجوع إلى احكام المادة 01 فقرة (02) من القانون المتمسك به أنفا ان السيد الوكيل القضائي للخرزينة غير مؤهل قانونا لتمثيل الدولة امام الغرفة الإدارية ذلك لأن الدولة تمثل امام الغرفة الإدارية من طرف ممثلها القانونيين من وزراء وولاة مما يجعل إقحام الوكيل القضائي للخرزينة في هذا النزاع غير مؤسس.

وبالتالي يتعين القول ان طلبه الرامي إلى إخرجه من هذه الخصومة طلب مبرر ومقبول وينبغي الإستجابة له

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة

في الشكل: قبول الإستئنافين الأصلي والفرعي شكلا.

في الموضوع : تاييد القرار المستأنف فيه مبدئيا وإضافة له إخراج الوكالة القضائية للخرزينة من الخصام.

تحميل المستأنف المصاريف القضائية.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الفاتح من شهر فيفري من سنة ألف وتسعمئة وتسعة وتسعين من قبل الغرفة الأولى بمجلس الدولة المتشكلة من السادة:

الرئيس

كروغلي مقداد

المستشارة المقررة

لعروسي فريدة

المستشار

مبروك حسين

المستشار

بن عبيد الوردي

بحضور السيد/ بوصوف موسى مساعد محافظ الدولة وبمساعدة السيد/حرش عبد القادر رئيس أمانة الضبط.

أمين الضبط

مستشارة الدولة المقررة

الرئيس

مجلس الدولة :
 الغرفة: الأولى.
 رقم القرار: 149 303.
 جلسة: 1999/02/01.

مديرية البريد والمواصلات صفة التقاضي (لا)

و عليه :

في الشكل: حيث أن القرار المستأنف الصادر في 1995/05/29 بلغ للمستأنف بتاريخ 1995/07/31 حسب تصريحه مما يجعل الإستئناف المرفوع بتاريخ 1995/08/30 مقبولا من الناحية الشكلية طبقا للمادة 277 (2) من قانون الإجراءات المدنية.

في الموضوع: حيث أن الأشخاص المعنوية وحدها يمكن مقاضاتها أمام الجهات القضائية كونها تتمتع بالشخصية المعنوية أما الهيئات التي لا تتمتع بالشخصية المعنوية لا يمكن لها رفع دعاوى أمام الجهات القضائية، ولا يمكن مقاضاتها أمام نفس الجهات.

وحيث أنه بمقاضاة مديرية البريد والمواصلات بالمسئلة في الدعوى الأصلية التي لا تتمتع بالشخصية المعنوية، فإن المستأنف عليها الحالية باتباعها ذلك تكون قد أساءت في توجيه دعاواها.

وعليه يتعين إلغاء القرار المستأنف وتصديا وفصلا من جديد التصريح بأن الدعوى غير قانونية.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة :

في الشكل: بقبول الإستئناف.

في الموضوع: إلغاء القرار المستأنف و تصديا وفصلا من جديد التصريح بأن عريضة إفتتاح الدعوى غير مقبولة شكلا لأنها موجهة ضد هيئة ليست لها أهلية التقاضي.

المصاريف القضائية على عاتق المستأنف عليها.

بدا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الفاتح من شهر فيفري من سنة ألف وتسعمائة وتسعة وتسعين من قبل مجلس الدولة الغرفة الأولى المشكلة من السادة :

الرئيس المقرر	كروغلي مقداد
المستشارة المقررة	لعروسي فريدة
المستشار	بن عبيد الوردى
المستشار	مبروك حسين

بحضور السيد/ بوالصوف موسى مساعد محافظ الدولة و بمساعدة السيد/ لحرش عبد القادر رئيس أمانة الضبط.

رئيس أمانة الضبط

المستشارة المقررة

الرئيس

مجلس الدولة

الغرفة الثانية

رقم القرار: 150297

تاريخ الجلسة: 1999/02/01

مستثمرة فلاحية- إقصاء عضو- عن طريق
الإدارة (لا)- عن طريق القضاء (نعم)

وعليه :

في الشكل: حيث أن الإستئناف قد وقع في الآجال والأشكال القانونية ويتعين بالتالي قبوله من هذا الجانب.

من حيث الموضوع : حيث أن الإستئناف يستهدف إلغاء القرار المستأنف فيه والقضاء من جديد برفض دعوى المدعى الرامية إلى إلغاء القرار الولائي المتضمن عزله من المستثمرة الفلاحية.

وإستند الإستئناف إلى أنه بعد تحريات عميقة ودقيقة من طرف مؤسسات الدولة بما فيها السلطات الأمنية والإدارية إتضح أن المستأنف عليه كان له سلوك معاد للثورة أثناء الحرب التحريرية ولكن حيث أن القرار الولائي موضوع الدعوى جاء غير معلل و غير مدعم بأدلة كافية على ماينسبه إلى المستأنف عليه مما يجعله منعدم الأساس بالإضافة إلى أن القانون رقم 51/90 يستوجب اللجوء إلى القضاء لإقصاء أحد أعضاء مستثمرة فلاحية.

حيث أن الإستئناف إذن غير مؤسس ويتعين بالتالي تأييد القرار المستأنف.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة

في الشكل: قبول الإستئناف شكلا..

في الموضوع: تأييد القرار المستأنف.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الفاتح من شهر
فيفري من سنة ألف وتسعمائة وتسعة وتسعين ميلادي من قبل الغرفة الثانية بمجلس الدولة
المتشكلة من السادة:

الرئيسة	أبركان فريدة
المستشارة المقررة	حرزلي أم الخير
المستشار	بوفرشة مسعود
المستشار	عنصر صالح
المستشار	عبد المالك عبد النور

بحضور السيد/ مختاري عبد الحفيظ مساعد محافظ الدولة وبمساعدة السيد/ فراوسي فريد
أمين الضبط.

الرئيسة المستشار المقررة أمين الضبط

مجلس الدولة
الغرفة: الرابعة
رقم القرار: 159719
تاريخ الجلسة: 1999/05/31

مسؤولية

دركي قتل دركيا آخر - بمسندس تابع لوزارة الدفاع الوطني- خارج
أوقات ومكان العمل - التعويض.

النزاع إداري (لا)

مسؤولية الدركي وليس الوزارة (نعم)

القاضي الإداري مختص (لا)

القاضي العادي مختص (نعم)

و عليه :

في الشكل:

حيث أن الإستئناف جاء مستوفيا لجميع الإجراءات القانونية ، وأنه لا يوجد محضر تبليغ
القرار مما يتعين القول أن الإستئناف جاء داخل الأجل المحدد في المادة 277 فقرة 2 من قانون
الإجراءات المدنية وينبغي قبوله شكلا.

في الموضوع:

حيث يتجلى من دراسة الملف أن المستأنفين يلتزمون إلغاء القرار المؤرخ في
1995/12/24 للغرفة الإدارية لمجلس قضاء تبسة والقضاء على المستأنف عليهما ب.ع
وزير الدفاع بالتضامن بدفعهما للمستأنفين التعويضات المستحقة عن الضرر الذي لحقهم من
تصرفات المستأنف عليه الأول وكونه دركي متعاقد ووزارة الدفاع تكون مسؤولة مدنيا عنه.

حيث أنه ينبغي أولا إخراج خ.ج من النزاع الحالي الذي لا دخل له فيه.

حيث أن المستأنفين يبررون موقفهم كون المستأنف عليه الأول حكم عليه جزائي بحكم
1995/03/14 عن المحكمة العسكرية الدائمة بقسنطينة كدركي (عسكري) وعندما ارتكب
جريمة القتل استعمل مسندس تابع لمؤسسة (وزارة الدفاع) التي لم تقم بالرقابة الضرورية
والقانونية على المستأنف عليه الأول لمنعه ارتكاب الجريمة المنسوبة إليه وفقا للمادتين 135
و136 من القانون المدني.

وإن الغرفة الإدارية لمجلس قضاء تبسة هي المختصة نوعياً.

حيث أن وزير الدفاع لم يمثل أمام مجلس الدولة ويتعين القضاء في غيابه.

حيث أن الفعل الذي ارتكبه ب.ع والذي نتج عنه وفاة الضحيتين ب.ي وت.ع هو جريمة من جرائم القانون العام وهو مدان بجريمة القتل العمدي مع سبق الإصرار حسب قرار 1995/03/14 الصادر عن المحكمة العسكرية، وقد ترتبت عليها عقوبة شخصية ولا علاقة لهذه الجريمة بوظيفة المحكوم عليه كدركي وبالتالي فإن مجلس قضاء تبسة أصاب في قراره عندما أوضح بأن مسؤولية التعويض عن الضرر الناتج عن فعله تقع على عاتقه وليس على عاتق الإدارة التابع لها أي وزارة الدفاع وأن فعلاً الإختصاص النوعي من النظام العام ومجلس قضاء تبسة طبق المادة 93 من قانون الإجراءات المدنية عندما القضاة أثاروها من تلقاء أنفسهم، وعليه ينبغي تأييد القرار المستأنف فيه في جميع ترانتيه، وتحميل المستأنفين المصاريف القضائية.

لهذه الأسباب

في الشكل: قبول الدعوى.

في الموضوع: تأييد القرار المستأنف فيه.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الواحد والثلاثون من شهر ماي من سنة ألف وتسعمائة وتسعة وتسعين من قبل الغرفة الرابعة بمجلس الدولة المتشكلة من السادة:

الرئيس	جنادي عبد الحميد
المستشارة المقررة	عبد الصدوق سمية
المستشار	خنفر حماتة
المستشار	زيتوني عماره
المستشار	سلام عبد الله
المستشارة	سيد لخضر فافا
المستشار	بوشارب طه
المستشار	زويينة عبد الرزاق

بحضور السيد/ بوزنادة معمر مساعد محافظ الدولة وبمساعدة السيد / فراوسي فريد أمين الضبط.

أمين الضبط

المستشارة المقررة

الرئيس

مجلس الدولة :

الغرفة: الثالثة.

رقم القرار: 160 017 .

جلسة: 1999/05/31.

مسؤولية البلدية:

بئر تابعة للبلدية - إنعدام السياج - سقوط طفل في البئر
م 138 من القانون المدني - مسؤولية البلدية (نعم)

و عليه :

في الشكل: حيث أن الإستئناف جاء في الأجل المحدد قانونا وإلى جانب الأجل فهو مستوف الإجراءات الشكلية القانونية عملا بالمادة 277 من قانون الإجراءات المدنية مما يتعين قبوله.

في الموضوع:

في شأن الدفع المتعلق بمسؤولية حراسة البئر:

حيث أنه يستخلص من أوراق الملف بأنه عين خبيرا لمعاينة هذا البئر.
حيث أن هذا الخبير عاين بأن هذه البئر موجودة في مكان ملك للبلدية ومن ثم فالبلدية هي المسؤولة عن حراستها.
حيث أن الخبير المعين السيد بن قاسم إبراهيم أظهر أن البلدية لم تقم بإحاطة البئر بالسياج لتفادي الحوادث، كما أن هذا البئر يقع بجانب ساحة عمومية يلعب داخلها الأطفال.
حيث أنه يستخلص من المادة 138 من القانون المدني بأن كل من تولى حراسة شيء وكانت له قدرة الإستعمال والتسيير يعتبر مسؤولا عن الضرر الذي يحدثه ذلك الشيء.
حيث أن قضاة المجلس لما قرروا مسؤولية الحادث على عاتق البلدية فقد أصابوا في تقدير الوقائع وفي تطبيق القانون وبالتالي يتعين إذن تأييد القرار المستأنف.
حيث أنه وعملا بالمادتين 270 و 285 من قانون الإجراءات المدنية تقع المصاريف على عاتق المستأنفة.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة :

في الشكل: قبول الإستئناف.

في الموضوع: تأييد القرار المستأنف.

مع تحميل المستأنف المصاريف القضائية .

بدا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الواحد والثلاثون من شهر ماي من سنة ألف وتسعمائة وتسعة وتسعين من قبل مجلس الدولة الغرفة الثالثة المشكلة من السادة :

الرئيس	جنادي عبد الحميد
المستشارة المقررة	سيد لخضر فأفا
المستشار	خنفر حمادة
المستشار	زيتوني عمارة
المستشار	زوية عبد الرزاق
المستشار	سلام عبد الله
المستشار	بوشارب طه

بحضور السيد/ بوزنادة معمر مساعد محافظ الدولة و بمساعدة السيد/ فراوسي فريد أمين الضبط.

أمين الضبط

المستشارة المقررة

الرئيس

مجلس الدولة
الغرفة: الرابعة
رقم القرار: 184600
تاريخ الجلسة: 1999/05/31

التقاضي أمام مجلس الدولة -
المادة 239 من قانون الإجراءات المدنية
الوالي - تأسيس محام (نعم)
تقاضي الوالي باسم الدولة - إعفاء من تأسيس محام (نعم)

و عليه :

في الشكل:

في شأن الدفع المتعلق بخرق المادة 239 من قانون الإجراءات المدنية:
حيث أنه يستخلص من عريضة الإستئناف بأن ولاية الشلف الممثلة من قبل واليها أن هذا الأخير هو الذي حرر عريضة الإستئناف ووقع عليها حيث أنه ويستخلص من لب هذا النزاع بأن الولاية المعنية هي من مصالحها الخاصة ولم تكن معثلة للحكومة المركزية.
حيث أنه ونظرا لذلك كان على الوالي أن يلجأ إلى نيابة محامي معتمد لدى المحكمة العليا لكي يمثل أمام مجلس الدولة وذلك عملا بالمادة 239 من قانون الإجراءات المدنية.
وبالتالي فولاية الشلف قد خرقت هذه المادة وبالتالي يصبح استئنافها غير مقبول شكلا عملا بالمادة 239 من قانون الإجراءات المدنية.
حيث أنه وعملا بالمادتين 270 و 285 من قانون الإجراءات المدنية فالمصاريف على عاتق المستأنفة.

لهذه الأسباب

في الشكل:

عدم قبول الإستئناف شكلا مع تحميل المستأنف المصاريف القضائية.

بدأ صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الواحد والثلاثون من شهر ماي من سنة ألف وتسعمائة وتسعة وتسعون من قبل الغرفة الرابعة بمجلس الدولة المتشكلة من السادة:

الرئيس	جنادي عبد الحميد
المستشارة المقررة	سيد لخضر فأفا
المستشار	خنفر حماتة
المستشار	زيتوني عماره
المستشار	سلام عبد الله
المستشارة	عبد الصدوق سمية
المستشار	يوشارب طه
المستشار	زوينة عبد الرزاق

بحضور السيد/ بوزنادة معمر مساعد محافظ الدولة وبمساعدة السيد/ فراوسي فريد أمين الضبط.

أمين الضبط

المستشارة المقررة

الرئيس

مجلس الدولة
الغرفة الثانية
رقم القرار: 160507
تاريخ الجلسة: 1999/04/19

قرار فردي
وجوب التبليغ الشخصي
العلم بالقرار غير كاف
إلغاء القرار مع صرف الطاعن للتقاضي من جديد حتى لا يحرم من
درجة من درجتي التقاضي.

و عليه

في الشكل :

حيث أن دراسة أوراق الملف لا تفيد بأن القرار المعاد قد بلغ للمستأنف تطبيقاً لأحكام المادة 171 من قانون الإجراءات المدنية و أن من المستقر في مثل هذه الحالة التصريح بأن الاستئناف استوفى أوضاعه القانونية فهو حينئذ صحيح و مقبول شكلاً.

في الموضوع :

حيث أنه يستخلص من بيانات القرار المعاد أن قضاة الدرجة الأولى قد رفضوا الدعوى الحالية طبقاً للمادة 169 مكرر من قانون الإجراءات المدنية لكن حيث أن استقر القضاء و بما أن القرار موضوع النزاع هو قرار فردي كان على المستأنف عليها أن تبلغه للمستأنف تبليغاً شخصياً.

حيث أن لا ينكر و أن على الحالة التي هو عليها ملف القضية الحاضرة لا يفيد هذا الإجراء الضروري قد قامت به المستأنف عليها و أن علم المستأنف بالقرار موضوع النزاع غير كافي لأخذه بعين الاعتبار من أجل إحساب الأجل المنصوص عليه بالمادة السالفة الذكر.

حيث أنه يتضح مما سبق ذكره أن قضاة الدرجة الأولى بقضائهم كما فعلوا يكونون قد أخطأوا في تطبيق المادة 169 مكرر من قانون الإجراءات المدنية و عرضوا حينئذ قرارهم المعاد للإلغاء.

حيث أنه حتى لا يحرم المستأنف من درجة من درجتي التقاضي يتعين صرفه للتقاضي من جديد إن أراد ذلك أمام الجهة المختصة للمطالبة بحقوقه.

و تحميل المستأنف عليه المصاريف القضائية.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة :

في الشكل :

قبول الإستئناف شكلاً.

في الموضوع :

إلغاء القرار المعاد مع صرف المستأنف للتناضي من جديد
إن أراد ذلك أمام الجهة المختصة للمطالبة بحقوقه و تحميل
المستأنف عليها المصاريف القضائية.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ : التاسع عشر من
شهر أفريل من سنة ألف و تسعمائة و تسعة و تسعين من قبل الغرفة الثانية بمجلس الدولة
المتشكلة من السادة :

الرئيسة	أبركان فريدة
المستشار المقرر	بوقرشة مسعود
المستشار	عبد المالك عبد النور
المستشار	مسعودي حسين
المستشار	عنصر صالح
المستشار	لعلوي عيسى
المستشارة	حرزلي أم الخير

بحضور السيد/ مختاري عبد الحفيظ مساعد محافظ الدولة و بمساعدة السيد / فراوسي
فريد أمين الضبط

أمين الضبط

المستشار المقرر

الرئيسة

مجلس الدولة

الغرفة الثانية

رقم القرار: 199000

تاريخ الجلسة: 1999/02/01

وقف التنفيذ - قرار صادر من الغرفة الإدارية
بالمجلس القضائي وقف تنفيذه من طرف
نفس الغرفة (لا).
وقف تنفيذه من طرف مجلس الدولة (نعم) -
المادة 2/283 من قانون الإجراءات المدنية.

وعليه:

في الشكل:

حيث وبدون الحاجة إلى دراسة الأوجه المثارة ، أن المادة 283 الفقرة 2 من قانون الإجراءات المدنية تنص على أنه يسوغ لرئيس الغرفة الإدارية للمحكمة العليا أن يأمر بصفة إستثنائية وبناء على طلب صريح من المدعي بإيقاف تنفيذ القرار المطعون فيه بحضور الأطراف أو من أبلغ قانونا بالحضور.

حيث أنه يستخلص من هذا النص بأن رئيس الغرفة الإدارية هو وحده المختص للأمر بوقف تنفيذ قرار قضائي.

حيث أنه فعلا فإن الغرفة الإدارية لمجلس قضاء غنابة قد إستنفذت سلطاتها القضائية ولا يمكنها إذن وقف تنفيذ قرار صادر عنها.

حيث ومن جهة أخرى ولكي وقف التنفيذ مقبولا فإنه يجب أن يكون القرار القضائي محل طلب الوقف موضوع إستئناف.

حيث أن بلدية سريدي لم تثبت بانها إستأنفت القرار الصادر يوم 1997/03/24.

حيث وأخيرا أن المادة 171 مكرر المثارة من طرف البلدية لاتنص إطلاقا على وقف تنفيذ قرارات قضائية وإنما تنص فقط على القرارات الإدارية القابلة للتنفيذ والمتعلقة بحالات التعدي أو الإستيلاء لا غير.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة

في الشكل: بالقول أن الإستئناف مقبول.

في الموضوع: بإلغاء الأمر المستأنف وبعد التصدي وفصلاً من جديد برفض دعوى البلدية.
بالحكم بالمصاريف على البلدية.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الفاتح من شهر فيفري من سنة ألف وتسعمائة وتسعة وتسعين من قبل الغرفة الثانية بمجلس الدولة المتشكلة من السادة:

أبركان فريدة	الرئيسة المقررة
عبد المالك عبد النور	المستشار
يوفرشة مسعود	المستشار
عنصر صالح	المستشار
حرزلي أم الخير	المستشارة

بحضور السيد/ مختاري عبد الحفيظ مساعد محافظ الدولة وبمساعدة السيد/ فراوسي فريد أمين الضبط.

أمين الضبط

الرئيسة المقررة

مجلس الدولة
الغرفة : الثانية
رقم القرار : 182149
تاريخ الجلسة : 2000/02/14

صفة التقاضي - مديرية الأشغال العمومية على
مستوى الولاية لها صفة التقاضي (لا)
المديرية تقسيم إداري متخصص داخل الولاية (نعم).

و عليه :

حيث أنه بموجب عريضة مسجلة لدى كتابة ضبط المحكمة العليا في 21 / 05 / 1997
استأنفت مديرية الأشغال العمومية قرارا صادرا في 18 / 05 / 1996 عن مجلس قضاء بجاية
الذي بعد البث في القرار الصادر قبل الفصل في الموضوع في 31 / 01 / 1994 صادق على
تقرير الخبير وقضى على والي ولاية بجاية مديرية الأشغال العمومية بالتقاضي مع الشركة
الوطنية للأشغال العمومية أن يدفع للسيد (ب.س) مبلغ 22800 دج الممثل للتعويض عن
الأضرار التي لحقت بالمرآب أثناء الأشغال المنجزة بهدف توسيع الطريق الوطني رقم 12.

من حيث الشكل :

حيث أن مديرية الأشغال العمومية هو تقسيم إداري متخصص داخل الولاية ليس له أية
إستقلالية وهو تابع للولاية.
حيث أنه نتيجة لذلك فإن مديرية الأشغال العمومية ليس لها شخصية معنوية تسمح بأن
تتقاضى وحدها.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة :

في الشكل : القول بعدم قبول الإستئناف.
و تحميل المستأنف بالمصاريف القضائية.

بدأ صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الرابع عشر من شهر
فيفري سنة ألفين من قبل الغرفة الثانية بمجلس الدولة المتشكلة من السادة :

الرئيسة المقررة	أبركان فريدة
المستشار	بوفرشة مسعود
المستشار	عبد المالك عبد النور
المستشار	مسعودي حسن
المستشار	عنصر صالح
المستشار	نعلوي عيسى

بحضور السيد/ مختاري عبد الحفيظ مساعد محافظ وبمساعدة السيد/ بن عياش فوضيل
أمين الضبط.

أمين الضبط

المستشار المقرر

الرئيسة

مجلس الدولة
الغرفة: الثانية
رقم القرار: 182491
تاريخ الجلسة: 2000/01/17

المجلس الأعلى للقضاء - توقيف قاض - وجوب فصل المجلس
الأعلى للقضاء في الدعوى التأديبية في أجل (06) أشهر (نعم).
قرار صادر عن المجلس الأعلى للقضاء بعد مرور (06) أشهر من
تاريخ التوقيف - قرار غير قانوني - يتعين إبطاله.

وعليه :

في الشكل:

حيث أن الطعن قانوني ومقبول لكونه رفع في الأشكال والأجال القانونية.

في الموضوع:

حيث وبدون حاجة إلى دراسة كل الأوجه المثارة أن الطعن من أجل تجاوز السلطة موجود حتى ولو لم يكن هناك نص ويهدف إلى ضمان احترام مبدأ القانونية طبقاً للمبادئ العامة للقانون.

أن نص المادة 99 الفقرة 2 من القانون الأساسي العام للقضاء لا يمكن أن يؤدي إلى حرمان العارض من الطعن في تجاوز السلطة المفتوح له في هذا المجال على غرار جميع المجالات الأخرى بموجب المبادئ العامة للقانون.

أنه ومن جهة أخرى أن المادة 86 من القانون الأساسي العام للقضاء تنص على أن القاضي الذي يكون محل توقيف مؤقت يستمر في تلقي أجوره مدة 6 أشهر ابتداء من قرار التوقيف.

أن المجلس الأعلى للقضاء ملزم بالفصل في الدعوى التأديبية في هذا الأجل.

حيث وفي قضية الحال فإنه تم تبليغ العارض عن طريق رئيس المجلس القضائي بقرار التوقيف بتاريخ 1996/04/16.

أنه وبنفس الطريقة بلغ بتاريخ 1996/11/16 للعارض استدعاه أمام المجلس الأعلى للقضاء.

حيث أنه يستخلص مما سبق بأنه مرت أكثر من 6 أشهر بين قرار التوقيف والتكفل من قبل المجلس الأعلى للقضاء بالملف التأديبي للعارض.

أن هذا يكفي بجعل قرار العزل غير قانوني لخرقه الأشكال الجوهرية للإجراءات.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة :

في الشكل : بقبول الطعن بالإبطال.

في الموضوع :

بإبطال قرار العزل.

المصاريف على عاتق وزارة العدل.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ السابع عشر من شهر جانفي من سنة ألفين من قبل الغرفة الثانية بمجلس الدولة المتشكلة من السادة:

الرئيسة المقررة	أبركان فريدة
المستشار	عنصر صالح
المستشار	نعلوي عيسى
المستشار	بوفرشة مسعود
المستشار	عبد المالك عبد النور
المستشار	مسعودي حسين
المستشارة	حزولي أم الخير

بحضور السيد/ مختاري عبد الحفيظ مساعد محافظ الدولة والسيد/ فراوسي فريد أمين الضبط.

أمين الضبط

الرئيسة المقررة

مجلس الدولة
 الغرفة : الخامسة
 رقم القرار : 204658
 تاريخ الجلسة : 2000/07/10

محاماة -التسجيل في جدول منظمة المحامين
 شهادة الليسانس في الحقوق من جامعة التعليم المتواصل (لا)
 حقوق مكتسبة (لا)

و عليه :

حيث يتبين من الملف و من عريضة الإستئناف أن المستأنفة من خريجات جامعة التكوين المتواصل و متحصلة على شهادة الكفاءة المهنية لممارسة مهنة المحاماة نورة جوان 1996 و عليه تقدمت لمنظمة المحامين بملف لتسجيلها في جدول المحامين المتربصين و بعد إتباع الإجراءات المطلوبة تم تعيين مقرر الذي قدم تقريرا إيجابيا فيما يخص قبولها و هي تمارس مهنة محامية متربصة تحت إشراف محامي معين من قبل النقابة في إنتظار أداء اليمين لكن و رغم تعيين دفعة أدت اليمين أن العارضة لم تتحصل على تسجيلها و عليه وجهت إندارا للمستأنف عليها بتاريخ 1997/04/02 لتوفرها على كل الشروط القانونية إلا أنه بلغ لها بتاريخ 30 مارس 1997 أنه يتعين عليها إحضار شهادة معادلة الليسانس صادرة عن جامعة التكوين المتواصل.

حيث أنها رفعت دعوى أمام الغرفة الإدارية بمجلس قضاء الجزائر و تمسك بأن شهادة المطابقة غير موجودة و أن شهادتها هي شهادة الليسانس و هذا طبقا للقرار الوزاري الصادر عن وزير الجامعات بتاريخ 1991/05/28 رقم 284 مما يجعل قرار النقابة باطلا و يجعل طلبها مؤسسا علما أنها لا تمارس أي عمل مدفوع الأجرة طبقا لما نص عليه قانون المحاماة.

حيث أن الغرفة الإدارية قضت بتاريخ 1997/10/07 برفض الدعوى لعدم تأسيها بالقول : أن الحصول على شهادة الكفاءة لا يكفي لتسجيل صاحبها في مهنة المحاماة. أن الشهادة الممنوحة من جامعة التكوين المتواصل لا تشكل شهادة الليسانس في الحقوق و من ثم غير مقبولة في مهنة المحاماة.

أن القرار الوزاري الصادر عن وزير التعليم العالي المحتج به لا يشكل إلا قرارا إداريا وليس شهادة معادلة التي لا يمكن أن تصدر إلا عن الهيئة المختصة بذلك.

حيث أن المستأنفة إستأنفت هذا القرار و تتمسك بدفوعها السابقة و تعيب على القرار
المستأنف :

1. أن المدة القانونية للدراسات هي ثمانية فصول و هذا مطابق للمدة المحددة بالنسبة للجامعة بموجب المرسوم 222/71 و ليست ستة فصول كما جاء به القرار المستأنف.
 2. أن شروط الدخول لجامعة التكوين المتواصل محددة طبقا للقرار الوزاري الصادر بتاريخ 1991/05/14 رقم 168 و أن كثيرا من الأساتذة الجامعيين و القضاة دخلوا إليها دون الحصول على شهادة البكالوريا.
 3. أن الشهادة الممنوحة للعارضه هي شهادة الليسانس في الحقوق حازت عليها بعد أربع سنوات من الدراسة من السلطة الإدارية المختصة بالتعليم العالي.
 4. أن شهادة الليسانس في الحقوق المسلمة هي شهادة جامعية معادلة لشهادة الليسانس سواء من حيث الوحدات المدرسة أو المدة الدراسية و أن القرار الوزاري الصادر بتاريخ 1991/05/28 الذي يتضمن معادلتها مع شهادات التعليم العالي المختلفة و معترف بها من طرف مختلف الإدارات العمومية و أصبحت بموجب منشور وزاري تعطي أحقية المشاركة في المسابقات ما بعد التدرج (ماجستير).
 5. أنه سمح لها التسجيل في كلية الحقوق لتحضير شهادة الكفاءة المهنية للمحاماة المنصوص عليها بقانون المحاماة و المرسوم رقم 91-22 المؤرخ في 1991/07/14.
 6. أن القرار المستأنف خرق المبدأ الدستوري المتمثل في مساواة المواطنين أمام المرافق العامة لأنه قبل بعض المترشحين ورفض البعض الآخر.
 7. أن طلب المستأنف عليها بمعادلة شهادة المستأنف جاء خرقا للمادة 09 من قانون المحاماة التي تشترط المعادلة لليسانس الشريعة فقط.
 8. أن قضاة الموضوع خرقوا القانون لما ألزموا بمعادلة شهادة العارضة طبقا للمرسوم المؤرخ في 1971/06/30 الذي يحصر المعادلة في الشهادات الأجنبية فقط.
 9. أنه يتبين مما سبق أن الشهادات المسلمة من المرافق التابعة لوزارة التعليم العالي هي شهادات جامعية لها قيمة ذاتية و لا تحتاج إلى معادلات فردية و من ثم يتعيين إلغاء القرار المستأنف و الفصل من جديد بإلغاء القرار الصادر عن المنظمة الجهوية للمحاماة.
- حيث أنه يستخلص من دراسة عناصر الملف أن النزاع القائم بين الأطراف يتضمن القيمة العلمية للشهادة الممنوحة للمستأنف من طرف جامعة التكوين المتواصل و من ثم يتضمن فرعا تقدير قانونية مقرر وزير الجامعات المتضمن المعادلة فيما بين الشهادات الممنوحة من طرف الجامعة الجزائية.

عن مدى المشروعية

حيث أن جامعة التكوين المتواصل أنشأت بهدف ترقية تكوين المواطن.

حيث أن إنعدام التحديد القانوني أو التنظيمي للشهادات التي كان من الممكن أن تمنحها فإنه و بناء على طلب مديريةية الوظيفة العمومي فإن وزير الجامعات قرر بموجب المقرر المؤرخ

في 28/05/1991 تحت رقم 284 : " أن الشهادات الممنوحة من طرف جامعة التكوين المتواصل طبقا للمراسيم التي تنظم الدراسات بهدف التحصل على شهادات جامعية لها نفس القيمة التربوية والعلمية والقانونية التي تميز تلك الممنوحة من طرف الجامعات الجزائرية".

حيث أنه من الثابت أن النظام الجامعي الجزائري كرس مبدأ المعادلة بين الشهادات الجزائرية و الشهادات الأجنبية فقط منشأة بهذا الغرض اللجنة الوطنية للمعادلات بموجب المرسوم رقم 189/71 المؤرخ في 30/06/1991 و بهذا فإنه قد أقصى المعادلة فيما بين الشهادات الجزائرية التي يستلزم تحديدها و وجوبها بموجب نص تنظيمي (مرسوم تنفيذي) كما هو الحال بالنسبة إلى كل الشهادات الموجودة لاسيما :

شهادة الليسانس في الحقوق : المرسوم التنفيذي رقم 71/222 المؤرخ في 25/08/1971.

شهادة الدراسات الجامعية التطبيقية بمؤسسات التعليم العالي : المرسوم التنفيذي رقم 90/219 المؤرخ في 21/07/1990.

حيث أنه في هذه الظروف فإنه ليس من إختصاص لا القاضي الإداري و لا وزير الجامعات تقدير القيمة العلمية لمدة التعليم العالي و تحديد الشهادة التي تتوجها.

حيث أنه في قضية الحال فإنه كان من صلاحيات وزير الجامعات تطبيقا للمادة 02 من المرسوم التنفيذي رقم 115/91 المؤرخ في 27/04/1991 و لا يزال من صلاحيات وزير التعليم العالي تطبيقا للمرسوم رقم 260/94 المؤرخ في 27/08/1994 أن يبادر بمرسوم تنفيذي يتضمن تحديد طبيعة الشهادات المتوجة للدراسات المتابعة في الجامعة في إطار روح القانون الأساسي لجامعة التكوين المتواصل و في إطار سياسة الحكومة.

حيث أنه عندما قرر وزير الجامعات إداريا عن طريق القياس معادلة الشهادات الممنوحة من طرف جامعة التكوين المتواصل مع الشهادات الممنوحة من طرف الجامعات العادية فإنه قد إتخذ بذلك مقرا غير مؤسس قانونا و ليس من شأنه بالتالي أن ينشئ ما عدا الحقوق المكتسبة - أوضاعا محمية قانونا.

- و أنه يستخلص أنه كون الشهادة الممنوحة للمستأنفة شهادة ليسانس في الحقوق إشارة إلى المرسوم المؤرخ في 25/08/1971 المتعلق بالليسانس في الحقوق فهي غير مؤسدة قانونا و لا يمكن للمستأنفة أن تحتج بها لتتصل على تسجيلها في قائمة منظمة المحامين.

عن الحقوق المكتسبة

حيث أن المستأنفة تمسكت بأنه يجب أن تستفيد من حقوق مكتسبة بفعل تحصلها على شهادة الكفاءة المهنية للمحاماة و من إتمام التربص المهني و بالتالي فإنه كان من المفروض أن تستفيد بالضرورة من تسجيلها في قائمة منظمة المحامين.

حيث أنه من الثابت أن المستأنف عليه رفض تسجيل المستأنفة في قائمة منظمة المحامين و بالتالي لم يسمح لها بممارسة مهنة المحاماة.

حيث أنه في هذه الظروف فإنه لا يمكن للمستأنفة أن تحتج بالحقوق المكتسبة، فهذه الأخيرة لا يمكن أن تترتب في قضية الحال ، إلا عن الممارسة الفعلية للمهنة تبعا للتسجيل غير المنازع فيه في قائمة منظمة المحامين و هو ليس الحال هنا ، مما يتعين القول بأن هذا الوجه غير مؤسس.

حيث أنه يتعين في هذه الظروف القول بأنه برفض طلب المستأنفة الرامي إلى تسجيلها في قائمة منظمة المحامين بالجزائر فإن قضاء الدرجة الأولى برروا قرارهم تبريرا قانونيا و بالتالي يتعين تأييد القرار المستأنف.

لهذه الأسباب

إن مجلس الدولة :

فصلا في الإستئناف علنيا و حضوريا.

في الشكل : بقبول الإستئناف.

في الموضوع : بتأييد القرار المستأنف.

ترك المصاريف القضائية على المستأنف عليه .

بذا صدر القرار و وقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ العاشر من شهر
جويلية من سنة ألفين من قبل مجلس الدولة المتركب من السادة :

الرئيس المقرر

أحمد بليل

المستشار

زيتوني عمارة

المستشار

عنصر صالح

بحضور السيد / محمد قطوش محافظ الولاية و بمساعدة السيد/ لحرش عبد القادر أمين
الضبط.

أمين الضبط

الرئيس المقرر

مجلس الدولة

الغرفة : الخامسة

رقم القرار : 003405/209365/208766

تاريخ الجلسة : 2001/01/30

تنازل عن أملاك الدولة -

محل تجاري- المالك أجنبي غائب - تطبيق المادتين

109 و 111 من قانون الأسرة - تطبيق قانون وطن الغائب ، إهمال

القاعدة التجارية - فقدان الزبائن-

فقدان القاعدة التجارية.. حق المالك في إسترجاع محله.

وعليه :

حيث يتبين من الملف أن المستأنف عليهم قاموا برفع دعوى ضد المستأنفين أمام الغرفة الإدارية لمجلس قضاء الجزائر من أجل إلغاء قرار لجنة الطعون الولائية التي رفضت طعنهم المرفوع ضد قرار لجنة الدائرة التي باعت إلى المستأنف المحل التجاري الكائن ب 18 نهج ديدوش مراد.

حيث أن المجلس قضى بإلغاء القرارين الصادرين عن لجنة الدائرة ولجنة الطعون الولائية بسبب أن شركة (ش) المنشأة في سنة 1950 قد قامت بكراء المحل المتنازع من أجله وبسبب أن واحدا من الشركاء قد وهب أملاكه إلى زوجته المستأنفة الحالية وكذا بسبب أن المستأنفين والي ولاية الجزائر ومدير الترقية والتسيير العقاري لم يثبتا إدماج المحل في أملاك الدولة وكان عليهما أن يقوما بتطبيق إجراءات المواد 109 و 111 من قانون الأسرة والمتعلقة بالغائبين وهذا قبل بيع المحل المتنازع من أجله .

حيث أن المستأنفين دفعوا بعدم قبول الدعوى تطبقا للمادة 459 من قانون الإجراءات المدنية وكذا المواد 34 و 35 من القانون رقم 01/81 المؤرخ في 1981/02/07 والمتعلق بالتنازل عن أملاك الدولة وإحتياطيا في الموضوع رفض الدعوى لعدم التأسيس.

حيث أنه من جهة أخرى أن المستأنف (م ، ع) كان قد قام برفع معارضة ضد القرار المستأنف رفضت بموجب القرار الصادر عن الغرفة الإدارية لنفس المجلس بتاريخ 1999/10/05 الذي صادق على القرار الأول.

أنه إستأنف هذا القرار وانظمت إلى إستئنافه المدعية (ش ، ز) كمتدخلة في الخصام.

حيث أنه في هذه الحالة يتعين ضم هذا الإستئناف (رقم 003405) إلى الإستئنافين رقم 208766 ورقم 209365 المرفوعين من طرف والي ولاية الجزائر ومدير ديوان الترقية والتسيير العقاري لدائرة سيدي أحمد.

من حيث الشكل :عن صفة المستأنف عليهم :

حيث أنه من الثابت أن جميع المستأنفين يدفعون بعدم صفة المستأنف عليهم بسبب : أن الشركة ذات المسؤولية المحدودة متكونة من شريكين اثنين على الأقل كانت مستأجرة للمحل المتنازع من أجل وأنه كان ينبغي أن ترفع الدعوى من طرف مسيرها وليس من طرف ورثة أحد الشركاء الذين دفعوا بهبة قام بها هذا الأخير لزوجته.

حيث أنه من الثابت أن الشركة ذات المسؤولية المحدودة شخص معنوي تخضع للقانون الخاص لا تسير إلا عن طريق ممثلها أي مسير أو مسيرها.

أنه لا يجوز لورثة شريك واحد أن يقيم بأعمال باسم الشركة للدفاع عن حقوق شريك آخر بما أن أملاك هذا الأخير تختلف قانونا عن حقوق الشركة.

وأنه وبما أن المستأنف عليها لم تثبت صفتها كممثلة للشركة أنه لا يجوز لها بصفتها أرملة أحد الشركاء الدفاع عن حقوق الشركة مما يتعين القول أنها غير ذي صفة للقيام بالدعوى مما يتعين إلغاء قرار القاضي الدرجة الأولى الذي لم يقدر الوضعية القانونية تقديرا سليما والذي لم يثبت من جهة أخرى صفة المستأنف عليهم الآخرين.

عن عدم قبول الدعوى بسبب أنها خارج الأجل :

حيث أن المستأنفين يدفعون بأن المستأنف عليهم رفعوا طعنهم أمام لجنة الطعون الولائية بتاريخ 1996/06/12 من أجل إلغاء قرار لجنة الدائرة وأنها رفضت طعنهم بقرار صادر بتاريخ 1996/11/11 ولم يقوموا برفع الدعوى إلا بتاريخ 1997/03/15 أي بعد تسعة أشهر خارج الأجل القانوني (شهرين) المحدد بأمدنين 34 و35 من القانون 81-01 المؤرخ في 1981/02/07.

حيث أن المستأنف عليهم يدفعون بأن هذا الطلب يعتبر طلبا جديدا مقدما لأول مرة أمام مجلس الدولة.

ولكن حيث أن أجل الطعون من النظام العام يمكن الدفع بها في أي مرحلة من الإجراءات مما يتبين هذه الأسباب ملاحظة خرق أحكام المواد 34 و35 من القانون المذكور أعلاه والقول أن دفع المستأنفين مؤسس.

ومن باب التوسع في الشرح القانوني :

1/- عن تطبيق أحكام المواد 109 إلى 111 من قانون الأسرة : حيث أنه يتبين أن القرار المستأنف إرتكز في تسيبه على تطبيق المواد 109 إلى 111 من قانون الأسرة والمتعلقة بالغائب موضحا بأنه كان على المستأنفين تطبيق هذه الإجراءات.

ولكن حيث أنه طبقا للمادة 15 من قانون الإجراءات المدنية المتعلقة بالغائب ينبغي تطبيق قانون وطن الغائب بما أن مورث المستأنفين هو شخص أجنبي أن تلك الأحكام غير قابلة للتطبيق إتجاهه مما يتعين القول أن تلغضي الدرجة الأولى قد أخطأ لما طبق إجراءات قانون الأسرة الجزائري في قضية الحال.

2/- عن القاعدة التجارية :

حيث أنه من الثابت أن المستأنف عليهم رفعوا الدعوى الحالية الرامية إلى إبطال عقد بيع المحل التجاري بسبب أنهم مالكين القاعدة التجارية وبهذا لهم الأسبقية في شراء الجدران. ولكن حيث أنه إذا كانت القاعدة التجارية تنشأ من خلال النشاط في فترة معينة فإنها تفقد أيضا بسبب عدم النشاط الذي يجر فقدان الزبائن.

حيث أنه في قضية الحال ثابت أن الشركاء غادروا التراب الوطني وأن المحل التجاري كان مهملًا رغم الإنذارات الموجهة لهم من طرف إدارة الضرائب ومصالح الكهرباء والغاز ومن طرف مالك المحل.

حيث أن هذا الإهمال أدى إلى فقدان الزبائن وأدى بهذه الحالة إلى فقدان القاعدة التجارية ولم يعد بإمكان المستأنف عليهم الإدعاء بها طبقا للقانون وطبقا لما استقر عليه إجتهد المحكمة العليا.

عن المحل التجاري :

حيث أنه من الثابت أن إهمال المحل التجاري أدى إلى فقدان القاعدة التجارية وأنه يعتبر خرقا للعلاقات التعاقدية مع مالك المحل الذي أصبح محقا بإسترجاع ملكه و التصرف فيه. وأنه وفي هذه الحالة إذا كان المستأجر قد لاحظ خطأ في فسخ عقد الكراء يصبح محقا في تعويضات عن الضرر اللاحق به. وأنه ولهذه الأسباب يتعين إلغاء القرارات المستأنفين بدون التطرق للدفع الأخرى المثارة.

لهذه الأسباب

إن مجلس الدولة :

فصلا في قضايا الإستئناف علنيا وحضوريا :

يقضي بما يلي :

في الشكل : التصريح بقبول الإستئنافات المقامة :

من طرف والي ولاية الجزائر تحت رقم 208766.

من طرف مدير الترقية والتسيير العقاري لدائرة سيدي امحمد تحت رقم 209365.

من طرف (م ع) تحت رقم 003405.

التصريح بقبول تدخل للمدعية (ش ، ز) في القضية رقم 003405.

في الموضوع: ضم القضيتين رقم 3405 ورقم 209365 إلى القضية رقم 208766.

إلغاء القرارات الصادرين عن الغرفة الإدارية لمجلس الجزائر بتاريخ 1997/09/09 وبتاريخ 1999/10/05.

وفصلا من جديد :

القضاء بعدم قبول الدعوى شكلا.

ترك المصاريف القضائية على عاتق المستأنف عليهم.

بذا صدر القرار و وقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الثلاثون من شهر
جانفي من سنة ألفين وواحد من قبل مجلس الدولة المتركب من السادة:

الرئيس	أحمد بليل
المستشار المقرر	عنصر صالح
المستشار	زيتوني عمارة
المستشار	باشن خالد

بحضور السيد محمد قطوش محافظ الدولة وبمساعدة السيد عبد القادر لحرش أمين ضبط.

الرئيس	المستشار المقرر	أمين الضبط
--------	-----------------	------------

مجلس الدولة
الغرفة الثانية
رقم القرار: 001192
تاريخ الجلسة: 2001/04/09

وظيف عمومي.

تسريح موظف - عقوبة جزائية - عقوبة تأديبية - واجب التحفظ
حتى خارج مكان العمل - استقلال الدعوى التأديبية عن الدعوى
الجزائية.

و عليه :

في الشكل :

حيث أن الإستئناف قانوني و مقبول كون القرار المستأنف لم يبلغ.

في الموضوع :

حيث و بدون الحاجة إلى فحص كافة الأوجه المثارة فإنه ينبغي على القاضي الجنائي تقدير الأخطاء بمقتضى القانون الجنائي و أن السلطة التأديبية ترجع في هذا التقدير إلى مقتضيات المصلحة العمومية تحت رقابة القاضي الإداري.

و أنه إذا كان تصرف ما يمكن وصفه خطأ من وجهة نظر الجنائية فإنه لن يكون كذلك دوماً من وجهة نظر الإدارية.

حيث و مع ذلك أنه بعد إدانة موظف من طرف القاضي الجنائي بوقائع تشكل سبب العقوبة التأديبية فإن الصحة المادية للوقائع هي من طبيعة تربط الإداري و القاضي الإداري.

حيث أنه في قضية الحال فإن العارض ثبتت إدانته بشأن المشاركة في شبكة إرهابية و أن هذه الوقائع المثبتة تفرض على الإدارة و فضلاً على أنها قابلة أن تساهم في وصف الخطأ التأديبي.

حيث بالفعل فإن المرسوم التنفيذي رقم 54/93 المؤرخ في 16/02/1993 المحدد بعض الإلتزامات الخاصة القابلة للتطبيق على الموظفين و الأعوان الإداريين و كذا عمال المؤسسات العمومية.

و الذي يشير إلى المرسوم التشريعي 02/93 المؤرخ في 06/02/1993 المتضمن تمديد فترة الحالة الإستعجالية يلقي على عاتق الموظف الإلتزامات بالتحفظ بخصوص الجدل السياسي

أو الإيدولوجي و هذا الإلتزام حتى خارج العمل يمنعه من القيام بأي تصرف أو سلوك لا يليق بوظيفته.

حيث أن عدم إحترام هذا الإلتزام يشكل خطأ مهنيا جسيما يمكن أن يؤدي إلى العزل. وأنه بالتالي فالعارض ليس محقا للتمسك بأن الإدارة أخطأت في وصفها لوقائع القضية. حيث و أخيرا فإنه خلافا لادعاءات المعارض فإن رأي اللجنة التأديبية قد طلب و صدق عليه بموجب قرار التصريح.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة :

في الشكل : - قبول الإستئناف.

في الموضوع : - بتأييد القرار المستأنف.

- بالحكم على المستأنف بالمصاريف القضائية.

بدا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ : التاسع من شهر أفريل من سنة ألفين و واحد من قبل الغرفة الثانية بمجلس الدولة المتشكلة من السادة :

الرئيسة المقررة	أبركان فريدة
رئيسة قسم	بوعروج فريدة
رئيس قسم	بوفرشة مسعود
رئيس قسم	عبد المالك عبد النور
المستشار	مسعودي حسين
المستشار	لعللوي عيسى
المستشارة	حرزلي أم الخير

بحضور السيد/ بوالصوف موسى مساعد محافظ الدولة و بمساعدة السيد /بوزيد عمر أمين الضبط

أمين الضبط

الرئيسة المقررة

مجلس الدولة
 الغرفة: الثانية
 رقم القرار: 000220
 تاريخ الجلسة: 2001/05/07

المحيط الأمني لأنابيب نقل البترول والغاز المميع – (مرسوم 1984).
 بناء على المحيط.
 دعوى شركة نافتال المرفوعة على والي سكيكدة.
 دعوى إبطال (لا).
 دعوى قضاء كامل (نعم).
 الغرفة الإدارية بمجلس قضاء سكيكدة مختصة (نعم).

و عليه :

في الشكل :

حيث وقع الاستئناف ضمن الأجل القانونية فهو مقبول شكلا.

في الموضوع:

حيث أن المستأنفة في إطار نشاطاتها أعدت أنابيب لنقل البترول والغاز المميع تمر من ولاية الجزائر ومن ولاية وهران ومن ولاية سكيكدة وقسنطينة حيث على إثر خطورة هذه الأنابيب صدر مرسوم 105/84 المؤرخ في 12/05/1984 حدد المحيط الأمني لكل التجهيزات والهيكل التي يمثل فيها أي نشاط أخطار أو عراقيل تسييرها أو لأمنها ويخضع كل نشاط فيه إلى تنظيمات محددة حيث حدد القرار المؤرخ في 15/01/1986 المحيط الأمني الخاص بها وكلف الوالي بتنفيذه.

حيث أن السلطات المحلية لولاية سكيكدة رخصت للخواص إنجاز بنايات فوضوية فوق المحيط الأرضي لهذه الأنابيب.

حيث على إثر ذلك أخطرت المستأنفة وزير الداخلية و وزير الطاقة ورئيس البلدية.

حيث وجه وزير الداخلية تعليمة إلى الولاية بتاريخ 10/03/1999 بالتمس منهم إتخاذ التدابير اللازمة لحل المشكل وتحويل شاغلي المباني المخالفة لنظام المحيط الأمني.

حيث نتيجة لعدم اتخاذ أي تدبير من طرف والي سكيكدة رفعت المستأنفة دعوى ضد والي ولاية سكيكدة أمام الغرفة الإدارية لدى مجلس قضاء قسنطينة التي أصدرت قرارها المستأنف القاضي بعدم الإختصاص المحلي.

حيث أن الطعن لا يتعلق بإلغاء قرار والي مما يستوجب أن يكون الإختصاص لمجلس قسنطينة إنما يتعلق بالزام والي إتخاذ تدابير أمنية وأن هذا النوع من النزاع يمكن رفعه أمام مجلس قضاء سكيكدة الذي هو المختص محليا في مثل هذا النزاع مما يجعل القرار المستأنف قد أصاب ويستلزم تأييده.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة:

في الشكل:

قبول الإستئناف.

في الموضوع:

المصادقة على القرار المستأنف.

المصاريف القضائية على المستأنفة.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ السابع من شهر ماي من سنة ألفين وواحد من قبل الغرفة الثانية بمجلس الدولة المتشكلة من السادة:

الرئيسة	أبركان فريدة
المستشار المقرر	لعلوي عيسى
رئيس قسم	بوفرشة مسعود
رئيسة قسم	بوعروج فريدة
رئيس قسم	عبد المالك عبد النور
المستشار	مسعودي حسين
المستشارة	حزرلي أم الخير

بحضور السيد/ بوالصوف موسى مساعد محافظ الدولة والسيد/ بوزيد عمر أمين الضبط.

أمين الضبط

المستشار المقرر

الرئيسة

مجلس الدولة
 الغرفة : الثانية
 رقم القرار : 001190
 تاريخ الجلسة : 2001/06/11

الدعوى الضريبية :

- المادتان 334 و 337 من قانون الضرائب المباشرة
 أجل الدعوى الضريبية (08) أشهر ما بين تاريخ تقديم
 الطعن المسبق و الطعن القضائي.
 رفعها بعد إنقضاء هذا الأجل يؤدي إلى عدم القبول.
 دمع العريضة : المادة 344 من قانون الضرائب
 المباشرة.
 وجوب دمع العريضة المقدمة أمام قضاة الدرجة الأولى
 و أمام الاستئناف تحت طائلة عدم القبول.

و عليه :

- في الشكل :

حيث يتبين من أوراق ملف الاستئناف أن القرار المستأنف لم يتم تبليغه مما يجعل
 الاستئناف وقع ضمن الأجال القانونية لذا فهو مقبول شكلا.

- في الموضوع :

حيث بعد أن فرضت على المستأنف ضريبة قدم طعنا مسبقا لإدارة الضرائب إستلمته
 مديرية الضرائب بتاريخ 1997/06/23.

حيث أن المستأنف لم يقدم طعنه القضائي إلا بتاريخ 1998/09/06 أي بعد مرور مدة 10
 أشهر من تاريخ تقديمه للنظام المسبق الإداري بينما أحكام المواد 334 و 337 تشترط أن لا
 تتجاوز المدة 8 أشهر ما بين تاريخ تقديم الطعن المسبق و الطعن القضائي مما يجعل دعوى
 المستأنف غير مقبولة و قد أصاب المجلس في قراره.

حيث أنه بالإضافة إلى ذلك فإن عريضة الدعوى الأولى أمام قضاة الدرجة الأولى و حتى أمام الإستئناف لم تكن مدموغة وفقا لأحكام المادة 344 من قانون الضرائب مما يستوجب رفضها شكلا.

حيث إن من خسر الدعوى يتحمل مصاريفها.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة :

في الشكل : - قبول الإستئناف.

في الموضوع : - إلغاء القرار المستأنف و القضاء من جديد برفض الدعوى شكلا طبقا لأحكام المادة 344 من قانون الضرائب.

- و المصاريف القضائية على عاتق المستأنف.

بدأ صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الحادي عشر من شهر جوان من سنة ألفين وواحد من قبل الغرفة الثانية بمجلس الدولة ، المتشكلة من السادة :

الرئيسة	أبركان فريدة
المستشار المقرر	لعلوي عيسى
رئيس قسم	عبد المالك عبد النور
رئيسة قسم	بوعروج فريدة
رئيس قسم	بوفرشة مسعود
المستشار	مسعودي حسين
المستشارة	حرزلي أم الخير

بحضور / السيد بوالصوف موسى مساعد محافظ الدولة وبمساعدة السيد /بوزيد عمر أمين الضبط.

أمين الضبط

المستشار المقرر

الرئيسة

مجلس الدولة
الغرفة: الأولى.
رقم القرار: 002457.
جلسة: 2001/07/09.

الثورة الزراعية
مستأجر أرض فلاحية - تأميم الأرض -
إسترجاع الأرض (لا)

و عليه :

في الشكل: حيث لا يوجد بالملف ما يفيد أن القرار المستأنف تم تبليغه مما يتعين هكذا قبول الإستئناف شكلا.

في الموضوع: حيث أن الإستئناف الحالي يهدف إلى إلغاء القرارين المؤرخين على التوالي في 1998/01/05 و 1999/02/22 والفصل من جديد الحكم برفض الدعوى.

حيث بالرجوع إلى مستندات ملف الدعوى يظهر منها أنه بموجب عقد توثيقي حرر بتاريخ 1950/09/12 أجرت الشركة الفلاحية المسماة " الشركة الجزائرية " الكائن مقرها الإجتماعي بباريس ولمدة سنة غير قابلة للتجديد ضمنا قطعة أرض فلاحية تعود ملكيتها إليها والكاتنة ببلدية ريني (حاليا عين مخلوف) بالمكان المسمى بن جودي رقم 07 بمساحة 106 هكتار و 36 آر و 80 سنتييار إلى كل من ع ل، ع ا، ع ع و ع ص هذا الأخير مورث المستأنف عليهم.

وليس هناك بملف النزاع ما يثبت أن هذه الشركة المالكة قد جددت الإيجار صراحة.
حيث أن المرسوم 63 86 الصادر بتاريخ 1963/03/09 قد فصل في مسألة هذه الأراضي الواقعة تحت حماية الدولة هذا فضلا عن المادة 2 / 2 من المرسوم 119/96 الصادر

في 1996/04/06 والتي اعتمدها القرار بدعوى أن المعارض ضدهم ورثة عجول لهم أحقية طلب استرجاعها.

لكن حيث أن مبدأ إسترجاع الأراضي الفلاحية لأصحابها الأصليين قد تم اعتماده بنص المادة 76 من القانون 25/90 المؤرخ في 18 نوفمبر 1990 المتضمن التوجيه العقاري بالنسبة للأراضي التي كانت محل تأميم في إطار تطبيق أحكام الأمر رقم 73/71 المتعلق بالثورة الزراعية ثم إمتد مجال تطبيق هذا المبدأ إلى الأراضي التي كانت محل وضع تحت حماية الدولة بموجب المرسوم رقم 63 168 المؤرخ في 09/05/1963 وكان ذلك إثر صدور الأمر رقم 95 26 المؤرخ في 25/09/1995 المعدل والمتمم لقانون التوجيه العقاري المذكور أعلاه والتي أشارت المادة 15 منه بأنه ترجع نهائيا كل الأراضي الموضوعة تحت حماية الدولة لملاكها الأصليين.

وحيث بمفهوم وبقراءة جيدة لهذه النصوص فإن حق الإسترجاع حددته المادتان 76 و 15 من القانون رقم 25 90 والأمر رقم 26 95 بوضع شروط معينة لتطبيقه منها أن يكون المعني بالأمر مالك أصلي للأرض محل الإسترجاع أو نوي حقوقه إلا أن هذا الشرط الجوهرى أغفله المجلس إذ أن فريق ع ليسوا مالكين طالما ثابت أن مورثهم كان مستأجرا وليس مالكا هذا فضلا على أن المرسوم التنفيذي رقم 96 119 المؤرخ في 06/04/1996 المحدد لكيفيات تطبيق المادة 11 من الأمر رقم 26 95 أوجبت المادة الثانية إرفاق بملف الإسترجاع مجموعة من الوثائق الأساسية والعامّة وهي عقد الملكية للأرض وقرار وضع الأرض تحت حماية الدولة وهو الشيء الذي لم يستطع الورثة إثباته أمام اللجنة الولائية المكلفة بعملية الإسترجاع لعدم توفر مثل هذه المستندات وهذا ما يجعل المستأنف عليهم يلجأون إلى القضاء للمطالبة بهذه الأملاك مع أن شروط استرجاعها غير متوفرة لديهم.

وحيث بالرجوع إلى حيثيات القرار يتضح منها أن القضاة إعتدوا في تسببيهم على حيثية وحيدة جاء فيها بأنه تطبيقا لأحكام المادة الثانية من المرسوم التنفيذي رقم 96 119 المؤرخ في 06/04/1996 فإن المعارض ضدهم ورثة عجول لهم أحقية استغلال الأرض المتنازع عليها ولهم أحقية طلب استرجاعها.

لكن حيث بالإطلاع على مضمون هذه المادة فهي تتعلق ببيان الوثائق الإدارية الواجب إرفاقها بملف رد الأرض الفلاحية بعدها يتحقق حق الإسترجاع إذا توفرت الشروط القانونية وبالتالي فالقرار المستأنف خالف تطبيق القانون وبالتبعية القرار المعارض فيه.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة : حضوريا علانيا :

في الشكل: قبول الإستئناف شكلا.

في الموضوع: إلغاء القرارين المؤرخين في 05/01/1998 و 22/02/1999 وفصلا من جنيد برفض الدعوى لعدم التأسيس.

والمصاريف القضائية على عاتق المستأنف عليهم.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ التاسع من شهر
جويلية من سنة ألفين و واحد من قبل الغرفة الأولى بمجلس الدولة المشكّلة من السادة :

الرئيس	كروغلي مقداد
المستشار المقرر	بن عبيد الوردي
المستشارة	لعروسي فريدة
المستشار	فنيش كمال
المستشارة	ميمون رتيبة

بحضور السيد/ بوالصوف موسى مساعد محافظ الدولة و بمساعدة السيد/ بوبترة وليد أمين
الضبط.

أمين الضبط

المستشار المقرر

الرئيس

مجلس الدولة

الغرفة: الثانية

رقم القرار: 003535

تاريخ الجلسة: 2001/07/09

مستثمرة فلاحية

تنازل عن حق الإنتفاع لتعاونية عقارية - عمل غير قانوني -
إسقاط الحق في العضوية قضائيا (نعم)

وعليه :

في الشكل:

حيث أنه لم يرد في الملف أي أثر لتبليغ قانوني للقرار المستأنف وأنه في غياب تبليغ قانوني يتعين إعتبار الإستئناف المسجل في 24/10/1999 مقبول.

في الموضوع:

حيث أنه يستخلص من الوثائق والمستندات المودعة في الملف أن المستأنف استفاد من منحه قطعة أرض فلاحية ذات مساحة 1 هكتار و60 أرا على مستوى المستثمرة الفلاحية الجماعية (باهي عمر) رقم 01 بصفة شخصية وذلك بمقتضى عقد إداري مؤرخ في 03/05/1993 الذي شمر في المحافظة العقارية لوهران بتاريخ 12/06/1993.

حيث أن هذا المنح تم في إطار مقتضيات القانون رقم 19/87 المؤرخ في 08/12/1987 المتضمن ضبط كيفية استغلال الأراضي الفلاحية التابعة للأمالك الوطنية وتحديد حقوق المنتجين وواجباتهم.

وأن هذا القانون ينص في مادته 6 على أن المستفيد يتمتع بحق الإنتفاع الدائم على قطعة الأرض الفلاحية التي منحت له.

وأنه ملزم باستعمال هذه القطعة الأرضية الفلاحية ولا يجب على أي حال تحويل الأراضي عن وجهتها الفلاحية وذلك تحت طائلة فقدان حقوقه (راجع المادتين 28 و38 من القانون رقم

19/87 المذكور أعلاه وكذا المرسوم 51/90 المؤرخ في 1990/02/06 المحدد لكيفيات تطبيق المادة 28 من القانون رقم 19/87 المذكور أعلاه).

حيث أنه في تاريخ 1995/11/20 قام المستأنف بالتنازل عن هذه القطعة الأرضية لصالح التعاونية العقارية (الفجر).

وأنه لا صفة للمستأنف لتحريير مثل هذا العقد لصالح تعاونية عقارية.

وأن المصالح التقنية الفلاحية عاينت أثناء الإجتماع المنعقد في 1997/10/06 أن قطعة الأرض الفلاحية المتنازل عليها كانت محل تنازل لصالح التعاونية العقارية (الفجر).

وأنه شيدت عليها بنايات غير شرعية.

وأن والي ولاية وهران وجه للمستأنف إذار طبقا لمقتضيات المادة 6 من المرسوم رقم 51/90 المؤرخ في 1990/02/06.

وأنه بتاريخ 1998/09/07 عاين محضر قضائي أنه يوجد بناية في طريق الإنجاز وأن قطعة الأرض الفلاحية المتنازع عليها مهمة.

وأنه أمام هذا الوضع رفع والي ولاية وهران دعوى أمام قضاة الدرجة الأولى للنظر في سقوط حقوق المستأنف عليه في قطعة الأرض المتنازع عليها طبقا لمقتضيات المادة 8 من المرسوم رقم 51/90 المؤرخ في 1990/02/06 المذكور أعلاه.

وأنه بالتالي أحق قضاء الدرجة الأولى عندما أصدر القرار محل هذا النزاع.

حيث أنه لا يمكن للمراسلة المؤرخة في ديسمبر 1995 والمرسلة من مدير المصالح الفلاحية لولاية وهران إلى زميله في مديرية التنظيم أن تكون لها أي تأثير على خضوع المستأنف لواجب استغلال قطعة الأرض التي منحت له وليس بإمكانه التنازل عنها لصالح تعاونية عقارية.

وأن مختلف القرارات القضائية التي يتمسك بها المستأنف لا تؤثر إطلاقا على هذه القضية.

وأنه يتعين بالتالي تأييد القرار المستأنف في كل مقتضياته.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة:

في الشكل:

بقبول الإستئناف.

في الموضوع:

بتأييد القرار المستأنف.

المصاريف القضائية على عاتق المستأنف.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ التاسع من شهر
جويلية من سنة ألفين وواحد من قبل الغرفة الأولى بمجلس الدولة المتشكلة من السادة:

الرئيس المقرر	كروغلي مقداد
رئيسة قسم	لعروسي فريدة
المستشار	فنيش كمال
المستشار	بن عبيد الوردى
المستشارة	ميمون رتيبة

بحضور السيد/ بوالصوف موسى مساعد محافظ الدولة وبمساعدة السيد/ بوبترة وليد أمين
الضبط.

أمين الضبط

الرئيس المقرر

مجلس الدولة
الغرفة : الخامسة
رقم القرار : 007988
جلسة رقم : 2001/09/11

المادتان 7 ، 7 مكرّر من قانون الإجراءات المدنية -
الإستفادة من سكن في إطار الخدمة
إيجار (لا).
القاضي الإداري مختص (نعم).

وعليه :

في الشكل :

- حيث أن الإستئناف قد إستوفى أوضاعه القانونية فهو مقبول.

في الموضوع :

- حيث أن المستأنف يدفع بعدم إختصاص الغرفة الإدارية طبقا لأحكام المادة 7 مكرر من قانون الإجراءات المدنية التي تعطي الإختصاص للمحاكم في المنازعات المتعلقة بالإيجارات الفلاحية والأماكن المعدة للسكن، غير أن موضوع دعوى الحال لا يتعلق أصلا بإيجار محل معد للسكن وإنما يتعلق بإستفادة بمسكن وظيفي مخصص لمصلحة الخدمة العمومية ولا يعتبر هذا إيجارا وبذلك يكون النزاع من إختصاص الغرفة الإدارية طبقا لأحكام المادة 7 من قانون الإجراءات المدنية مما يتعين رفض هذا الدفع.

- حيث ثبت من ملف الدعوى أن المستأنف إستفاد من المسكن الوظيفي في إطار ضرورة المصلحة الكائن بالمركز الصحي بأولاد موسى.

- حيث أنه ما دام قد تم نقل المستأنف إلى قطاع صحي أحر وهو القطاع الصحي بالروبية لتولي وظيفة أخرى فإن أحكام المادة 8 من المرسوم 89/7 المؤرخ في 1989/02/07 تنص على أن السكنات المخصصة لضرورة المصلحة القصوى مؤقتة ويمكن الرجوع فيها في أي وقت وأنها مرهونة بالمدة التي يزاول فيها المستفيد الوظيفة التي من أجلها تحصل على المسكن وبإنتهاء هذه الوظيفة ينتهي حق الإستفادة والإمتياز وبالتالي فإن نقل المستأنف من الوظيفة التي بررت إستفادته لم يبق له الحق في البقاء في المسكن مما يتعين تأييد الأمر المستأنف.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة :

في الشكل : قبول الإستئناف.

في الموضوع : المصادقة على الأمر المستأنف.

- المصاريف على المستأنف.

بدأ صدر القرار و وقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الحادي عشر من شهر سبتمبر من سنة ألفين و واحد من قبل مجلس الدولة والمتركب من السادة :

الرئيسة	أبركان فريدة
مستشار دولة مقرر	لعلوي عيسى
مستشار دولة	زيتوني عمارة
مستشار دولة	باشن خالد
مستشار دولة	عنصر صالح

بحضور السيد بن ناصر محمد محافظ الولاية وبمساعدة السيد/ عمر بوزيد أمين الضبط.

أمين الضبط

مستشار دولة مقرر

الرئيسة

مجلس الدولة
 الغرفة : الخامسة
 رقم القرار : 154844
 تاريخ الجلسة : 2001/09/11

ثورة زراعية - توجيه عقاري - إسترجاع الملاك
 الأصليين أراضيهم - نزاع بين المستفيدين والملاك
 الأصليين - التعويض عن المنشآت الأساسية
 والتجهيزات - الدولة لا تتحمل التعويض - المادة
 77 من القانون 25-90 انعدام الطابع الإداري
 للنزاع. عدم اختصاص القاضي الإداري.

وعليه :

من حيث الشكل :

حيث أن البلدية تدفع أنها لم تبلغ بالقرار المستأنف فيه وأن وثائق الملف لا تثبت العكس.
 ولذا يتعين القول أن الإستئناف مقبول شكلا.

من حيث الموضوع :

حيث أن القانون رقم 25/90 المتضمن التوجيه العقاري يجعل في مادته 77 التعويض على
 عائق الملاك الأصليين الراغبين في إسترداد أراضيهم المؤممة سابقا في إطار الثورة
 الزراعية.

حيث أن الغرفة الإدارية بمجلس قضاء باتنة أصدرت قرارا تجعل فيه التعويض على عائق
 بلدية بومقر وفريق (ب).

حيث أن البلدية جاءت باستئنافها هذا طالبة إخراجها من الخصام.

حيث أنه ولهذه الأسباب كلها يتضح أن الغرفة الإدارية لمجلس قضاء باتنة قد أخطأت تماما
 لما قضت على البلدية بتعويض جزئي إذ أن المادة 77 من القانون رقم 25-90 المؤرخ في 18
 نوفمبر 1990 المتضمن التوجيه العقاري - التي تنص على أنه يمكن لصاحب المنشآت
 الأساسية والأغراس والتجهيزات التي أنجزت منذ تأميم الأراضي المعنية بأحكام المادة 75 من
 نفس القانون أن يتنازل عنها للملاك الأصليين بمقابل مالي- يتضح أن البلدية خارجة تماما عن
 الخصام القائم.

وبهذا فإن القضية تصبح متعلقة بين المستفيدين السابقين والملاك الأصليين إذ أن البلدية ليس لها دافع يرغمها بأي دفع كان ، ولذا فإنه يصح القول أن هذه القضية ليس لها أي طابع إداري وبهذا يستوجب إخراج البلدية من الخصام.

لهذه الأسباب

إن مجلس الدولة

فصلا في قضايا الاستئناف علنيا وغيابيا بالنسبة لفريق (م)
ومن معه أي المستفيدين السابقين وحضوريا بالنسبة لفريق (ب)
يقضي :

في الشكل : بقبول الاستئناف.

في الموضوع : بإلغاء القرار المستأنف فيه الصادر عن مجلس
قضاء باتنة الغرفة الإدارية بتاريخ 1995/01/02 وبعد
التصدي من جديد الحكم بعدم الإختصاص.

بدأ صدر القرار و وقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الحادي عشر من
شهر سبتمبر من سنة ألفين و واحد من قبل مجلس الدولة المتركب من السادة /

الرئيسة	أبركان فريدة
مستشار دولة مقرر	باشن خالد
مستشار دولة	عنصر صالح
مستشار دولة	زيتوني عمارة
مستشار دولة	علاوي عيسى

بحضور السيد بن ناصر محمد محافظ الدولة وبمساعدة السيد بوزيد عمار أمين ضبط.

أمين ضبط

مستشار دولة مقرر

الرئيسة

مجلس الدولة
الغرفة الأولى
رقم القرار: 004851
تاريخ الجلسة: 2001/09/24

المادة (85) من المرسوم 63/76 المؤرخ في
1976/03/25 بإبطال حقوق ناتجة عن وثائق
مشهرة - قبول الدعوى وجوب شهر العريضة.

وعليه :

من حيث الشكل: حيث أن القرار المستأنف قد بلغ لفريق طبال قانونيا بتاريخ
2000/02/22 وأن إستئنافهم سجل بتاريخ 2000/03/25.
وأنه طبقا لمقتضيات المادة 463 من قانون الإجراءات المدنية فإن كل الأجل آجال كاملة.
وأن تبليغ القرار تم في 2000/02/22 وكان بإمكان المستأنفين تقديم إستئنافهم إلى غاية
2000/03/23.
وأنه بما أن 2000/03/23 و 2000/03/24 يومي عطلة فإن آخر يوم من الأجل لتقديم
الإستئناف ممدد إلى غاية أول يوم عمل يليه أي إلى غاية 2000/03/25.
وأن إستئناف فريق طبال من ثمة مقبول.

من حيث الموضوع : حيث انه يستخلص من المستندات والوثائق المرفقة بالملف أن فريق
ط رفعوا دعوى أمام قضاء الدرجة الأولى لطلب إبطال مقرر والي ولاية تلمسان المؤرخ في
1988/03/30 المتضمن إنشاء تعاونية فلاحية على قطعة الأرض التي يطالب بها فريق ط
وكذا العقد الإداري الصادر عن مديرية أملاك الدولة لولاية تلمسان المؤرخ في 1991/12/02
الذي سجل في 1992/02/02 وشهر على مستوى المحافظة العقارية لتلمسان بتاريخ
1992/03/28 (مجلد 2618 رقم 02).

حيث أنه لا يستخلص من عناصر الملف أن فريق ط إحترموا مقتضيات المادة 85 من
المرسوم 63/76 المؤرخ في 1976/03/25 المتعلقة بإحداث السجل العقاري لأن الدعاوي
القضائية الرامية إلى النطق بإبطال الحقوق الناتجة عن الوثائق المشهرة لا تكون مقبولة إلا في
حالة ما إذا أشهرت مسبقا طبقا للمادة 14 الفقرة 4 من الأمر رقم 74/75 المؤرخ في

1975/11/12 المتضمن إعداد مسح الأراضي العام وتأسيس السجل العقاري وإذا ثبت هذا الشهر بموجب شهادة المحافظ أو تقديم نسخة مؤشر عليها بعبارة الشهر.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة

في الشكل : قبول الإستئناف شكلاً.

في الموضوع : تأييد القرار المستأنف.

بذا صدر القرار و وقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الرابع و العشرين من شهر سبتمبر من سنة ألفين و واحد من قبل الغرفة الأولى بمجلس الدولة المتسكلة من السادة:

الرئيس المقرر	كروغلي مقداد
رئيسة قسم	لعروسي فريدة
المستشار	بن عبيد الوردي
المستشار	فنيش كمال
المستشارة	ميمون رتيبة

بحضور السيد/ بوصوف موسى مساعد(ة) محافظ الدولة وبمساعدة السيدة/ خوشان عائشة أمينة الضبط.

أمينة الضبط

الرئيس المقرر

مجلس الدولة
الغرفة : الخامسة
رقم القرار : 161579
تاريخ الجلسة : 2001/09/11

مسؤولية.
خدمة وطنية.
وفاة جندي داخل ثكنة - وفاة غير طبيعية
مسؤولية وزارة الدفاع (نعم)

و عليه :

من حيث الشكل :

حيث أن المستأنفين ينيهون أنهم لم يبلغوا بالقرار المعاد و أن دراسة وثائق الملف لا تمنح إمكانية ثبوت العكس و لذا يستوجب قبول الإستئناف.

من حيث الموضوع :

حيث أن الهالك السيد ب.م كان في إطار تأدية الخدمة الوطنية و توفي بثكنة بتلبالة بعدما كان قبل ذلك يمارس مهنة حداد و أن المحكمة العسكرية لبشار بعد التحقيق لم تتمكن معرفة الجاني و أصدرت إثره أمرا بأن لا وجه للمتابعة ضد/س بتاريخ 23 جانفي 1989 .
حيث أن عائلة الهالك تقدمت لوزارة الدفاع الوطني من أجل الحصول على المعاش و أن هذه الأخيرة أخبرتها برفضها.

و أن على إثر هذا الجواب نجأت عائلة ب.م. إلى العدالة حيث نطقت الغرفة الإدارية لمجلس قضاء بشار بعدم قبول العريضة شكلا بسبب أن الدعوى المرفوعة ضد وزارة الدفاع الوطني رفعت على غير ذي صفة باعتبار أن كل تعويض يستحق لذوي الحقوق هو من اختصاص صندوق المعاشات العسكرية الذي يتمتع بالشخصية المعنوية و الإستقلال المالي.

حيث أنه اعتمادا على طلبات المستأنفين و دراسة الملف كله يتبين أن عكس ما جاء به وزير الدفاع الوطني فإن المواد 134 و 136 من القانون المدني المثارة من طرف المستأنفين تجعل هذا الأخير مسؤولا مما حدث، أي مسؤولا عن وفاة الجندي ب.م إذ أن هذا الأخير كان خلال تأدية واجباته الوطنية تحت رقابة وزارة الدفاع الوطني و أن المكلفة برقابة الهالك لم تستطع أن تتخلص من مسؤوليتها إذ أنها لم تستطع حفظه بل لم تحصل على أي معلومة مفيدة توضح ظروف الوفاة و من هو الجاني ، إذ أمرت المحكمة العسكرية ببشار بأن لا وجه للمتابعة ضد (س).

حيث أن زيادة على ذلك فإن القانون 90-01 المؤرخ في 06 فيفري 1990 المكمل و المتمم لقانون المعاشات العسكرية المذكور أعلاه يؤكد في المادة 44 بأنه تصفى المعاشات العسكرية طبقاً لأحكام هذا القانون بقرار يصدره وزير الدفاع الوطني و يدفعها صندوق التقاعد العسكري.

حيث أنه و عملاً بالمادتين 134 و 136 من القانون المدني و بالمبدأ الموضح للحالات كهذه و المأخوذ من المادة 44 من القانون 90/01 المؤرخ في 06/02/1990 المعدل و المتمم لقانون المعاشات العسكرية السالف الذكر يتضح أن مسؤولية وزارة الدفاع الوطني ثابتة فيما يخص وفاة الشاب ب.م خلال تأدية واجباته نحو الخدمة الوطنية علماً أن وفاته وقعت في تكتة عسكرية.

لهذه الأسباب

إن مجلس الدولة :

فصلاً علنياً و حضورياً يقضي :

في الشكل : بقبول الإستئناف شكلاً.

في الموضوع : الحكم بإلغاء القرار المستأنف فيه الصادر عن مجلس قضاء بشار بتاريخ 09/05/1994 و بعد التصدي من جديد القضاء على وزير الدفاع الوطني أن يدفع لذوي حقوق مبلغ 100.000.00 دج (مائة ألف دينار جزائري) لكل من الأبوين، مقابل الضرر المادي و المعنوي و مبلغ 50.000.00 دج (خمسين ألف دينار جزائري) لكل من إخوة و أخوات الهالك مقابل الضرر المعنوي.
المصاريف القضائية على عاتق الخزينة العمومية.

بذا صدر القرار و وقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الحادي عشر من شهر سبتمبر من سنة ألفين و واحد من قبل مجلس الدولة المتركب من السادة :

الرئيس	أحمد بليل
مستشار دولة المقرر	باشن خالد
مستشار الدولة	عنصر صالح
مستشار الدولة	زيتوني عمارة
مستشار الدولة	لعلوي عيسى

بحضور السيد بن ناصر محمد محافظ الدولة و بمساعدة السيد بوزيد عمر أمين الضبط.

الرئيس مستشار الدولة المقرر أمين الضبط

مجلس الدولة
الغرفة : الخامسة
رقم القرار : 003408
تاريخ الجلسة : 2001/11/06

البناء - رخصة البناء
البناء دون رخصة - رخصة التصريف
لا تعد رخصة بناء لبلدية صلاحية
هدم البناء بدون رخصة - المرسوم التشريعي 07-94 /
المؤرخ في 1994/05/18 المتعلق بشروط الإنتاج المعماري
و ممارسة مهنة المهندس المعماري.

و عليه :

من حيث الشكل :

حيث أن الإستئناف إستوفى الشروط القانونية المحددة بقانون الإجراءات المدنية ، مما
يتعين التصريح بقبوله شكلاً.

من حيث الموضوع :

حيث يتبين من أوراق الملف أن المستأنف قام برفع دعوى قضائية ضد المستأنف عليهما
بلدية قسنطينة و و بلدية عين أسمارة ، التمس من الغرفة الإدارية لمجلس قضاء قسنطينة
إلزامهما بأدائهما له مبلغ 10.769.440.35 دج على أساس قيمة العقارات المنقولة المهذمة و
مبلغ 5.000.000.00 دج على أساس مصاريف نزع الردوم من الأرض و تعويض الضرر
المادي و المعنوي اللاحق به.

حيث أن قضاة الدرجة الأولى حكموا برفض الدعوى بسبب أن المدعي (المستأنف) ليس
مالكا للقطعة الأرضية ، أنه قام بإنجاز البناية بدون رخصة و من ثم أن عملية الهدم قانونية.

حيث أن المستأنف إستأنف هذا القرار و دفع بأنه المالك الشرعي للقطعة الأرضية ، أنه
مرخص من طرف والي ولاية قسنطينة بموجب قرار مؤرخ في 1990/04/18 و أنه و رغم
أنه أودع ملف رخصة البناء لدى المجلس الشعبي البلدي لم يرد عليه هذا الأخير و أنه يلتزم
إلغاء القرار المستأنف و الحكم لفائدته بالإستجابة إلى طلباته المحددة بالدعوى.

حيث طلب رئيس المجلس الشعبي البلدي لبلدية قسنطينة المصادقة على القرار.

حيث أن رئيس المجلس الشعبي البلدي لبلدية أسمارة طلب الإشهاد بأنه غير معني بالنزاع
و طلب إخراجه من الخصومة.

عن الدفع المثار و المتعلق بترخيص الوالي :

حيث يتبين من دراسة هذا القرار أن مديرية المنشآت و التجهيز لولاية قسنطينة رخصت للمستأنف بأن يدمج بنايته مع الطريق الوطني رقم 05 (autorisation d'alignement) و أن هذا القرار لا يعتبر بمثابة رخصة البناء كما هو ثابت في تدابير القرار المسلم للمستأنف عليه و من ثم يتعين رفض الدفع المثار و المتعلق بترخيص الوالي.

عن رخصة البناء :

حيث أنه ثابت من الملف و معارضه المستأنف أنه تلقى إعدارا من بلدية قسنطينة و أنه سبق له و أن طلب بدون جدوى من نفس البلدية منحه رخصة البناء مما يتعين القول أن البناء المشيد أنجز بدون رخصة و أنه من صلاحيات رئيس البلدية أن يقوم بهدمه طبقا لمقتضيات المرسوم التشريعي 94-07 المؤرخ في 18/05/1994 المتعلق بشروط الإنتاج المعماري مما يتعين القول أن قاضي الدرجة الأولى حكم بذلك و رفض طلبات المدعي (المستأنف) و يتعين المصادقة على حكمه دون التطرق للدفعات الأخرى.

لهذه الأسباب

إن مجلس الدولة فضلا في قضايا الإستئناف علنيا و حضوريا يقضي بما يلي:

في الشكل : بقبول الإستئناف شكلا.

في الموضوع : المصادقة على القرار المستأنف.

المصاريف القضائية على عاتق المستأنف.

بذا صدر القرار و وقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ السادس من شهر نوفمبر من سنة ألفين و واحد من قبل مجلس الدولة المتركب من السادة :

الرئيسة	أبركان فريدة
مستشار دولة مقرر	عنصر صالح
مستشار دولة	زيتوني عمارة
مستشار دولة	باشن خالد
مستشار دولة	لعلاوي عيسى

بحضور السيد / بن ناصر محمد محافظ الدولة و بمساعدة السيد/ بوزيد عمر أمين الضبط.

أمين الضبط

مستشار الدولة المقرر

الرئيسة

مجلس الدولة
الغرفة: الثانية
رقم القرار: 002871
تاريخ الجلسة: 2001/11/12

المجلس الدستوري - المادتان 73 و163 من الدستور -
الترشح للانتخابات الرئاسية - قراراته في هذا المجال تندرج
ضمن الأعمال الدستورية (نعم)
تخضع لرقابة مجلس الدولة (لا)

وعليه :

حيث تبين من الملف أن الطاعن قام برفع الدعوى الحالية ملتصقا بإلغاء القرار الصادر بتاريخ 1999/03/11 عن المجلس الدستوري المتضمن إقصاء الطاعن من الترشح للانتخابات الرئاسية في 15 أبريل 1999 على أساس:

أنه أعلن عن ترشحه للانتخابات الرئاسية المزمع إجراؤها يوم 1999/04/15، وقدم لذلك ملفه للمجلس الدستوري يتضمن جميع الوثائق المنصوص عليها في المادة 157 من قانون الانتخابات منها شهادة أربعة مجاهدين تثبت مشاركته في الثورة التحريرية كما ينص عليه القانون، غير أن المجلس الدستوري رفض ملفه على أساس أنه لم يثبت هذه المشاركة قانونا.

أنه تظلم ضد هذا القرار وفقا لأحكام المادة 275 من قانون الإجراءات المدنية ملتصقا بإبطاله لأنه صادر عن هيئة مركزية علما أن أعمال المجلس الدستوري لا تدخل ضمن أعمال السيادة.

حيث أن رئيس المجلس الدستوري أودع مذكرة جوابية يلتزم من خلالها التصريح بعدم الإختصاص مع العلم أنه سبق لمجلس الدولة أن قضى بتاريخ 1999/08/30 في قضية لها صلة بالقضية الحالية، بعدم الإختصاص.

عن إختصاص مجلس الدولة:

حيث أنه من الثابت أن الأمر يتعلق بترشح الطاعن للانتخابات الرئاسية.

حيث أنه من الثابت أن المجلس الدستوري مكلف بموجب أحكام المادة 163 من الدستور بالسهر على صحة عمليات إنتخاب رئيس الجمهورية، ومنها مراقبة الشروط المحددة في المادة 73 من الدستور وتفسيرها.

حيث أن القرارات الصادرة في هذا الإطار تتدرج ضمن الأعمال الدستورية للمجلس الدستوري والتي لا تخضع نظراً لطبيعتها لمراقبة مجلس الدولة، كما استقر عليه إجتهاده، مما يتعين التصريح بعدم إختصاصه للفصل في الطعن المرفوع.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة: فصلا في القضايا المتعلقة بالبطلان
علانيا وحضوريا.

في الشكل:

قبول الطعن شكلا.

في الموضوع:

بعدم الإختصاص النوعي.

الحكم على الطاعن بالمصاريف القضائية.

بدأ صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الثاني عشر من شهر نوفمبر من سنة ألفين وواحد من قبل الغرفة الثانية بمجلس الدولة المتمثلة من السادة:

أبركان فريدة	الرئيسة المقررة
بوعروج فريدة	رئيسة قسم
عبد المالك عبد النور	رئيس قسم
بوفرشة مسعود	رئيس قسم
لعلوي عيسى	المستشار
ليباد حليلة	المستشارة

بحضور السيد/ بوالصوف موسى مساعد محافظ الدولة وبمساعدة السيدة/ نجار زهية أمينة الضبط.

أمينة الضبط

الرئيسة المقررة

مجلس الدولة
الغرفة : الثانية
رقم القرار : 8631
تاريخ الجلسة : 2001/11/12

عقد الهيئة، عقد مدني ، إلغاؤه - الاختصاص -
القاضي الإداري (لا)
القاضي المدني (نعم)

وعليه :

في الشكل :

حيث إستوفى الإستئناف جميع الأوضاع والشروط المطلوبة لذا فهو مقبول شكلا.

في الموضوع :

حيث رفعت مديرية أملاك الدولة لولاية برج بوعرييج بتاريخ 1999/11/22 دعوى أمام الغرفة الإدارية لدى مجلس قضاء سطيف طالبة إلغاء عقد هبة محرر من طرف موثق مشهور ومسجل والزام المدعي وكل من يحل محله بإخلاء الأماكن.

حيث إستجابت الغرفة الإدارية لدى مجلس قضاء سطيف وألغت وأبطلت عقد هبة مدني صادر عن موثق بموجب القرار المستأنف حاليا مما يجعل القاضي الإداري قد تجاوز اختصاصه عندما نظر في إبطال عقد مدني ليس من إختصاصه.

حيث ثبت من أوراق ملف الدعوى أن الدعوى تتعلق بإبطال عقد هبة محرر من طرف موثق مشهور ومسجل وهو عقد مدني.

حيث أنه في هذه الحالة لا يجوز للقاضي الإداري أن ينظر في هذه الدعوى لعدم إختصاصه لكون أن الدعوى تتعلق بإبطال عقد مدني توثيقي بينما لا يتم رفع الدعوى أمام الغرفة الإدارية إلا بتطبيق الطعن في قرار أو عقد إداري صادر عن سلطة إدارية عمومية ذات صيغة إدارية ومن تم فإن العقد الذي تم إبطاله فهو عقد مدني توثيقي لا يمكن إلغاؤه إلا أمام القاضي المدني ولا يقبل الطعن فيه بالإبطال أمام القاضي الإداري مما يجعل القرار المستأنف قابل للإلغاء والتصريح بعدم إختصاص القاضي الإداري.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة :

في الشكل : قبول الإستئناف.

في الموضوع : إلغاء القرار المستأنف الصادر عن مجلس
قضاء سطيف بتاريخ 2000/12/11 والتصدي من جديد
القضاء بعدم الإختصاص.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الثاني عشر من شهر
نوفمبر من سنة ألفين وواحد من قبل الغرفة الثانية بمجلس الدولة ، المنشكلة من السادة :

الرئيسة	أبركان فريدة
المستشار المقرر	لعلوي عيسى
رئيسة قسم	بوعروج فريدة
رئيس قسم	بوفرشة مسعود
رئيس قسم	عبد المالك عبد النور
المستشارة	لياد حليلة

بحضور السيد بوالصوف موسى/ مساعد محافظ الدولة وبمساعدة السيدة نجار زهية /
أمينة الضبط.

أمينة الضبط

المستشار المقرر

الرئيس

مجلس الدولة
 الغرفة : الخامسة
 رقم القرار : 009984
 تاريخ الجلسة : 2002/02/05

بناية مهددة بالإنهيار

المرسوم رقم 91/176 المؤرخ في 1991/05/08
 بلدية تأمر ديوان الترقية والتسيير العقاري بالهدم.
 القضاء العادي مختص لتعلق النزاع بالأماكن المعدة للسكن (لا)
 القضاء الإداري مختص (نعم) وجوب قيام الإدارة
 بالإجراءات المحددة في المادة (77) من المرسوم المذكور (نعم).

و عليه :

في الشكل : حيث أن الإستئناف إستوفى الشروط القانونية المحددة بقانون الإجراءات المدنية مما يتعين التصريح بقبوله شكلا.

في الموضوع : حيث يتبين من الملف أن المستأنف عليها قامت برفع دعوى إستعجالية أمام الغرفة الإدارية لمجلس الجزائر التمسّت من خلالها أمر المستأنف بتهديم العمارة الكائنة برقم 5 شارع روبيير سو الجزائر الوسطى بسبب أن هذه العمارة أصبحت مهددة بالإنهيار ، وأن الإقامة فيها يشكل خطرا على ساكنيها.
 حيث أنه بموجب الأمر المذكور أعلاه إستجاب قاضي الإستعجال إلى طلبات المستأنف عليها.

حيث أن ديوان الترقية والتسيير العقاري إستأنف هذا الأمر ودفع بعدم إختصاص القضاء الإداري وبأنه مستعد لهدم هذه العمارة بشرط أن البلدية تقوم بالإجراءات المنصوص عليها في المادة 77 من المرسوم التنفيذي رقم 91/176 المؤرخ في 1991/05/28 ولاسيما إصدار قرار الهدم وإصدار قرار منع الإسكان وإخراج الشاغلين والتكفل بهم.
 عن الدفع المثار والمتعلق بعدم الإختصاص النوعي بسبب أن النزاع متعلق بالأماكن المعدة للسكن

حيث أنه ثابت أن النزاع قائم أصلا حول قرار بلدي متضمن هدم عمارة ولا يندرج في الإستثناء المحدد بالمادة 7 مكرر من قانون الإجراءات المدنية المتعلق بالمنازعات الخاصة بالأماكن المعدة للسكن ، مما يتعين رفض الدفع المثار وإثبات إختصاص القضاء الإداري.

حيث يتبين من الملف أنه طبقا للمادة 76 من المرسوم رقم 91/176 المؤرخ في 1991/05/28 قامت المستأنف عليها بإصدار قرار هدم البناية المتنازع من أجلها.

وحيث أنه من الثابت أن المستأنف لم ينازع هذا القرار وإنما يلتمس القضاء على البلدية أن تأمر بالإجراءات المحددة بالمادة 77 من نفس المرسوم الخاصة بضمان الأمن ، منع الإقامة بالمبنى وإخلاء الأمكنة.

حيث أنه واضح من الملف أن رئيس المجلس الشعبي البلدي لم يأخذ الإجراءات المنصوص عليها في المادة 77 من المرسوم المذكور أعلاه مكتفيا بإصدار قرار الهدم مما يتعين الإستجابة إلى طلبات المستأنف والمتعلقة بشرط إخلاء البناية المتنازع من أجلها والقضاء على البلدية بالقيام بالإجراءات المتعلقة بذلك.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة فصلا في قضايا الإستئناف علنيا حضوريا:

في الشكل : قبول الإستئناف

في الموضوع : المصادقة مبدئيا على الأمر المستأنف وزاد عليه أمر البلدية بإخلاء المبنى المتنازع من أجله.

ترك المصاريف القضائية على عاتق خزينة الدولة طبقا لقانون المالية لسنة 1999.

بذا صدر القرار و وقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الخامس من شهر فيفري من سنة ألفين و إثنين من قبل مجلس الدولة المتركب من السادة :

الرئيسة	أبركان فريدة
مستشار دول مقرر	عنصر صالح
مستشار دولة	لعلاوي عيسى
مستشار دولة	باشن خالد

بحضور السيد/ بن ناصر محمد محافظ الدولة بمساعدة السيد/ بوزيد عمر أمين الضبط.

أمين الضبط

مستشار دولة المقرر

الرئيسة

مجلس الدولة
الغرفة الثالثة

رقم القرار: 005951

تاريخ الجلسة: 2002/02/11

محاماة:

الإلتحاق بسلك المحاماة - حق المتقاعد في الإلتحاق (نعم)
قرار مجلس الإتحاد الوطني للمحامين لايسمو إلى مرتبة
القانون (نعم).

تحرير القرار بلغة أجنبية:

خرق للمادة (03) من الدستور (نعم).

خرق للمادة (02) من القانون 91-05 (نعم).

و عليه :

في الشكل: حيث أن الإستئناف جاء مستوفيا للأوضاع المنصوص عليها قانونا فهو مقبول شكلا.

عن الدفع بالمادة 13 من قانون الإجراءات المدنية : حيث أن عريضة رفع دعوى المستأنف عليه جاءت واضحة ومبينة للعناصر التي تمكن المتقاضي من معرفة خصمه ، وهذا ما وقع في قضية الحال لكون المدعي عليها المستأنفة قد ردت على طلبات خصمها بما فيه الكفاية ، وأن قصد المشرع من إدراج المهنة وما يتبعها بعريضة إفتتاح الدعوى هو تمكين المتقاضين من ممارسة حقهم في الدفاع المخول لهم قانونا وأن عدم ذكر مهنة المستأنف عليه بالعريضة لم يغير من جوهر الموضوع ، وعليه فإن هذا الدفع مردود.

في الموضوع : حيث أن النزاع يتعلق بطلب إلغاء القرار الصادر عن منظمة المحامين لناحية وهران بتاريخ 1999/09/08 و الذي رفض طلب المدعي أصلا المستأنف عليه في الإلتحاق بسلك المحاماة.

وحيث أن القرار أو المقرر فيه جاء غير مسبب في حين أن كل قرار إداري كان أم قضائي يجب أن يكون مسببا ، وهذا وحده يكفي لإلغائه إضافة إلى كونه محررا باللغة الأجنبية خلافا لنص المادة 03 من الدستور التي تنص على أن اللغة العربية هي اللغة الوطنية والرسمية

وكذلك المادة 2 من القانون 05/91 المتضمن تعميم استعمال اللغة الوطنية المعدل والمتمم بالأمر رقم 30/96.

وحيث أن دفوع المستأنف جاءت واهية وفي غير محلها مما يستوجب ردها خصوصا ما تعلق منها بما قرره مجلس الإتحاد الوطني لمنظمة المحامين الجزائريين بالمحكمة العليا بتاريخ 1998/01/26 إذ أن هذا القرار لا يسمو إلى درجة القانون.

وحيث أن قضاة الدرجة الأولى قد أصابوا لما قضوا بإلغاء القرار المطعون فيه إلا أنه كان عليهم مراعاة الجانب الجوهري فيه وهو عدم تسببيه وعلية فإنه يتعين تأييد القرار المستأنف. وحيث أن من خسر طعنه يتحمل مصاريف التقاضي طبقا لنص المادة 270 من قانون الإجراءات المدنية.

لهذه الأسباب

يفضي مجلس الدولة: حضوريا نهائيا وعلينا

في الشكل: قبول الإستئناف شكلا.

وفي الموضوع: تأييد القرار المستأنف.

تحميل المستأنف المصاريف القضائية.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الحادي عشر من شهر فيفري من سنة ألفين وإثنين من قبل الغرفة الثالثة بمجلس الدولة المتشكلة من السادة:

الرئيسة	صحراوي الطاهر مليكة
رئيسة قسم المقررة	سعيود خديجة
المستشارة	رحموني فوزية
المستشارة	فرقاني عتيقة
المستشار	خنفر حماتة
المستشار	مسعودي حسين

بحضور السيدة/ مرابط مليكة مساعدة محافظ الدولة وبمساعدة السيد/ زهير ميهوبي أمين الضبط.

أمين الضبط

رئيسة قسم المقررة

الرئيسة

مجلس الدولة
 الغرفة : الخامسة
 رقم القرار : 007292
 تاريخ الجلسة : 2002/12/20

إستعجال إداري :
 المادة 171 مكرر من قانون الإجراءات المدنية
 إفراغ حمولة باخرة
 أمر الوالي بوقف تفريغ الباخرة تلف البضاعة
 عنصر الإستعجال قائم (نعم)
 القاضي الإستعجالي مختص للأمر بالتفريغ (نعم)

و عليه :

في الشكل : حيث أن الإستئناف إستوفى أوضاعه القانونية فهو مقبول شكلا.
 حيث أن مدير ميناء وهران لم يقدم أية مذكرة كما يستوجب القانون ، مما يتعين الفصل في القضية إتجاهه غيابيا.

في الموضوع : حيث يتبين من الملف أنه على إثر رفع دعوى إستعجالية من طرف المستأنفة ترمي إلى عدم تعرض المصالح الولائية إلى تفريغ حمولة القمح من الباخرة دن دن التي رست بتاريخ 2000/10/30 بميناء وهران ، أن الغرفة الإدارية قضت بعدم إختصاصها النوعي على أساس أن المستأنفة لم ترفع دعوى في الموضوع وأن النزاع جدي.

حيث أنه من الثابت أن والي ولاية وهران على إثر معلومات صادرة عن مصالح ولاية جيجل أمر كتابة بتاريخ 2000/11/2 المصالح المعنية بوقف تفريغ الباخرة من حمولتها مع إجراء تحقيق عميق في مراقبة النوعية للمادة المستوردة وعدم الشروع في وضع هذه الحبوب المستوردة للإستهلاك وأكد موقفه أمام القضاء مستندا على الخبرة المنجزة من طرف المخبر الجهوي للشرطة الذي خلص لعدم صلاحية البضاعة للإستهلاك.

حيث أن المستأنفة تعيب على قرار الوالي أنه يشكل تعديا بإعتباره يعد خارجا عن إختصاصه وتلتبس نظرا للإستعجال تفريغ الباخرة ووضع الحمولة في أمكنة ملائمة إلى حين الفصل في الموضوع.

لكن حيث أنه بموجب أحكام القانون رقم 90-09 المؤرخ في 07/02/1990 المتعلق بالولاية وكذا أحكام القانون رقم 89-02 المؤرخ في 27/02/1989 المتعلق بالقواعد العامة لحماية المستهلك أنه يمكن للسلطة الإدارية المختصة أن تقوم في أي وقت وفي أي مرحلة من مراحل عرض المنتج للاستهلاك بتحريرات والمراقبة المطلوبة قصد تفادي المخاطر التي قد تهدد صحة المستهلك وأمنه أو التي تمس مصالحه المادية ولهذا يتعين القول أن والي ولاية وهران قد إتخذ قرارا وقانيا يدخل في صلاحياته مما يجعل الدفع المثار غير سديد.

حيث يتبين من الملف أنه بعد رفع دعوى إستعجالية قامت المستأنفة برفع دعوى في الموضوع ترمي إلى إبطال القرار الصادر عن والي ولاية وهران السالف الذكر.

حيث أنه في هذه الظروف أن الأمر أصبح يتعلق بأخذ تدابير مؤقتة إلى حين الفصل في قضية الموضوع وهذا طبقا لأحكام المادة 171 مكرر من قانون الإجراءات المدنية في حالة توفر عنصر الإستعجال في القضية المطروحة.

حيث أنه تم وضع من طرف المستأنفة ومن طرف وزارتي التجارة و الفلاحة ثلاثة تقارير خبرة ترمي كلها إلى صلاحية البضاعة للاستهلاك والمتمثلة في :

تقرير محرر بتاريخ 26/11/2000 من طرف المركز الجزائري لمراقبة النوعية والرزق.

تقرير بعد أداء مهمة من طرف المصالح المركزية لوزارة الفلاحة بتاريخ 20/11/2000.

تقرير خبرة منجزة من طرف مكتب الخبرة البحرية والإعانة أ و ر ل ، بيمار وهران

بتاريخ 11/12/2000 بناء على أمر صادر عن السيد رئيس محكمة وهران.

حيث أنه في هذه الظروف أن توقيف تفرغ الباخرة منذ 02 نوفمبر 2000 قد تسبب ويسبب يوميا في تكاليف معتبرة تسدد بالعملة الصعبة كما أنه من المحتمل جدا أن يؤدي إلى تلف البضاعة المحمولة نظرا للظروف الخاصة بتخزينها داخل الباخرة مما يجعل عنصر الإستعجال متوفرا في قضية الحال وبعد قاضي الإستعجال مختصا لأخذ التدابير المنصوص عليها في المادة 171 مكرر من قانون الإجراءات المدنية وهذا لوضع حد للأضرار الراهنة إلى حين الفصل في الموضوع.

لهذه الأسباب

يقضي مجلس الدولة فضلا في القضايا الإستعجالية علانيا حضوريا

وغيابيا بالنسبة لمدير ميناء وهران :

في الشكل : قبول الإستئناف شكلا.

في الموضوع :

الإشهاد لوالي ولاية وهران بأنه تصرف في إطار القانون

الإشهاد بأنه تم رفع دعوى قضائية بإبطال القرار الولائي أمام الغرفة الإدارية بمجلس قضاء وهران.

نظرا لنتيجة تقارير الخبرة (3) التي تؤكد بأن البضاعة قابلة للاستهلاك.

نظرا لعنصر الإستعجال الوارد في قضية الحال.

1/ بإلغاء الأمر المستأنف وفصلا من جديد.

2/ بعدم تعرض والي ولاية وهران إلى تفرغ بضاعة القمح المحمولة بباخرة دندنان والتابعة للمستأنفة.

3/ بتخزين هذه البضاعة بأماكن ملائمة تحت مراقبة المصالح التقنية التابعة لوزارة الفلاحة والتجارة وتحت حراسة صاحب الأمكنة إلى غاية الفصل في القضية المطروحة في الموضوع أو صدور قرار أو أمر قضائي مخالف لهذا.

4/ تتكفل المستأنفة بجميع المصاريف المتعلقة بعملية تفريغ البضاعة وتخزينها وحراستها.

5/ يختص رئيس محكمة وهران للفصل في جميع الإشكالات الناتجة عن تنفيذ هذا القرار.

6/ ينفذ هذا القرار من يوم النطق به وتسلم للمستأنفة نسخة تنفيذية من هذا القرار قبل تسجيله.

بدا صدر القرار و وقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ العشرين من شهر ديسمبر من سنة ألفين من قبل مجلس الدولة المتركب من السادة :

الرئيس المقرر	أحمد بليل
المستشار	عنصر صالح
المستشار	زيتوني عمارة
المستشار	باشن خالد

بحضور السيد/ محمد قطوش محافظ الدولة وبمساعدة السيد/ عبد القادر لحرش أمين الضبط.

أمين الضبط

الرئيس المقرر

من قرارات محكمة التنازع

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
باسم الشعب الجزائري

محكمة التنازع

ملف رقم: 01

فهرس رقم: 01

قرار

في القضية المنشورة:

بين: بلدية رايس حميدو الجزائر

من جهة

و بين: ص. ج القبة الجزائر.

قرار بتاريخ:

08 ماي 2000

من جهة أخرى

و بحضور السيد محافظ الدولة لدى محكمة التنازع.

إن محكمة التنازع

قضية:

رئيس بلدية رايس حميدو

في جلستها العلنية المنعقدة بمقرها شارع 11 ديسمبر
1960 الأبيار بن عكنون الجزائر .

ضد:

و بعد المداولة القانونية،

ص. ج.

أصدرت القرار الآتي نصه :

بعد الإطلاع على القانون العضوي رقم : 98 / 03 المؤرخ في 3 يونيو 1998 المتعلق
باختصاصات محكمة التنازع و تنظيمها و عملها و سيما المواد 15 و 16 و 18 و ما يليها.

بعد الإطلاع على مجموع أوراق ملف الدعوى و سيما على القرار الصادر عن الغرفة الإدارية لمجلس قضاء الجزائر بتاريخ 02 نوفمبر 1999.

بعد الإستماع إلى السيد حسان بوعروج نائب رئيس المحكمة العليا و مقرر في القضية في تلاوة تقريره و إلى السيد قطوش محمد محافظ الدولة لدى محكمة التنازع في طلباته الرامية إلى " إرجاء الفصل في الموضوع إلى حين تصحيح الخطأ الإجرائي بتسجيل القضية بكتابة ضبط محكمة التنازع وفقا لمقتضيات المادة 18 الفقرة الأخيرة من القانون رقم : 98-03 و في الموضوع القول بأنه لا توجد حالة تنازع الاختصاص بين جهتين قضائيتين تابعتين لنظامين قضائيين مختلفين و رفض الإحالة على الحال". هكذا.

فصلا في القرار الصادر عن الغرفة الإدارية لمجلس قضاء الجزائر بتاريخ 02 نوفمبر 1999 القاضي "بإحالة ملف القضية إلى محكمة التنازع طبقا للمادة 18 من قانون 98-03 للفصل فيها طبقا للقانون".

عن الدفع المثار من قبل السيد محافظ الدولة: و الرامي " إلى إرجاء الفصل في الموضوع إلى حين تصحيح الخطأ الإجرائي بتسجيل القضية بكتابة ضبط محكمة التنازع وفقا لمقتضيات المادة 18 الفقرة الأخيرة من القانون رقم : 98-03".

لكن حيث أن الإطلاع على ملف الدعوى يبين أن الإجراءات المنصوص عليها في المادة 18 من القانون المؤرخ في 03 جوان 1998 المتعلق بمحكمة التنازع قد تم إحترامها ذلك أن الملف الكامل قد أرسل إلى محكمة التنازع من قبل السيد النائب العام لدى مجلس قضاء الجزائر و تم تسجيله بأمانة الضبط تحت رقم : 1 ثم حول إلى القاضي المقرر. و عليه فإن الدفع المثار في غير محله.

في الموضوع :

حيث أنه يتبين من الوثائق المرفقة بملف الدعوى أنه تم إبرام صفقة بين بلدية رايس حميدو و المسمى ص. ج لإنجاز مشروع سكنات من نوع البناء الجاهز و تم التسليم النهائي للأشغال بتاريخ 23 ديسمبر 1993 و عند إمتناع البلدية عن دفع ما بقي بذمتها رفعت دعوى من المقاول المذكور أعلاه أمام محكمة باب الوادي فصدر على إثرها حكم في 21 أكتوبر 1995 قضى بإلزام البلدية بدفعها ما قدره خمسة و خمسون مليون و ثمانمائة و ثلاثة و عشرون ألف و أربعمائة و ستون (55.823.460) دينارا قيمة الأشغال المنجزة و كذا مبلغ مائة ألف (100.000) دينار تعويضا و كل ذلك تحت غرامة تهديدية قدرها ألف (1.000) دينار عن كل يوم تأخير تسري إعتبارا من تاريخ صدور الحكم.

حيث أن مجلس قضاء الجزائر الغرفة المدنية على إثر إستئناف رفعته بلدية رايس حميدو قد أصدر قرارا بتاريخ 07 أوت 1996 قضى " بتأييد الحكم المستأنف الصادر عن محكمة باب الوادي بتاريخ 21 أكتوبر 1995 مبدئيا فيما قضى بالإستجابة لطلب المدعي المستأنف عليه في مبلغ الدين الأصلي المقدر بمبلغ 55.823.460 دينارا و كذا الإستجابة لطلب الغرامة التهديدية و تعديلا له برفع مبلغ التعويض إلى 200.000 دينار و رفض ما زاد عن ذلك من الطلبات ". مع الملاحظة أن المبالغ المالية كانت مدونة بمنطوق القرار بالأرقام و ليس بالحروف.

حيث أن المَقاول ص.ج أودع عريضة بتاريخ 18 جوان 1997 أمام مجلس قضاء الجزائر طالب فيها بتدعيم المبالغ المالية المعطاة له بالأرقام بموجب قرار 7 أوت 1996 و كتابتها بالحروف حتى يتم التنفيذ القانوني فصدر قرار عن الغرفة المدنية لمجلس الجزائر في 08 نوفمبر 1997 " بقبول الدعوى شكلا و القول أن المبالغ المحكوم بها بموجب القرار الصادر عن المجلس الحالي بتاريخ 07 أوت 1996 التي ذكرت بالأرقام فقط هي تدون بالحروف كالتالي: خمسة و خمسون مليون و ثمان مائة و ثلاثة و عشرين ألف و أربعمائة و ستون دينارا في الأصل و مبلغ مائتا ألف دينار كتعويض."

حيث أن رئيس بلدية ريس حميدو أودع عريضة بتاريخ 5 جانفي 1999 لدى الغرفة الإدارية لمجلس قضاء الجزائر أشار فيها إلى أنه يرفع دعوى من أجل :

1. " طلب المصادقة على القيمة الحقيقية للمشروع المنجز من طرف المَقاول ص.ج .
2. القول و التصريح بأن القضاء الإداري هو المختص في المصادقة على المبلغ الذي يجب على خزينة الدولة دفعه للمدعى عليه : خمسة ملايين و خمسمائة و إثتان و ثمانون ألف و ثلاثمائة و ستة و أربعون (5.582.346) دينارا ."
3. القول و التصريح بأن المبلغ الذي تلتزم به خزينة الدولة دفعه إلى المدعى عليه ص.ج. هو مبلغ (5.582.3460.00) دينارا . " هكذا .

حيث أن المدعى عليه أجاب أنه لا يمكن للمحكمة الإدارية أن تقبل طلب البلدية لتخفيض مبلغ الدين إلى "5.582.346" دينارا لأن الحكم المدني الذي فصل في النزاع حكم قاطع و نهائي فصدر قرار عن الغرفة الإدارية لمجلس قضاء الجزائر بتاريخ 02 نوفمبر 1999 " بإحالة ملف القضية إلى محكمة التنازع طبقا للمادة 18 من قانون 98-03 للفصل فيها طبقا للقانون " و ذلك على أساس :

1. إن النزاع القائم بين الطرفين يتعلق بصفحة أبرمت بين بلدية ريس حميدو و المدعى عليه ص.ج و أن النزاعات الناتجة عن الصفحات العمومية هي من إختصاص الغرفة الإدارية.

2. إن المدعى عليه طلب أمام محكمة باب الوادي الحكم على البلدية بدفعها له ما قدره 5.582.346 دينارا قيمة الدين إلا أن المحكمة المذكورة و مجلس قضاء الجزائر منحاه مبلغ 55.823.460 دينارا و بالتالي فإن الغرفة الإدارية بصفتها مختصة للفصل في النزاع ترى أن المبلغ المستحق للمدعى عليه هو 5.582.346 دينارا و هو المبلغ الذي طالب به أما المحكمة و المجلس و أن حكم الغرفة الإدارية في القضية بحالتها سيؤدي إلى تناقض بين أحكام قضائية لنظامين مختلفين و اعتمادا على المادة 18 من قانون 03 جوان 1998 المتعلقة بإختصاصات محكمة التنازع و تنظيمها و عملها قررت إحالة الملف إلى هذه الهيئة القضائية ."

عن صحة تأسيس القرار الصادر عن الغرفة الإدارية لمجلس قضاء الجزائر بتاريخ 02 نوفمبر 1999 :

حيث أنه من الثابت أن النزاع القائم بين الطرفين يرجع الفصل فيه للإختصاص المانع للجهة القضائية الإدارية على أساس :

1. أن أحد الطرفين المتخاصمين هو بلدية رابيس حميدو تطبيقاً لمقتضيات المادة 7 من قانون الإجراءات المدنية.
2. و أن موضوع النزاع بالإضافة إلى ما ذكر أعلاه يخص تنفيذ عقد صفقة عمومية وفقاً لمقتضيات المرسوم رقم : 434-91 المؤرخ في 9 نوفمبر 1991 إلا أن القرار الصادر عن الغرفة المدنية لمجلس قضاء الجزائر بتاريخ 7 أوت 1996 قد أصبح نهائياً و حائزاً على قوة الشيء المقضي به ذلك أنه تم تبليغه لرئيس البلدية بتاريخ 3 نوفمبر 1996 وفقاً لأحكام المادة 235 من قانون الإجراءات المدنية.

حيث أن الدعوى الأولى التي توجت بصدور القرار المدني المؤرخ في 7 أوت 1996 و الدعوى الثانية التي رفعها رئيس بلدية رابيس حميدو أمام الغرفة الإدارية لمجلس قضاء الجزائر و التي إنتهت بصدور قرار الإحالة على محكمة التنازع بتاريخ 08 نوفمبر 1999 قائمتان بين نفس الأطراف المتنازعة و لهما نفس الموضوع و مؤسسة على نفس السبب.

و بالتالي لا يمكن للجهة القضائية الإدارية المعروض عليها النزاع من قبل بلدية رابيس حميدو أن تتمسك باختصاصها و تفصل في طلبات الأطراف نظراً لوجود قرار سابق نهائي صادر عن الغرفة المدنية لمجلس قضاء الجزائر لأن قوة الشيء المقضي به تكون حجة بما فصلت فيه من الحقوق.

و ضمن هذه الظروف إنه كان يتعين على قضاة الغرفة الإدارية أن يقضوا برفض دعوى بلدية رابيس حميدو لسبق الفصل فيها من قبل الغرفة المدنية.

فلهذه الأسباب

تقضي محكمة التنازع :

أولاً : بصحة إجراءات الإحالة شكلاً.

ثانياً : و في الموضوع تقرر أن لا مجال للتنازع في الإختصاص بين القضاة.

ثالثاً : و تأمر بإعادة ملف القضية إلى الغرفة الإدارية لمجلس قضاء الجزائر للفصل فيه وفقاً للقانون.

رابعاً : و بإبقاء المصاريف على الخزينة.

بذا صدر القرار ووقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ الثامن ماي سنة ألفين من قبل محكمة التنازع المترتبة من السادة:

الرئيس الأول للمحكمة العليا رئيسا	عزوز نصري
نائب رئيس المحكمة العليا مقررا	حسان بوعروج
رئيس غرفة بالمحكمة العليا عضوا	مقراني حمادي
رئيس غرفة بالمحكمة العليا عضوا	نذير بيوت
رئيسة غرفة بمجلس الدولة عضوا	فريدة أبركان
رئيس غرفة بمجلس الدولة عضوا	مقداد كروغلي
رئيسة غرفة بمجلس الدولة عضوا	مليكَة صحراوي

بحضور السيد محمد قطوش محافظ الدولة لدى محكمة التنازع.
و بمساعدة السيد حمدي عبد الحميد أمين الضبط.

أمين الضبط

المقرر

الرئيس

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

باسم الشعب الجزائري

محكمة التنازع

ملف رقم : 10فهرس رقم : 10

قرار

في القضية المنشورة:

بين : أرملة ب المولودة أ.ف الساكنة قسنطينة المدعية
في الطعن و الوكيل عنها الأستاذ/ بوشمال عبد الباقي المحامي
المقبول لدى المحكمة العليا الكائن مقره ب: 18 نهج 19 جوان
1965 قسنطينة .

من جهة

قرار بتاريخ:

09 أكتوبر 2000

قضية:

أرملة ب المولودة

أ.ف

ضد :

المستثمرة الفلاحية

رقم 02

و بحضور : السيد محافظ الدولة لدى محكمة التنازع
من جهة أخرى

في جلستها العلنية المنعقدة بمقرها شارع 11 ديسمبر 1960
الأبيار بن عكنون الجزائر .

و بعد المداولة القانونية ،
أصدرت القرار الآتي نصه:

بعد الإطلاع على القانون العضوي رقم : 98 03 المؤرخ في 3 يونيو 1998 المتعلق بإختصاصات محكمة التنازع و تنظيمها و عملها و سيما المواد 15 و 16 و 17 و 18 و ما يليها.

بعد الإطلاع على مجموع أوراق ملف الدعوى و على عريضة الطعن و على مذكرة الرد. بعد الإستماع إلى السيد كروغلي مقداد المستشار المقرر في تلاوة تقريره و إلى السيد قطوش محمد محافظ الدولة لدى محكمة التنازع في طلباته الرامية إلى :

في الموضوع : رفض الدعوى لعدم قيام حالة تنازع الإختصاص لكونها سابقة لأوانها. و إحتياطيا : إسناد الإختصاص إلى الغرفة المدنية لمجلس قضاء قسنطينة.

حيث أنه و بموجب عريضة مسجلة بتاريخ 2000.03.12 لدى كتابة ضبط محكمة التنازع التمسّت السيدة ب. المولودة أ. ف تعيين الجهة القضائية المختصة للفصل في النزاع القائم بينها و بين المستثمرة الفلاحية الجماعية رقم : 02 المنبثقة عن مزرعة فايدي عبد الله بحامة بوزيان ولاية قسنطينة و تطبيقا لمقتضيات المادة 17 من القانون رقم 03.98 المؤرخ في 03.06.98 المتعلق بإختصاصات محكمة التنازع و تنظيمها و عملها.

و أنها تعرض بأن المرحوم زوجها كان عضوا مؤسسا للمستثمرة الفلاحية الجماعية المذكورة أعلاه و بعد وفاته بتاريخ 91.12.31 حلت محله متمّعة بنفس حقوق الأعضاء الآخرين.

و أنه على إثر النزاع القائم بينها و بين الأعضاء الآخرين للمستثمرة الفلاحية الجماعية الذين حرموها من حقوق الإستغلال و من وسائل الإنتاج التي تملكها هذه المستثمرة ، رفعت دعاواها القضائية أمام محكمة قسنطينة (القسم المدني).

و أنه بموجب الحكم الصادر في 95.06.21 ، عينت هذه الجهة القضائية خبيراً .

و أنه بناء على إستئناف ، أيدت الغرفة المدنية لمجلس قضاء قسنطينة بموجب القرار الصادر بتاريخ 96.02.12 الحكم من حيث المبدأ و بالإضافة كلفت الخبير المعين بتحديد حصة الطاعنة من العتاد الفلاحي.

و أن الخبير المعين قدر بأن المبلغ المستحق دفعه للطاعنة قيمته 401263.40 دينار جزائري.

و أنه بعد رجوع القضية من الخبرة ، صادقت محكمة قسنطينة بموجب الحكم الصادر في 97.11.9 مبلغ 401263.40 دج للطاعنة مقابل حصتها و مبلغ 10.000 دج قيمة مصاريف الخبرة.

و أنه بناء على إستئناف ، ألغت الغرفة المدنية لمجلس قضاء قسنطينة بموجب القرار الصادر بتاريخ 98.06.29 الحكم المستأنف و فضلا في القضية من جديد صرحت بعدم إختصاصها معتبرة من جهة بأن الأملاك المتنازع عليها هي دائما ملك للقطاع العمومي و لا يمكن بالنتيجة قسمتها تقسيما و من جهة

أخرى ، بأن النزاع لا يدخل في الحالات المعددة على سبيل الحصر في المادة السابعة (7) مكرر من قانون الإجراءات المدنية.

فضلا عن أن الطاعنة أدخلت مديرية المصالح الفلاحية و مديرية الأملاك الوطنية لولاية قسنطينة في الدعوى.

و أن الطاعنة لجأت بعد ذلك إلى الغرفة الإدارية لدى مجلس قضاء قسنطينة ، غير أن هذه الجهة القضائية صرحت هي كذلك بموجب القرار الصادر في 1999.09.25 بعدم إختصاصها

معتبرة أن النزاع لا يتعلق سوى بأشخاص من القانون الخاص بالتالي لا يتعلق بأي شخص من القانون العام مثلما يستخلص ذلك من مقتضيات المادة 7 من قانون الإجراءات المدنية.

و أنه أمام هذه الوضعية و طبقا لمقتضيات المادة 15 من القانون رقم 03.98 المؤرخ في 98.06.03 إلتصت الطاعنة من محكمة التنازع تعيين الجهة القضائية المختصة للفصل في هذا النزاع.

حيث أن المستثمرة الفلاحية الجماعية رقم 02 المنبثقة عن مزرعة " قايدي عبد الله " بحامة بوزيان متقاضية بواسطة ممثلها القانوني : أودعت مذكرة جوابية ترمي إلى التصريح بعدم قبول عريضة أرملة ب من حيث الشكل متمسكة في ذلك بأن القرار الصادر عن الغرفة الإدارية لدى مجلس قضاء قسنطينة بتاريخ

99.09.25 بلغ لجميع الأطراف يوم 99.11.7 وفقا لمقتضيات المادة 171 الفقرة 4 من قانون الإجراءات المدنية.

و أن العريضة الإفتاحية المؤرخة في 2000.03.12 قدمت بالتالي خارج أجل الشهر المنصوص عليه في المادة 300 من قانون الإجراءات المدنية.

و أن المستثمرة الفلاحية الجماعية تتمسك كذلك بأن القرارات الواجب عرضها على محكمة التنازع يجب أن تكون نهائية غير أن الطاعنة لم تتخذ التدابير الملائمة للحصول على قرار نهائي ، و بالنتيجة ، يتعين رفض طلبها.

و أنه على سبيل الإحتياط في الموضوع تتمسك المستثمرة الفلاحية الجماعية المطعون ضدها بأن زوج الطاعنة كان يملك حق الإنتفاع بالعتاد الفلاحي و بمباني المستثمرة و أن هذا الحق إنقضى بوفاة المستفيد طبقا لمقتضيات المادة 852 من القانون المدني.

و أنه بعد وفاة المدعو : ب. تحصلت الطاعنة على قطعة أرض مساحتها 15 هكتار و 45 أرا كما تحصلت على مبلغ 50.000 دج و أجر ستة(06) أشهر عن المرحوم زوجها.

و أنه بعد مرور مدة أربع(04) سنوات رفعت الطاعنة دعوى قضائية على المستثمرة الفلاحية الجماعية و قد صدرت القرارات المشار إليها أعلاه في هذا الشأن.

و أن المستثمرة الفلاحية الجماعية المطعون ضدها تعتبر أن الأمر يتعلق بطلب قسمة أملاك عمومية لا يدخل لا في إختصاص القضاء الإداري مثلما هو منصوص عليه في المادة 07 من قانون الإجراءات المدنية و لا في إختصاص القضاء المدني ، لهذا تعتبر أن محكمة التنازع غير معنية / مختصة و تلتزم رفض طلب الطاعنة.

و عليه :

في الشكل :

عن قبول أو عدم قبول طلب أرملة (ب) :

حيث أنه يستخلص من مقتضيات المادة 17 من القانون رقم 03-98 المؤرخ في 98.06.03 المتعلق باختصاصات محكمة التنازع ، تنظيمها و عملها بأنه يجوز لكل طرف معني رفع دعواه أمام هذه الجهة القضائية في أجل شهرين ابتداء من اليوم الذي يصبح فيه

القرار الأخير غير قابل لأي طعن أمام الجهات القضائية الخاضعة للنظام القضائي الإداري أو النظام القضائي العادي.

حيث أنه و في قضية الحال ، إذا كانت أرملة ب. المولودة أ. ف غير ملزمة باستفاد كل طرق الطعن أمام الجهتين القضائيتين ، فإن القرارين اللذين يخصانها لا ينبغي أن يكونا قابلين للطعن فيهما.

حيث أنه لا يستفاد من المستندات و الوثائق المقدمة في الملف بأن القرار الصادر عن الغرفة المدنية لمجلس قضاء قسنطينة بتاريخ 98.06.29 و القرار الصادر عن الغرفة الإدارية لدى مجلس قضاء قسنطينة في 99.09.25 صارا نهائيين.

و بالنتيجة يتعين التصريح بعدم قبول الطلب المقدم من طرف الطاعنة بتاريخ 2000.03.12.

لهذه الأسباب

تقضي محكمة التنازع :

في الشكل : التصريح بعدم قبول طلب الطاعنة.
بالحكم عليها بالمصاريف.

بدأ صدر القرار و وقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ التاسع من شهر أكتوبر سنة ألفين ميلادية من قبل محكمة التنازع المترتبة من السادة :

الرئيس الأول للمحكمة العليا رئيسا	عزوز نصري
نائب رئيس المحكمة العليا	حسان يوعروج
رئيس غرفة بالمحكمة العليا عضوا	مقراني حمادي
رئيسة غرفة بمجلس الدولة عضوا	فريدة أبركان
رئيس غرفة بمجلس الدولة عضوا مقررا	مقداد كروغلي

بحضور السيد محمد قطوش محافظ الدولة لدى محكمة التنازع.
و بمساعدة السيد حمدي عبد الحميد أمين الضبط.

أمين الضبط.

المقرر

الرئيس

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
باسم الشعب الجزائري

محكمة التنازع

منف رقم : 11

فهرس رقم : 11

قرار

في القضية المنشورة:

بين : أرملة . م. المولودة.ع. ف الساكنة أسطاوالي
الجزائر

المدعية في الطعن و الوكيل عنها الأستاذ/ بوشيبة حسين
المحامي المقبول لدى المحكمة العليا الكائن مقره ب:
حي 20 أوت عمارة ج رقم : 21 باش جراح الجزائر
من جهة

و بين : أ.ح أسطاوالي الجزائر المدعى عليه في
الطعن و الوكيل عنه الأستاذ/ محمد حمدي باشا المحامي
المقبول لدى المحكمة العليا الكائن مقره ب: 17 شارع
باب عزون الجزائر .

السيد والي ولاية تيبازة الكائن مكتبه بمقر ولاية تيبازة
المدعى عليه في الطعن و الوكيل عنه الأستاذ/ أوكيدان
مصطفى المحامي المقبول لدى المحكمة العليا الكائن
مقره ب: شارع الإخوة حسين حجوط البلدية

السيد مدير الترقية و التسيير العقاري وكالة زرادة
ممثلة من طرف مديرها الكائن بزردة المدعى عليه في
الطعن الغير ممثل.

من جهة أخرى

و بحضور : السيد محافظ الدولة لدى محكمة التنازع.

قرار بتاريخ:

09 أكتوبر 2000

قضية:

أرملة م. المولودة

ع. ف

ضد:

أ.ح. و من معه

إن محكمة التنازع

في جلستها العلنية المنعقدة بمقرها شارع 11 ديسمبر 1960 الأبيار بن عكنون الجزائر.
و بعد المداولة القانونية ،

أصدرت القرار الآتي نصه:

بعد الإطلاع على القانون العضوي رقم : 98 03 المؤرخ في 3 يونيو 1998 المتعلق باختصاصات محكمة التنازع و تنظيمها و عملها و سيما المواد 15 و 16 و 17 و 18 و ما يليها.

بعد الإطلاع على مجموع أوراق ملف الدعوى و على عريضة الطعن و على مذكرتي الرد.

بعد الإستماع إلى السيد حسان بوعروج نائب رئيس المحكمة العليا و مقرر في القضية في تلاوة تقريره و إلى السيد قطوش محمد محافظ الدولة لدى محكمة التنازع في طلباته الرامية إلى :

في الشكل : التصريح بقبول طلب الفصل في نزاع الإختصاص شكلا.

و في الموضوع : التصريح بأن القضاء الإداري غير مختص بالفصل في النزاع الدائر بين الطرفين و إعتبار الإجراءات المتبعة أمام مجلس الدولة كان لم تكن و بالتالي فالقرار الصادر عنه بتاريخ 07 ديسمبر 1998 لا أثر له. و الحكم على المطعون ضده بالمصاريف القضائية "

فصلا في الطعن المرفوع بتاريخ 28 مارس 2000 من قبل المسماة ع. ف الرامي إلى نقض القرار الصادر عن مجلس الدولة في 07 ديسمبر 1998 تحت رقم 186774 دون إحالة.

و حيث أن تدعيما لظعنها أودعت الطاعنة بواسطة وكيلها الأستاذ بوشيبة حسن عريضة تتضمن ثلاثة أوجه.

حيث أن الأستاذ حمدي باشا محمد أودع مذكرة جواب في حق الملتمس ضده أ.ح مفادها رفض الطعن لعدم تأسيسه و تبريره و ذلك عملا بأحكام المادة 17 الفقرة 02 من القانون رقم 98 03 لإختلاف الدعويين من حيث السبب و الموضوع معا.

حيث أن الأستاذ بوكيدان مصطفى أودع مذكرة جواب في حق والي ولاية تيبازة طلب فيها الحكم بتطبيق القانون.

حيث أن مدير ديوان الترقية و التسيير العقاري بزرادة لم يجب رغم صحة التبليغ. حيث أن الطلب المتعلق بالتنازع في الإختصاص بين القضاة إستوفى أوضاعه القانونية فهو مقبول شكلا.

و في الموضوع :حيث أنه يتضح من الملف أن مجلس قضاء البلدة الغرفة المدنية أصدر قرارا بتاريخ 24 جانفي 1994 قضى على المسمى أ.ح بطرده من المحل موضوع النزاع الكائن 9 شارع هجري أحمد بسطاوالي تحت غرامة تهديدية قدرها ألف دينار عن كل يوم تأخير من تاريخ تبليغ القرار و ذلك على أساس أن المحل تابع لملك المسماة ع. ف التي إشتريته من أملاك الدولة بموجب عقد إداري مؤرخ في 12 ماي 1986.

حيث أن الغرفة التجارية و البحرية للمحكمة العليا أصدرت قرارا بتاريخ 06 جوان 1995 تحت رقم 132135 قضت فيه برفض الطعن المرفوع من قبل المسمى أ. ح ضد القرار الصادر عن مجلس البلدية المشار إليه أعلاه.

و بموازاة لهذه الإجراءات أمام القضاء المدني رفعت دعوى أمام القضاء الإداري من قبل المسمى أ. ح ترمي إلى تحية المرآب المتنازع فيه من عقد البيع المؤرخ في 12 ماي 1986 على أساس أنه أجر له من طرف ديوان الترقية و التسيير العقاري بزرالدة و توجت هذه الإجراءات بقرار صادر عن مجلس الدولة في 7 ديسمبر 1998 ملف رقم 186774 الغرفة الرابعة بتصحيح عقد البيع المحرر في 12 ماي 1986 و بالقول أن المحل المتنازع عليه لا يدخل ضمن العقار المبيع لأرملة مالك المولودة ع. ف.

عن الأوجه المثارة من قبل المسماة ع. ف. :

الوجه الأول: مأخوذ من إنعدام الأساس القانوني للقرار الصادر عن مجلس الدولة بتاريخ 07 ديسمبر 1998 تحت رقم 186774 ذلك أنه أمر بتصحيح عقد البيع المحرر في 12 ماي 1986 و بالقول أن المحل المتنازع عليه لم يدخل ضمن العقار المبيع للمسماة ع. ف دون أن يستند على أي نص قانوني في حيثياته أو في منطوقه مما يجعله منعدم الأساس القانوني.

الوجه الثاني : مأخوذ من تناقض الأسباب ذلك أن القرار الصادر عن الغرفة المدنية لمجلس البلدية في 24 جانفي 1994 قد أشار بأن أ. ح يحتل الأماكن بطريق الغش و التعدي و أن وصولات الكراء التي يحوز عليها ينكرها ديوان الترقية و التسيير العقاري إلا أن القرار الصادر عن مجلس الدولة في 07 ديسمبر 1998 إعتد على هذه الوصولات رغم أن الديوان لم يكن ممثلا من طرف محام و عليه فإن أسباب كلا القرارين متناقضة في مضمونها.

الوجه الثالث : مأخوذ من مخالفة القانون و ينقسم إلى فرعين.

* الفرع الأول : يعيب على القرار الصادر عن مجلس الدولة في 7 ديسمبر 1998 كونه جاء مخالفا لمضمون أحكام القانون رقم 81 01 المؤرخ في 7 فيفري 1981 المتضمن التنازل عن أملاك الدولة و كذا أحكام المادة 514 من القانون المدني لأن الملتمس ضده أ. ح لا تتوفر فيه شروط المستأجر مما يتعين القضاء ببطلان القرار الصادر عن مجلس الدولة في 7 ديسمبر 1998.

الفرع الثاني : يعيب على القرار الصادر عن مجلس الدولة في 7 ديسمبر 1998 كونه جاء متناقضا مع القرار الصادر عن الغرفة التجارية و البحرية للمحكمة العليا بتاريخ 6 جوان 1995 تحت رقم 132135 و الذي حاز قوة الشيء المقضي فيه.

عن الفرع الثاني من الوجه الثالث بالأسبقية :

حيث أنه يتبين من الوثائق المرفقة بالملف أن النزاع القائم بين الطرفين يتعلق بمرآب مستغل كمحل تجاري من قبل المسمى أ. ح الذي يزعم بأنه أجر له من طرف ديوان الترقية و التسيير العقاري بزرالدة إعتقادا على وضعيات إجبارية في حين أن المسماة ع. ف تتمسك بعقد

إداري مؤرخ في 12 ماي 1986 يتعلق ببيع عقار لها من مصالح أملاك الدولة و يتضمن المراب المتنازع فيه.

حيث أن النزاع المتعلق بالمراب قد عرض :

أولا : على الجهات القضائية المدنية و توج بقرار صادر عن الغرفة المدنية لمجلس قضاء البلدة في 24 جانفي 1994 قضى على أ. ح و كل شاعل بإذنه بإخلاء المحل تحت غرامة تهديدية قدرها ألف دينار عن كل يوم تأخير من تاريخ تبليغ القرار الذي أصبح نهائيا و حانزا لقوة الشيء المقضي به بعد صدور القرار المؤرخ في 6 جوان 1995 عن الغرفة التجارية و البحرية للمحكمة العليا تحت رقم 132135 القاضي برفض الطعن المرفوع ضد القرار المشار إليه أعلاه من قبل أ. ح.

و ثانيا : عرض النزاع على الجهات القضائية الإدارية و صدر بشأنه قرار عن الغرفة الإدارية لمجلس قضاء الجزائر في 4 مارس 1997 برفض دعوى المسمى أ. ح على أساس أن تقرير الخبرة و الأحكام المدنية التي حازت قوة الشيء المقضي به قد أثبتت أن المحل موضوع النزاع يشكل جزءا من العقار التي تملكه المسماة ع. ف إلا أن مجلس الدولة بقراره المؤرخ في 7 ديسمبر 1998 ألغى القرار المشار إليه أعلاه و أمر بتصحيح عقد البيع المحرر في 12 ماي 1986 و بالقول أن المحل المتنازع عليه لا يدخل ضمن العقار المبيع للمسماة ع. ف و ذلك للأسباب الموضحة آنفا.

و إنه نتيجة لذلك يتبين أن جهتين قضائيتين الأولى خاضعة للنظام القضائي العادي و هي المحكمة العليا و الثانية خاضعة للنظام القضائي الإداري و هي مجلس الدولة قد قضتا باختصاصهما و أصدرتا قرارين متناقضين أصبحا نهائيين.

و عليه فإن الشروط المطلوبة في المادة 17 الفقرة 2 من القانون العضوي المؤرخ في 3 جوان 1998 المتعلق باختصاصات محكمة التنازع و تنظيمها و عملها متوفرة و ينبغي إذا الحكم بوضع حد لهذه الوضعية.

حيث أنه لا يمكن للجهة القضائية الإدارية المعروض عليها النزاع من قبل المسمى أ. ح أن تفصل في طلبات الأطراف نظرا لوجود قرار سابق نهائي صادر عن الغرفة المدنية لمجلس قضاء البلدة لأن قوة الشيء المقضي به تكون حجة بما فصلت فيه من الحقوق سيما و أن هذا الدفع أثير أمام مجلس الدولة و بقي بدون رد.

و ضمن هذه الظروف إنه كان يتعين على قضاة مجلس الدولة أن يقضوا برفض دعوى المسمى أ. ح لسبق الفصل فيها من قبل الجهات القضائية العادية التي لم تثبت له صفة المستأجر.

حيث أن القرار الصادر عن الغرفة المدنية لمجلس قضاء البلدة في 24 جانفي 1994 يبقى ساري المفعول و هو الذي يكون قابلا للتنفيذ.

و عليه ينبغي و بناء على الفرع الثاني من الوجه الثالث المثار من قبل المسماة ع. ف و بدون حاجة لمناقشة الأوجه المتبقية ينبغي الحكم بالقول أن القرار الصادر عن مجلس الدولة في 7 ديسمبر 1998 تحت رقم 186774 لا أثر له و أن القرار القابل للتنفيذ هو القرار الصادر عن مجلس قضاء البلدة بتاريخ 24 جانفي 1994.

فلهذه الأسباب

تقضي محكمة التنازع :

بقبول الطلب شكلا.

و في الموضوع تقرر :

أولاً: أن التناقض بين القرارين الصادرين الأول عن مجلس قضاء البلديّة في 24 جانفي 1994 و الثاني عن مجلس الدولة في 7 ديسمبر 1998 قائم.

ثانياً: أن القرار الصادر عن مجلس الدولة في 7 ديسمبر 1998 تحت رقم 186774 لا أثر له.

ثالثاً: إن القرار القابل للتنفيذ هو القرار الصادر عن مجلس قضاء البلديّة بتاريخ 24 جانفي 1994.

و تحمل المطعون ضده أ. ح بالمصاريف القضائية.

بذا صدر القرار و وقع التصريح به في الجلسة العلنية المنعقد بتاريخ التاسع من شهر أكتوبر سنة ألفين من قبل محكمة التنازع.

أمين الضبط.

المقرر

الرئيس

التشريع

- قانون عضوي رقم 98-01 مؤرخ في 4 صفر عام 1419 الموافق 30 مايو سنة 1998، يتعلق باختصاصات مجلس الدولة و تنظيمه و عمله.
- قانون رقم 98-02 مؤرخ في 4 صفر عام 1419 الموافق 30 مايو سنة 1998، يتعلق بالمحاكم الإدارية.
- قانون رقم 01-05 مؤرخ في 28 صفر عام 1422 الموافق 22 مايو سنة 2001، يعدل و يتمم الأمر رقم 66-154 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 و المتضمن قانون الإجراءات المدنية.
- رأي رقم 06/ر.ق.ع.م/د/98 مؤرخ في 22 محرم عام 1419 الموافق 19 مايو سنة 1998، يتعلق بمراقبة مطابقة القانون العضوي المتعلق باختصاصات مجلس الدولة و تنظيمه و عمله للدستور.

1 - قانون عضوي رقم 98-01 مؤرخ في 4 صفر عام 1419 الموافق 30 مايو سنة 1998، يتعلق باختصاصات مجلس الدولة و تنظيمه و عمله.

إن رئيس الجمهورية،

- بناء على الدستور، لا سيما المواد 3، 78 (2 و 4)، 119، 123، 126، 138، 141، 143، 152، 153، 165، 180 منه،

- وبمقتضى الأمر رقم 65-278 المؤرخ في 22 رجب عام 1385 الموافق 16 نوفمبر سنة 1965 و المتضمن التنظيم القضائي.

- وبمقتضى الأمر رقم 66-154 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 و المتضمن قانون الإجراءات المدنية المعدل و المتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 89-121 المؤرخ في 14 جمادى الأولى عام 1410 الموافق 12 ديسمبر سنة 1989 و المتضمن القانون الأساسي للقضاء المعدل و المتمم،

- وبمقتضى القانون رقم 89-22 المؤرخ في 14 جمادى الأولى عام 1410 الموافق لـ 12 ديسمبر سنة 1989 و المتعلق بصلاحيات المحكمة العليا و تنظيمها و سيرها، المعدل و المتمم،

- و بعد مصادقة البرلمان،

- و بناء على رأي المجلس الدستوري،

يصدر القانون العضوي الآتي نصه :

الباب الأول

أحكام عامة

المادة الأولى: يحدد هذا القانون العضوي اختصاصات مجلس الدولة و تنظيمه و عمله طبقاً للمواد 119، 143، 152 و 153 من الدستور.

المادة 2 : مجلس الدولة هيئة مقومة لأعمال الجهات القضائية الإدارية وهو تابع للسلطة القضائية.

يضمن توحيد الاجتهاد القضائي الإداري في البلاد و يسهر على احترام القانون.

يتمتع مجلس الدولة حين ممارسة اختصاصاته القضائية بالاستقلالية.

المادة 3 : مع مراعاة أحكام المادة 93 من الدستور، يحدد مقر مجلس الدولة في الجزائر العاصمة.

المادة 4 : يبدي مجلس الدولة رأيه في مشاريع القوانين حسب الشروط التي يحددها هذا القانون و الكيفيات المحددة ضمن نظامه الداخلي.

المادة 5 : تكون كل أشغال و مناقشات و مداولات و قرارات مجلس الدولة و مذكرات الأطراف باللغة العربية.

المادة 6 : يعد مجلس الدولة تقريرا عاما سنويا يرفعه إلى رئيس الجمهورية يتضمن تقدير نوعية قرارات الجهات القضائية الإدارية التي رفعت إليه، و كذا حصيلة نشاطاته الخاصة.

تبلغ نسخة من هذا التقرير إلى وزير العدل.

المادة 7 : يشارك مجلس الدولة في برامج تكوين القضاة الخاضعين للجهات القضائية الإدارية حسب الكيفيات المحددة في نظامه الداخلي.

المادة 8 : ينشر مجلس الدولة قراراته و يسهر على نشر كل التعاليق و الدراسات القانونية.

الباب الثاني

اختصاصات مجلس الدولة

الفصل الأول

الاختصاصات ذات الطابع القضائي

المادة 9 : يفصل مجلس الدولة ابتدائيا و نهائيا في:

1-الطعون بالإلغاء المرفوعة ضد القرارات التنظيمية أو الفردية الصادرة عن السلطات الإدارية المركزية و الهيئات العمومية الوطنية و المنظمات المهنية الوطنية.

2-الطعون الخاصة بالتفسير و مدى شرعية القرارات التي تكون نزاعاتها من اختصاص مجلس الدولة.

المادة 10: يفصل مجلس الدولة في استئناف القرارات الصادرة ابتدائيا من قبل المحاكم الإدارية في جميع الحالات ما لم ينص القانون على خلاف ذلك.

المادة 11: يفصل مجلس الدولة في الطعون بالنقض في قرارات الجهات القضائية الإدارية الصادرة نهائيا وكذا الطعون بالنقض في قرارات مجلس المحاسبة.

الفصل الثاني

الاختصاصات ذات الطابع الاستشاري

المادة 12: يبدي مجلس الدولة رايه في المشاريع التي يتم إخطاره بها حسب الأحكام المنصوص عليها في المادة 4 أعلاه و يقترح التعديلات التي يراها ضرورية.

الباب الثالث

تنظيم مجلس الدولة

الفصل الأول

التنظيم

المادة 13 : يتمتع مجلس الدولة بالاستقلالية المالية و الاستقلالية في التسيير.

يزود بالموارد البشرية و الوسائل المالية و المادية اللازمة لتسييره و تطوير نشاطاته.

تسجل الاعتمادات اللازمة لتسييره في الميزانية العامة للدولة.

و يخضع تسييره المالي لقواعد المحاسبة العمومية.

المادة 14: ينظم مجلس الدولة لممارسة اختصاصاته ذات الطابع القضائي في شكل غرف، و يمكن تقسيم هذه الغرف إلى أقسام، و لممارسة إختصاصاته ذات الطابع الاستشاري، ينظم في شكل جمعية عامة و لجنة دائمة.

المادة 15 : يقوم محافظ الدولة بدور النيابة العامة بمساعدة محافظي الدولة المساعدين.

المادة 16 : لمجلس الدولة كتابة ضبط يتكفل بها كاتب ضبط رئيسي يعين من بين القضاة، بمساعدة كاتب ضبط، و ذلك تحت سلطة رئيس مجلس الدولة.

المادة 17 : يضم مجلس الدولة أيضا أقساما تقنية و مصالح إدارية تابعة للأمين العام، و ذلك تحت سلطة رئيس مجلس الدولة.

تحدد كيفية تعيين رؤساء المصالح و الأقسام عن طريق التنظيم.

المادة 18 : يعين الأمين العام لدى مجلس الدولة بمقتضى مرسوم رئاسي، باقتراح من وزير العدل، بعد استشارة رئيس مجلس الدولة.

المادة 19 : يحدد النظام الداخلي كفاءات تنظيم و عمل مجلس الدولة لا سيما عدد الغرف، و الأقسام و مجالات عملها، و كذا صلاحيات كتابة الضبط و الأقسام التقنية و المصالح الإدارية.

الفصل الثاني

التشكيلية

المادة 20 : يتشكل مجلس الدولة من القضاة الآتي ذكرهم:

من جهة:

- رئيس مجلس الدولة،
- نائب الرئيس،
- رؤساء الغرف،
- رؤساء الأقسام،
- مستشاري الدولة،

و من جهة أخرى

- محافظ الدولة،

- محافظي الدولة المساعدين،

يخضع القضاة المذكورون أعلاه للقانون الأساسي للقضاء.

المادة 21 : تشكيلة مجلس الدولة المبينة في المادة 20 أعلاه يمكن أن تعزز عند ممارسة اختصاصاته الاستشارية بمستشاري الدولة من ذوي الاختصاص في مهمة غير عادية.

المادة 22 : يسير مجلس الدولة من قبل رئيسه الذي يسهر على التنظيم العام لأشغاله.

و على هذا الأساس:

1-يمثل المؤسسة رسمياً،

2-يسهر على تطبيق أحكام نظامه الداخلي،

3-يتولى توزيع المهام على رؤساء الغرف و رؤساء الأقسام و مستشاري الدولة بعد استشارة المكتب،

4-يمارس جميع الصلاحيات المخولة له ضمن النظام الداخلي.

في حالة غياب رئيس المجلس أو حدوث مانع له' يخلفه نائب الرئيس.

المادة 23 : يساعد نائب الرئيس رئيس مجلس الدولة في مهامه، لا سيما في تنسيق و متابعة أشغال الغرف و الأقسام.

و يمكنه رئاسة جلسات الغرف.

المادة 24 : لمجلس الدولة مكتب يتكون من :

1. رئيس مجلس الدولة، رئيساً.

2. محافظ الدولة، نائبا لرئيس المكتب.

3. نائب رئيس مجلس الدولة،

4. رؤساء الغرف،

5. عميد رؤساء الأقسام،

6. عميد المستشارين.

المادة 25 : يختص مكتب مجلس الدولة بما يأتي:

1. إعداد النظام الداخلي لمجلس الدولة و المصادقة عليه.
2. ابداء الرأي في توزيع المهام على قضاة مجلس الدولة.
3. اتخاذ الإجراءات التنظيمية قصد السير الحسن للمجلس.
4. إعداد البرنامج السنوي للمجلس.

تحدد الاختصاصات الأخرى للمكتب في النظام الداخلي.

المادة 26 : يمارس محافظ الدولة و محافظو الدولة المساعدون مهمة النيابة العامة في القضايا ذات الطابع القضائي و الاستشاري، و يقدمون مذكراتهم كتابيا و يشرحون ملاحظاتهم شفويا.

المادة 27 : ينسق رؤساء الغرف أشغالهم داخل غرفهم و يحددون القضايا الواجب دراستها على مستوى الغرفة أو الأقسام، و يترأسون الجلسات، و يسيرون مداولات الغرف.

يمكنهم رئاسة جلسات الأقسام.

المادة 28 : يوزع رؤساء الأقسام القضايا على القضاة التابعين لها و يترأسون الجلسات، و يعدون التقارير، و يسيرون المناقشات و المداولات.

المادة 29 : يعتبر مستشارو الدولة مقررين في التشكيلات القضائية و التشكيلات ذات الطابع الاستشاري، و يشاركون في المداولات.

يمكن مستشاري الدولة ممارسة وظائف محافظ الدولة المساعد.

يعتبر مستشارو الدولة في مهمة غير عادية مقررين في التشكيلات ذات الطابع الاستشاري و يشاركون في المداولات.

تحدد شروط و كفيات تعيينهم عن طريق التنظيم.

الفصل الثالث

تشكيلات مجلس الدولة ذات الطابع القضائي

المادة 30: يعقد مجلس الدولة جلساته في شكل غرف مجتمعة و غرف و أقسام.

المادة 31: يعقد مجلس الدولة في حالة الضرورة، جلساته مشكلا من كل الغرف مجتمعة لاسيما في الحالات التي يكون فيها القرار المتخذ بشأنها يمثل تراجعا عن اجتهاد قضائي.

المادة 32: يتشكل مجلس الدولة ، عند انعقاد غرفه مجتمعة، من:

- رئيس مجلس الدولة،

- نائب الرئيس،

- رؤساء الغرف،

- عمداء رؤساء الأقسام.

يعد رئيس مجلس الدولة جدول القضايا التي تعرض على مجلس الدولة عند انعقاده كغرف مجتمعة.

يحضر محافظ الدولة جلسات تشكيلات مجلس الدولة، كغرف مجتمعة، و يقدم مذكراته.

لا يصح الفصل إلا بحضور نصف عدد أعضاء تشكيلات الغرف مجتمعة على الأقل.

المادة 33 : يعقد مجلس الدولة جلساته في شكل غرف أو أقسام للفصل في القضايا التي تعرض عليه.

المادة 34 : لا يمكن أية غرفة أو أي قسم الفصل في قضية إلا بحضور ثلاثة (3) من أعضاء كل منهما على الأقل.

يمكن رئيس مجلس الدولة، عند الضرورة، أن يترأس أية غرفة.

يعد كل من رؤساء الغرف و رؤساء الأقسام جداول القضايا المحالة عليهم.

الفصل الرابع

تشكيلات مجلس الدولة ذات الطابع الاستشاري

المادة 35 : يتداول مجلس الدولة في المجال الاستشاري في شكل جمعية عامة و لجنة دائمة.

المادة 36 : تبدي الجمعية العامة لمجلس الدولة رأيها في مشاريع القوانين.

المادة 37 : يتراًس رئيس مجلس الدولة الجمعية العامة للمجلس.

تضم الجمعية العامة نائب الرئيس و محافظ الدولة، و رؤساء الغرف، و خمسة (5) من مستشاري الدولة.

يمكن الوزراء أن يشاركوا بأنفسهم أو يعينوا من يمثلهم في الجلسات المخصصة للفصل في القضايا التابعة لقطاعاتهم حسب الأوضاع المنصوص عليها في المادة 39 أذناه.

لا يصح الفصل إلا بحضور نصف عدد أعضاء الجمعية العامة على الأقل.

المادة 38 : خلافا لأحكام المادة 36 من هذا القانون، تكلف اللجنة الدائمة بدراسة مشاريع القوانين في الحالات الاستثنائية التي ينبه رئيس الحكومة على استعجالها.

تتشكل هذه اللجنة من رئيس برتبة رئيس غرفة، و أربعة (4) من مستشاري الدولة على الأقل.

يحضر محافظ الدولة أو احد مساعديه الجلسات و المداولات و يقدم مذكراته.

المادة 39 : يعين رئيس الحكومة، باقتراح من الوزير المعني بالأمر، على مستوى كل وزارة، موظفين برتبة مدير إدارة مركزية على الأقل، للحضور و الإدلاء برأي استشاري في جلسات الجمعية العامة و اللجنة الدائمة في القضايا التابعة لقطاعاتهم فقط.

الباب الرابع

الإجراءات

المادة 40 : تخضع الإجراءات ذات الطابع القضائي أمام مجلس الدولة لأحكام قانون الإجراءات المدنية.

المادة 41 : تحدد أشكال و كفاءات الإجراءات في المجال الاستشاري عن طريق التنظيم.

الباب الخامس

أحكام إنتقالية و نهائية

المادة 42 : بصفة إنتقالية، و في انتظار تنصيب مجلس الدولة، تبقى الغرفة الإدارية للمحكمة العليا للفصل في القضايا المعروضة عليها.

المادة 43 : تحال جميع القضايا المسجلة و / أو المعروضة على الغرفة الإدارية للمحكمة العليا إلى مجلس الدولة بمجرد تنصيبه.

تحدد كفاءات تطبيق هذه المادة عن طريق التنظيم.

المادة 44 : ينشر هذا القانون العضوي في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر، في 04 صفر عام 1419 الموافق لـ 30 مايو سنة 1998

اليمين زروال

2 - قانون رقم 98-02 مؤرخ في 4 صفر عام 1419 الموافق 30 مايو سنة 1998، يتعلق بالسماكم الإدارية.

إن رئيس الجمهورية،

بناء على الدستور، لا سيما المواد 122، 126، 138، 143، و 152 منه،

و بمقتضى القانون العضوي رقم 98-01 المؤرخ في 4 صفر عام 1419 الموافق 30 مايو سنة 1998 و المتعلق باختصاصات مجلس الدولة و تنظيمه و عمله،

و بمقتضى الأمر رقم 65-278 المؤرخ في 22 رجب عام 1385 الموافق 16 نوفمبر سنة 1965 و المتضمن التنظيم القضائي،

و بمقتضى الأمر رقم 66-154 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 و المتضمن قانون الإجراءات المدنية، المعدل و المتمم،

و بمقتضى القانون رقم 89-21 المؤرخ في 14 جمادى الأولى عام 1410 الموافق 12 ديسمبر سنة 1989 و المتضمن القانون الأساسي للقضاء، المعدل و المتمم،

و بعد مصادقة البرلمان،

يصدر القانون الآتي نصه:

الفصل الأول

أحكام عامة

المادة الأولى: تنشأ محاكم إدارية كجهات قضائية للقانون العام في المادة الإدارية.

يحدد عددها و اختصاصها الإقليمي عن طريق التنظيم.

المادة 2 : تخضع الإجراءات المطبقة أمام المحاكم الإدارية لأحكام قانون الإجراءات المدنية.

أحكام المحاكم الإدارية قابلة للإستئناف أمام مجلس الدولة، ما لم ينص القانون على خلاف ذلك.

الفصل الثاني

التنظيم و التشكيلة

المادة 3 : يجب لصحة أحكامها، أن تتشكل المحكمة الإدارية من ثلاثة (3) قضاة على الأقل من بينهم رئيس و مساعدان اثنان (2) برتبة مستشار.

يخضع قضاة المحاكم الإدارية للقانون الأساسي للقضاء.

المادة 4 : تنظم المحاكم الإدارية في شكل غرف و يمكن أن تقسم الغرف إلى أقسام.

يحدد عدد الغرف و الأقسام عن طريق التنظيم.

المادة 5 : يتولى محافظ الدولة النيابة العامة بمساعدة محافظي دولة مساعدين.

المادة 6 : لكل محكمة إدارية كتابة ضبط تحدد كفايات تنظيمها و سيرها عن طريق التنظيم.

المادة 7 : تتولى وزارة العدل التسيير الإداري و المالي للمحاكم الإدارية.

الفصل الثالث

أحكام انتقالية و ختامية

المادة 8 : بصفة انتقالية، و في انتظار تنصيب المحاكم الإدارية المختصة إقليمياً، تبقى الغرف الإدارية بالمجالس القضائية، و كذا الغرف الإدارية الجهوية، مختصة بالنظر في القضايا التي تعرض عليها طبقاً لقانون الإجراءات المدنية.

المادة 9 : تحال جميع القضايا المسجلة و/أو المعروضة على الغرف الإدارية للمجالس القضائية و كذا الغرف الإدارية الجهوية إلى المحاكم الإدارية بمجرد تنصيبها.

تحدد كفايات تطبيق هذه المادة عن طريق التنظيم.

المادة 10 : ينشر هذا القانون في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 4 صفر عام 1419 الموافق 30 مايو سنة 1996.

اليمين زروال

3 - قانون رقم 01-05 مؤرخ في 28 صفر عام 1422 الموافق 22 مايو سنة 2001، يعدل و يتم الأمر رقم 66-154 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 و المتضمن قانون الاجراءات المدنية.

إن رئيس الجمهورية،

بناء على الدستور، لا سيما المواد 119 و 120 و 122 و 126 منه،

و بمقتضى الأمر رقم 66-154 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 و المتضمن قانون الإجراءات المدنية، المعدل و المتمم،

و بمقتضى الأمر رقم 66-155 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 و المتضمن قانون الإجراءات الجزائية، المعدل و المتمم،

و بمقتضى الأمر رقم 66-156 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 و المتضمن قانون العقوبات، المعدل و المتمم،

و بمقتضى الأمر رقم 75-58 المؤرخ في 20 رمضان عام 1395 الموافق 26 سبتمبر سنة 1975 و المتضمن القانون المدني، المعدل و المتمم،

و بعد مصادقة البرلمان،

يصدر القانون الآتي نصه:

المادة الأولى : يعدل هذا القانون و يتم الأمر رقم 66-154 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو سنة 1966 و المتضمن قانون الإجراءات المدنية.

المادة 2 : تعدل و تتم المواد 171 مكرر و 320 و 324 من الأمر رقم 66-154 المؤرخ في 18 صفر عام 1386 الموافق 8 يونيو 1966 و المذكور أعلاه، و تتحرر كما يأتي:

المادة 171 مكرر: تطبق أحكام المواد من 81 إلى 97 و من 110 إلى 117 فيما يخص الطلبات العارضة و التدخل و إعادة السير في الدعوى و ترك الخصومة.

و تستبدل، في المواد الإدارية، المواد 172 و 173 و 183 إلى 190 الخاصة بتدابير الاستعجال و القضاء المستعجل، بالأحكام الآتية:

في جميع حالات الاستعجال، يجوز لرئيس المجلس القضائي أو للقاضي الذي ينتدبه، بناء على عريضة تكون مقبولة حتى في حالة عدم وجود قرار إداري سابق:

1. الأمر بتوجيه إنذار، سواء أكان مطلوباً أم غير مطلوب الرد عليه، بمعرفة أحد موظفي قلم الكتاب،

2. تعيين أحد موظفي قلم الكتاب أو أحد الخبراء ليقوم دون تأخير، بإثبات الوقائع الحاصلة بدائرة المجلس القضائي التي يكون من شأنها أن تؤدي إلى نزاع يطرح للفصل فيه أمام أحد المجالس القضائية المختصة في المواد الإدارية،

3. الأمر بصفة مستعجلة باتخاذ كافة الإجراءات اللازمة و ذلك باستثناء ما تعلق منها بأوجه النزاع التي تمس النظام العام، أو الأمن العام، و دون المساس بأصل الحق و بغير اعتراض تنفيذ أية قرارات إدارية بخلاف حالات التعدي و الاستيلاء و الغلق الإداري.

.....(الباقى بدون تغيير).....

المادة 320 : كل حكم أو قرار أو سند لا يكون قابلاً للتنفيذ إلا إذا كان ممهوراً بالصيغة التنفيذية الآتية:

"الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية باسم الشعب الجزائري".

و تنتهي بالصيغة الآتية:

و بناء على ما تقدم فإن الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية تدعو و تأمر جميع أعوان التنفيذ إذا طلب إليهم ذلك، تنفيذ هذا (القرار، الحكم...) و على النواب العامين و وكلاء الجمهورية لدى المحاكم مد يد المساعدة اللازمة لتنفيذه، و على جميع قادة و ضباط القوة العمومية تقديم المساعدة اللازمة لتنفيذه بالقوة عند الإقتضاء، إذا طلب إليهم ذلك بصفة قانونية،

و بناء عليه وقع هذا الحكم.

و في القضايا الإدارية تكون الصيغة التنفيذية على الوجه الآتي:

"الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية تدعو و تأمر الوزير أو الوالي أو رئيس المجلس الشعبي البلدي، كل فيما يخصه، و تدعو و تأمر كل أعوان التنفيذ

المطلوب إليهم ذلك فيما يتعلق بإجراءات القانون العام في مواجهة الأطراف الخصوصيين أن يقوموا بتنفيذ هذا القرار".

المادة 324 : جميع الأحكام و القرارات القضائية قابلة للتنفيذ في كل أنحاء الأراضي الجزائرية.

و لأجل التنفيذ الجبري للأحكام و القرارات يطلب قضاة النيابة العامة مباشرة استعمال القوة العمومية، و يشعر الوالي بذلك.

و عندما يكون التنفيذ من شأنه الإخلال بالنظام العام إلى درجة الخطورة، يمكن الوالي و يطلب مسبب يقدمه في أجل ثلاثين (30) يوما من تاريخ إشعاره أن يلتزم التوقيف الموقت لمدة أقصاها ثلاثة (3) أشهر".

المادة 3 : ينشر هذا القانون في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 28 صفر عام 1422 الموافق 22 مايو سنة 2001.

عبد العزيز بوتفليقة

رأي رقم 06/د.ق.ع.م.د/98 مؤرخ في 22 محرم عام 1419 الموافق 19 مايو سنة 1998، يتعلق بمراقبة مطابقة القانون العضوي المتعلق باختصاصات مجلس الدولة وتنظيمه وعمله للدستور.

إن المجلس الدستوري،

بناء على إخطار رئيس الجمهورية طبقاً لأحكام المادة 165 (الفقرة الثانية) من الدستور، بالرسالة رقم 22/ر.ج. المؤرخة في 2 مايو سنة 1998، المسجلة في سجل الإخطار بالأمانة العامة للمجلس الدستوري بتاريخ 3 مايو سنة 1998 تحت رقم 98/16 س.إ، قصد مراقبة مطابقة القانون العضوي المتعلق باختصاصات مجلس الدولة وتنظيمه وعمله للدستور،

وبناء على الدستور في مواد 123، 152 (الفقرة الثانية)، 153، 163 (الفقرة الأولى)، 165 (الفقرة الثانية)، 167 (الفقرة الأولى) و 180،

وبمقتضى النظام المؤرخ في 5 محرم عام 1410 الموافق 7 غشت سنة 1989 الذي يحدد إجراءات عمل المجلس الدستوري، المعدل و المتمم،

وبعد الاستماع إلى المقرر،

في الشكل:

اعتباراً أن القانون العضوي المتعلق باختصاصات مجلس الدولة و تنظيمه و عمله المعروف على المجلس الدستوري لمراقبة مطابقتة للدستور، قد حصل وفقاً لأحكام المادة 123 (الفقرة الثانية) من الدستور، على مصادقة المجلس الشعبي الوطني في جلسته المنعقدة بتاريخ 16 شوال عام 1418 الموافق 13 فبراير سنة 1998 خلال دورته العادية المفتوحة بتاريخ 2 جمادى الثانية عام 1418 الموافق 4 أكتوبر سنة 1997 و مصادقة مجلس الأمة في جلسته المنعقدة بتاريخ 26 ذي القعدة عام 1418 الموافق 25 مارس سنة 1998

خلال دورته العادية المفتوحة بتاريخ 3 ذي القعدة عام 1418 الموافق 2 مارس سنة 1998.

واعتباراً أن الإخطار الصادر عن رئيس الجمهورية بخصوص مراقبة مطابقة القانون العضوي المتعلق باختصاصات مجلس الدولة و تنظيمه و عمله للدستور جاء وفقاً للمادة 165 (الفقرة الثانية) من الدستور.

في الموضوع:

1- فيما يخص بعض المصطلحات الواردة في القانون العضوي:

أ- فيما يخص عنوان و بعض أحكام القانون العضوي:

- اعتباراً أن المشرع باستعماله في عنوان القانون العضوي موضوع الإخطار، و في بعض أحكامه، مصطلحات "صلاحيات" و "سير" و "تسيير" فإنه لم يعبر بأمانة عن المصطلحات المقابلة لها الواردة في المادة 153 من الدستور.

ب- فيما يخص المصطلح "يقررون" الوارد في المادة 29 من القانون العضوي،

موضوع الإخطار:

- اعتباراً أن المشرع حين استعمل كلمة "يقررون" الواردة في المادة 29 من هذا القانون، موضوع الإخطار، يكون قد أضفى معنى مغايراً للمعنى المقصود من محتوى هذه المادة، و لا يمكن اعتبار ذلك سوى سهواً منه مما يستوجب تداركه.

ج - فيما يخص المصطلح "تأسيس" الواردة ذكره في المادة 44 من القانون العضوي، موضوع الإخطار:

- اعتباراً أن تأسيس مجلس الدولة كهيئة دستورية قد تم بموجب الفقرة الثانية من المادة 152 من الدستور،

- و اعتباراً أن المؤسس الدستوري استعمل في المادة 180 من الدستور مصطلح "تنصيب" و أن المشرع حين استعمل في المادة 44 من القانون العضوي، موضوع الإخطار، مصطلح "تأسيس" يكون قد أضفى غموضاً على المعنى الذي يقصده مما يستوجب إزالته.

2- فيما يخص المادة 2 (الفقرة الثالثة) من القانون العضوي، التي وردت سرّاً عنها كما يأتي:

"يتمتع بالاستقلالية الضرورية الضامنة لحيد و فعالية أشغاله".

- اعتبارا أن مبدأ استقلالية السلطة القضائية الوارد ذكره في المادة 138 من الدستور المنبثق عن المبدأ الدستوري القاضي بالفصل بين السلطات، يستمد مفهومه من الضمانات الدستورية المنصوص عليها في المواد 147 و 148 و 149 من الدستور،

- و اعتبارا أن المؤسس الدستوري حين منح هذه الضمانات الخاصة بالاستقلالية للقاضي دون غيره يقصد منح مجلس الدولة هذه الضمانات في ممارسة اختصاصاته القضائية لا غير،

- و اعتبارا أن المشرع بتطبيقه لمبدأ استقلالية السلطة القضائية الذي أقرته المادة 138 من الدستور، قد منح بموجب المادة 2 (الفقرة الثالثة) من القانون العضوي، موضوع الإخطار، الاستقلالية لمجلس الدولة كهيئة تمارس اختصاصات قضائية واستشارية، و بالتالي يكون قد خالف الأحكام الدستورية في هذا الموضوع حين وسع هذه الاستقلالية لتشمل الإختصاص الإستشاري لمجلس الدولة.

3- فيما يخص المادة 3 من القانون العضوي المحررة كالآتي:

"يحدد مقر مجلس الدولة في الجزائر العاصمة".

- اعتبارا أن المشرع حين حدد مقر مجلس الدولة بالجزائر العاصمة قد أغفل السلطة المخولة لرئيس الجمهورية في الحالة الاستثنائية بمقتضى أحكام الفقرة الثالثة من المادة 93 من الدستور.

4- فيما يخص المادة 4 من القانون العضوي المحررة كالآتي:

"ييدي مجلس الدولة رأيه في مشاريع القوانين و الأوامر حسب الشروط التي يحددها هذا القانون و الكيفيات المحددة ضمن نظامه الداخلي.

كما يمكن أن يبدي رأيه في مشاريع المراسيم التي يتم إخطاره بها من قبل رئيس الجمهورية أو رئيس الحكومة حسب الحالة".

- اعتبارا أن المؤسس الدستوري بتحويل المشرع تحديد اختصاصات أخرى لمجلس الدولة بموجب قانون عضوي، كما ورد ذلك في المادة 153 من الدستور كان يقصد ترك المجال للمشرع لتحديد اختصاصات قضائية أخرى في إطار الفصل الثالث من الدستور الوارد تحت عنوان "السلطة القضائية"

- و اعتبارا أن الإختصاصات الاستشارية التي أقرها المؤسس الدستوري على سبيل الحصر تتعلق بمشاريع القوانين دون سواها التي تعرض و جوبا على مجلس الدولة لإبداء الرأي فيها قبل عرضها على مجلس الوزراء طبقا للمادة 119 (الفقرة الأخيرة) من الدستور.

- و اعتبارا أن المشرع بإقرار عرض مشاريع الأوامر، و مشاريع المراسيم الرئاسية و التنفيذية على مجلس الدولة لإبداء الرأي فيها، كما ورد في المادة 4 من القانون العضوي موضوع الإخطار، لم يتقيد بالنص الدستوري بل أضاف اختصاصات استشارية أخرى لم يقرها المؤسس الدستوري و بالتالي يكون قد استأثر لنفسه ما لم تقض به أحكام المادة 119 (الفقرة الأخيرة) من الدستور، مما يقضي إلى الإخلال بمقتضايتها،

- و اعتبارا أنه بخصوص مشاريع القوانين التي أبدى مجلس الدولة رأيه فيها قبل عرضها على مجلس الدولة طبقا لأحكام المادة 119 من الدستور الفقرة الأخيرة منها، وأصدرها رئيس الجمهورية بعد ذلك في شكل أوامر حسب الشروط التي أقرها الدستور، و لمراعاة الأسباب التي أسس عليها المجلس الدستوري منطوق رأيه هذا القاضي بعدم إخضاع مشاريع الأوامر لرأي مجلس الدولة، فإنه يتعين إدراج تاريخ رأي مجلس الدولة بشأن تلك المشاريع ضمن التأشير المتعلقة بإبداء الرأي.

5- فيما يخص المادة 13 من القانون العضوي:

- اعتبارا أن المادة 13 الواردة تحت الفصل الثاني من القانون العضوي موضوع الإخطار، تنص على إمكانية " ...مجلس الدولة و بمبادرة منه، جلب انتباه السلطات العمومية حول الإصلاحات التشريعية أو التنظيمية أو الإدارية ذات المنفعة العامة".

- و اعتبارا أن المشرع حين خول مجلس الدولة حق المبادرة بجلب انتباه السلطات العمومية حول الإصلاحات التشريعية أو التنظيمية أو الإدارية ذات المنفعة العامة، حتى و إن كان ذلك اختياريا، فإنه يكون قد أسند له اختصاصا يتعدى نطاق الاختصاصات الاستشارية التي يقتصر فيها تدخل مجلس الدولة على إبداء الرأي في مشاريع القوانين دون سواها طبقا للفقرة الأخيرة من المادة 119 من الدستور و بالتالي يكون قد أدخل بمقتضايتها.

6- فيما يخص المواد 15 (الفقرة الثانية)، 36، 37، 38، (الفقرة الثانية)، 39 (الفقرة الأولى)، 40 و 41 من القانون العضوي، موضوع الإخطار مأخوذة بصفة مجتمعة بسبب ما لها من تشابه في الموضوع الذي تعالجه:

- اعتبارا أن هذه المواد تتحدد في العلة و الموضوع مع المادة 4 من القانون العضوي، موضوع الإخطار.

7- فيما يخص المادة 20 من القانون العضوي، موضوع الإخطار المحررة كالآتي:

"يعد مكتب مجلس الدولة نظامه الداخلي. و تتم الموافقة عليه بموجب مرسوم رئاسي بناء على اقتراح من رئيس مجلس الدولة يحدد النظام الداخلي تنظيم و تسيير

مجلس الدولة، لاسيما عدد الغرف، و الأقسام و مجالات عملها، و كذا صلاحيات كتابة الضبط و الأقسام التقنية و المصالح الإدارية"

أ- فيما يخص الفقرتين الأولى و الثانية من المادة 20 المذكورة أعلاه مأخوذتين مجتمعتين:

- اعتبارا أن المادة 20 كما وردت صياغتها في القانون العضوي، موضوع الإخطار، تنص في فقرتها الأولى على النظام الداخلي لمكتب مجلس الدولة و إجراءات الموافقة عليه، بينما تحدد في فقرتها الثانية موضوع النظام الداخلي لمجلس الدولة، و بالتالي تكون قد أقرت نظاميين داخليين.

ب- فيما يخص الفقرة الأولى من المادة 20 المذكورة أعلاه:

- اعتبارا من جهة، أن موضوع النظام الداخلي المنصوص عليه في الفقرة الأولى من المادة المذكور أعلاه، لم يرد ذكره في أي حكم من أحكام النص موضوع الإخطار، و بالتالي يكون هذا النظام الداخلي بدون موضوع محدد،

- و اعتبارا من جهة أخرى، أن المشرع بإقرار عرض النظام الداخلي لمكتب مجلس الدولة على موافقة رئيس الجمهورية يكون قد أدخل بمبدأ الفصل بين السلطات الذي يلزم كل سلطة بأن تدرج أعمالها في حدود مجال اختصاصاتها التي ينص عليها الدستور،

- و اعتبارا أنه إذا كانت نية المشرع إقرار نظام داخلي لمكتب مجلس الدولة، فإن المادة 1-26 و فقرتها الأخيرة و الفقرة 2 من المادة 20 من القانون العضوي، موضوع الإخطار كافتان في حد ذاتهما لتضمين ذلك.

ج- فيما يخص الفقرة الثانية من المادة 20 المذكورة أعلاه مأخوذة منفردة:

- اعتبارا أن المؤسس الدستوري أقر صراحة في المادة 153 من الدستور تحديد تنظيم مجلس الدولة و عمله و اختصاصاته الأخرى بقانون عضوي،

- و اعتبارا أن المشرع باعتماده صياغة هذه الفقرة على النحو المذكور أعلاه، يكون قد أدخل غموضا على معنى هذه الفقرة التي يستشف من قراءتها الوحيدة أن نيتها هي تحديد كفاءات تنظيم و عمل مجلس الدولة، لأنه في حالة العكس يكون قد أحال مواضيع من اختصاص القانون العضوي على النظام الداخلي لمجلس الدولة، و يكون بذلك قد أدخل بمقتضيات المادة 153 من الدستور،

- و اعتبارا بالنتيجة أن عدم ذكر المشرع كلمة "كفاءات" لا يمكن أن يكون سوى نتيجة سهو منه. و في هذه الحالة تكون الفقرة الثانية من المادة 20 المذكورة أعلاه مطابقة جزئيا للدستور.

لهذه الأسباب:

يدلي بالرأي الآتي:

في الشكل:

1- أن القانون العضوي المتعلق باختصاصات مجلس الدولة و تنظيمه و عمله تمت المصادقة عليه طبقا لأحكام المادة 123 من الدستور، و يعد بذلك مطابقا للدستور.

2- أن إخطار رئيس الجمهورية المجلس الدستوري بخصوص مراقبة مطابقة هذا القانون العضوي للدستور تم تطبيقا لأحكام الفقرة الثانية من المادة 165 من الدستور.

في الموضوع:

1- فيما يخص بعض المصطلحات المستعملة في القانون العضوي:

أ- تستبدل كلمة "صلاحيات" بـ "اختصاصات" و كلمتا "سير" و "تسيير" بـ "عمل" على مستوى الأحكام الآتية التي تعاد صياغتها كالتالي: العنوان "القانون العضوي 98 - 01 المؤرخ في 04 صفر عام 1419 الموافق 30 مايو سنة 1998 المتعلق باختصاصات مجلس الدولة و تنظيمه و عمله".

المادة الأولى: "يحدد هذا القانون العضوي اختصاصات مجلس الدولة و تنظيمه و عمله طبقا للمواد 119، 143، 152 و 153 من الدستور".

المادة 15: "ينظم مجلس الدولة لممارسة اختصاصاته ذات الطابع القضائي في شكل غرف، و يمكن تقسيم هذه الغرف إلى أقسام.

و للممارسة اختصاصاته ذات الطابع الاستشاري، ينظم في شكل جمعية عامة و لجنة دائمة".

المادة 20 : (الفقرة الثانية): يحدد النظام الداخلي كليات تنظيم و عمل مجلس الدولة لاسيما عدد الغرف، و الأقسام و مجالات عملها، و كذا صلاحيات كتابة الضبط و الأقسام التقنية و المصالح الإدارية".

المادة 22: "تشكيلة مجلس الدولة المبينة في المادة 21 أعلاه، يمكن ان تعزز عند ممارسة اختصاصاته الاستشارية بمستشاري دولة من ذوي الاختصاص في مهمة غير عادية".

الباب الثاني: اختصاصات مجلس الدولة".

- الفصل الأول: الاختصاصات ذات الطابع القضائي".

- الفصل الثاني: "الاختصاصات ذات الطابع الاستشاري".

ب- المادة 29: تعاد صياغة هذه المادة كالآتي:

المادة 29: "يوزع رؤساء الأقسام القضايا على القضاة التابعين لها، و يترأسون الجلسات و يعدون تقارير، و يسيرون المناقشات و المداولات".

ج- تعد المادة 44 من القانون العضوي، موضوع الإخطار، مطابقة جزئيا للدستور. يستبدل مصطلح "تأسيس" الوارد ضمن المادة 44 بمصطلح "تنصيب" و تعاد صياغتها كالآتي:

المادة 44 : "بصفة انتقالية و في انتظار تنصيب مجلس الدولة، تبقى الغرفة الإدارية للمحكمة العليا مختصة للفصل في القضايا المعروضة عليها".

2- تعد الفقرة الثالثة من المادة 2 من القانون العضوي، موضوع الإخطار، مطابقة جزئيا للدستور، و تعاد صياغتها كالآتي:

المادة 2 (الفقرة الثالثة): "يتمتع مجلس الدولة حين ممارسة اختصاصاته القضائية بالاستقلالية".

3- تعد المادة 3 من القانون العضوي، موضوع الإخطار، مطابقة جزئيا للدستور و تعاد صياغتها كالآتي:

المادة 3 : "مع مراعاة أحكام المادة 93 من الدستور، يحدد مقر مجلس الدولة في الجزائر العاصمة"

4- تعد المواد 4، 15 (الفقرة الثانية)، 36، 37، 38 (الفقرة الثانية)، 39 (الفقرة الأولى) و 41 مطابقة جزئيا للدستور، و تعاد صياغتها كالآتي:

المادة 4 : "يبدى مجلس الدولة رأيه في مشاريع القوانين حسب الشروط التي يحددها هذا القانون و الكيفيات المحددة ضمن نظامه الداخلي".

المادة 15 (الفقرة الثانية): "و لممارسة اختصاصاته ذات الطابع الاستشاري، ينظم في شكل جمعية عامة، و لجنة دائمة".

المادة 36 : "يتداول مجلس الدولة في المجال الاستشاري في شكل جمعية عامة و لجنة دائمة".

المادة 37: "تبدى الجمعية العامة لمجلس الدولة رأيا في مشاريع القوانين".

المادة 38 (الفقرة الثانية): "تضم الجمعية العامة نائب الرئيس و محافظ الدولة، و رؤساء الغرف و خمسة (5) من مستشاري الدولة".

المادة 39 (الفقرة الأولى): "خلافا لأحكام المادة 37 من هذا القانون تكلف اللجنة الدائمة بدراسة مشاريع القوانين في الحالات الاستثنائية التي ينيه رئيس الحكومة على استعجالها".

المادة 41: "يعين رئيس الحكومة باقتراح من الوزير المعني بالأمر، على مستوى كل وزارة، موظفين برتبة مدير إدارة مركزية على الأقل، للحضور و الإدلاء برأي استشاري في جلسات الجمعية العامة و اللجنة الدائمة في القضايا التابعة لقطاعاتهم فقط".

5- تعد المادة 13 من القانون العضوي، موضوع الإخطار، غير مطابقة للدستور.

6- تعد الفقرة الأولى من المادة 20 من القانون العضوي غير مطابقة للدستور.

7- تعد الفقرة الثانية من المادة 20 مطابقة جزئيا للدستور و تعد صياغتها في شكل مادة كالآتي:

المادة 20: "يحدد النظام الداخلي كيفيات تنظيم و عمل مجلس الدولة لا سيما عدد الغرف و الأقسام و مجالات عملها، و كذا صلاحيات كتابة الضبط و الأقسام التقنية و المصالح الإدارية".

8- تعد المادة 40 من القانون العضوي غير مطابقة للدستور.

9- تعتبر الأحكام غير المطابقة للدستور كليا أو جزئيا قابلة للفصل عن باقي أحكام القانون العضوي موضوع الإخطار.

10- تعد باقي أحكام القانون العضوي موضوع الإخطار، مطابقة للدستور.

11- بناء على التصريح بعدم مطابقة المادتين 13 و 40 من القانون العضوي موضوع الإخطار للدستور، يعاد ترقيم المواد من 14 إلى 46 من القانون العضوي و بذلك يكون عدد مواده 44 مادة.

ينشر هذا الرأي في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

بهذا تداول المجلس الدستوري في جلساته بتاريخ 13، 16، 20 و 22 محرم عام 1419 الموافق 10، 13، 17 و 19 مايو سنة 1998.

حرر بالجزائر في 22 محرم 1419 الموافق 19 مايو سنة 1998

رئيس المجلس الدستوري

سعيد بوالشعير

من نشاط مجلس الدولة

نظم مجلس الدولة سلسلة من المحاضرات ، ألقاها أساتذة جامعيون و إطارات من الدولة، و كانت هذه المحاضرات على النحو الآتي :

- 1- الصفقات العمومية (2001/10/29) : السيدان بوزرد مدير التنظيم و الرقابة بوزارة المالية و خنوش بلحول خبير.
- 2- المنازعات الجمركية ذات الطابع الإداري (2001/11/13) : السيدان احسن بوسقيعة مكلف بمهمة برئاسة الجمهورية و عبد المجيد زعلاني أستاذ بكلية الحقوق.

- 3- المنازعات الضريبية (2002/01/28) : فاطمة الزهراء واليتي مصلحة المنازعات بوزارة المالية.
- 4- المنازعات العقارية (2002/03/18) : ليلي زروقي مكلفة بمهمة برئاسة الجمهورية.
- 5- منازعات الوظيف العمومي (2002/04/22) : ب. بوشمال مدير بالمديرية العامة للوظيف العمومي.

و من المرتقب أن تتوسع هذه المحاضرات مستقبلا لتشهد مشاركة محاضرين أجانب ، و من ذلك الزيارة المرتقبة لقضاة من مجلس الدولة الفرنسي قصد إلقاء سلسلة من المحاضرات بمقر مجلس الدولة.